

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE-PROVENCE

Date de Publication : 20/07/2022

N° : 2022/290

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 27 JUIN 2022

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

27 JUIN 2022

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Solange BIAGGI - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Sophie CAMARD - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - David GALTIER - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Frédéric GUELLE - Roger GUICHARD - Michel ILLAC - Cédric JOUVE - Vincent KORNPROBST - Anthony KREHMEIER - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Anne MEILHAC - Marie MICHAUD - André MOLINO - Yves MORAIN - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Catherine PILA - Véronique PRADEL - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Guy TEISSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Patrick AMICO représenté par Sophie CAMARD - Sophie ARRIGHI représentée par René-Francis CARPENTIER - Marion BAREILLE représentée par Valérie BOYER - Julien BERTEI représenté par Romain BRUMENT - Corinne BIRGIN représentée par Solange BIAGGI - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON représentée par Emilie CANNONE - Joël CANICAVE représenté par Marie BATOUX - Jean-Marc COPPOLA représenté par Agnès FRESCHER - Bernard DEFLESSELLES représenté par Patrick GHIGONETTO - Marc DEL GRAZIA représenté par Roland MOUREN - Alexandre DORIOL représenté par Lionel DE CALA - Sophie GRECH représentée par Cédric DUDIEUZERE - Sophie GUERARD représentée par Gilbert SPINELLI - Prune HELFTER-NOAH représentée par Anne MEILHAC - Pierre HUGUET représenté par Mathilde CHABOCHE - Sébastien JIBRAYEL représenté par Roland CAZZOLA - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE représenté par Laurence SEMERDJIAN - Pierre LAGET représenté par Frédéric GUELLE - Sandrine MAUREL représentée par Mireille BALLETTI - Caroline MAURIN représentée par Laurent SIMON - Hervé MENCHON représenté par Lydia FRENTZEL - Eric MERY représenté par Pauline ROSSELL - Danielle MILON représentée par Jean-Pierre GIORGI - Lisette NARDUCCI représentée par Samia GHALI - Yannick OHANESSIAN représenté par Marie MICHAUD - Benoît PAYAN représenté par Anthony KREHMEIER - Jocelyne POMMIER représentée par Grégory PANAGOUDIS - Perrine PRIGENT représentée par Christian PELLICANI - Didier REAULT représenté par Patrick PAPPALARDO - Anne VIAL représentée par Jean-Marc SIGNES - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Jean-Baptiste RIVOALLAN.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Gérard AZIBI - Eléonore BEZ - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Audrey GARINO - Christine JUSTE - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Férouz MOKHTARI - Frank OHANESSIAN - Claude PICCIRILLO - Dona RICHARD - Michèle RUBIROLA - Nathalie TESSIER - Catherine VESTIEU.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Commission "Finances - Etat Spécial de Territoire"

FET 001-212/22/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

DAJA 22/20527/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

A partir du 1^{er} janvier 2020, le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie SMACL en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 1 500 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Trois dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 1 405.60 euros (Mille quatre cent cinq euros et soixante centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Romano DELERIA – sinistre du 26 novembre 2021 – montant : 1041.60 euros,
- Mme Marion LOISEL – sinistre du 26 novembre 2021 – montant : 233.00 euros,
- M. Kevin SAID – sinistre du 26 novembre 2021 – montant : 131.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;
- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie SMACL à partir du 1er janvier 2020, sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 1 500 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnisations des dommages d'un montant individuel inférieur à 1 500 euros.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FET 002-213/22/CT

■ CT1 - Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021

Avis du Conseil de Territoire DBP 22/20623/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion des services de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de plaisance, du Crématorium, des Opérations d'aménagement, du Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2021 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives des budgets annexes délégués.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021.
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2021 comme suit :

Les résultats de clôture de l'exercice 2021 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement	23 130 605,86 euros
Section de fonctionnement	3 113 838,53 euros
Solde	26 244 444,39 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Section d'investissement	- 6 744 186,44 euros
Section de fonctionnement	36 747 433,16 euros
Solde	30 003 246,72 euros

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

Section d'investissement	- 303 134,70 euros
Section de fonctionnement	2 629 174,84 euros
Solde	2 326 040,14 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement	1 231 742,83 euros
Section de fonctionnement	4 070 406,89 euros
Solde	5 302 149,72 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement	- 2 477 907,79 euros
Section de fonctionnement	1 237 345 ,32 euros
Solde	- 1 240 562,47 euros

Article 2 :

Est d'avis d'adopter et de déclarer que le Compte de Gestion des services de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement du Territoire Marseille Provence dressé par le Receveur pour l'exercice 2021, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 003-214/22/CT

■ **CT1 - Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021**

Avis du Conseil de Territoire DBP 22/20624/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La délibération « Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Pour approbation du compte administratif de l'exercice 2021 des budgets annexes du Territoire de Marseille Provence suivants :

- Budget annexe « CT1 – eau » ;
- Budget annexe « CT1 – assainissement » ;
- Budget annexe « CT1 – ports de plaisance » ;
- Budget annexe « CT1 – crématorium » ;
- Budget annexe « CT1 – opérations d'aménagement ».

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le compte administratif de l'exercice 2021 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation du compte administratif 2021 est annexé à la présente délibération.

Le Conseil de Territoire en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2021 relatifs à ces budgets annexes ;
- Le Compte de Gestion 2021 produit par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Budgets Annexes du Territoire Marseille Provence - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article 1 :

Constate et arrête, pour chacun des budgets annexes du Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2021 dont les montants sont retranscrits ci-après :

BUDGET ANNEXE « CT1 – EAU »

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	26 756 967,45		- 3 626 361,59	23 130 605,86
FONCTIONNEMENT	1 340 833,79		1 773 004,74	3 113 838,53
TOTAL	28 097 801,24		- 1 853 356,85	26 244 444,39

BUDGET ANNEXE « CT1- ASSAINISSEMENT »

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	238 243,40		- 6 982 429,84	- 6 744 186,44
FONCTIONNEMENT	24 997 102,17		11 750 330,99	36 747 433,16
TOTAL	25 235 345,57		4 767 901,15	30 003 246,72

BUDGET ANNEXE « CT1 - PORTS DE PLAISANCE »

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	- 1 831 093,51		1 527 958,81	- 303 134,70
FONCTIONNEMENT	800 296,19		1 828 878,65	2 629 174,84
TOTAL	- 1 030 797,32		3 356 837,46	2 326 040,14

BUDGET ANNEXE « CT1 – CREMATORIUM »

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	1 445 121,48		- 213 378,65	1 231 742,83
FONCTIONNEMENT	3 627 784,46		442 622,43	4 070 406,89
TOTAL	5 072 905,94		229 243,78	5 302 149,72

BUDGET ANNEXE « CT1 - OPERATIONS D'AMENAGEMENT »

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	- 8 018 866,21		5 540 958,42	- 2 477 907,79
FONCTIONNEMENT	1 345 950,19		- 108 604,87	1 237 345,32
TOTAL	- 6 672 916,02		5 432 353,55	- 1 240 562,47

Article 2 :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Est d'avis de donner acte à Monsieur le Président de la présentation faite des comptes administratifs de l'exercice 2021, documents annexés à la présente délibération et comportant les comptes administratifs des budgets annexes « CT1 - eau », « CT1 - assainissement », « CT1 - ports de plaisance », « CT1 - crématorium » et « CT1 - opérations d'aménagement ».

Article 3 :

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les comptes de gestion 2021 de Monsieur le Receveur des Finances et ceux constatés dans les comptes administratifs 2021.

Article 4 :

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux comptes administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 004-215/22/CT

■ CT1 - Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Affectation du résultat 2021

DBP 22/20625/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence sera présenté au vote le 30 juin 2022.

Cet arrêté des comptes permet de déterminer :

- le résultat de clôture de la section de fonctionnement constitué par le résultat comptable constaté à la clôture de l'exercice, auquel se rajoute les résultats antérieurs de clôture ;
- le solde d'exécution de la section d'investissement, laissant apparaître un besoin ou un excédent de financement de la section
- les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

Le besoin de financement de la section d'investissement doit être corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste, une fois le résultat de fonctionnement arrêté et constaté lors de l'approbation du compte administratif, à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats de l'exercice 2021 sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2021		Résultats de clôture Fonctionnement (Exploitation) 2021	Résultats de clôture d'Investissement 2021 (B)	Restes à Réaliser en Recettes 2021 (C)	Résultats cumulés Investissement 2021 (B+C)	Part affectée à l'Investissement en 2022 (D)	Solde maintenu en section de Fonctionnement (Exploitation) (A-D)
	Fonctionnement/ Exploitation	Investissement						
Budget Eau	1 773 004,74	-3 626 361,59	3 113 838,53	23 130 605,86	0,00	23 130 605,86	0,00	3 113 838,53
Budget Assainissement	11 750 330,99	-6 982 429,84	36 747 433,16	-6 744 186,44	0,00	-6 744 186,44	6 744 186,44	30 003 246,72
Budget Ports de Plaisance	1 828 878,65	1 527 958,81	2 629 174,84	-303 134,70		-303 134,70	303 134,70	2 326 040,14
Budget Crématorium	442 622,43	-213 378,65	4 070 406,89	1 231 742,83	0,00	1 231 742,83	0,00	4 070 406,89
Budget Opérations d'Aménagement	-108 604,87	5 540 958,42	1 237 345,32	-2 477 907,79		-2 477 907,79	1 237 345,32	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L’approbation du compte de gestion 2021 produit par Monsieur le Receveur des Finances ;
- L’approbation du compte administratif 2021 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Il est décidé d’affecter le résultat d’exploitation 2021 uniquement pour les budgets annexes « CT1-assainissement », « CT1 - ports de Plaisance » et « CT1 - opérations d’aménagement », comme suit :

Budget Annexe « CT1 – ASSAINISSEMENT » :

Le résultat de clôture 2021 de la section d’exploitation s’établit à **36 747 433,16** euros.

Le résultat cumulé 2021 de la section d’investissement se clôture avec un déficit de **6 744 186,44** euros.

Il est proposé d’affecter **6 744 186,44** euros en section d’investissement.

Cette affectation se traduira par l’émission d’un titre en 1068 « Réserve capitalisée » pour le même montant.

Le solde de l’excédent d’exploitation qui, par conséquent, s’élève à **30 003 246,72** euros est maintenu en section d’exploitation et porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée **002** « Résultat d’exploitation reporté ».

Le résultat de clôture de la section d’investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de **– 6 744 186,44** euros, est inscrit sur la ligne budgétaire codifiée **001** « Solde d’exécution de la section d’investissement reporté » du budget supplémentaire 2021 en dépenses.

Budget Annexe « CT1 - PORTS DE PLAISANCE » :

Le résultat de clôture 2021 de la section d’exploitation s’établit à **2 629 174,84** euros.

Le résultat cumulé 2021 de la section d’investissement se clôture avec un déficit de **303 134,70** euros.

Il est proposé d’affecter **303 134,70** euros en section d’investissement.

Cette affectation se traduira par l’émission d’un titre en 1068 « Réserve capitalisée » pour le même montant.

Le solde de l’excédent d’exploitation qui, par conséquent, s’élève à **2 326 040,14** euros est maintenu en section d’exploitation et porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée **002** « Résultat d’exploitation reporté ».

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de – **303 134,70** euros, est inscrit sur la ligne budgétaire codifiée **001** « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget supplémentaire 2021 en dépenses.

Budget Annexe « CT1 - OPERATIONS D'AMENAGEMENT » :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à **1 237 345,32** euros.

Le résultat cumulé 2021 de la section d'investissement se clôture avec un déficit de **2 477 907,79** euros.

Il est proposé d'affecter **1 237 345,32** euros en section d'investissement.

Cette affectation se traduira par l'émission d'un titre en 1068 « Réserve capitalisée » pour le même montant.

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à **0,00** euros est maintenu en section d'exploitation et porté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée **002** « Résultat d'exploitation reporté ».

Le résultat de clôture de la section d'investissement, hors reste à réaliser, quant à lui, de – **2 477 907,79** euros, est inscrit sur la ligne budgétaire codifiée **001** « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget supplémentaire 2021 en dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 006-216/22/CT

■ CT1 - Budget annexe Collecte et traitement des Déchets Unifié - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 22/20683/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Budget annexe Collecte et traitement des Déchets Unifié - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe collecte et traitement des déchets unifiés sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 30 Juin 2022.

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparait dans le compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe collecte et traitement des déchets unifiés.

Le suivi analytique de cette politique publique permet d'approuver la partie du compte administratif concernant le Territoire Marseille-Provence, avec les montants exécutés suivants :

Section de fonctionnement	12 204 206, 90 euros
Section d'investissement	-6 149 335, 27 euros

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Solde

6 054 871, 63 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2021 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Budget annexe Collecte et traitement des Déchets Unifié - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation de la partie du compte administratif du budget annexe collecte et traitement des déchets unifiés, de l'exercice 2021, relative au Territoire de Marseille Provence, avec les montants exécutés suivants :

Section de fonctionnement	12 204 206, 90 euros
Section d'investissement	-6 149 335, 27 euros
Solde	6 054 871, 63 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite de la partie relative au Territoire Marseille Provence du compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe collecte et traitement des déchets unifiés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 008-217/22/CT

■ CT1 - Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 22/20628/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le compte de gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2021 prouvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

CONSIDERANT

- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation du compte de gestion de l'exercice 2021 comme suit :

Le résultat de clôture de l'exercice 2021 du compte de gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est le suivant :

En recettes	242 902 712,86 euros
En dépenses	242 902 712,86 euros
Résultat	0,00 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que le compte de gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2021, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 009-218/22/CT

■ CT1 - Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021

Avis du Conseil de Territoire DBP 22/20630/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021 », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le compte administratif de l'exercice 2021 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 30 Juin 2022 en même temps que le compte administratif du Budget Principal de la Métropole.

En application des dispositions de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque territoire doit rendre un avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire.

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparaît dans le compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le compte administratif de l'exercice 2021 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations 2021 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article 1 :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation du compte administratif de l'exercice 2021 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes	242 902 712,86 euros
En dépenses	242 902 712,86 euros
Résultat :	0,00 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du compte administratif de l'exercice 2021 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de gestion 2021 de Monsieur le receveur des Finances, sont en tous points analogues à ceux constatés dans le compte administratif 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 010-219/22/CT

■ CT1 - Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Budget supplémentaire de l'exercice 2022

DBP 22/20631/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence, voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Pour ce budget, il ne s'agira que d'ajustements.

Après les ajustements relatifs au Budget Supplémentaire pour l'exercice 2022, la dotation de gestion à l'Etat Spécial de Territoire ne varie pas et s'élève à :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 93 435 037,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 122 327 155,00 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2022 en dépenses et en recettes.

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération, ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FET 001- 407/21/CT du 15 novembre 2021 approuvant le budget primitif 2022 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve le budget supplémentaire de l'exercice 2022 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence, ci-annexé, arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement	1 562 590,00 euros
Section d'Investissement	4 884 356,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 011-220/22/CT

■ CT1 - Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget annexe Collecte et traitement des déchets - Adoption du Budget Supplémentaire 2022 du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire

DBP 22/20685/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget annexe Collecte et traitement des déchets - Adoption du Budget Supplémentaire 2022 du Territoire Marseille Provence », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le budget annexe « Collecte et traitements des déchets métropolitain ». Le Budget Supplémentaire de l'exercice 2022 sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 30 Juin 2022.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes. Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Le suivi analytique de cette politique publique permet d'approuver la partie du Budget Supplémentaire concernant le Territoire Marseille-Provence, tel que présenté dans le rapport de présentation ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 002-090/22/CT du 4 mai 2022 portant approbation de la Décision Modificative n°1 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget annexe Collecte et traitement des déchets - Adoption du Budget Supplémentaire 2022 du Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation de la partie du Budget Supplémentaire du budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain » de l'exercice 2022, relative au Territoire de Marseille Provence.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	10 386 063,74 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	10 386 063,74 euros

Dépenses de la Section d'Investissement	664 335,27 euros
Recettes de la Section d'investissement	664 335,27 euros

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 012-221/22/CT

**■ CT1 - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget Supplémentaire 2022 du Territoire de Marseille Provence
DBP 22/20627/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le budget annexe « CT1 - opérations d'aménagement », votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les budgets annexes « CT1 - eau », « CT1 - assainissement », CT1 - ports de plaisance » et « CT1 - Crématorium ».

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les budgets annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération, ainsi que les maquettes budgétaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence. ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 005-461/21/CT du 13 Décembre 2021 portant approbation du Budget primitif 2022 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence. ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° FET 001-089/21/CT du 4 Mai 2022 portant approbation de la Décision Modificative n°1 2022 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Article 1 :

Sont intégrés au Budget Supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats cumulés, issus de la clôture de l'exercice 2021.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2022 du Territoire de Marseille Provence et voté et arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale des budgets annexes « CT1- eau », « CT1 – assainissement », « CT1 -ports de plaisance », « CT1-crématorium » et « CT1-opérations d'aménagement », comme indiqué dans les articles ci-après.

Article 3 :

La balance générale du budget annexe « CT1 – ports de plaisance » s'équilibre en dépenses et en recettes :

Concernant le budget annexe « CT1 – ports de plaisance » :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	2 834 588,14 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	2 834 588,14 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	926 137,70 euros
Recettes de la Section d'investissement	926 137,70 euros

La balance générale du budget annexe « CT1 – opérations d'aménagement » s'équilibre en dépenses et en recettes :

Concernant le budget annexe « CT1 - opérations d'aménagement :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	1 885 000,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	1 885 000,00 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	3 642 907,79 euros
Recettes de la Section d'investissement	3 642 907,79 euros

Article 4 :

La balance générale du budget annexe « CT1- eau » est votée en excédent pour la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le budget annexe « CT1 - eau »

Dépenses de la Section de Fonctionnement	4 984 158,14 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	4 984 158,14 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	- 10 129 023,85 euros
Recettes de la Section d'investissement	10 129 023,85 euros

Article 5 :

La balance générale du budget annexe « CT1 - assainissement » est votée en excédent pour la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le budget annexe « CT1 - assainissement :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	31 223 371,63 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	31 223 371,63 euros
Dépenses de la Section d'Investissement	2 149 228,43 euros
Recettes de la Section d'investissement	27 721 684,66 euros

Article 6 :

La balance générale du budget annexe « CT1 - crématorium » est votée en excédent pour la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le budget annexe « CT1 – crématorium » :

Dépenses de la Section de Fonctionnement	4 012 206,89 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	4 012 206,89 euros

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Dépenses de la Section d'Investissement
Recettes de la Section d'investissement

143 200,00 euros
4 958 216,02 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 013-222/22/CT

■ CT1 - Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la Réfections des fours et Equipements Annexes du Crématorium Saint-Pierre

**Avis du Conseil de Territoire
DGEDPSV 22/20322/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la Réfections des fours et Equipements Annexes du Crématorium Saint-Pierre », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des services d'intérêt collectif et gère, à ce titre, le Crématorium Saint-Pierre de Marseille.

Le Crématorium Saint-Pierre assure plus de 4000 crémations par an, entraînant naturellement une usure de ses équipements.

La chaudière côté extension vient de tomber en panne, et la chaudière, côté ancien, est vétuste. Les registres (éléments de la filtration) sont également à changer.

De plus, l'opération étant créée pour la durée du mandat, un 2^{ème} marché devra être relancé avant la fin de ce mandat. L'évaluation de ce 2^{ème} marché n'avait pas été prise en compte dans le montant initial.

L'opération d'investissement 2021104200 relative à la « Réfection des fours et équipements annexes du Crématorium Saint-Pierre » d'un montant initial de 600 000 € HT est inscrite au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre doit être révisée pour un montant de 900 000 € HT.

Cette révision porte le montant de l'opération 2021104200 de 600 000 € HT avant révision à un montant révisé de 1 500 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 017-9833/21/CM du 15 avril 2021 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Réfection des fours et Equipements du Crématorium Saint-Pierre » ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la prolongation et à la révision pour un montant de 900 000 € HT selon le Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre de l'opération 2021104200 « Réfection des fours et Equipements du Crématorium Saint-Pierre » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis à la prolongation et à la révision pour un montant de 900 000 € HT selon le Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre de l'opération 2021104200 « Réfection des fours et Equipements du Crématorium Saint-Pierre » ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant de 900 000 € HT selon le Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre ;
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiements correspondants.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement 2021104200 « Réfection des fours et Equipements du Crématorium Saint-Pierre » pour un montant de 900 000 € HT selon le budget annexe du Crématorium Saint-Pierre.

Le montant de l'opération budgétaire s'élève désormais à 1 500 000 € HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre 2022 et suivants Sous-Politique F220 – Chapitre 23 – Nature 2315 – Code Gestionnaire : Créma.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FET 014-223/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention relative à la crémation des dons de corps à la science avec la Faculté de Médecine de Marseille - Abrogation de la délibération n° FBPA-033-11236/22/BM du 10 mars 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DGEDPSV 22/20521/CT**

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur font obligations aux Facultés des Sciences Médicales et Para Médicales (FSMPM) de faire procéder à l'inhumation ou à la crémation des restes mortuaires provenant des dons de corps à la science.

La FSMPM de Marseille a fait le choix d'opter pour la crémation et a souhaité faire appel au Crématorium Saint-Pierre dont les installations de crémation sont agréées.

Par délibération n° EPPS 002-675/08/BC du 13 octobre 2008 la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention fixant les dispositions et conditions de prise en charge de ces crémations par le Crématorium Saint-Pierre ; La délibération EPPS 08-473/12/CC du 29 juin 2012 est venue compléter cette convention en fixant à cent (100) le seuil maximum de crémations gratuites pour ce type de crémations.

Compte tenu du nombre croissant de demandes de crémations des dons de corps à la science par la FSMPM de Marseille, supérieur au seuil de cent (100) crémations, la délibération tarifaire n° EPPS 003-1353/CC du 25 septembre 2015 comprend un tarif pour la crémation des corps à compter de la 101ème crémation, le tarif en vigueur sera appliqué.

Par délibération n° HN 040-068/16/CM du 7 avril 2016 la convention fixant les dispositions et conditions de prises en charges de ces crémations par le Crématorium Saint-Pierre a été renouvelée pour une période de 5 ans.

Une délibération FBPA-033-11236/22/BM a été adoptée par le Bureau de la Métropole le 10 mars 2022, cependant il est opportun de rectifier certaines erreurs matérielles (Changement du nom du Président, de dénomination Sociale ainsi que de numéro de CERFA). Par conséquent, il apparaît nécessaire d'abroger la délibération du 10 mars 2022 et d'adopter une nouvelle convention intégrant ces modifications.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEC n°1/428/CC du 27 juin 2003 approuvant la gratuité des frais de crémation accordée à certaines catégories de personnes ;
- La délibération EPPS 008-473/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'instauration d'un seuil maximal fixé à cent (100) pour la crémation à titre gratuit des personnes ayant légué leurs corps à la science ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération HN 040-068/16/CM du 7 avril 2016 relative au renouvellement de la convention relative à la crémation des dons de corps à la science avec la FSMPPM ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 010-10672/21/CM du 19 novembre 2021 relative à la fixation des redevances de crémation pour l'année 2022 ;
- La délibération FBPA-033-11236/22/BM du 10 mars 2022 portant renouvellement des dons de corps à la science ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'approuver une convention suite à l'abrogation de la délibération n° FBPA033-11236/22/BM du 10 mars 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur l'approbation d'une convention suite à l'abrogation de la délibération n° FBPA-033-11236/22/BM du 10 mars 2022.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'abrogation de la délibération FBPA-033-11236/22/BM du 10 mars 2022 sur l'approbation du renouvellement de la convention relative à la crémation des dons de corps à la Science avec la Faculté des Sciences Médicales et Para Médicales (FSMPM) et approbation de la nouvelle convention ci-annexée.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique A473 – Nature 7060 – Code gestionnaire CREMA

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Habitat - Politique de la Ville"

HPV 001-224/22/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'habitat privé - Actualisation du Règlement d'application des aides sur fonds propres apportées en complément de l'Agence Nationale de l'habitat (Anah) dans les opérations contractualisées sur les communes du Territoire Marseille Provence
 DOH 22/20372/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Déléataire des aides de l'Anah, la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage des opérations d'amélioration de l'habitat privé sur son territoire. A ce titre, elle élabore, négocie et approuve les conventions d'opération dans lesquels les subventions de l'Anah ainsi que les aides complémentaires sur fonds propres des collectivités et partenaires financeurs sont contractualisées. La Métropole passe également les marchés d'animation de ces dispositifs permettant d'apporter un accompagnement gratuit aux propriétaires et copropriétaires privés pour améliorer leur patrimoine.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Chaque opération d'une durée de 3 à 5 ans, donne lieu à une convention de programme, qui précise les objectifs qualitatifs et quantitatifs de la réhabilitation du patrimoine privé. Par le biais de ces conventions partenariales, la Métropole octroie les aides de l'Anah, instruites localement et réglées par les services centraux de l'Anah.

Afin d'amplifier l'impact des aides de l'Anah en lien avec les spécificités du territoire et les enjeux déclinés dans les documents de planification – Programme Local de Habitat, Protocoles de Lutte contre l'Habitat Indigne, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine, Accord partenarial pour une politique d'intervention sur les copropriétés fragiles et dégradées, Stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, Programmes territoriaux spécifiques – la Métropole complète sur fonds propres les aides contractualisées dans les conventions partenariales.

Les objectifs d'amélioration du parc de logements privés visent à :

- Requalifier, revitaliser des quartiers d'habitat vétuste,
- Contribuer à la lutte contre l'habitat dégradé, l'insalubrité,
- Améliorer la performance énergétique du parc privé,
- Requalifier le parc social de fait en parc social de droit,
- Produire des logements à loyer maîtrisé,
- Accompagner le redressement des copropriétés fragiles ou dégradées,
- Adapter les logements pour le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées.

Trois types de bénéficiaires sont ciblés : les propriétaires occupants, aux ressources modestes, les propriétaires bailleurs acceptant le conventionnement de leur logement à loyer social, le syndicat des copropriétaires en cas de travaux sur parties communes en copropriété.

Par délibération VU 015-015/19/CT du 26 février 2019, le Conseil de Territoire Marseille Provence, a approuvé le règlement d'application des aides sur fonds propres pour harmoniser les règles d'attributions de ces subventions en vigueur dans les divers programmes d'amélioration de l'habitat contractualisés sur les dix-huit communes du territoire Marseille Provence.

En 2022, sont en cours ou programmées sur ces communes les opérations suivantes :

•en l'habitat privé ancien :

OPAH RU La Ciotat2018-2023

POPAC II La Ciotat2020-2023

OPAH RU Marignane2019-2024

OPAH RU LHI Marseille centre2019-2024

PIG II renforcé Marseille Provence2022-2027

Ainsi que 4 nouvelles OPAH à Marseille à l'étude pour démarrer en 2023-2024

•en grandes copropriétés dégradées :

OPAH CD PlombièresPlans de Sauvegarde Kallisté2022-2027

Plan de Sauvegarde Bellevue2022-2027

Plans de Sauvegarde Corot2022-2027

POPAC Marseille Provence2019-2022

Après trois années d'exercice, et en préfiguration des nouvelles opérations qui se profilent, le règlement des aides nécessite d'être actualisé pour mieux répondre à la stratégie poursuivie en matière d'amélioration de l'habitat. Il s'agit notamment d'optimiser la complémentarité des aides apportées pour maximiser leur effet levier auprès des propriétaires privés, aussi bien pour des actions et des travaux préventifs que curatifs.

Les aides sur fonds propres des opérations programmées sur le dix-huit communes de Marseille évoluent de la manière suivante :

Aides sur fonds propres en direction des propriétaires occupants :

- La prime « Habiter Mieux » de 2 000 ou 3 000 euros par logement ne sera pas renouvelée ; octroyée selon la performance énergétique atteinte après travaux, pour réduire la consommation domestique, elle s'éteindra à expiration des deux OPAH en cours dans lesquelles elle est en vigueur. En effet compte de la pléthore d'aides diverses sur cette cible qui conduit à un surfinancement des travaux d'économie d'énergie, elle est peu mobilisée par les propriétaires et ne constitue pas une plus value opérationnelle.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La prime « Accession à la propriété » de 5 000 euros dans des secteurs présentant une trop forte présence de logements locatifs est maintenue. Elle vise à attirer des propriétaires occupants qui s'engagent à acquérir et réaliser des travaux d'amélioration dans un logement pour y résider pendant au moins 6 ans. La prime sera engagée après compromis de vente et payée au vu de l'acte notarié authentique.

- Une subvention aux travaux en direction des propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes est créée. Elle complète la subvention de l'Anah à hauteur de 10% des travaux sur parties privatives et de 15% des quoteparts de travaux sur parties communes. Cette subvention s'applique dans le cadre d'une stratégie de renouvellement urbain et uniquement sur des périmètres d'intervention renforcée dûment délimités dans les conventions partenariales.

Cette mesure est expérimentée sur les îlots démonstrateurs du projet partenarial d'aménagement (PPA) sur laquelle la société publique locale d'aménagement d'intérêt national (SPLA-IN) doit intervenir.

Aides sur fonds propres en direction des propriétaires bailleurs :

Sont maintenues et actualisées dans la perspective de développer un parc social privé :

- La prime « de réduction de loyer » de 50 euros/m² pour inciter les propriétaires bailleurs à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources est maintenue dans la mesure où elle permet de déclencher une prime de 150 euros/m² de l'Anah. Les règles de conventionnements sont adaptées en fonction de la délibération du 2 février de Conseil d'Administration de l'Anah.

- La prime d'intermédiation locative, de 2 000 euros, pour les propriétaires bailleurs s'engageant à confier leur logement à une structure agréée d'intermédiation locative (Agence immobilière sociale ou association) pour une durée d'au moins 3 ans. L'intermédiation locative permet au propriétaire de déléguer et de sécuriser la gestion de son bien via une location principale ou un mandat confié à ladite structure qui assurera l'accompagnement des ménages fragiles.

- L'aide au Bail à Réhabilitation de 20% des travaux plafonnés à 10 000 euros par logement, pour les organismes agréés pour la maîtrise d'œuvre d'insertion et la gestion locative de ménages aux ressources très modestes logés à des loyers très sociaux.

Aides en direction des copropriétés fragiles et dégradées :

Sont maintenues et ajustées :

- L'aide attribuée au syndicat de copropriété pour les travaux sur parties communes à hauteur de 20 % du montant TTC dans les conditions d'éligibilité en vigueur pour l'Anah ; ce taux est plafonné à 10% dans le cadre d'une stratégie de renouvellement urbain sur des périmètres d'intervention renforcée dûment délimités dans les conventions partenariales.

- L'aide pouvant couvrir la totalité du reste à charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) nécessaire pour l'obtention d'une subvention de l'Anah, lorsque la copropriété ne peut pas être assistée par une équipe opérationnelle, soit parce qu'il n'y en a pas, soit parce que l'équipe n'a pas la disponibilité pour répondre rapidement à la demande.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver l'actualisation ci-annexé du Règlement d'application des aides sur fonds propres apportées en complément de l'Anah dans les divers programmes d'amélioration de l'habitat contractualisés sur les dix-huit communes du territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de Territoire du 26 février 2019 approuvant le règlement d'application des aides sur fonds propres pour harmoniser les règles d'attributions de ces subventions en vigueur dans les divers programmes d'amélioration de l'habitat.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'inciter les propriétaires occupants, les bailleurs et les copropriétaires à engager des travaux de réhabilitation permettant le maintien d'un parc d'habitat privé en bon état ;
- L'intérêt d'inciter à la réduction des loyers pour produire une offre complémentaire de logements sociaux dans le parc privé afin d'améliorer les conditions de vie des populations modestes et fragiles en répondant à l'une des priorités du Programme Local de l'Habitat (PLH) en cours d'élaboration ;
- La pertinence d'aider les copropriétés fragiles et dégradées à effectuer en priorité des travaux sur les parties communes quand elles nécessitent des travaux de gros œuvre ou de mises aux normes et que la copropriété est endettée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve le nouveau règlement ci-annexé d'application des aides sur fonds propres apportées en complément de l'Anah dans les opérations d'amélioration de l'habitat contractualisées sur les dix-huit communes du Territoire Marseille Provence.

Les dispositions de ce nouveau règlement sont applicables pour les nouvelles opérations qui le déclineront dans les conventions partenariales et à l'occasion d'avenants aux conventions initiales pour les opérations en cours.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 002-225/22/CT

■ CT1 - Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat OPAH Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre - Renforcement du dispositif d'animation - Avenant d'actualisation des objectifs

Avis du Conseil de Territoire

DOH 22/20376/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre - Renforcement du dispositif d'animation - Avenant d'actualisation des objectifs » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 28 novembre 2018, l'Anah délibérait des mesures exceptionnelles pour Marseille qui avait à faire face à une vague de mises en péril d'immeubles et d'évacuations sans précédent. Elle favorisait la mise en place en urgence d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) simplifiée à volet copropriétés dégradées qui bénéficiait des dispositions du Plan Initiative Copropriétés mis en place à la même date sur l'ensemble du territoire national.

Ainsi l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre », conçue pour déclencher prioritairement la réparation pérenne des immeubles en péril et contribuer au retour des résidents évacués, a été signée initialement pour trois ans. Elle est entrée en phase opérationnelle en mai 2019 sur un périmètre de 1 000 hectares des 1^{er} au 7^e arrondissement. Ses objectifs opérationnels : traiter 80 copropriétés dégradées et 20 mono-propriétés, ainsi que réaliser des travaux d'office sur 15 immeubles.

Ces mesures d'urgence se sont inscrites dans l'affirmation d'une stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, délibérée le 13 décembre 2018, qui a notamment permis de resserrer le partenariat avec l'Etat, l'Anah, l'ANRU et la ville de Marseille à travers la signature en juillet 2019 du contrat de Projet Partenariat d'Aménagement (PPA) « Marseille Centre-ville » couvrant 1 000 ha du centre-ville. Avec la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme et la création de la SPLA-IN Aix-Marseille-Provence, c'est un cadre opérationnel et expérimental qui a été mis en place pour 15 ans sur le tissu ancien du grand centre-ville de Marseille.

Sur les territoires complexes de tissu ancien constitué, dont fait partie le QPV Centre-ville Le Canet–Arnavaux–Jean Jaurès, les financements de l'Anah et de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sont attendues en complémentarité et synergie.

Le dossier relevant du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain élaboré pour le QPV Centre-ville et présenté en Comité National d'Engagement de l'ANRU le 9 mars 2022, comprend une intervention massive de recyclage du parc existant d'habitat dégradé sur les îlots démonstrateurs inscrits dans le PPA et sur d'autres îlots opérationnels, accompagnée d'aménagement d'espace public et d'équipements de proximité, d'un ensemble d'immeubles diffus permettant d'accompagner le relogement en produisant du logement social majoritairement, et sur le traitement de 3 grandes copropriétés dégradées.

L'OPAH transitoire qui permet aujourd'hui les interventions immédiates sur le parc ancien dégradé des quartiers centraux, offre une préfiguration, quant aux moyens nécessaires et au mode opératoire, des conditions de réussite des OPAH qui sont programmées à partir de 2024 au sein du PPA.

Notifiée le 6 mai 2019, l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » devait expirer le 5 mai 2022. Compte tenu des échéances prévisionnelles de démarrage mi-2023 et mi-2024 des prochaines OPAH à l'étude sur Noailles, Belle de Mai, Belsunce et Villette-St Lazare dans le périmètre du PPA, il est apparu opportun au Comité de Pilotage réuni le 27 mai 2021 de prévoir la prorogation de deux ans de la convention d'OPAH transitoire pour assurer pleinement son rôle de tuilage avec les OPAH programmées.

Par délibération CHL-004-11351/22/BM du 10 mars 2022, le Bureau de la Métropole a ainsi approuvé l'avenant de prorogation de la convention l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » portant sa durée de 3 à 5 ans.

Au cours du 2^{ème} semestre 2021, la Métropole a sollicité auprès de l'Anah la reconduction des dispositions dérogatoires de sa délibération 2018-41 du 28 novembre pour Marseille ; le financement déplafonné à taux majoré qui en découle permet en effet le renforcement du dispositif d'ingénierie d'une part pour répondre mieux à la demande avec des objectifs réévalués en réhabilitation d'immeubles et de logements ; d'autre part pour préfigurer l'animation adaptée au traitement des îlots prioritaires et démonstrateurs du PPA par la SPLA-IN.

L'Anah a donné une suite favorable à cette demande argumentée par 2 délibérations de son Conseil d'Administration du 16 mars 2022, décisions qui permettent le renforcement du dispositif et des objectifs opérationnels jusqu'en 2024, et fiabilise le régime d'avance mobilisable.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Cette décision prévoit en effet :

- le maintien du taux de 80% de subvention de la dépense hors taxes pour le suivi-animation de l'OPAH transitoire et des OPAH de Renouvellement Urbain qui seront engagées avant le 31 décembre 2024 autour des îlots prioritaires du PPA ;
- le maintien du déplaçonnement des subventions à hauteur de 50% de la dépense hors taxes des études diagnostics et préalables, des études pré-opérationnelles, et des études de faisabilité de Restauration Immobilière ou Résorption d'Habitat Insalubre ;
- le financement à 50% de trois chefs de projets projet pour permettre à la Métropole d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des OPAH-RU qui seront conclues avant le 31 décembre 2024 ;
- le rétablissement d'un taux d'avance des subventions de l'Anah de 70% (dans la limite de 300 000 euros) en OPAH RU ou CD, au lieu de 40%. Cette disposition entre en vigueur à la publication par arrêté du RGA de l'Agence.

Les objectifs recalibrés permettent de passer d'un objectif initial de traitement de 80 copropriétés dégradées et 20 immeubles en plein propriété sous arrêté de péril à 174 immeubles :

- -158 copropriétés (dont 48 déjà subventionnées) ;
- - 10 propriétés uniques ;
- -6 immeubles traités par travaux d'office par la Ville de Marseille en mobilisant des subventions de l'Anah.

S'y ajoute l'amélioration de logements en parties privatives, objectif absent de l'OPAH initiale :

- -76 logements traités dont 40 Propriétaires Occupants et 36 Bailleurs conventionnant des loyers minorés.

Les dépenses afférentes émanent à l'opération 2018107000 « Amélioration de l'habitat ancien ».

Les subventions à solliciter par la Métropole auprès de l'Anah pour l'ingénierie mise en place sont évaluées à 2 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre - Renforcement du dispositif d'animation - Avenant d'actualisation des objectifs ».

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre - Renforcement du dispositif d'animation - Avenant d'actualisation des objectifs ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'habitat privé : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre - Renforcement du dispositif d'animation - Avenant d'actualisation des objectifs ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 003-226/22/CT

**■ CT1 - Réhabilitation de l'Habitat ancien - Attribution des subventions aux propriétaires privés - PIG Habiter Mieux - OPAH RU La Ciotat - OPAH RU LHI Marseille Centre - Aide à la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage en diffus, pour une copropriété en péril
DOH 22/20569/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien à la réhabilitation de l'habitat privé ancien, le Conseil de Territoire apporte des subventions sur ses fonds propres complémentaires aux aides que la Métropole gère par délégation des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat. Le régime de ces subventions est contractualisé dans le cadre des conventions opérationnelles partenariales signées avec l'ensemble des Collectivités, l'État et l'Anah. Les modalités d'attribution des subventions sur fonds propres sont précisées dans le règlement des aides approuvé par délibération le 26 février 2019.

Ainsi sont présentées ici, pour engagement, de nouvelles subventions proposées dans le cadre :

- De l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du Vieux La Ciotat,
- De l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Lutte contre l'Habitat Indigne de Marseille Centre,
- De l'aide à la prestation à maîtrise d'ouvrage en diffus pour une copropriété en péril,
- Du Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux.

- L'OPAH RU du Vieux La Ciotat :

Par délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.

Les orientations stratégiques sont :

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement ;
- Attirer de nouveaux propriétaires accédant à la propriété ;
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés ;
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubres ;
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires ;
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est proposé au Conseil d'apporter des subventions aux 3 bénéficiaires suivants :

- 1 propriétaire occupant pour une acquisition et des travaux dans son logement,
- 2 Syndics de copropriété pour des travaux sur immeuble de sortie de péril et de dégradation,

Le montant total de l'engagement de la Métropole s'élève à 59 526 euros dont 3 000 euros de subventions de la Région, 5 300 euros de subvention du Département et 51 226 euros sur fonds propres de la Métropole, qui génèrent un montant de travaux global de 258 800 euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 1

- L'OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille Centre :

Par délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018, l'EPCI a approuvé une convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » signée avec l'Etat, l'Anah, et la Ville de Marseille.

La convention d'OPAH RU prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, prioritairement sur les parties communes d'immeubles en péril et évacués ou présentant de graves désordres dans le bâti ou au titre des équipements communs.

Cette opération couvre les quartiers anciens du grand centre-ville inscrits dans un périmètre de 1 000 hectares et vise également l'immeuble de grande hauteur Bel Horizon constitué de deux copropriétés.

Dans le cadre de ce dispositif, l'Anah subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 50 à 100 % du HT selon le degré de dégradation.

La Métropole Territoire Marseille Provence accompagne sur ses fonds propres le dispositif de l'Anah en le complétant par une subvention à concurrence de 20 % des dépenses éligibles TTC permettant de couvrir de 75 à 100% du montant des travaux urgents réalisés sur les copropriétés dégradées et participant à leur relèvement pérenne.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans le cadre de cette opération onze copropriétés en difficultés, immeubles traditionnels en tissus ancien sous arrêté de péril, s'engageant dans une réhabilitation globale et pérenne des parties communes.

Pour trois d'entre d'elles, il s'agit d'actualiser le montant d'un aide précédemment octroyée :

- La copropriété du 73 allée Léon Gambetta - 13006, le montant de la subvention de l'ANAH ayant été réévalué en raison d'un taux de subvention à hauteur de 100% HT au lieu de 50%. La part de la Métropole, validée par la délibération n° HPV001-095/22/CT du 2 mai 2022, doit donc être actualisée de 48 401 à 22 721 euros. L'engagement de ce montant annule et remplace celui engagé par délibération du 2 mai 2022.
- La copropriété du 49 rue Saint Pierre - 13005, le programme de travaux a dû être réévalué de 150 251 euros TTC à 177 690 euros pour intégrer des travaux complémentaires nécessaires à la sortie de péril. La subvention de l'ANAH a été recalculée en conséquence. La part de la Métropole, validée par la délibération n° HPV 017-324/21/CT du 5 octobre 2021, doit donc être actualisée, passant de 14 611 à 17 099 euros. L'engagement de ce montant actualisé annule et remplace celui engagé par délibération du 5 octobre 2021.
- La copropriété du 43 rue Montolieu - 13002, le programme de travaux a dû être réévalué de 229354 euros TTC à 300 915 euros pour intégrer des travaux complémentaires nécessaires à la sortie de péril. La subvention de l'ANAH a été recalculée en conséquence. La part de la Métropole, validée par la délibération n° HPV 016-185/20/CT du 15 décembre 2020, doit donc être actualisée, passant de 19487 à 25 993 euros.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

L'engagement de ce montant actualisé annule et remplace celui engagé par délibération du 15 décembre 2021.

Le montant total de l'engagement de la Métropole dans le cadre de l'OPAH RU LHI s'élève à 251 867 euros de subventions sur fonds propres complémentaires à l'Anah, qui génèrent un montant de travaux global de 2 136 282 euros TTC.

Le détail des dossiers est précisé en annexe 2.

Aide à l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) :

Par délibération du 26 février 2019, le Conseil de territoire de Marseille Provence a adopté le « Règlement d'application des aides propres en vigueur dans les opérations menées sur le territoire de Marseille Provence ». Ce Règlement prévoit la prise en charge de l'Assistance à maitrise d'ouvrage jusqu'à 100 % du montant TTC : « A titre exceptionnel, lorsqu'une copropriété est éligible à l'aide de l'Anah au titre de l'aide syndicat de copropriété*, mais qu'elle ne peut être accompagnée par une équipe opérationnelle (soit qu'il n'y en a pas, soit parce que l'équipe n'a pas la disponibilité pour répondre rapidement à la demande). (*) par exemple dans le cas de travaux urgents en situation de péril, d'insalubrité ou sous administration provisoire ».

Il est proposé aujourd'hui au Conseil de subventionner dans ce cadre la copropriété sise « 11 rue Sainte Sophie, 13004 Marseille », pour un montant prévisionnel maximum de 2 520 € TTC. La prestation d'AMO fait l'objet d'un contrat conclu entre le syndicat de copropriétaires représenté par son syndic et l'opérateur d'AMO (opérateur agréé par l'Anah) qui doit détailler les prestations à réaliser par l'opérateur et qui doit indiquer le coût complet de la mission d'AMO (TTC). Elle intègre l'analyse des désordres de la copropriété, avec diagnostic technique le cas échéant (grille de dégradation Anah ou liste des désordres cités dans l'arrêté de péril), l'estimation des coûts des travaux, de maitrise d'œuvre et des diagnostics préalables aux travaux, l'estimation des subventions et financements possibles (y compris aides fiscales), et l'assistance au syndic pour le montage et le dépôt du dossier de demande de subvention avant travaux ainsi que les pièces nécessaires au paiement de la subvention par l'Anah et les collectivités. Cette copropriété a sollicité l'aide de la métropole et n'a pu être retenue dans un dispositif existant (OPAH ou PIG).

Cet engagement figure en annexe 3.

PIG Habiter mieux :

Dans l'annexe 1 de la délibération HPV-001-002/22/CT du 7 mars 2022, l'engagement de la subvention au bénéfice de Monsieur Laurent ELFASSY est erroné. Il est proposé d'annuler et réengager cette subvention pour les travaux qu'il réalise dans un logement 25, avenue des Chutes Lavie - Parc Beauvoir - Bât K - 13004 Marseille.

Le détail de ce nouvel engagement fait l'objet de l'annexe 4 à la présente délibération.

Pour l'ensemble de ces opérations, annexes 1 à 4 (hors annulations), la somme totale engagée par la Métropole s'élève à 316 637 euros de subventions dont 307 429 euros sur fonds propres, 3 908 euros pour la Région, et 5 300 euros pour le Département.

Pour rappel, pour chaque engagement d'aides supérieur à 23 000 euros délibéré par l'EPCI, une convention de financement sera signée avec le bénéficiaire selon le modèle-type approuvé par délibération n°HN 024828/07/20 CT du 31 juillet 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération DEVT 013-5207/18/CM du 13 décembre 2018 relative à la nouvelle stratégie territoriale durable intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne – mesures exceptionnelles de l'Anah facilitant le traitement en urgence de l'habitat indigne dans le centre ancien de Marseille – approbation des modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;
- La convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » notifiée le 9 mai 2019 ;
- La délibération DEVT 003-2964/17/BM du 14 décembre 2017, approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation urbaine (OPAH-RU) à volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région.
- La délibération VU 015-015/19/CT du Conseil de territoire Marseille Provence approuvant le règlement du dispositif d'aides en complément de l'Anah sur le territoire Marseille Provence en date du 26 février 2019 ;
- La délibération n°HN 024-28/07/20 CT du 28 juillet 2020 approuvant un modèle-type de convention de financement à signer avec les bénéficiaires de subventions métropolitaines ;
- La délibération n°CHL 005-68215/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention-cadre avec deux SACICAP permettant de préfinancer les subventions aux copropriétés en difficulté octroyées dans le cadre de l'OPAH de renouvellement urbain « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole est compétente de plein droit en matière d'habitat ;
- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, et d'accompagner les copropriétés en difficulté à pouvoir engager des programmes de travaux de sécurité au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs de l'OPAH RU transitoire Lutte contre l'habitat Indigne Marseille-Centre ; de l'OPAH RU du Vieux La Ciotat ainsi que des copropriétés pouvant bénéficier d'aides au syndicat des copropriétaires par l'Anah, nécessitant pour cela une assistance à maîtrise d'ouvrage apportée par un opérateur agréé Anah ;
- Que le Conseil de Territoire est compétent pour attribuer sur son budget les aides sur fonds propres instaurées dans le cadre de cette politique.

DELIBERE

Article 1 :

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Est approuvée l'attribution des subventions aux bénéficiaires dont les listes sont jointes en annexe :

Annexes	Dispositif	Nombre de logements / de Copropriétés	Nombre de bénéficiaires	Montant maximum engagé
Annexe 1	OPAH RU Vieux La Ciotat	Logements et copropriétés	3	59 526 euros
Annexe 2	OPAH RU LHI Marseille centre	copropriétés	11	251 867 euros
Annexe 3	AMO Copropriété en diffus	copropriété	1	2 520 euros
Annexe 4	PIG Habiter mieux	logement	1	2 724 euros
TOTAL				316 637 euros

Article 2 :

Est approuvé l'annulation et le dégagement de 85 923 euros de subventions engagées par diverses délibérations selon les montants détaillés en annexe 5.

Article 3 :

Les dépenses relatives à ces aides sont inscrites au budget pour un montant de 115 885 euros, Sous politique D110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 4581181070, Fonction 552 au sein de l'opération 2018107000 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ».

Article 4 :

Les subventions sur fonds propres sont versées sur justificatifs : titre de propriété, factures des travaux, facture de l'AMO, et/ou présentation d'une fiche de synthèse établie par l'Anah, au moment du versement du solde sa subvention. Cette fiche récapitule les dates de l'engagement et du paiement du solde du dossier, pièce que l'Anah ne renseigne qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment les factures des travaux.

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est habilité à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Agence nationale de l'habitat toute subvention pour des études préalables et pour l'ingénierie d'animation des dispositifs contractualisés.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de la Région Sud et du Département des Bouches du Rhône toute subvention avancée pour le compte de ces collectivités.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 004-227/22/CT

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

■ CT1 - Réhabilitation de l'Habitat ancien - Approbation d'une convention du Programme d'Intérêt Général à secteurs renforcés - 2022-2027 - entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage de l'opération, et ses partenaires l'Etat, l'Anah et le Département des Bouches du Rhône

**Avis du Conseil de territoire
DOH 22/20570/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Réhabilitation de l'Habitat ancien - Approbation d'une convention du Programme d'Intérêt Général à secteurs renforcés - 2022-2027 - entre la Métropole Aix Marseille Provence, maître d'ouvrage de l'opération, et ses partenaires l'État, l'Anah et le Département des Bouches du Rhône » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Les Programmes d'Intérêt Général (PIG) permettent de contractualiser avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et les collectivités locales des objectifs de réhabilitations et des enveloppes financières pour inciter à l'amélioration de l'habitat privé. Ils permettent d'apporter une assistance gratuite pour les propriétaires désireux d'engager des travaux de réhabilitation de leur logement. Ces dispositifs constituent un socle d'interventions préventives à la dégradation du parc privé.

C'est dans ce cadre que dès 2011 un premier Programme d'Intérêt Général d'amélioration de l'habitat privé ancien a été mis en place sur les 18 communes de Marseille Provence, afin de mieux piloter et cibler les aides de l'Anah. Ce programme a été suivi en 2015 par un PIG « Habiter Mieux » qui présentait un volet d'amélioration de la performance énergétique des logements et introduisait des aides sur fonds propres de l'EPCI en complément des aides de l'Anah. Les résultats globaux de ces opérations sont les suivants :

- PIG 2011-2014 : 659 Propriétaires occupants aidés et 260 Propriétaires bailleurs.
- PIG 2015-2020 prolongé 2021 : 2500 Propriétaires occupants et 307 Propriétaires bailleurs.

Ce dernier PIG visait la réhabilitation de 400 logements par an, soit sur les cinq ans, 2 000 logements, avec pour cible 1 100 propriétaires occupants (220 par an) et 900 propriétaires bailleurs (180 par an) ; la réhabilitation de 1 375 logements indignes ou très dégradés, l'adaptation de 575 logements à la perte d'autonomie ou au handicap, la convention à loyer social de 500 logements locatifs privés entrant dans le décompte SRU, la remise sur le marché de 250 logements vacants.

La mission d'évaluation de ce programme a permis de montrer l'attractivité du dispositif proposé au regard des résultats obtenus.

Les taux de réalisation s'élèvent pour les propriétaires occupants très au-dessus des objectifs de la convention du PIG (157 %) à l'inverse des résultats pour des propriétaires bailleurs (30%).

On note aussi des écarts de réalisation dans la nature des travaux financés par rapport aux objectifs :

- Faible réalisation pour logements dits « indignes ou très dégradés », taux de réalisation de 22%.
- Atteinte des résultats des dossiers relatifs à la précarité énergétiques, taux de réalisation de 101%.
- Fort dépassement des objectifs travaux d'adaptation « handicap-autonomie », 147% réalisé.

Loyers et vacance : Réalisation de 41% pour les loyers maîtrisés et de 53% pour la vacance.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Mais l'évaluation pointe également des sujets d'amélioration :

- Des équipes compétentes mais avec des temps d'animation sous-estimés, qui ne permettent pas de traiter les situations les plus complexes ou les plus lourdes.
- Des réponses quantitatives au détriment de certains objectifs (repérer et accompagner les plus fragiles, coordination, relance des bailleurs, copropriétés...)
- Une gouvernance et un pilotage à renforcer : comités de pilotage et de comités techniques ; partenariat avec les communes ; articulation avec les dispositifs sociaux (FSL, DALO, PDLHI).

Compte tenu de l'intérêt de poursuivre cet accompagnement à la réhabilitation du parc privé sur les 18 communes de Marseille Provence, un nouveau dispositif a été élaboré en suivant les préconisations de l'évaluation, partagées avec l'Anah, les collectivités locales, les agences et opérateurs privés. Il s'agit de pouvoir renforcer l'accompagnement effectué par les équipes quand la complexité de la situation du propriétaire l'impose.

La couverture des 18 communes est assurée par trois lots géographiques organisés pour préserver un accueil et un conseil de proximité, un lot thématique « Auto Réhabilitation Accompagnée » est mis en place, pour favoriser la participation active d'un propriétaire occupant aux travaux de son logement avec l'aide d'un professionnel attentif à la sécurité et à la qualité des travaux. Cette formule éprouvée est promue par des associations agréées d'aides aux personnes en grande difficulté. Depuis 2015 et grâce à la loi Alur, l'Anah participe au financement de ces chantiers accompagnés.

Le dispositif prévoit un accompagnement socle, à prix forfaitaires et un accompagnement renforcé à bons de commandes. Ce dispositif permet la possibilité pour chaque commune de définir un secteur renforcé, sur son territoire pour répondre à un besoin de proximité (permanences supplémentaires sur la commune, un quartier) ou viser des thématiques propres (aides façades, accompagnement au permis de louer, mobilisation de la vacance...) donnant lieu à des conventions bipartites entre la Métropole et la Commune concernée.

Ainsi le nouveau Programme d'Intérêt Général à secteurs renforcés vise :

- La production de logements conventionnés privés (enjeux PLH et SRU)
 - Partenariat « gagnant gagnant » avec les bailleurs privés conventionnant leur logement à loyer modéré pendant 6 ans, sécurisant la location avec l'intermédiation locative,
 - Reconquête du parc vacant ; reconversion de locaux vides ou du patrimoine public,
 - Traitement du parc locatif indigne via polices de l'habitat, permis de louer, médiation,
 - Visite « état des lieux » systématique pour le conventionnement sans travaux,
 - Aides fiscales, subventions pour travaux et primes cumulables,
- La lutte contre l'habitat Indigne, dégradé, très dégradé
 - Partenariat avec les communes et le PDLHI (polices de l'habitat, protocoles LHI)
 - Partenariats avec l'Etat (DALO) Département (PDALHPD), FSL, CAF, ...
- L'adaptation des logements pour personnes âgées et/ou handicapées
 - Partenariat CARSAT, MDPH, ...
- L'amélioration énergétique des logements, des immeubles d'habitation
 - Filtrage vers les plateformes des dossiers « faciles » via EAH-ALEC-ADIL,
 - Orientation vers le PIG des projets à enjeux complexes ou à caractère social.

La mission socle prévoit la mise en place des permanences de proximité, la communication du dispositif et l'animation du réseau partenaire ; l'accueil, l'information, l'accompagnement des propriétaires jusqu'à l'obtention des subventions de l'Anah, des collectivités et des organismes apportant leur concours.

La mission « renforcée » pourra être mobilisée pour l'accompagnement de personnes (propriétaires occupants, bailleurs, ou copropriétés), occupants très modestes, moins autonomes, bailleurs souhaitant être accompagnés dans la mise et la sécurisation de la location, ou copropriété devant faire face à une urgence, nécessitant une réhabilitation parfois complexe, mais toujours durable et pérenne.

Pour l'accueil, l'information et la Communication, le dispositif prend appui notamment sur l'Espace Accompagnement Habitat et des espaces de permanences de proximité ; Cela participe à mobiliser et animer le réseau des acteurs de l'habitat (avec notamment l'ADIL, l'ALEC, et les Communes, ...).

Les objectifs de la convention pour les 5 ans du dispositif sont dont 100 logements bénéficiant de l'Auto réhabilitation Accompagnée soit 20 par an estimés à :

- 1350 logements occupés par leur propriétaire, soit 270 par an.

- 700 logements appartenant à des bailleurs privés soit 120 par an. dont 340 bénéficiant d'Intermédiation locative soit 68 par an.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La mise en place de ce dispositif nécessite l'approbation d'une convention qui précise le contenu du projet, les objectifs quantitatifs et qualitatifs, les moyens et engagements réciproques de chacun des partenaires financiers que sont l'Etat, l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (Anah), le Conseil Départemental, et, par voie d'avenants, la Région Sud et les Communes qui souhaitent contribuer.

D'une durée de 5 ans, la convention précise notamment la participation financière prévisionnelle allouée par chaque partenaire, calculée sur la base des montants des travaux subventionnables hors taxes. Elle prévoit :

Pour l'animation du programme, 4 équipes d'ingénierie sont mobilisées via un marché public lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Coût prévisionnel : 3 Millions d'euros sur les cinq ans de la convention, soit 600 000 euros par an financés respectivement par la métropole 65 % et l'Anah 35 %.

Pour les travaux l'enveloppe prévisionnelle prévoit la participation de :

- L'Anah : 20,625 M d'euros soit 4 125 000 euros par an,
- Le Conseil Départemental : 1 M d'euros soit 200 000 euros par an,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence : 1,1 M d'euros soit 220 000 euros par an,

D'autres partenaires (en particulier la Région et les Communes concernées) sont invités à participer et ces aides « renforcées » pouvant faire l'objet d'avenant à la convention initiale.

Par ailleurs, il est précisé que la Métropole effectuera les avances des aides départementales auprès des propriétaires concernés. Le Département s'acquittera de sa participation sur présentation d'un dossier de demande de remboursement transmis par le Métropole. Les conditions de remboursement par le Département à la Métropole sont prévues par la convention de mise en œuvre du PIG ci-annexée.

Le Conseil de la Métropole a approuvé le 16 décembre 2021, la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2022100500 "Programme d'Intérêt Général 2 (PIG) - Territoire Marseille Provence" pour un montant de 6 000 000 euros TTC, rattachée au programme 09, code AP 221092BP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'Habitat ancien - Approbation d'une convention du Programme d'Intérêt Général à secteurs renforcés - 2022-2027 - entre la Métropole Aix Marseille Provence, maître d'ouvrage de l'opération, et ses partenaires l'État, l'Anah et le Département des Bouches du Rhône ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Réhabilitation de l'Habitat ancien - Approbation d'une convention du Programme d'Intérêt Général à secteurs renforcés - 2022-2027 - entre la Métropole Aix Marseille Provence, maître d'ouvrage de l'opération, et ses partenaires l'État, l'Anah et le Département des Bouches du Rhône »,
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Réhabilitation de l'Habitat ancien - Approbation d'une convention du Programme d'Intérêt Général à secteurs renforcés - 2022-2027 - entre la Métropole Aix Marseille Provence, maître d'ouvrage de l'opération, et ses partenaires l'État, l'Anah et le Département des Bouches du Rhône ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 005-228/22/CT

■ CT1 - Parc Kallisté - Marseille 15ème arrondissement - Approbation des 5 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés A, C, D F et I de l'ensemble immobilier du Parc Kalliste

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20571/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Parc Kallisté - Marseille 15ème arrondissement - Approbation des 5 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés A, C, D, F et I de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'ensemble immobilier du Parc Kalliste est un site d'environ 10 hectares situé chemin des Bourrely dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille. Il est composé aujourd'hui de 7 copropriétés privées, les bâtiments A, C, D, E, F, G et I comptant 507 logements, de deux terrains nus issus des démolitions des bâtiments B et H, de garages, de commerces de proximité et d'un groupe scolaire.

Au milieu des années 1970, la résidence connaît un changement de statut et devient une copropriété, gérée par un syndic unique. Rapidement des difficultés de gestion vont apparaître, accélérant les mouvements de transfert de propriété et créant instabilité et fragilité. Face à ces difficultés chroniques, les copropriétaires du Parc Kallisté ont sollicité dès 1994 l'intervention de la collectivité publique pour une participation financière à des travaux de réhabilitation et une assistance pour des problèmes divers dont une dette importante vis-à-vis de la société des eaux de Marseille.

En 2000, La procédure « de plan de sauvegarde » (PDS) instaurée par loi du 13 décembre 1996 devient le cadre légal d'intervention des pouvoirs publics sur cette copropriété privée.

Un plan de sauvegarde prévoit les mesures suivantes :

- Redressement de la situation financière de la copropriété,
- Clarification et simplification des règles de structure et d'administration de l'immeuble,
- Réalisation de travaux de conservation de l'immeuble (par exemple, réfection du gros œuvre) ou tendant à réduire les charges de fonctionnement trop importantes,
- Information des occupants de l'immeuble (propriétaires, locataires...) pour restaurer les relations sociales.

Il permet de mobiliser des aides de l'ANAH et d'avoir un cadre et un pilotage public d'actions coordonnées.

Ce plan de sauvegarde (2000-2005) a permis la réalisation d'un certain nombre d'actions fortes : la scission en 9 copropriétés, la réalisation de près de 10 millions d'Euros de travaux sur les parties communes via une opération d'amélioration de l'habitat, l'instauration d'un droit de préemption urbain renforcé en 2003 et la mise en place d'un opérateur foncier, Marseille Habitat.

Ces interventions publiques entreprises n'ont toutefois pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. Dans le cadre du premier programme de rénovation urbaine, une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Ce projet a permis notamment la démolition des 245 logements composant les bâtiments B et H dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée en 2012 à l'opérateur Marseille Habitat.

En parallèle, pour poursuivre et conforter les copropriétés en capacité de se redresser, une mise à l'élaboration de nouveaux plans de sauvegarde a été lancée en 2016 sur les copropriétés A, C, D, E, F, G et I. Deux situations se présentent à l'issue des diagnostics préalables :

- Les copropriétés E et G, au regard de leurs lourdes difficultés (démobilisation des propriétaires, impayés et dettes, dégradation, insécurité) ne sont pas en mesure d'engager un redressement et nécessitent un traitement particulier. La Métropole Aix Marseille Provence a saisi le Tribunal judiciaire début mars 2022 pour initier des expertises sur la base des articles L615-6 du code de la construction et de l'habitation aux fins de carence des syndicats de copropriétaires. Le projet simplifié d'acquisition publique et de démolition a été présenté suite à la saisine du tribunal judiciaire au bureau de la Métropole le 10 mars 2022.
- Les copropriétés A, C, D, F et I, bien qu'encore fragiles, apparaissent en capacité de rester sous le statut de la copropriété privée avec un accompagnement renforcé. Ces 5 copropriétés comptent 362 logements et sont gérées par des syndic professionnels.

Les principaux enjeux pour ces 5 copropriétés sont les suivants :

- Arrêter le processus de dégradation en accompagnant les instances de chacune des 5 copropriétés dans une gestion saine et vertueuse,
- Accompagner les populations les plus fragiles, locataires et occupants,
- Remobiliser les occupants autour de leur cadre de vie,
- S'inscrire dans un contexte de nouvelles interventions sur le site dans le cadre d'un nouveau projet urbain à conventionner avec l'ANRU en 2022.

Le programme d'action décliné dans les conventions de plans de sauvegarde a été présenté le 22 mars 2022 à l'ensemble des partenaires institutionnels ainsi qu'aux instances de copropriété lors d'une dernière commission d'élaboration des plans de sauvegarde et a reçu un avis favorable.

L'objet du présent rapport est donc de présenter ce programme d'actions envisagé pour ces 5 copropriétés A, C, D, F et I et de faire approuver les 5 conventions de mise en œuvre des plans de sauvegarde ainsi que le coût estimatif et le financement prévisionnels de ces interventions.

– **Les principaux axes déclinés dans ces 5 plans de sauvegarde**

Il s'agit de présenter ci-dessous les principaux axes d'accompagnement envisagés dans le cadre des plans de sauvegarde. La méthodologie envisagée pour atteindre ces objectifs sera proposée par les futurs prestataires de suivi animation qui seront désignés à l'issue d'une mise en concurrence qui sera initiée prochainement.

Axe n°1 : le redressement de la gestion et des financements des copropriétés :

- Remobilisation du conseil syndical et des copropriétaires : formations à proposer pour une meilleure

compréhension des droits et devoirs de chacun et du fonctionnement de la copropriété, actions de mobilisation diverses pour une meilleure mobilisation des copropriétaires (événements conviviaux, permanences, supports d'information...).

- Redressement de la situation financière des copropriétés : accompagnement renforcé du syndic et du conseil syndical, stratégie efficace de lutte contre les impayés, apurement des dettes fournisseurs, maîtrise des charges et dépenses d'entretien, mise en place d'un atelier de suivi et maîtrise des charges, mobilisation de l'aide à la gestion de l'ANAH.
- Portage ciblé de lots : outil de redressement des copropriétés en difficultés qui consiste à faire acquérir par un opérateur missionné (qui reste à définir) un nombre limité de lots en vue de participer au redressement des copropriétés. L'objectif d'acquisition est de 65 logements sur ACDFI dont 40 sur les bâtiments A et I qui sont les bâtiments présentant les plus grandes fragilités.

Axe n°2 : l'accompagnement des copropriétaires et des occupants :

- Accompagnement social renforcé des occupants autour du logement et de l'accès aux droits : Identification des occupants en situation de fragilité, assurer l'information, l'orientation et l'accompagnement des ménages, prévention du décrochage économique et social des ménages, signalement des situations de mal logement, information des nouveaux acquéreurs sur la situation de la copropriété (droits et devoirs).
- Accompagnement des bailleurs : prévention des impayés liés notamment aux appels de fonds, formation aux droits et devoirs du bailleur, sensibilisation des nouveaux acquéreurs sur la situation des copropriétés et sur le devoir de fournir un logement décent.
- Ancrage dans la dynamique partenariale du quartier : intégration de l'équipe de suivi animation retenue au tissu associatif et institutionnel local, mise en place d'un atelier de suivi social en lien avec tous les partenaires pour coordination du travail d'accompagnement et création d'un collectif durable.

Axe n°3 : la requalification des copropriétés sur le plan technique :

L'équipe de suivi animation accompagnera les copropriétés dans la réalisation de travaux en parties communes de la définition de ces travaux jusqu'à leur livraison : accompagnement technique, administratif (vote des travaux en AG), et financier (mobilisation des financements et préfinancement, plan trésorerie).

Un certain nombre de travaux ont été identifiés dans le diagnostic dans le cadre de l'élaboration des PDS : l'intervention sur les colonnes gaz et eaux usées, interventions sur l'accès et la sécurisation des communs (portes d'entrée, interphonie, amélioration des dispositifs d'éclairage de secours, éclairage des communs...), la mise en peinture des cages d'escaliers après travaux, et les garde-corps de sécurité en toiture terrasse.

Ces travaux sont estimés pour les 5 copropriétés à 2,5M€ TTC avec un financement ANAH sur les travaux à hauteur de 70 % du HT, 12% pour la métropole et 9% pour la ville, ce qui engendrerait un reste à charge de 20% du TTC pour les copropriétaires :

	Montant HT	Montant TTC	Anah	Métropole	Ville	Copropriété
A	405 575	445 528	273 115	46 820	35 115	90 479
C	285 598	313 732	192 322	32 969	24 727	63 713
D	551 634	605 975	371 471	63 681	47 761	123 063
F	533 377	585 919	359 176	61 573	46 180	118 990
I	499 470	548 673	336 344	57 659	43 244	111 426
	2 275 655	2 499 827	1 532 427	262 702	197 026	507 671

Axe n°4 : l'amélioration du cadre de vie

Il s'agit de mettre en place des actions pour l'amélioration du cadre de vie des occupants en agissant sur les problématiques quotidiennes (Actions de sensibilisation liées à la propreté, au tri, au stationnement anarchique, aux encombrants...). L'objectif étant d'aller vers un usage respectueux et partagé des espaces extérieurs.

- L'amélioration de la gestion urbaine de proximité : définition d'une méthode de travail partenariale, veille

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

régulière en matière de cadre de vie et signallement, identification et proposition de petits aménagements pour répondre à certains dysfonctionnements...

- La mise en œuvre de démarches participatives sur le cadre de vie et le logement : sensibilisation et mobilisation des acteurs de terrain pour informer, mobilisation des habitants dans des démarches participatives (ateliers...), accompagnement des occupants à une bonne utilisation du logement pour un meilleur confort et pour réaliser des économies d'énergie.
- L'insertion dans le projet urbain : La requalification du site nécessitera une réorganisation foncière. Il s'agira d'accompagner les copropriétés dans la cession d'espaces non bâtis en fonction du projet urbain défini. Un objectif : réduire le coût d'entretien des espaces non bâtis pour les copropriétés et permettre la mise en œuvre d'un projet urbain au service des habitants.
- **La mise en œuvre des plans de sauvegarde**

La gouvernance des plans de sauvegarde se décline ainsi :

- Le Préfet des Bouches du Rhône préside la commission de suivi des plans de sauvegarde,
- La Métropole Aix Marseille Provence est le maître d'ouvrage de l'opération chargé de piloter le suivi animation des plans de sauvegarde et de s'assurer de la bonne exécution par les prestataires,
- Le coordonnateur des plans de sauvegarde, nommé par le Préfet à l'issue d'une mise en concurrence menée par la Métropole, est chargé notamment de veiller à la bonne exécution des plans et de rendre compte au Préfet de l'avancée de l'opération.

Une équipe de suivi animation des plans de sauvegarde, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, sera désignée après un appel d'offre qui sera lancé prochainement. Le marché se décomposera en trois missions :

- L'assistance au redressement des copropriétés qui cible les propriétaires et instances de la copropriété,
- L'ingénierie sociale et gestion urbaine de proximité qui cible l'accompagnement social des occupants et le cadre de vie,
- La coordination des PDS évoquée précédemment.
- **Durée et évaluation**

La durée d'un plan de sauvegarde est de 5 ans renouvelable.

Un bilan intermédiaire sera réalisé à l'issue de 3 ans de mise en œuvre pour chacun des plans :

- Si les indicateurs sont favorables, la copropriété sera considérée comme en cours de redressement et le plan de sauvegarde se poursuivra avec les objectifs initiaux.
- Si les indicateurs de redressement sont négatifs et montrent que la copropriété n'est pas en mesure de se redresser, le plan de sauvegarde se poursuivra avec toutefois un nouvel objectif non pas de redressement mais de recyclage et un probable projet de maîtrise publique.

Une évaluation finale sera réalisée au terme des 5 ans.

- **Coûts et financements prévisionnels**

Le coût global prévisionnel de l'ensemble de l'opération est estimé à 4,7 M€ et réparti ainsi :

	Maitre d'ouvrage	estimatif HT	estimatif TTC	ANAH	Métropole	Ville	Banque des Territoires	Copropriété
Travaux sur les 5 copropriétés	Copropriétés	2 275 655	2 499 827	1 532 427	262 702	197 026	0	507 671
Ingénierie suivi animation PDS	Métropole	1 500 000	1 800 000	750 000	832 500	67 500	150 000	0
Aide au redressement	Copropriétés	330 417	396 500	396 500	0	0	0	0
		4 106 072	4 696 327	2 678 927	1 095 202	264 526	150 000	507 671

Il convient de préciser de nouveau que les coûts de travaux sont des estimatifs dont les montants seront affinés après consultation des entreprises par les instances des copropriétés et soumis à l'approbation des assemblées générales. Aussi, les engagements financiers des partenaires au bénéfice des copropriétés concernant les travaux interviendront ultérieurement dans le cadre de délibérations et/ou commissions spécifiques.

De même, le montant définitif de l'ingénierie lié au suivi animation des plans de sauvegarde sera le celui issu de l'appel d'offre lancé par la Métropole au regard des offres retenues. A noter que la participation financière de la Banque des territoires et de la Ville de Marseille au bénéfice de la Métropole sur ce poste de suivi animation est forfaitaire et n'évoluera pas en fonction du montant final.

Aussi, il est important de rappeler les clefs de financement pour lesquels l'ensemble des partenaires s'engagent :

	ANAH	Métropole	Ville	Banque Territoires	Copropriété
Travaux	70% du HT	12% du HT	9% du HT	0%	Reste charge à
ingénierie suivi animation PDS	50% du HT	Reste charge à	13 500€/an	30 000€/an	0%
Aide au redressement	5 000€/copro + 150/lgt	0%	0%	0%	0%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Parc Kallisté - Marseille 15ème arrondissement - Approbation des 5 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés A, C, D, F et I de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Parc Kallisté - Marseille 15ème arrondissement - Approbation des 5 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés A, C, D, F et I de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Parc Kallisté - Marseille 15ème arrondissement - Approbation des 5 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés A, C, D, F et I de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 006-229/22/CT

■ CT1 - Parc Bellevue - Marseille 3ème arrondissement – Approbation des 3 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés D, E, et FGH de l'ensemble immobilier du Parc Bellevue

Avis du Conseil de Territoire

DOH 22/20572/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Parc Bellevue - Marseille 3ème arrondissement - Approbation des 3 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés D, E, et FGH de l'ensemble immobilier du Parc Bellevue » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Bellevue est un ensemble immobilier situé au 143 rue Felix Pyat dans le 3ème arrondissement de Marseille.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Il est composé aujourd'hui de 5 copropriété (A, B, D, E et FGH), d'une mono propriété de logements sociaux (C) soit un total de 686 logements et de garages (I J).

Le Parc Bellevue a déjà fait l'objet de deux Plan de Sauvegarde :

- le premier sur la période 2000-2005. Les actions portaient sur la restructuration urbaine avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13 et l'aménagement de voies et d'espaces publics désenclavant la copropriété et la scindant en plusieurs entités de moindre échelle, la réhabilitation des logements, avec d'une part la mise en place d'une nouvelle OPAH, et d'autre part avec des opérations d'acquisition/amélioration (bâtiments A et C – près de 200 logements)

-le deuxième sur la période 2007-2012 pour achever les actions du premier plan de sauvegarde n'ayant pu être terminé.

Par ailleurs, le programme de rénovation urbaine Saint Mauront 2009-2020 a permis une opération d'acquisition/amélioration (bâtiment B –79 logements) et l'aménagement public des espaces extérieurs des copropriétés D, E et FGH.

Cependant les petits bâtiments DEFGH n'ayant pu être traités en totalité et la situation sociale étant restée fragile, la mise à l'élaboration d'un troisième plan de sauvegarde a été sollicitée par le Maire de Marseille en date du 19 mars 2014. Un arrêté portant création et composition de la commission chargée d'élaborer le PDS des copropriétés D, E, et F/G/H a été pris par le Préfet en date du 24 octobre 2014.

La 1^{er} commission du plan de sauvegarde a été organisée le 17 novembre 2016. Depuis cette date, le comité technique s'est réuni en groupe de travail pour définir un programme d'actions.

Le programme d'action décliné dans les conventions de plans de sauvegarde a été présenté le 2 mars 2022 à l'ensemble des partenaires institutionnels ainsi qu'aux instances de copropriété lors d'une dernière commission d'élaboration des plans de sauvegarde et a reçu un avis favorable.

Les principaux objectifs pour ces 3 copropriétés sont les suivants :

- Arrêter le processus de dégradation en accompagnant les instances de chacune des 3 copropriétés dans une gestion saine et vertueuse,
- Accompagner les populations les plus fragiles, locataires et occupants,
- Remobiliser les occupants autour de leur cadre de vie,
- S'inscrire dans un contexte de nouvelles interventions sur le site dans le cadre d'un nouveau projet urbain à conventionner avec l'ANRU en 2022.

L'objet du présent rapport est donc de présenter ce programme d'actions envisagé pour ces 3 copropriétés D, E et FGH et de faire approuver les 3 conventions de mise en œuvre des plans de sauvegarde ainsi que le coût estimatif et le financement prévisionnels de ces interventions.

– Les principaux axes déclinés dans ces 3 plans de sauvegarde

Il s'agit de présenter ci-dessous les principaux axes d'accompagnement envisagés dans le cadre des plans de sauvegarde. La méthodologie envisagée pour atteindre ces objectifs sera proposée par les futurs prestataires de suivi animation qui seront désignés à l'issue d'une mise en concurrence qui sera initiée prochainement.

Axe n°1 : le redressement de la gestion et des financements des copropriétés :

- Remobilisation du conseil syndical et des copropriétaires : formations à proposer pour une meilleure compréhension des droits et devoirs de chacun et du fonctionnement de la copropriété, actions de mobilisation diverses pour une meilleure mobilisation des copropriétaires (événements conviviaux, permanences, supports d'information...).
- Redressement de la situation financière des copropriétés : accompagnement renforcé du syndic et du conseil syndical, stratégie efficace de lutte contre les impayés, apurement des dettes fournisseurs, maîtrise des charges et dépenses d'entretien, mise en place d'un atelier de suivi et maîtrise des charges, mobilisation de l'aide à la gestion de l'ANAH.
- Portage ciblé de lots : outil de redressement des copropriétés en difficultés qui consiste à faire acquérir par un opérateur missionné un nombre limité de lots en vue de participer au redressement des copropriétés. L'objectif d'acquisition est de 30 logements sur D, E et FGH.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Axe n°2 : l'accompagnement des copropriétaires et des occupants :

- Accompagnement social renforcé des occupants autour du logement et de l'accès aux droits : Identification des occupants en situation de fragilité, assurer l'information, l'orientation et l'accompagnement des ménages, prévention du décrochage économique et social des ménages, signalement des situations de mal logement, information des nouveaux acquéreurs sur la situation de la copropriété (droits et devoirs).
- Accompagnement des bailleurs : prévention des impayés liés notamment aux appels de fonds, formation aux droits et devoirs du bailleur, sensibilisation des nouveaux acquéreurs sur la situation des copropriétés et sur le devoir de fournir un logement décent.
- Ancrage dans la dynamique partenariale du quartier : intégration de l'équipe de suivi animation retenue au tissu associatif et institutionnel local.

Axe n°3 : la requalification des copropriétés sur le plan technique :

Un certain nombre de travaux d'urgence ont été identifiés dans le diagnostic dans le cadre de l'élaboration des PDS : réfection des réseaux, sécurité incendie, mise en sécurité du réseau électrique et, pour FGH, étanchéité de la toiture. Ils ont pu être mis en œuvre pour E et FGH pendant la phase d'élaboration en 2021. Cependant, pour FGH, un programme complémentaire est nécessaire.

Des travaux en parties privatives sont également possible dans le cadre de ces PDS (travaux d'autonomie et de lutte contre la dégradation).

Ces travaux sont estimés pour les 3 copropriétés à 3,32M€ TTC

	Montant HT	Montant TTC	Anah	Métropole	Ville	Département	Copro
D	1 078 992	1 195 622	833 360	161 952	161 952	38 358	-
FGH	365 313	401 592	279 485	49 366	49 366	23 374	
PP	1 562 673	1 718 940	1 080 423	212 742	-	30 000	239 508+tva
	3 006 978	3 316 154	2 193 268	424 060	211 318	91 732	239 508+tva

L'équipe de suivi animation accompagnera les copropriétés dans la réalisation de travaux en parties communes et privatives de la définition de ces travaux jusqu'à leur livraison : accompagnement technique, administratif (vote des travaux en AG), et financier (mobilisation des financements et préfinancement, plan trésorerie).

Axe n°4 : l'amélioration du cadre de vie

Il s'agit de mettre en place des actions pour l'amélioration du cadre de vie des occupants en agissant sur les problématiques quotidiennes (Actions de sensibilisation liées à la propreté, au tri, au stationnement anarchique, aux encombrants...). L'objectif étant d'aller vers un usage respectueux et partagé des espaces extérieurs.

- L'amélioration de la gestion urbaine de proximité : définition d'une méthode de travail partenariale, veille régulière en matière de cadre de vie et signalement, identification et proposition de petits aménagements pour répondre à certains dysfonctionnements...
- La mise en œuvre de démarches participatives sur le cadre de vie et le logement : sensibilisation et mobilisation des acteurs de terrain pour informer, mobilisation des habitants dans des démarches participatives (ateliers...), accompagnement des occupants à une bonne utilisation du logement pour un meilleur confort et pour réaliser des économies d'énergie,
- L'organisation de la gestion des jardins partagés, l'intégration urbaine du commissariat, la réhabilitation des locaux d'activité du bâtiment D16.
- **La mise en œuvre des plans de sauvegarde**

La gouvernance des plans de sauvegarde se décline ainsi :

- Le Préfet des Bouches du Rhône préside la commission de suivi des plans de sauvegarde,
- La Métropole Aix Marseille Provence est le maître d'ouvrage de l'opération chargé de piloter le suivi animation des plans de sauvegarde et de s'assurer de la bonne exécution par les prestataires,
- Le coordonnateur des plans de sauvegarde, nommé par le Préfet à l'issue d'une mise en concurrence menée par la Métropole, est chargé notamment de veiller à la bonne exécution des plans et de rendre compte au Préfet de l'avancée de l'opération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Une équipe de suivi animation des plans de sauvegarde, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, sera désignée après un appel d'offres qui sera lancé prochainement. Le marché se décomposera en trois missions :

- L'assistance au redressement des copropriétés qui cible les propriétaires et instances de la copropriété,
- L'ingénierie sociale et gestion urbaine de proximité qui cible l'accompagnement social des occupants et le cadre de vie,
- La coordination des PDS évoquée précédemment.

- **Durée et évaluation**

La durée d'un plan de sauvegarde est de 5 ans renouvelable.

Un bilan intermédiaire sera réalisé à l'issue de 3 ans de mise en œuvre pour chacun des plans :

- Si les indicateurs sont favorables, la copropriété sera considérée comme en cours de redressement et le plan de sauvegarde se poursuivra avec les objectifs initiaux.
- Si les indicateurs de redressement sont négatifs et montrent que la copropriété n'est pas en mesure de se redresser, le plan de sauvegarde se poursuivra avec toutefois un nouvel objectif non pas de redressement mais de recyclage et un probable projet de maîtrise publique.

Une évaluation finale sera réalisée au terme des 5 ans.

- **Coûts et financements prévisionnels**

Le coût global prévisionnel de l'ensemble de l'opération est estimé à 6 044 555€ et réparti ainsi :

	Travaux	Ingénierie	Autres actions	Total
Maitre d'ouvrage	Copropriétés	Métropole/copros	Métropole/Ville/association	
estimatif HT	3 006 978	2 069 000	205 000	5 280 978
estimatif TTC	3 316 154	2 482 800	245 600	6 044 555
Etat	-	20 000	24 000	44 000
ANAH	2 193 268	1 209 800	-	3 403 068
Métropole	424 060	1 043 000	60 000	1 527 060
Ville	211 318	60 000	143 600	414 918
Département	91 732	-	-	91 732
Banque des Territoires	-	150 000	-	150 000
Association	-	-	18 000	18 000
Copropriétaires	239 508	-	-	239 508

Il convient de préciser de nouveau que les coûts de travaux sont des estimatifs dont les montants seront affinés après consultation des entreprises par les instances des copropriétés et soumis à l'approbation des assemblées générales. Aussi, les engagements financiers des partenaires au bénéfice des copropriétés concernant les travaux interviendront ultérieurement dans le cadre de délibérations et/ou commissions spécifiques.

De même, le montant définitif de l'ingénierie lié au suivi animation des plans de sauvegarde sera le celui issu de l'appel d'offre lancé par la Métropole au regard des offres retenues. A noter que la participation financière de la Banque des territoires et de la Ville de Marseille au bénéfice de la Métropole sur ce poste de suivi animation est forfaitaire et n'évoluera pas en fonction du montant final.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Aussi, il est important de rappeler les clefs de financement pour lesquels les partenaires s'engagent :

	ANAH	Métropole	Ville	Département	Banque Territoires	Copropriétaires
Travaux d'urgence	80% du HT	50% du reste à charge TTC	50% du reste à charge TTC	10% du TTC éligible	0%	0%
Travaux parties privatives	35 à 50% du HT+ primes	10% du HT+ primes	0%	primes	0%	Reste à charge
ingénierie suivi animation PDS	50% du HT	Reste charge à	12 000€/an	0%	30 000€/an	0%
Aide au redressement	5000€/copro + 150/lgt	0%	0%	0%	0%	0%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Parc Bellevue - Marseille 3ème arrondissement - Approbation des 3 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés D, E, et FGH de l'ensemble immobilier du Parc Bellevue ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Parc Bellevue - Marseille 3ème arrondissement - Approbation des 3 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés D, E, et FGH de l'ensemble immobilier du Parc Bellevue ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Parc Bellevue - Marseille 3ème arrondissement - Approbation des 3 conventions de plan sauvegarde sur les copropriétés D, E, et FGH de l'ensemble immobilier du Parc Bellevue.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 007-230/22/CT

■ CT1 - Concession d'Aménagement – Approbation d'une convention de plan de sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot - Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20573/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'Aménagement - Approbation d'une convention de plan de sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot - Marseille 13ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Éléments contextuels

La copropriété du « Parc Corot » se situe dans le 13ème arrondissement de Marseille, quartier Saint Just à l'intersection de l'avenue Corot (Ouest) et des traverses Signoret (Sud) et de la rue Jean Marsac (Nord), au sein du Quartier Prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé Corot ». C'est un ensemble immobilier de 376 logements répartis sur 7 bâtiments A,C,D,E,F,G,H (avec autant de caves situées en sous-sol et annexées aux logements), 4 bâtiments de garages (représentants 40 garages localisés au cœur de la copropriété) et un petit centre commercial (5 commerces situés à l'entrée ouest donnant sur l'avenue Corot) sur un terrain d'environ 5 ha.

Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire, ainsi que les commerces et les garages, tous sont regroupés dans un syndicat principal.

La construction du Parc Corot s'est achevée en 1964 et comptait à l'origine 8 bâtiments d'habitation. Dès 1973, cet ensemble immobilier a commencé à se dégrader du fait d'une gestion défaillante du syndic de l'époque. Un cercle vicieux s'est alors installé durablement, au fur et à mesure que le bâti se dégradait par manque d'entretien, entraînant le départ de plus en plus de copropriétaires occupants au profit de locataires pour la plupart en situation précaire. Le manque d'entretien et d'implications financières des propriétaires bailleurs a alors enclenché de manière irréversible une « spirale de dégradation » s'autoalimentant au cours des années. Cette spirale a sonné le glas du bâtiment B, qui en 1989 est vidé de ses occupants en raison d'une situation d'insalubrité et d'insécurité irrémédiable, puis démoli en 1991.

Dans les années 2000, la dégradation du site s'accélère et la mauvaise gestion de la copropriété par les différents syndicats qui se succèdent contribue au phénomène général de déqualification non seulement de la copropriété mais aussi du quartier. Seul le syndicat secondaire du bâtiment D parvient à maintenir une gestion saine en raison de la forte implication de certains copropriétaires.

En 2018, le bâtiment A fait l'objet d'une évacuation totale de ses habitants suite à un arrêté du 23 novembre 2018 pris par la Ville de Marseille pour insécurité imminente des équipements public, ce bâtiment est aujourd'hui vide.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

De nombreuses interventions publiques ont été entreprises mais n'ont à ce jour pas permis un redressement durable de l'ensemble du site. La viabilité de certains syndicats secondaires cumulant désordres techniques, difficultés financières et de gestion et fragilité sociale semble compromise ; ainsi :

- Dès 2006, le secteur Nord du quartier fait l'objet d'un programme de renouvellement urbain (Saint-Paul) et à partir de 2015, une série d'études et d'expertises sont menées sous maîtrise d'ouvrage publique.
- En décembre 2016, des interventions sur le Parc Corot sont prévues dans le cadre du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine du Grand-Saint-Barthélémy-Grand-Malpassé. Ces interventions ont été validées par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) en février 2020 et ont fait l'objet d'un engagement financier en avril 2022.
- par délibération du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le « Parc Corot » comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire. De plus, le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du « Plan Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat en 2018.
- Enfin, une **mise sous administration judiciaire**, cumulant les pouvoirs de l'assemblée générale des copropriétaires et les fonctions du Syndic, a été ordonnée par le tribunal de Grande instance de Marseille par décision en date du 13 janvier 2017 pour les syndicats secondaires et le syndic principal (à l'exception du syndic secondaire du bâtiment D qui reste géré par un syndic professionnel). Ainsi, à ce jour,
 - La société AJAssocié assure la fonction d'administrateur judiciaire pour les bâtiments A, C, E, F, G, H et le syndic principal,
 - Le syndic Foncia gère le bâtiment D.
- Enfin, le Parc Corot fait l'objet d'une concession d'aménagement, confiée à CDC Habitat Action Copropriétés et notifiée le 20 mai 2020.
 - Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

C'est dans ce contexte qu'un arrêté portant création d'un Plan de Sauvegarde (PDS) pour le Parc Corot a été pris par le Préfet des Bouches du Rhône en 2016.

Les différentes études menées dans le cadre du plan de sauvegarde montrent un état de dégradation critique des parties communes de l'ensemble de bâtiment. Un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du « Parc Corot » est adopté le 19 mars 2019 en commission de Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Égalité des Chances. Ces travaux, d'un montant de 2,1 M€, ont été menés d'urgence sur les bâtiments C, D, E, F, G et H avec l'objectif de répondre aux désordres les plus criants en matière de protection de la santé et de la sécurité des habitants. Le financement a été couvert à 100% par les partenaires institutionnels avec un reste à charge nul pour les copropriétaires (85% ANAH et 15 % Métropole).

L'objet du présent rapport est donc de présenter la stratégie et le programme d'actions envisagé pour la copropriété du parc Corot et de faire approuver la convention de mise en œuvre du plan de sauvegarde ainsi que le coût estimatif et le financement prévisionnels de ces interventions.

Objectifs et enjeux du plan de sauvegarde

Les objectifs ainsi que le programme d'action décliné dans la convention de plan de sauvegarde ont été présentés le 22 mars 2022 à l'ensemble des partenaires institutionnels ainsi qu'à l'instance de copropriété du syndic secondaire du bâtiment D et à l'administrateur judiciaire lors d'une dernière commission d'élaboration des plans de sauvegarde ; il a reçu un avis favorable.

La stratégie retenue pour ce plan de sauvegarde sur la période 2022-2027 repose :

- sur un redressement du bâtiment D avec un programme de travaux en parties communes de maintien de la

sécurité des occupants et de la salubrité des locaux, ainsi qu'un premier programme de travaux dits de confort et d'amélioration. Une seconde phase optionnelle de travaux est également prévue pour ce bâtiment à l'issue de la période du présent PDS, elle pourra être déclenchée si les résultats des premières mesures de redressement sont probants.

- Concernant les autres bâtiments, A, C, E, F, G, H, les diagnostics menés pendant la phase d'élaboration ont conclu au caractère non redressable des syndicats secondaires au regard de la situation technique des bâtiments et de la capacité financière des copropriétaires. Ces immeubles feront donc l'objet d'un recyclage (démolition ou revente à un bailleur social) avec l'appui du concessionnaire qui assurera une acquisition de l'ensemble des lots. L'objectif de ce plan de sauvegarde consiste donc à accompagner cette phase transitoire en, assurant les travaux nécessaires au maintien de la sécurité des habitants et la salubrité des parties communes.

Les actions du plan de sauvegarde

Axe 1 – Accompagnement aux interventions foncières et volet juridique

- Accompagnement de l'administrateur judiciaire à la mise en œuvre de la scission,
- Accompagnement à la maîtrise foncière des bâtiments A, C, E, F, G, H,
- Accompagnement au portage ciblé de lots pour le redressement du bâtiment D.

Axe 2 – Amélioration de la gouvernance et des comptes de la copropriété

- Entretenir une démarche d'information et de concertation avec les copropriétaires en maintenant une dynamique de mobilisation (information, réunions, permanence...),
- Consolider et animer les futures instances du bâtiment D,
- Poursuite de l'assainissement de la comptabilité, de la résorption des impayés de charges et de l'apurement des dettes de la copropriété.

Axe 3 - Travaux de maintien de la sécurisation et de salubrité dans les parties communes de tous les bâtiments, et travaux dits de confort et d'amélioration pour le bâtiment D

Un programme de travaux de maintien de la sécurité et de salubrité des parties communes pour les bâtiments DEFGH et pour le syndicat principal a été retenu pour un montant prévisionnel de 3 267 939 euros - dont 2 584 655 euros pour les bâtiments EFGH & syndicat principal, et 683 284 euros pour le bâtiment D. Il comprend les interventions suivantes :

- Maintien de la sécurité du bâti,
- Travaux de maintien de la sécurité en cas d'incendie,
- Travaux électricité présentant un caractère dangereux pour la sécurité,
- Maintien de la salubrité (réseaux, écoulement...).

Ces travaux se décomposent de la manière suivante par financeurs, avec un reste à charge nul pour les copropriétaires :

en euros	Dépenses prévisionnelles totales	Participation ANAH	Participation Métropole	Participation Ville	Participation CD 13	Reste à charge copropriétaires
Travaux sécurité/salubrité parties communes bât DEFGH	3 267 939	2 600 471	430 867	183 436	53 165	

Pour le bâtiment D, une première tranche de travaux d'amélioration dans les parties communes est programmée pour un montant prévisionnel de 1 187 504 euros comprenant le remplacement des menuiseries et des serrureries intérieures et la mise en conformité accès PMR. Une seconde tranche optionnelle de travaux (isolation technique par l'extérieur en façade), conditionnée à la réussite des premières actions de redressement sur les premières années, pourra être activée pour un montant prévisionnel de 788 269 euros. Une participation prévisionnelle du syndicat secondaire est prévue à hauteur de 154 892 euros pour la première tranche de travaux et de 102 818 euros pour la phase optionnelle.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

en euros	Dépenses prévisionnelles totales	Participation ANAH	Participation Métropole	Participation Ville	Participation CD 13	Reste à charge copropriétaires
Travaux amélioration parties communes bât. D	1 187 504	774 459	206 522	51 631		154 892
Bâtiment D Phase 2 optionnelle - Travaux d'amélioration en PC (Isolation thermique par ext.)	788 269	514 088	137 090	34 273		102 818

En outre, une enveloppe prévisionnelle de 220 000 euros est retenue pour des interventions en parties privatives. Ces financements de droit commun pourront être financés à 50% du HT par l'Anah avec un reste à charge pour les copropriétaires.

Axe 4 – Accompagnement social (pour tous les bâtiments)

- Accompagnement des occupants par l'identification des ménages en situation de fragilité, la prévention du décrochage économique et social, le signalement de situations de mal logements,
- Accompagnement des bailleurs par la prévention de situation d'impayés, la formation aux droits et devoirs du bailleur, la vérification du calcul des charges locatives,
- Ancrage dans la dynamique partenariale existante sur le quartier (atelier de suivi social, réunions partenariales sur des thématiques à définir et en lien avec le tissu institutionnel et associatif local.

Axe 5 – Amélioration du cadre de vie (pour tous les bâtiments)

- Amélioration de la gestion urbaine de proximité avec le développement d'une approche de proximité auprès des occupants, une veille régulière en matière de cadre de vie et de signalement, une information et une communication auprès des habitants,
- Une démarche participative dans le cadre du projet « Territoire Nord-Est » au collectif « Cadre de vie »,
- Une insertion dans le projet urbain avec un accompagnement dans la cession des espaces non bâtis.

La mise en œuvre du plan de sauvegarde

La gouvernance du plan de sauvegarde se décline ainsi :

- Le Préfet des Bouches du Rhône préside la commission de suivi du plan de sauvegarde,
- La Métropole Aix Marseille Provence, maître d'ouvrage de l'opération a délégué le pilotage du suivi animation du plan de sauvegarde à son concessionnaire, CDC Habitat Action Copropriétés conformément au traité de concession,
- Le coordonnateur du plan de sauvegarde, nommé par le Préfet à l'issue d'une mise en concurrence menée par la Métropole, est chargé de veiller à la bonne exécution du plan et de rendre compte au Préfet de l'avancée de l'opération.

Durée et évaluation

La durée du plan de sauvegarde est de 5 ans renouvelable.

Un bilan intermédiaire sera réalisé à l'issue de la troisième année de mise en œuvre pour le syndicat secondaire du bâtiment D :

- Si les indicateurs sont favorables, le syndicat sera considéré comme en cours de redressement et le plan de sauvegarde se poursuivra avec les objectifs initiaux.
- Si les indicateurs de redressement sont négatifs, et montrent que le syndicat n'est pas en mesure de se redresser, le plan de sauvegarde se poursuivra avec toutefois un nouvel objectif non pas de redressement mais de recyclage et un probable projet de maîtrise publique.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Une évaluation finale sera réalisée au terme des 5 années.

Coûts et financements prévisionnels

Le coût global prévisionnel de l'ensemble de l'opération est estimé à 7 448 543 M€ TTC (hors phase optionnelle de travaux sur le bâtiment D) et se répartit de la manière suivante :

en euros	Dépenses prévisionnelles totales	Participation ANAH	Participation Métropole	Participation Ville	Participation CD 13	Banque des Territoires	Reste à charge copropriétaires
Travaux sécurité/salubrité parties communes bât DEFGH	3 267 939	2 600 471	430 867	183 436	53 165		
Travaux amélioration parties communes bât. D	1 187 504	774 459	206 522	51 631			154 892
Estimation travaux parties privatives (droit commun)	220 000	100 000					120 000
Aide à la gestion	285 500	285 500					
Gestion urbaine de proximité	1 155 600	481 500	337 050	337 050			
Ingénierie	1 332 000	555 000	457 000	170 000		150 000	
Total PDS 2022/27	7 448 543	4 796 930	1 431 440	742 116	53 165	150 000	274 892
		64%	19%	10%	1%	2%	4%
Bâtiment D Phase 2 optionnelle - Travaux d'amélioration en PC (Isolation thermique par ext.)	788 269	514 088	137 090	34 273			102 818

Il convient de préciser de nouveau que les coûts de travaux sont des estimatifs dont les montants seront affinés après consultation des entreprises par les instances des copropriétés et soumis à l'approbation à leur approbation. Aussi, les engagements financiers des partenaires concernant les travaux interviendront ultérieurement dans le cadre de délibérations et/ou de commissions spécifiques.

Aussi, il est important de rappeler les clefs de financement pour lesquels l'ensemble des partenaires s'engagent :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Taux de financement	ANAH	Métropole AMP	Ville de Marseille	CD13	Banque des Territoires	Copropriétaires
Travaux						
Travaux EFGH et SP - Maintien sécurité bâti	100% (du HT yc Honoraires Tech) / engagement rectificatif	Reste à charge	5% du Total HT yc honoraires techniques			
Travaux EFGH et SP - Maintien sécurité incendie	100% (du HT yc Honoraires Tech) / engagement rectificatif	Reste à charge	5% du Total HT yc honoraires techniques	5% TTC Travaux sécurité incendie (yc honoraires tech)		
Travaux EFGH et SP - Maintien salubrité	50% du HT (yc honoraires tech) + majoration X + X	25% Travaux HT + honoraires tech	8% du Total HT yc honoraires techniques			
Travaux D - Maintien sécurité bâti	100% (du HT yc Honoraires Tech) / engagement rectificatif	Reste à charge	5% du Total HT yc honoraires techniques			
Travaux D - Maintien sécurité incendie	100% (du HT yc Honoraires Tech) / engagement rectificatif	Reste à charge	5% du Total HT yc honoraires techniques	5% TTC Travaux sécurité incendie (yc honoraires tech)		
Travaux D - Maintien salubrité	50% du HT (yc honoraires tech) + majoration X + X	25% Travaux HT + honoraires tech	8% du Total HT yc honoraires techniques			
Travaux D - Travaux d'amélioration en parties communes	50% du HT (yc honoraires tech) + majoration X + X	20% Travaux HT + honoraires tech	5% du Total HT yc honoraires techniques			Reste à charge
Travaux D - Travaux en parties privatives	entre 45% et 60% du HT et honoraires					Reste à charge
Gestion						
Aide au redressement à la gestion (SDC D E F G & H)	5 000 € max / bâtiment / an + copropriétés de plus de 30 lots d'habitation principale : 150 € / lot d'habitation principale					
Cadre de vie						
Gestion Urbaine de Proximité (GUP)	50% des prestations subventionnables HT plafonnées à 900 € / logement / an	50% du Reste à charge après financement Anah	50% du Reste à charge après financement Anah			
Ingénierie						
Expertises complémentaires	50% des prestations subventionnables, dans la limite de 150 000 € + 500 €/lot	50% du Reste à charge après financement Anah	50% du Reste à charge après financement Anah			
Suivi-animation	50% max avec un plafond de 150 000 € HT/an + 500 €/logement/an	Reste à charge	10% du total TTC		Forfait 150 000	
Coordonnateur de PDS	50% max avec un plafond de 50 000 € HT/an	Reste à charge	10% du total TTC			

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Concession d'Aménagement - Approbation d'une convention de plan de sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot - Marseille 13ème arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Concession d'Aménagement - Approbation d'une convention de plan de sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot - Marseille 13ème arrondissement ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Concession d'Aménagement - Approbation d'une convention de plan de sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot - Marseille 13ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 008-231/22/CT

■ CT1 - Concession d'aménagement sur le Parc Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel des Collectivités au 31 décembre 2021 - approbation de l'avenant 1

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 22/20579/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement sur le Parc Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel des Collectivités au 31 décembre 2021 - Approbation de l'avenant 1 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville et ses partenaires, un protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS). Une convention cadre pour la Métropole Aix Marseille Provence a été délibérée le 24 octobre 2019 en conseil de la Métropole. Le comité d'engagement de l'ANRU de 27 février 2020 a validé pour l'acquisition complète des bâtiments A et C du Parc Corot et leur démolition.

Le 28 juin 2018, par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en aménagement du territoire, a lancé le projet d'aménagement du Parc Corot et ses abords, autour de la traverse Signoret et de la rue Jean Marsac, d'une superficie d'environ 93 400 m² et situé sur la Commune de Marseille.

La copropriété du Parc Corot fait partie d'une des cinq grandes copropriétés de Marseille inscrites en suivi national dans le cadre du « Plan Initiative Copropriétés » (PIC) lancé à Marseille le 10 octobre 2018 par le Ministre chargé du

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

logement. Ce plan partenarial prévoit une série de nouveaux outils et de financements devant permettre d'apporter des solutions en matière de prévention, de redressement ou de recyclage de copropriétés.

Le 26 septembre 2019, par la délibération n° DEVT 006-6812/19/CM, l'assemblée délibérante a émis la décision de recourir à une concession d'aménagement sans transfert de risque au sens du Code de la commande publique ainsi qu'aux articles L. 1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Eléments de contexte

Le Parc Corot est une résidence en copropriété localisée au 130, avenue Corot dans le 13^{ème} arrondissement de la Commune de Marseille. Elle est composée de 7 bâtiments d'habitation comprenant au total 376 logements, de 4 bâtiments abritant 40 garages, d'un bâtiment de 5 commerces. Le bâtiment A (96 logements) a été évacué le 28 novembre 2018 suite à un arrêté municipal pour insécurité des équipements communs, les ménages ont été relogés par la Ville.

Des diagnostics, juridiques, techniques, sociaux et urbains, réalisés entre 2008 et 2015 dans le cadre du Programme de rénovation urbaine (PRU) Saint Paul-Corot avec l'ANRU la Métropole et ses partenaires, ont permis de prendre acte des difficultés notables auxquelles est confrontée cette copropriété, notamment : dégradation préoccupante du bâti et des équipements collectifs, insuffisance de la gestion urbaine, impayés de charges très élevés, vacance, squats et insécurité publique.

Objectif de la Métropole sur le quartier du Parc Corot :

L'objectif général de la Métropole est de permettre la mutabilité de ce quartier vétuste en résorbant l'habitat insalubre, en apportant une offre diversifiée de logements, et, de retrouver un fonctionnement urbain et social satisfaisant.

De manière plus détaillée il s'agira donc :

- d'engager des opérations de réhabilitation, de rénovation du bâti et de démolition des bâtiments dont les conditions nécessaires de redressement en copropriété ne sont pas réunies,
- de scinder la copropriété en créant un syndicat par immeuble d'habitation afin de mettre en place les conditions d'une gestion et d'une gouvernance pérennes,
- de réaliser des équipements publics qualitatifs qui créeront les conditions d'une plus grande mixité sociale et du rétablissement du lien entre les habitants et avec les autres quartiers.

Suite à une consultation d'opérateurs la Métropole a nommé un concessionnaire, CDC « Habitat Action Copropriétés », mandataire solidaire d'un groupement réunissant CDC Habitat, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, pour une durée de 8 ans. Cette concession a été notifiée 14 mai 2020, son périmètre d'une superficie d'environ 93 400 m², comprend les parcelles du Parc Corot lui-même ainsi que des terrains publics et privés à proximité, autour de la traverse Signoret et de la rue Jean Marsac.

Pour rappel, les principales missions confiées au concessionnaire dans le traité de concession sont les suivantes :

- Acquisitions des immeubles ou de lots en diffus, par voie amiable, par voie de préemption ou d'expropriation,
- Acquisitions de parcelles ou portions de parcelles voisines incluses dans le NPNRU et aux abords,
- Gestion des biens et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- Neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- Relogements et accompagnement social des ménages,
- Démolition des bâtiments A et C, soit 162 logements,
- Démolitions supplémentaires s'avérant nécessaires dans le cadre d'une tranche optionnelle à déclencher,
- Viabilisation du foncier libéré,
- Cession du foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- La réalisation des travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) liés à l'individualisation des copropriétés ainsi que la réfection et la création des voies et des espaces publics nécessaires,
- Réalisation d'un ensemble d'études et de travaux de voirie, de viabilisation des parcelles à céder, de réseaux, d'espaces publics et d'installations diverses,
 - Suivi animation du plan de sauvegarde,
 - Coordination et animation des actions précitées.

Les missions confiées au concessionnaire s'inscrivent dans le contexte suivant :

- nomination, par le Tribunal de Grande Instance de Marseille, d'un administrateur judiciaire depuis le 13 janvier 2017 pour l'ensemble de la copropriété à l'exception du bâtiment D,
- un état de carence des syndicats secondaires des bâtiments A et C a été rendu le 22 novembre 2021 par le Tribunal judiciaire de Marseille. Cette décision permet d'engager une procédure d'expropriation publique en vue d'une

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

démolition. La Métropole a ainsi approuvé par les délibérations CHL-005-11352/22/BM et CHL-006-11353/22/BM du 10 mars 2022, les dossiers présentant le projet simplifié d'acquisition publique pour les bâtiments A et C. Compte tenu des délais d'instruction des dossiers, CDC habitat Action Copropriétés, le concessionnaire, devrait pouvoir se rendre propriétaire des deux immeubles dans le courant du 1^{er} trimestre 2023.

Enfin, il est à souligner que les interventions du concessionnaire sur le site de Corot se font dans un contexte difficile en raison d'une situation d'insécurité tendue (manifestations de violence, trafic de stupéfiants) et d'un phénomène de squats de grande ampleur (plus d'une trentaine à fin 2021).

1 - Stratégie et programmation à venir

Il est proposé dans cette partie d'examiner la stratégie retenue, et les précisions qui lui sont apportées, au terme de la deuxième année de la concession d'aménagement.

Le comité de pilotage du 27 janvier 2022 a validé de nouvelles orientations sur la base des résultats de plusieurs études : proposition d'un schéma d'aménagement, étude Habitat portant sur la capacité de mutabilité technique des bâtiments, analyse financière actualisée de la copropriété.

Ainsi, la programmation des interventions du concessionnaire s'articule autour d'une stratégie, définie par la Métropole, à deux phases :

- Une première phase d'opérations validées par la Métropole et par le comité d'engagement de l'ANRU du 27 février 2020 portant sur le NPNRU du Grand-Saint-Barthélémy-Grand-Malpassé, comprenant la démolition des bâtiments A et C (162 logements) et un premier programme d'aménagement des espaces publics,
- Une seconde phase dont les hypothèses ont été validées lors du comité de pilotage du 27 janvier 2022 de l'accord partenarial copropriétés dégradées, réunissant la Métropole, l'Etat, la Ville de Marseille, le Département et les autres partenaires institutionnels. Sous réserve de financement de l'ANRU dans le cadre d'un avenant à la convention initiale du GSBGM, les grands axes de cette phase reposent sur les hypothèses suivantes :
 - Maîtrise foncière totale des logements des bâtiments EFGH par le concessionnaire soit 164 logements,
 - Démolition de 62 logements (Bâtiments H et G partiel),
 - Recyclage de 102 logements en logements locatifs social ou intermédiaire ou en copropriété (bâtiments E, F, G),
 - Redressement et maintien en copropriété du bâtiment D soit 50 logements,
 - Poursuite du programme d'aménagement afin de réurbaniser le quartier en s'appuyant sur la création de voiries nouvelles permettant un nouveau plan de circulation et de désenclavement du quartier, création de voies en modes de circulation douce,
 - Revalorisation des équipements publics,
 - Achat et démolition de 40 garages,
 - Création d'une nouvelle offre commerciale.

Il est à noter que les hypothèses constituent donc une précision programmatique, bâtiment par bâtiment ainsi qu'un niveau des aménagements publics., de la variante tranche optionnelle 2 du traité de concession.

Compte tenu de ces orientations, et de l'ampleur du programme des interventions à mettre en œuvre dans le temps, nous proposons de modifier le traité de concession en prolongeant sa durée, initialement prévue de 8 ans, à 10 ans.

Par ailleurs, le schéma d'aménagement met en avant l'intérêt de créer une entrée de quartier requalifiée sur l'avenue Corot en lieu et place des parcelles 77 et 78 (références cadastrales 888 A 77 et 888 A 78) qui, bien que contigües au périmètre de la concession, n'en font cependant pas partie. Pour information, la parcelle 77 (d'une contenance de 6a 12 ca) a déjà fait l'objet d'une acquisition par l'aménageur en 2021 dans le cadre d'une délégation ponctuelle du DPUR. La parcelle 78, d'une contenance équivalente, reste à acquérir par l'aménageur.

Nous proposons donc dans un avenant 1 au traité de concession de prolonger la durée de celle-ci de deux années en la portant à 10 ans à partir du 20 mai 2020 jusqu'en mai 2030 et d'étendre le périmètre de la concession aux deux parcelles mentionnées ci-dessus.

2 - Activité de la concession en 2021

Il est proposé dans cette partie d'examiner le compte-rendu d'activité au 31 décembre 2021 qui constitue le second exercice de la concession.

2.1 - Acquisitions de lots en copropriété

55 lots de logements principaux ont été acquis par le concessionnaire en 2021 dont principalement 24 sur le bâtiment A, 10 sur le bâtiment C et 13 sur le bâtiment F. Un garage a également été acquis en 2022 portant à 2 le nombre d'acquisition de garages depuis le début de la concession :

Bâtiment	Total Logements	Logements acquis en 2020	Logements acquis en 2021	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	96	30	24	54
C	66	8	10	18
D	50	2	2	4
E	22	1	2	3
F	32	2	13	15
G	68	3	3	6
H	42	0	1	1
Total	376	46	55	101

A fin 2021, le nombre total d'acquisitions depuis le début de la concession est de 101 logements et 2 garages.

Le bâtiment A, évacué pour insalubrité des équipements communs fin 2018, est ainsi maîtrisé à 56% au 31 décembre 2021 ; le bâtiment C à 27%.

Les négociations amiables sont réalisées conformément à l'avis des Domaines émis le 14 février 2019 pour CDC Habitat Social dans le cadre de la convention de portage. Cette estimation globale (sur l'ensemble des bâtiments) propose des fourchettes de prix en fonction des bâtiments, des typologies et de l'état des logements.

A fin 2021, le coût moyen total des acquisitions au bilan est de :

- 18 000 euros par logement sur le bâtiment A (soit une moyenne de 307 euros/m² ;
- 21 000 euros par logement sur le bâtiment C (soit en moyenne 385 euros/m²) : les acquisitions de 2021 se sont réalisées à un coût moyen au m² légèrement moins élevé qu'en 2020 (-2,5%) ;
- 25 000 euros par logement en moyenne sur le bâtiment F soit une moyenne de 440 euros (contre 595 euros en moyenne en 2020) ;
- De 21 000 à 42 000 euros par logement sur les autres bâtiments (soit une moyenne au m² se situant dans une fourchette de 450 euros pour le bâtiment E à 735 euros pour le bâtiment D) ;
- 2 250 euros par garage.

Pour mémoire, dans le bilan initial les prix d'acquisitions avaient été estimés à :

- 350 euros/m² pour le bâtiment A et 380 euros/m² pour le C,
- 700 euros/m² pour les autres bâtiments.

Le tableau ci-dessous permet de mettre en évidence une cohérence des prix entre les transactions réalisées à fin 2021 et le budget

initial de la concession.

	Coût réel moyen des acquisitions à fin 2021	Coût prévisionnel des acquisitions du bilan initial
Bâtiment A	307 euros /m ²	350 euros /m ²
Bâtiment C	385 euros /m ²	380 euros /m ²
Autres bâtiments (DEFGH)	De 450 à 735 euros /m ²	700 euros /m ²

Garages	2 250 euros	2 000 euros
---------	-------------	-------------

2.2 – Relogements

Cinq relogements définitifs ont été effectués à fin 2021. Deux de ces relogements ont permis de diminuer le reste à charge des locataires ; les autres familles connaissant des situations peu claires (bail et ou occupant de bonne foi) se sont vus proposer des solutions adaptées.

2.3 – Travaux

Seuls quelques travaux d'entretien et de maintenance ont été effectués en 2021, en cohérence avec les besoins.

2-3 Ingénierie et autres

Une mission d'étude habitat, confié au cabinet d'études TEB, a été réalisée en 2021 (technique et patrimoniale) et a permis de connaître les potentiels de redressement des bâtiments EFGH. Ces résultats, croisés avec un schéma présentant les orientations d'aménagement urbain, réalisé sous maîtrise d'ouvrage Métropole, a permis à la Métropole de présenter une stratégie d'intervention globale sur le quartier au comité de pilotage du 27 janvier 2022.

Au regard de l'entrée prochaine dans une phase opérationnelle plus complexe avec le début d'un programme de travaux ambitieux sur les bâtiments et sur les espaces publics (à partir de 2023), nous ressentons la nécessité pour le concessionnaire de renforcer sa capacité en ingénierie financière afin de pouvoir établir des reportings répondant aux attentes de la Métropole. L'expression des besoins de la Métropole sera portée à la connaissance du concessionnaire dans le courant de l'année 2022.

3 - Bilan financier 2021 et perspectives

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2021 qui constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession.

3.1 - Les dépenses

Sur l'exercice 2021, les dépenses réalisées s'élèvent à 2 113 000 Euros HT, inférieures aux prévisions du CRAC 2020 qui s'établissaient à 5 719 000 Euros HT. L'écart de dépenses négatif (- 3 606 000 euros par rapport au prévisionnel s'explique principalement de la manière suivante :

Acquisitions et relogement

- Un montant d'acquisitions de logements des bâtiments A et C en volume inférieur à ce qui était prévu au CRAC 2020 en raison de diverses difficultés rencontrées sur le terrain mais surtout du caractère difficilement prévisible du nombre de transactions. En effet, en 2021, celles-ci ont toutes été réalisées à l'amiable ou par voie de préemption ; de plus, le concessionnaire se confronte à des vendeurs qui, au courant d'une procédure d'expropriation à venir, préfèrent attendre pour vendre en espérant réaliser un meilleur profit. Ainsi, sur une prévision de transaction d'environ 95 logements en 2021, seuls 34 transactions ont été réalisées.
 - Cela se traduit en valeur par un montant d'acquisition réalisé en 2021 de 653 000 euros pour une prévision de 1 832 000 euros soit un écart de -1 179 000 euros.
- Il en est de même pour les acquisitions de logements dans les autres immeubles (hors bâtiment A et C) avec un montant réalisé de 481 000 euros en 2021 pour un prévisionnel de 1 129 000 euros soit un écart de – 648 000 euros.
- Les acquisitions moins nombreuses en 2021 par rapport au prévisionnel ont également entraîné, mécaniquement, des dépenses moindres en frais annexes ou autres frais liés (frais d'actes, relogements, charges de copropriétés) de – 535 000 euros

Travaux

- Un montant de travaux de 40 000 euros a été réalisé en 2021 pour une prévision de 335 000 euros, soit un écart de – 295 000 euros. Cet écart s'explique mécaniquement par le rythme d'acquisitions de logements moins rapide que prévu comme vu plus haut : ainsi peu de dépenses de neutralisation et de mise en sécurité des logements acquis ainsi que peu de travaux de maintenance et de petits entretiens ont été nécessaires.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Ingénierie et autres

- Les dépenses d'ingénierie (117 000 euros en 2021 pour un prévisionnel de 783 000 euros affichent un écart de – 666 000 euros qui s'explique principalement d'une part par des coûts de conseil juridique décalés sur l'année 2022, d'autre part, un début de mission de suivi-animation du plan de sauvegarde décalée à fin 2022, et enfin, par le décalage sur l'année 2022 du règlement d'un solde de l'étude habitat finalisée en 2021.
- Les dépenses de frais financiers et autres aléas sont également en deçà du prévisionnel avec un montant de 68 000 euros en 2021 pour un prévisionnel de 331 000 euros, soit un écart de - 263 000 euros ; cet écart s'explique par un besoin de trésorerie à financer par emprunt moins important que prévus (en raison d'une activité moins élevée que prévue) et un montant d'impôt foncier s'appliquant sur une base de logement en propriété du concessionnaire plus restreinte.
- On notera enfin que la rémunération de l'aménageur est conforme en 2021 aux prévisions avec 311 000 euros facturés (pour une prévision de 323 000 euros).

Au terme de la concession en 2030, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 44 099 000 euros HT, supérieur de 5 440 000 euros par rapport au CRAC 2020 (38 659 000 euros HT).

Cette nouvelle prévision tient compte d'une actualisation des postes de budget au terme de la deuxième année de la concession ; elle constitue la traduction financière des nouvelles hypothèses d'intervention et d'aménagement définies au comité de pilotage du 27 janvier 2021 et présentées ci-dessus au point 1 de ce présent rapport.

Cette augmentation de dépenses prévisionnelles traduit à la fois des réévaluations de postes de dépenses (à la hausse comme à la baisse pour certains d'entre eux) et la prise en compte d'un programme plus ambitieux que celui du CRAC 2020, notamment sur les espaces publics. Les écarts par rapport au CRAC 2020 s'expliquent principalement de la manière suivante :

Acquisition et relogement (+ 1 405 000 euros par rapport au CRAC 2020; montant prévisionnel : 16 191 000 euros ; 37% des dépenses totales)

- + 151 000 euros concernant les acquisitions des bâtiments A et C, légèrement revus à la hausse pour un montant total prévisionnel de 3 518 000 euros,
- - 1 389 000 euros concernant les acquisitions des immeubles EFGH, réestimés à 5 264 000 euros, soit un montant à ce qui avait été prévu au CRAC 2020 et au budget initial (6 653 000 euros) au vu des premières transactions réalisées en 2020 et 2021,
- + 1 402 000 euros sur des actions nouvelles non budgétées précédemment : acquisition des commerces pour un montant de 720 000 euros et acquisitions de parcelles (77, 78 et 30) pour un montant de 682 000 euros,
- + 884 000 euros sur la gestion locative et contentieux s'expliquant par une sous-évaluation de ce poste au CRAC 2020 et au budget initial,
- - 285 000 euros sur les frais de relogements portant le montant total prévisionnel à 425 000 euros,
- + 818 000 euros sur les charges de copropriétés portant celles-ci à un montant prévisionnel de 2 662 000 euros. Cet écart s'explique d'une part par un objectif d'acquisition plus élevé de 40 logements et une estimation de la durée de portage plus longue que prévue,
- On notera enfin que le montant prévisionnel des frais d'actes est réestimé en baisse de 184 000 euros portant ce poste à 1 836 000 euros.

Travaux (+ 3 356 000 euros par rapport au CRAC 2020; montant prévisionnel : 15 373 000 euros ; 35% des dépenses totales)

- - 1 069 000 euros en dépenses de démolitions s'expliquant d'une part par des démolitions moins nombreuses 226 logements qu'initialement prévu (266 logements) et d'autre part par une réévaluation à la baisse du coût global moyen au logement,
- - 717 000 euros en dépenses prévisionnelles de neutralisation des bâtiments,
- + 637 000 en dépenses de travaux de maintenance et travaux en partie communes,
- + 1 000 000 euros de travaux de réhabilitation des logements du bâtiment D et de la maison se situant sur les parcelles 77 et 78, initialement non prévue,
- + 3 505 000 euros de travaux d'aménagement d'espaces publics et voiries, portant le montant total prévisionnel à 7 196 000 euros conformément aux hypothèses du projet de renouvellement urbain prévu

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 .Juillet 2022

sur le quartier.

Etudes, ingénierie (+ 266 000 euros par rapport au CRAC 2020; montant prévisionnel : 5 330 000 euros ; 12% des dépenses totales)

- On notera que hausse des honoraires de maîtrise d'œuvre explique l'essentiel de l'écart.

Frais divers, financiers et aléas (- 163 000 euros par rapport au CRAC 2020; montant prévisionnel : 4 065 000 euros ; 9% des dépenses totales)

- - 363 000 euros sur les frais financiers
- + 200 000 euros sur le poste impôt fonciers en raison d'acquisitions de logements (hors portage) plus nombreuses (326 au lieu de 286) sur une durée plus longue que prévue.

Honoraires et frais de gestion (+ 576 000 euros par rapport au CRAC 2020; montant prévisionnel : 3 140 000 euros ; 7% des dépenses totales) correspondant à une hausse mécanique de la rémunération de l'aménageur fixée à 2% des dépenses.

3.2 – Les recettes

Sur l'exercice 2021, les recettes s'élèvent à 54 000 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Constitué des premiers loyers encaissés sur l'année, le montant est légèrement inférieur aux prévisions estimées à 63 000 euros.

Au 31 décembre 2021, le montant de la participation à l'équilibre du bilan versé par la Métropole s'élève à 1 560 000 euros comme cela était prévu.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 26 940 000 euros en hausse (+ 5 333 000 euros) par rapport au CRAC 2020 (21 607 000 euros). Cet écart se répartit de la manière suivante :

- Des produits de cessions foncières (cessions de terrains après démolition et cessions d'immeubles pour 7 102 000 euros (plus élevés de 3 702 000 euros compte tenu des objectifs récents validés en comité de pilotage du 27 janvier 2022) et s'expliquant par des cessions non budgétées auparavant (parcelles 77 et 78), de la prise en compte d'un ratio 150€/m² pour les cessions de terrains, de cessions de l'existant à réhabiliter valorisées à 800 €/m² et de la revente de quelques logements en accession valorisés à 1 150 euros/m²,
- Des recettes locatives de 780 000 euros, en hausse de 288 000 euros par rapport à la dernière estimation du CRAC 2020,
- Des subventions de l'ANRU validées au comité d'engagement du 27 février 2020 pour un montant de 10 800 000, inchangées depuis le dernier CRAC, et des subventions attendues pour un montant de 7 200 000 euros qui devront faire l'objet d'une validation : + 480 000 euros,
- Une subvention de l'ANAH de 1 059 000 euros en hausse de 659 000 euros, compte tenu de la dernière estimation retenue au plan de sauvegarde dont la commission a eu lieu en mars 2022.

Bilan global de l'opération :

Le montant total des recettes prévisionnelles est 26 940 000 euros pour un montant de dépenses prévisionnelles de 44 099 000 euros HT et une TVA nette à verser de 3 121 000 euros.

Ainsi, la concession présente à terme en 2030, un déficit prévisionnel de 20 230 000 euros couvert par une participation à l'équilibre de la Métropole de 20 280 000 euros (inchangée par rapport au budget initial) et une trésorerie positive de 50 000 euros (remboursée à la Métropole).

Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan :

La participation actuelle du concédant à l'équilibre de l'opération est de 20 280 000 euros inchangée par rapport au CRAC 2020, le concessionnaire a déjà perçu au 31 décembre 2021 une participation de 1 560 000 euros.

Au regard du CRAC 2021, l'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de la concession est le suivant :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

2022 : 2 080 000 euros
2023 : 2 080 000 euros
2024 : 2 080 000 euros
2025 : 2 080 000 euros
2026 : 2 080 000 euros
2027 : 2 080 000 euros
2028 : 2 080 000 euros
2029 : 2 080 000 euros
2030 : 2 080 000 euros

Solde de trésorerie :

Fin 2021, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde négatif de 542 000 euros.

En résumé :

- Le montant total des dépenses passe de 41 837 000 euros TTC (approuvé au CRAC 2020) à 47 220 000 euros TTC.
- Le montant des recettes propres passe de 21 607 000 euros TTC approuvé au CRAC 2020) à 26 940 000 euros TTC.
- Le montant de participation à l'équilibre du bilan de la Métropole est inchangé et s'élève à 20 280 000 euros.
- La durée prévisionnelle de la concession est prolongée de 2 ans passant de 8 ans à 10 ans; son terme est fixé à ce jour au 15 mai 2030.
- Le périmètre de la concession est étendu à deux parcelles contigües à l'actuel périmètre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Concession d'aménagement sur le Parc Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel des Collectivités au 31 décembre 2021 - Approbation de l'avenant 1 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Concession d'aménagement sur le Parc Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel des Collectivités au 31 décembre 2021 - Approbation de l'avenant 1 ».

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Concession d'aménagement sur le Parc Corot passée avec CDC Habitat Actions Copropriétés à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel des Collectivités au 31 décembre 2021 - Approbation de l'avenant 1 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 009-232/22/CT

■ **CT1- Concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 21**

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20575/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 21 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de la Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH. En 2001, la Ville de la Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme. Par délibération du 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n° FAG 5/5/19/CC et FCT008-1420/15CC, le Conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

A compter de sa création, le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 Décembre 2015.

L'avenant n°20 début 2022 a notamment permis de proroger l'opération au 31 décembre 2025, afin de permettre la finalisation des acquisitions, la réalisation des travaux d'aménagement et le lancement et suivi des marchés publics de cession du foncier.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Aujourd'hui, il s'agit :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM,
- D'approuver un avenant 21.

La SOLEAM a ainsi établi un Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL), arrêté au 31 décembre 2021 et présenté à l'assemblée délibérante conjointement au présent avenant n°21 afin d'informer la Collectivité sur la situation physique et financière de réalisation de l'opération ainsi que sur son évolution prévisionnelle.

L'année 2021 a été marquée par les évolutions suivantes :

L'entreprise de travaux de désamiantage de l'îlot Porte des Temps était en cours de désignation en 2021 pour des travaux début 2022.

Des frais d'entretien ont été entrepris sur les différents lots maîtrisés afin de conforter certains immeubles (5 et 7 Renan) compte-tenu de leur portage plus long que prévu.

Sur l'îlot Renan, la DUP a été mise en suspend car le programme était en cours de révision après échange avec l'ABF notamment en milieu d'année.

En terme de commercialisations, l'année 2021 a été consacrée à élaborer et mener la consultation en vue de désigner un opérateur immobilier en 2022 sur l'îlot Porte des Temps.

Le nouveau bilan prévisionnel actualisé fait état des évolutions suivantes par rapport au précédent compte rendu annuel approuvé :

Le montant total des dépenses passe de 18 008 318 euros TTC à 18 201 460 euros.

Le montant des recettes propres de l'opération passe de 7 093 727 euros à 7 118 831 euros.

Le montant de la participation globale du concédant, évolue de 10 914 591 euros TTC à 11 082 629 euros, soit une augmentation de 168 038 euros.

Cette participation publique se décompose comme suit :

- 5 522 818 euros dont 5 424 946 euros déjà versés par la Ville de La Ciotat lorsqu'elle était concédante de l'opération ; un solde de 97 872 euros n'est toujours pas versé à ce jour.
- une participation de la Métropole aux aménagements publics qui passe de 2 298 790 euros à 2 331 601 euros, à la hausse, du fait de dépenses supplémentaires pour les études complémentaires demandées par l'ABF sur Renan.
- une participation à l'équilibre du bilan à la charge de la Métropole, concédant actuel, qui passe de 3 092 983 euros à 3 228 210 euros, à la hausse, du fait de dépenses supplémentaires liées aux levées de péril des immeubles 5/7 Renan.

Compte tenu de ces variations, il est prévu au titre des aménagements publics :

- Que la Métropole verse à la SOLEAM 933 239 euros en 2022,
- Que la Soleam rembourse 525 333 euros en 2023.

Au titre de la participation à l'équilibre :

- Que la Métropole ne verse pas de participation à la SOLEAM en 2022, la trésorerie de l'opération étant suffisante, et verse 918 844 euros en 2023.

En 2022, il est prévu :

- de désigner l'opérateur en charge du traitement de l'îlot Porte temps (travaux en 2023),
- de mener les travaux avant cession sur cet îlot (désamiantage)
- de mener les études patrimoniales (en cours) de faisabilité demandées par le Préfet afin d'arrêter un nouveau programme d'aménagement de l'îlot Renan, et d'y mener les études et diagnostics techniques,
- d'acquiescer les derniers restants auprès de l'EPF (4 adresses) et de la Ville (1 adresse),
- d'assurer de façon prolongée la gestion et le portage techniques des différents immeubles et lots (14 adresses)

Associé à ce CRAC, l'avenant n°21 a donc pour objet de modifier le montant et l'échéancier de versement de la

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

participation à l'équilibre et de la participation aux équipements par le concédant. Il propose d'instaurer une rémunération forfaitaire de 20 000 euros/an pour 2022 et 2023 : en effet, les acquisitions des biens propriétés de l'EPF sur l'îlot Renan sont programmées en 2022, or il a été demandé par l'ABF des études patrimoniales et de faisabilité complémentaires pour évaluer l'intérêt du programme projeté. Une rémunération forfaitaire est ainsi proposée compte-tenu de l'allongement de la durée du portage de ces immeubles et leur état de dégradation très avancé qui nécessite un suivi plus important et des interventions lourdes de la part du concessionnaire.

En résumé :

-Le montant total des dépenses passe de 18 008 318 euros (CRAC 2020 approuvé en 2021) à 18 201 460 euros TTC.

-Le montant des recettes propres passe de 7 093 727 euros (CRAC 2020 approuvé en 2021) à 7 118 831 euros TTC.

-Le montant des participations publiques (participation d'équilibre + participation aux équipements/aménagements) augmente de 10 914 591 euros TTC à 11 082 629 euros TTC, soit + 168 038 euros TTC.

L'opération court jusqu'au 31 décembre 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 21 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 21 ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet
2022

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2020 - Approbation de l'avenant 21 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 010-233/22/CT

■ CT1 - Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DOH 22/20582/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La présente délibération porte sur le régime des autorisations de changement d'usage, à savoir les autorisations permettant de modifier la nature d'occupation d'un local à usage d'habitation vers un autre usage, pour la commune de La Ciotat.

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le conseil métropolitain (art. L. 631- 7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet

2022

Les communes de moins de 200 000 habitants situées dans une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants définie à l'article 232 du Code Général des Impôts et listées en annexe du décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts, peuvent instaurer une procédure d'autorisation de changement d'usage pour transformer un local d'habitation en une location meublée de courte durée. (art. L.631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Ces communes sont en zone dite tendue, l'offre de logement est inférieure à la demande. La commune de La Ciotat en fait partie.

En effet, la commune de la Ciotat connaît un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant. Ces difficultés se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens et le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social

Au regard de l'intérêt public qui s'attache à préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que son équilibre et sa mixité, et compte tenu de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, il apparaît nécessaire de contrôler ces changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de La Ciotat.

Par ailleurs, La Ciotat est une commune bénéficiant d'un fort attrait touristique.

Il est ainsi nécessaire pour la Ville de La Ciotat de concilier son activité touristique d'une part et l'accès au logement d'autre part.

La Ciotat, classée commune touristique, voit sa population passer de 35 000 habitants (hors saison) à 80 000 environ en période estivale. Elle percevait en 2018 environ 250 000 € de taxe de séjour, puis 550 000 € en 2020, et plus de 800 000 € en 2021, chiffres qui témoignent de l'importance croissante de l'offre de meublés de tourisme, puisque l'offre hôtelière est restée quasiment constante sur la période.

La part des locations saisonnières représente la moitié environ de la collecte totale de la taxe de séjour.

Or, la Ville de La Ciotat rencontre des difficultés en matière d'encadrement de son offre touristique.

Cette problématique est directement liée au développement d'un nouveau marché d'offres d'hébergements via les plateformes de locations touristiques saisonnières. En 2020, entre 1200 (en hiver) et 1600 (en période estivale) annonces de locations saisonnières ont concerné le territoire de la Ville, dont 82% sont passées sur la plateforme AirBnB ; le reliquat se partageant entre Leboncoin, Abritel et Booking (source : la plateforme AirDNA qui consolide les annonces des principales plateformes numériques en temps réel).

Cette situation a donc favorisé une transformation des locaux à usage d'habitation principale ou secondaire en offre d'hébergements saisonniers, notamment grâce à la multiplication des plateformes numériques permettant une commercialisation aisée et non encadrée de l'offre. Cette situation génère non seulement une difficulté accrue d'accès au logement pour les habitants en limitant l'offre, en la ciblant sur une période, mais aussi une concurrence envers les acteurs professionnels de l'hébergement de tourisme qui supportent les charges réglementaires, sociales et fiscales.

Les proportions que prend ce nouvel essor sont susceptibles d'engendrer, à court terme, un risque pour l'offre de logements permanents destinés aux habitants de la Ville ou aux nouveaux arrivants :

- Marché locatif asséché à l'année,
- Logements vacants hors saison,
- Augmentation du prix du marché de l'immobilier,
- Centre-ville dépeuplé, les locations saisonnières se trouvant majoritairement dans le centre et le long du littoral,
- Tensions avec la population résidente.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de La Ciotat, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage.

Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale, devra alors solliciter une autorisation de

changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L. 631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée. Les autorisations préalables de changement d'usage seront délivrées sous les conditions du règlement ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de La Ciotat ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de La Ciotat ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de La Ciotat ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 011-234/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA au titre de l'année 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 22/20581/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet
2022

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA au titre de l'année 2022 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'effondrement de deux immeubles de la rue d'Aubagne en novembre 2018 et les nombreuses évacuations d'immeubles dangereux mises en œuvre par la Ville de Marseille pour protéger leurs occupants dans le cadre de sa compétence en matière de police spéciale de l'habitat, ont conduit l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole et le Département à déployer des mesures d'urgence pour accompagner les ménages dans un processus d'hébergement hôtelier d'abord puis dans la recherche de solutions de logements temporaires, le temps de la réalisation des travaux dans leurs logements d'origine ou d'un relogement définitif lorsque le retour dans l'immeuble n'est pas envisageable.

Par délibération du Conseil métropolitain du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté une « stratégie intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé » visant à développer une action métropolitaine volontaire dans ce domaine.

L'un des volets de cette intervention métropolitaine porte sur le domaine des prestations relatives à l'accompagnement et au relogement des ménages évacués :

- A partir de novembre 2018 : organisation opérationnelle de l'Espace d'accueil des ménages évacués (Direction Politique de la Ville MAMP), puis Métropole partenaire de la convention multipartite pour la mission menée par France Horizon jusqu'en décembre 2020.
- Participation de la Métropole à la MOUS d'accompagnement au relogement des ménages évacués, menée par Soliha Provence en 2019 et 2020 : appui technique à la Ville de Marseille dans le cadre de la convention de coopération Ville/Métropole, et participation financière visant à soulager l'effort de la Ville et de l'Etat en groupement de commande pour cette prestation (apport de 1,67 Million euros).
- Prise de relais pour assurer la continuité de ces deux missions dont l'Etat était directement partie prenante : mise en œuvre d'un groupement de commande Ville/Métropole, et conduite de la consultation par la Métropole avec un démarrage effectif au 1^{er} janvier 2021 de la prestation confiée à Soliha Provence pour une durée de 4 ans.

A ce jour, 604 ménages sont accompagnés dans le cadre de cette prestation : 406 ménages logés temporairement en parc relais Soliha issus de 342 immeubles évacués, 90 ménages en parc hôtelier aux frais avancés par la Ville et une centaine de ménages hébergés hors du dispositif accueillis à l'EAPE pour différentes prestations. La répartition de l'occupation du parc temporaire Soliha est prévue à 75% pour les besoins de la Ville afin de répondre aux obligations de substitution aux propriétaires défaillants en lien avec des mesures de police de l'habitat, et à 25% pour les besoins de la Métropole et de ses opérateurs d'aménagement dans le cadre des maîtrises publiques d'immeubles.

Lors de sa visite officielle à Marseille, et à l'occasion de sa participation au comité de pilotage du 25 novembre 2020 du contrat de PPA, la ministre du logement a affirmé sa volonté de soutenir cette stratégie de relogement/hébergement, sous la forme d'une subvention pour 2021, sur la base des dépenses éligibles dans le droit commun, avec des engagements de résultat en contrepartie de l'accompagnement financier de l'Etat. Au vu des besoins et des résultats obtenus sur le premier semestre 2021, la ministre du logement a décidé de renouveler son soutien pour l'année 2022,

La Ville de Marseille et la Métropole ont formalisé leur demande conjointe le 18 novembre 2021, par courrier adressé à Monsieur le Préfet délégué pour l'égalité des chances. Cette demande de subvention porte sur certaines des dépenses occasionnées par l'hébergement temporaire et l'accompagnement social des personnes évacuées suite à

un arrêté de mise en sécurité ou lorsque leur logement d'origine fait l'objet d'une procédure de maîtrise publique en vue d'une réhabilitation profonde.

Ces prestations sont assurées dans le cadre du marché spécifique conclu dans le cadre du groupement de commande entre la Ville et la Métropole, et attribué à Soliha Provence.

Le coût total estimé de la dépense d'assistance à l'accompagnement des ménages relogés dans le cadre de situations d'urgence et hors coûts d'hébergement temporaire (en hôtel ou en appartement) est estimé à 4 000 000 euros environ par an.

L'estimation du montant des dépenses annuelles éligibles au titre de la participation de l'État aux mesures d'accompagnement des familles s'élève à 3 266 980 euros avec un montant prévisionnel maximal de contribution financière de l'État d'environ 50% soit 1 633 490 euros répartis entre la Métropole et la Ville au prorata des dépenses à la charge de chaque collectivité.

Ainsi le montant prévisionnel maximum est de 550 235 euros pour la Métropole et de 1 083 255 euros pour la Ville. Si le montant total effectif des dépenses n'atteint pas le montant fixé, la participation de l'État sera ajustée en conséquence à hauteur de 50 % des dépenses effectives de chaque collectivité.

La présente convention soumise à délibération a pour objet de détailler les modalités de versement de la subvention accordée par l'État au titre des missions menées par la Ville et la Métropole pour l'accompagnement et le relogement des ménages dans le cadre d'évacuation d'immeubles interdits d'occupation ou d'opérations d'aménagement urbain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur Approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA au titre de l'année 2022.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA au titre de l'année 2022 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention tripartite Métropole, Ville de Marseille et Etat relative à l'attribution par l'Etat d'une subvention à la Métropole et à la ville de Marseille pour participation au marché d'assistance au relogement confié à SOLIHA au titre de l'année 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 012-235/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de financement entre la Métropole et l'EPAEM pour le financement des études à conduire sur les copropriétés Bel Horizon et Maison Blanche

Avis du Conseil de Territoire

DOH 22/20583/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de financement entre la Métropole et l'EPAEM pour le financement des études à conduire sur les copropriétés Bel Horizon et Maison Blanche » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le protocole de préfiguration du NPNRU n°322, relatif au territoire Marseille Provence, a été signé le 21 décembre 2017 par la Métropole, la Ville de Marseille et l'ANRU. Il avait pour objet de définir les enjeux et objectifs de renouvellement urbain des quartiers présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et inscrits à l'arrêté ministériel visé au II de l'article 9-1 de la loi n°2003-710 du 01/08/2003, à savoir sur le territoire de la Métropole AMP. Ce protocole précisait également le programme et les étapes de travail permettant de définir les projets de renouvellement urbain sur ces quartiers et leur financement.

De même, la Métropole et ses partenaires ont signé un accord partenarial le 21 décembre 2017 « pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées sur la Ville de Marseille » qui a permis notamment la réalisation d'expertises sur les copropriétés Maison Blanche et Bel Horizon. L'action des partenaires sur ces deux copropriétés s'inscrit aussi dans le cadre du plan « initiative copropriétés » lancé le 10 octobre 2018 par le Ministre de la Ville et du Logement.

De plus, la Métropole et la Ville de Marseille ont présenté en comité national d'engagement (CNE) le 9 mars 2022 le projet de convention NPNRU du quartier prioritaire (QPV) Grand Centre Ville de Marseille, qui prévoit notamment d'approfondir les interventions sur ces 2 copropriétés.

La présente délibération a pour objet de permettre à la Métropole de financer les études en vue d'arrêter les stratégies d'interventions envisagées sur les copropriétés Bel Horizon (3^{ème} arrondissement) et Maison Blanche (14^{ème} arrondissement) à Marseille dont l'EPAEM Euroméditerranée est maître d'ouvrage.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Etudes sur les copropriétés Bel Horizon 1 et 2 (Marseille 13003)

Ces deux copropriétés, construites au début des années 1950, sont deux immeubles de grande hauteur (IGH) et en grande difficulté financière et sociale regroupant 132 logements. Cet ensemble immobilier privé présente une dégradation importante du bâti (vétusté des parties communes et privatives), des difficultés financières aggravées par la réglementation IGH, et une insécurité croissante.

En 2019, des travaux d'urgence liés au risque incendie sont inscrits dans l'OPAH-RU transitoire du centre-ville dont la convention prévoit la mise en place par l'EPCI d'aides complémentaires aux subventions de l'Anah, qui subventionne les travaux en copropriété relevant du Plan Initiative Copropriétés (travaux d'urgence) à hauteur de 100 % du hors taxes.

La Métropole accompagne sur ses fonds propres ce dispositif des aides de l'Anah en complétant par une subvention des travaux et diagnostics à concurrence de 20% pour couvrir 100% des travaux urgents (en TTC) réalisés sur les copropriétés dégradées.

En parallèle et face à la dégradation de la situation et des conditions d'habitabilité dans ces deux copropriétés, les partenaires ont questionné leur avenir à plus long terme.

Ainsi en 2021, il a été décidé par l'ensemble des partenaires signataires, de mener deux études, bâtiminaire et d'insertion/fonctionnement urbain, sous maîtrise d'ouvrage de l'EPAEM, sur la période 2022/2023. Ces études qui seront conduites par l'EPAEM en 2022/2023 sont estimées à 120 000 euros TTC, selon le plan de financement prévisionnel suivant :

ANRU : 50 000 euros (50% du total H.T. de 100 000 euros) : montant de participation demandé dans le dossier de présentation NPNRU grand centre ville présenté en CNE le 9 mars dernier

Métropole : 35 000 euros (50% solde du montant TTC)

EPAEM : 35 000 euros (50% solde du montant TTC)

Total : 120 000 euros TTC

Il est proposé que la Métropole participe à hauteur de 35 000 euros.

Étude complémentaire Maison Blanche (Marseille 13014)

La copropriété Maison Blanche est une construction de 1957 dont le terrain d'assiette est étroit et peu qualitatif. Compte-tenu d'une problématique sociale de sur-occupation et paupérisation des habitants, une maîtrise foncière a été engagée par l'EPF PACA par une convention d'intervention foncière (CIF) signée entre la Ville de Marseille, l'EPAEM, l'EPF PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence : 60 lots environ ont été acquis depuis 2020 (avec un objectif de 110 lots sur 220 logements d'ici fin 2023).

Une première étude portée par l'établissement public Euroméditerranée (EPAEM) en 2020/2021 sur le secteur a mis en relief les enjeux de connexion du quartier du Canet, aux autres secteurs en cours d'aménagement.

A court terme (2024), il est prévu la réalisation de travaux urgents financés par l'Anah. En parallèle, se poursuit jusqu'à fin 2023 la maîtrise foncière engagée par l'EPF PACA qui permettra d'obtenir une majorité des votes en assemblée générale de copropriété et de maîtriser sa gestion.

Le choix des partenaires publics, dans le cadre de l'accord partenarial grandes copropriétés dégradées, porte à ce jour sur une intervention massive à terme de la copropriété Maison blanche (2030/2035) et le NPNRU centre-ville.

Une étude complémentaire de l'EPAEM est aujourd'hui nécessaire pour étudier une opération d'aménagement plus précise sur un périmètre plus élargi et permettre de déterminer le processus d'intervention sur la copropriété par une opération de réhabilitation de logements et de démolition partielle ou totale avec des aménagements d'espace public.

L'étude complémentaire qui sera conduite par l'EPAEM en 2022/2023 présente le plan de financement prévisionnel suivant :

ANRU : 37 500 euros (50% du total H.T. de 75 000 euros) : montant de participation demandé dans le dossier de présentation NPNRU grand centre ville présenté en CNE le 9 mars dernier

Métropole : 26 250 euros

EPAEM : 26 250 euros

Total : 90 000 euros TTC

Il est proposé que la Métropole participe à hauteur de 26 250 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'une convention de financement entre la Métropole et l'EPAEM pour le financement des études à conduire sur les copropriétés Bel Horizon et Maison Blanche ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à « Approbation d'une convention de financement entre la Métropole et l'EPAEM pour le financement des études à conduire sur les copropriétés Bel Horizon et Maison Blanche ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Approbation d'une convention de financement entre la Métropole et l'EPAEM pour le financement des études à conduire sur les copropriétés Bel Horizon et Maison Blanche.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 013-236/22/CT

■ CT1 - Approbation des modalités de relogement des bailleurs sociaux des projets conduits dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DOH 22/20584/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation des modalités de relogement des bailleurs sociaux des projets conduits dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain à Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

A l'échelle du territoire métropolitain, le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (2014-2024) cible 21 Quartiers dont 11 d'intérêt national (9 à Marseille, 1 à Miramas et 1 à Port de Bouc) et 10 d'intérêt régional (5 à Marseille, 1 à Vitrolles, 1 à Aix, 1 à Port de Bouc, 1 à Martigues et 1 à Salon).

Le protocole de préfiguration n°322, relatif au territoire Marseille Provence, a été signé le 21 décembre 2017. Il a pour objet de définir les enjeux et objectifs de renouvellement urbain des quartiers présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et inscrits à l'arrêté ministériel visé au II de l'article 9-1 de la loi n°2003-710 du 01/08/2003, à savoir sur le territoire de la Métropole.

Le protocole a également défini le programme de travail permettant de définir les projets de renouvellement urbain sur ces quartiers et le cadre de son financement. Ces études pour certaines achevées, ont permis d'orienter les choix urbains sur chaque quartier et de définir les programmes de renouvellement urbain.

Pour l'ensemble de ces quartiers, des **conventions pluriannuelles dites opérationnelles** seront élaborées, dans des périmètres spatiaux, temporels et opérationnels adaptés aux contextes, enjeux et priorités propres à chaque site et système d'acteurs, à l'issue des travaux de préfiguration décrits dans les protocoles du même nom.

Sur Marseille, les 14 quartiers d'intérêt, sont identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants :

- Centre Nord / Saint-Mauront
- Air Bel
- Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers
- Frais Vallon / La Rose
- Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert
- Saint-Antoine / Bricarde / Castellane
- Solidarité / Kallisté
- La Savine
- La Cabucelle / Les Crottes
- Consolat / Ruisseau Mirabeau
- Campagne Levêque
- Résidence les Aygalades
- La Maurelette
- Bassens / Visitation.

Une convention cadre pluriannuelle du renouvellement urbain de la Métropole AMP, signée le 13 février 2020 fixe les orientations stratégiques à l'échelle de la métropole et le cadre de référence pour les conventions des projets opérationnels. Elle organise et encadre la reconstitution de l'offre locative sociale à l'échelle de la métropole et porte contractuellement l'ingénierie des postes et les forfaits pour minoration de loyer.

Le Comité d'Engagement du 6 février 2019 a permis d'élaborer un état d'avancement de la phase de préfiguration à l'échelle de la Métropole, et de présenter l'actualisation du système de gouvernance et de pilotage des projets.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet
2022

Le Comité d'Engagement du 22 avril 2021 a permis d'actualiser un état d'avancement de l'engagement des projets sur le territoire de Marseille, de réaffirmer les ambitions portées et de fixer le calendrier de conventionnement.

La majorité des projets de renouvellement urbain sur Marseille ont fait l'objet de présentation en comité national d'engagement de l'ANRU à différentes dates : 19 décembre 2019, 27 février 2020, 2 février 2022 et, 9 mars 2022.

Les projets présentés en cours de validation par l'ANRU, ainsi que les projets en cours d'élaboration, vont générer des relogements nécessaires à la mise en œuvre des opérations conventionnées avec l'ANRU.

Ces projets visent la démolition de plus de 2650 logements sociaux et la construction d'un volume équivalent de logements sociaux neufs, la rénovation de près de 2300 logements sociaux et le recyclage de 1100 logements privés dégradés. Ils permettront également la rénovation ou la construction de 101 équipements et le traitement des aménagements pour rendre les espaces publics plus agréables et plus verts.

Pour mener à bien les opérations NPNRU, en particulier les opérations de démolition/restructurations lourdes de logements sociaux, de recyclage d'habitat privé dégradé -tant en centre ancien que dans les grandes copropriétés dégradées-, la ville de Marseille, la Métropole et l'État doivent définir les modalités générales de relogement.

La présente délibération vise à approuver le principe de l'élaboration d'une charte de relogement pour les projets de renouvellement urbain sur Marseille sur la base des grandes orientations suivantes :

- Modalités principales :

- Une harmonisation des pratiques de relogement pour l'ensemble des opérations portées dans le cadre des projets de renouvellement urbain sur Marseille.
- Un relogement visant un parcours résidentiel ascendant pour les ménages.
- Le maintien du Reste à charge au mètre carré pour les locataires dont les revenus ne dépassent pas le plafond de ressources HLM.
- La prise en charge des frais de déménagement et de raccordement aux fluides/changement d'adresse par le bailleur démolisseur.
- Une typologie du logement proposé adaptée au profil du ménage respectant la règle des attributions HLM mais tenant compte des besoins spécifiques.
- L'engagement des bailleurs à prendre une MOUS sur chaque projet et à assurer un accompagnement des ménages de 6 mois à 1 an après le relogement.
- Le pilotage de la Plateforme Relogement par la Métropole.

- Mise en œuvre d'une charte de relogement unique qui s'appliquera sur le territoire de Marseille pour l'ensemble des ménages concernés par un projet de renouvellement urbain de type démolition, requalification lourde ou acquisition-amélioration dont l'intervention sur le logement nécessite un relogement temporaire et/ou définitif (hors ménages évacués pour lesquels existe déjà la charte de relogement co-signée par l'Etat, la Ville et les Collectifs).

- Mise en place d'instances de suivi dédiées favorisant une forte mobilisation des partenaires du relogement, condition essentielle à la réussite des projets :

- **Le comité de pilotage**, organe stratégique où les orientations principales du projet et de sa mise en œuvre seront déterminées
- **Le comité technique**, en charge de la mise en œuvre opérationnelle du relogement des ménages (tableaux de suivi des relogements, tableaux synoptiques, etc.), et de la coordination des actions entre les différents partenaires
- **Les commissions de suivi du relogement**, en charge de la réalisation des bilans sur le relogement (calendrier des opérations, nombre de relogement effectués, localisation, type de relogement, etc.), de la

bonne conduite opérationnelle du processus et de l'information de l'ensemble des partenaires quant à l'avancement opérationnel du projet de renouvellement urbain concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation des modalités de relogement des bailleurs sociaux des projets conduits dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain à Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation des modalités de relogement des bailleurs sociaux des projets conduits dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain à Marseille.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des modalités de relogement des bailleurs sociaux des projets conduits dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 014-237/22/CT

■ CT1 - Approbation de la prolongation des avenants aux conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Politiques de la Ville du territoire métropolitain

Avis du Conseil de Territoire

DHPV 22/20641/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 – Amélioration de l'Habitat Ancien » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Conformément à la loi du 21 février 2014, les six Conseils de Territoire du territoire métropolitain disposant de Quartiers Politique de la Ville ont chacun signé un contrat de ville.

L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville.

Celui-ci permet aux bailleurs sociaux signataires des contrats de ville de bénéficier d'un abattement de 30 % sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour leurs patrimoines situés en quartier politique de la ville et de financer, en contrepartie, des actions de renforcement de la qualité urbaine aux locataires ou des dispositifs spécifiques au quartier.

Il s'inscrit, conformément au comité interministériel des villes du 19 février 2013 sur :

- Un programme d'actions territoriales articulé avec des démarches de gestion urbaines et sociale de proximité
- Un bilan annuel quantitatif et qualitatif des actions réalisées par les bailleurs sociaux précis des actions réalisées
- L'implication des locataires et conseils citoyens dans le choix des actions et la mesure de la satisfaction

L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques.

Soit pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence, un avenant a été signé le 30 décembre 2020

Soit pour le Conseil de Territoire du pays d'Aix, un avenant a été signé le 30 septembre 2021

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais un avenant a été signé le 28 décembre 2020

Soit pour le Conseil de territoire Istres Ouest Provence un avenant a été signé le 2 octobre 2020

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, un avenant a été signé le 31 décembre 2020

Ces avenants de convention d'abattement TFPB ont été entérinés par une délibération du bureau métropolitain CHL 008-8218/20/BM en date du 31 juillet 2020 et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix par un deuxième avenant à la convention initiale d'abattement de la TFPB par une délibération du bureau métropolitain CHL 006-10021/21/BM du 4 juin 2021.

Celui-ci intègre deux nouveaux signataires que sont la Ville de Gardanne et le bailleur social Erilia, et annexe cet avenant au contrat de ville 2015-2020, prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par le protocole d'engagements renforcés et réciproques en conservant les autres dispositions de l'avenant n°1 à la convention initiale.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats jusqu'au 31 décembre 2023 et des régimes fiscaux zonés dans un contexte de réflexion sur les contours et le contenu de ceux-ci. Par cohérence, les régimes fiscaux zonés qui leurs sont attachés ont également été prorogés d'une année, à l'instar de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (ATFPB) dont les organismes HLM bénéficient au titre de leur parc ancien et dont le cadre national de valorisation a été révisé en septembre 2021

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015
- L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019
- L'avenant à la convention d'abattement de la TFPB du territoire de Marseille Provence signé le 30 décembre 2020
- Le deuxième avenant à la convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays d'Aix signé le 30 septembre 2021
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays de Martigues signé le 31 décembre 2020
- L'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, la durée des six contrats de ville de la métropole et des régimes fiscaux zonés à l'instar de l'abattement de taxe foncière pour le bâti (ATFPB) est prorogée jusqu'au 31 décembre 2023.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 « Amélioration de l'Habitat Ancien » ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Ouest Provence
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la métropole est prolongée jusqu'en 2022;
- Que l'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville ;
- Que l'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques ;
- Qu'en application de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, la durée des six contrats de ville de la métropole et des régimes fiscaux zonés à l'instar de l'abattement de taxe foncière pour le bâti (ATFPB) est prolongée jusqu'en décembre 2023.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 « Amélioration de l'Habitat Ancien ».

Article 2:

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire Marseille Provence ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 3 :

Est approuvée la prorogation des deux avenants de la convention TFPB du territoire du Pays d'Aix ci annexés jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 4 :

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays Salonais ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 5 :

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays Ouest Provence ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 6 :

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays de Martigues ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 015-238/22/CT

■ CT1 - Attribution des subventions d'investissement Politique de la Ville 1ère série sur le territoire Marseille Provence au titre de l'année 2022

DPV 22/20648/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projet associatif commun aux quatre communes concernées a été lancé en octobre 2021 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Les opérations d'investissement retenues pour des financements de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont détaillées ci-après et bénéficient de cofinancements.

Le montant total de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 218 163 euros, dont la répartition s'établit comme suit :

Sur le Territoire du Grand Centre-ville, il est proposé de soutenir une structure:

La Fraternité de la Belle de Mai offre aux familles défavorisées un lieu d'accueil accompagné d'un programme éducatif pour les enfants. Elle est aussi pour les adultes un lieu d'échange et de dialogue dans le cadre des luttes contre les exclusions.

Une partie des locaux est vétuste, à l'étroit, non accessible aux personnes à mobilité réduite, la circulation entre les différents espaces n'est pas adaptée et ne favorise pas le travail d'équipe.

Le propriétaire prend à sa charge les travaux de gros œuvre (changement de la toiture avec pose de panneaux photovoltaïques, ouvertures en façade et création de plancher pour accéder à deux nouvelles salles d'activités au 1er étage, création d'un escalier extérieur permettant l'accessibilité à ces nouveaux espaces et une meilleure circulation dans l'ensemble des locaux)

Par la réalisation de ces travaux, l'association va pouvoir aménager de nouveaux espaces et rénover une partie des anciens locaux pour permettre de développer des activités pérennes dans un environnement fonctionnel et propre:

- Aménager deux nouvelles salles d'activités et un bureau partagé pouvant accueillir nos nouveaux salariés,
- Créer un accès direct au bureau des écrivains publics,
- Créer un accès indépendant sur rue et rendre accessible PMR l'atelier informatique,
- Rénover la salle principale et l'espace cuisine collective dont la rénovation date de plus de 10 ans.
- Ce projet d'investissement portera sur l'aménagement de ces nouveaux espaces et concerneront les postes suivants :
- Cloison, faux plafond, portes intérieures ;
- Revêtement de sol PVC (y compris ragréage et plinthes) ;
- Peinture murale, des plafonds (hors zone avec faux plafond), des portes (protection basse portes de la cuisine avec plinthe alu) ;
- Plomberie : démolition existant de l'étage et création d'un WC à l'étage ;
- Chauffage : pose de radiateurs étage ;
- Electricité : équipement des nouvelles salles, changement des luminaires, reprise du tableau du RdC, câblage, déplacement de la baie informatique et éclairage extérieur.
- Mobilier : chaises et tables.

Plan de financement :

Coût du projet : 115 504 €

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 .Juillet 2022

Métropole : 28 333 €
Ville de Marseille : 28 333 €
Département : 28 333 €
Autofinancement : 30 505 €

Sur le Territoire de Nord Est 13, il est proposé de soutenir une structure:

13 Habitat souhaite réaliser des aménagements extérieurs sur la résidence du Clos. Les espaces actuels sont vieillissants. Un travail de concertation a été mené par la Compagnie des rêves Urbains auprès des habitants qui ont fait remonter leurs besoins en termes d'équipements sportifs, aires de jeux et d'espace conviviaux.

Il s'agit de permettre la réappropriation des espaces extérieurs communs par l'ensemble des résidents ; de répondre aux attentes des habitants ; de créer un espace intergénérationnel ; créer des interactions entre les habitants en matérialisant un cheminement entre les différents aménagements ; et améliorer le lien social et leur utilisation par les habitants et associations locales.

Le projet d'investissement consiste à:-

- Aménager un terrain multi-activité : terrain de football de 26x12m, d'une tyrolienne, de différents jeux en bois et d'agrès sportifs de type street workout, des plantations d'arbustes...
- Matérialiser un parcours incluant deux espaces ludiques sous forme de marquage au sol et des aménagements paysagers (arbres, système d'arrosage automatique...).
- Rafraîchir l'aire de jeux existante au milieu des zones de stationnement avec changement de l'ensemble des structures de jeux y compris le revêtement en sol souple, sécurisation des portillons d'entrée
- Réorganiser l'espace actuellement en stabilisé pour accueillir les boulistes, aménager un petit stade de jeux de ballon pour les tous petits, déplacer les deux tables de ping-pong sur les périphéries,

Dans le cadre de la Politique de la Ville, la Métropole Aix Marseille Provence prioriser la réalisation du terrain multi-activités et du parcours. En cas de non réalisation de ces deux espaces, les travaux réalisés seront à la charge de 13 Habitat.

Plan de financement :

Coût du projet : 617 601 €
Métropole : 112 000 €
Ville de Marseille : 50 000 €
Département : 247 040 €
Autofinancement : 208 561 €

Sur le Territoire de Nord Est 14, il est proposé de soutenir trois structures :

L'Association Culturelle Educative et Sportive (ACES) a pour objet de promouvoir les fonctions parentales pour lutter contre la déscolarisation et la délinquance des enfants ; favoriser les actions éducatives par des échanges interculturels, des activités culturelles et sportives et la distribution de colis alimentaires.

Habilitée à recevoir des contributions destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire, l'association souhaite mettre en place une méthode de coordination et de gestion sur le territoire des Flamants-Iris auprès des publics en difficultés et orientés par différents organismes et renforcer les sources d'approvisionnement, les ressources humaines et le matériel. Pour ce faire, elle souhaite acquérir du matériel dédié au fonctionnement de celle-ci.

Le projet investissement consiste à acquérir du mobilier (armoire, tableau, fauteuil, bureau, caisson...), du matériel informatique (ordinateur, tablette...), de l'électroménager (micro-ondes, congélateur, réfrigérateur...), et du matériel audiovisuel (télévision et support...).

Plan de financement:

Coût du projet : 4 639 €
Métropole : 3 711 €
Autofinancement : 928 €

L'Association Femmes Familles Font Vert (FFFV) organise des ateliers d'informatique et d'écriture, des stages de formation sur la maîtrise de la gestion administrative des associations; elle développe également un programme de lutte contre le surpoids et l'obésité en direction des publics et dans ce cadre elle mène des ateliers de cuisine et de diététique ; elle participe aussi à l'animation du quartier, à la création et la continuité du lien social...

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Pour les ateliers culinaires qu'elle organise, la Logirem doit réaliser des travaux d'agrandissement dans un local attenant afin de le mettre à la disposition de l'association car actuellement celle-ci dispose d'une petite cuisine qui ne permet pas de mener ses ateliers dans de bonnes conditions.

Le projet d'investissement consiste à équiper ce nouveau local avec l'acquisition de matériel informatique (imprimantes...), électroménager (lave-vaisselle, lave-linge, machine à café, robot pâtissier, aspirateur évier, fours, basse température, cellule de refroidissement, mixeur-blender, balances, micro-ondes-gril...), du mobilier (armoires, plonge, placard avec bacs et égouttoirs...) et l'achat d'un lave-main.

Plan de financement :

Coût du projet : 21 572 €
Métropole : 8 629 €
Ville de Marseille : 8 629 €
Autofinancement : 4 314 €

L'association Avec Nous, la fabrique des quartiers populaires œuvre en faveur de l'égalité des droits, de la dignité et la défense des droits et des intérêts des habitants-e-s. Ses missions d'éducation populaire et de développement de projets d'économie solidaire permettent de répondre au problème du chômage, de la précarité, de l'exclusion socioprofessionnelle

L'association souhaite poursuivre son action de médiation numérique pour les habitants des quartiers au sein de deux tiers lieux (Clos dans le 13^{ème} arrondissement et les Flamants dans le 14^{ème} arrondissement). Il s'agit de lieux de soutien et d'apprentissage pour les habitants. Et dans un contexte où les démarches administratives tendent vers la dématérialisation, l'objectif est de permettre aux habitants d'avoir un espace numérique à leur disposition ainsi que des médiateurs pour les orienter et les outiller.

Le projet d'investissement consiste à équiper ces locaux avec l'acquisition de matériel informatique (ordinateurs portables et fixes, tablettes, imprimantes, vidéoprojecteur et écran de projection...) et du mobilier (plan de travail, piétement, chaises...).

Plan de financement :

Coût du projet : 22 410 €
Métropole : 17 928 €
Autofinancement : 4 482 €

Sur le Territoire de Littoral Nord Est, il est proposé de soutenir une structure :

L'Association Cité de l'agriculture porte des projets au cœur des quartiers prioritaires de la ville du 15^{ème} arrondissement de Marseille autour de l'alimentation durable. L'Opération Désert Alimentaire (dont les actions visent à développer l'accès à l'alimentation durable et un accompagnement à l'évolution des pratiques alimentaires des consommateurs) a permis d'apporter des premiers éléments de réponse et se poursuit aujourd'hui via différentes actions : Paniers Solidaires VRAC Marseille, la vente de légumes au sein de la Ferme Capri, marché mensuel des Aygalades, des activités en lien avec l'alimentation durable, des rencontres et visites de producteurs, ateliers culinaires etc...

L'association souhaite compléter son intervention en allant vers les habitants. Il s'agit du projet « Capri Mobile » dont l'objectif est de vendre les produits issus de la ferme de Capri par le biais de tournées sur le territoire.

Le projet investissement consiste à acquérir un véhicule de type utilitaire.

Plan de financement :

Coût du projet : 30 297 €
Métropole : 9 089 €
Ville de Marseille : 15 148 €
Autofinancement : 6 060 €

Sur le territoire de Littoral Ouest, il est proposé de soutenir une structure:

L'Association Culturelle d'Espaces Lecture et d'Ecriture en Méditerranée (ACELEM) gère depuis 1993 des Espaces Lecture dont les objectifs sont de favoriser la lecture et l'écriture en direction des personnes qui ne fréquentent pas

les structures de lecture publique ; de constituer des points ressources autour du livre (établissements scolaires, associations, habitants) ; d'accompagner les projets de quartiers liés à la lecture et à l'écriture : et de servir de passerelle vers les bibliothèques municipales.

La disposition actuelle des locaux de l'Espace Lecture de la Solidarité, ainsi que leur vétusté, sont des freins à l'organisation des activités et à l'accueil du public. Par conséquent le bailleur UNICIL va entièrement rénover les locaux dans le cadre d'une opération de réhabilitation financée par la Politique de la Ville. Les travaux consistent à aménager les différents espaces (accueil, bibliothèque, tisanerie, espace jeunesse, ateliers, espace numérique) et devraient s'achever à la rentrée 2022.

Il convient d'équiper les espaces en fonction des différents publics adaptés aux usages du lieu et à chaque type d'animation.

Ce projet d'investissement consiste à acquérir du mobilier de bureau (caissons, tables, bureaux, desserte, supports, armoires, chaises, fauteuils, tapis, chauffeuse, banquette...) et de rangement (desserte, armoires, bacs, travées, serre livre, tablettes, buffets, rayonnage, grilles d'exposition...), de matériel informatique (ordinateurs fixes et portables...)

Plan de financement :

Coût du projet : 21 426 €

Métropole : 17 140 €

Autofinancement : 4 286 €

Sur le territoire Tout Marseille, il est proposé de soutenir une structure:

L'association l'Encre Bleue organise des permanences d'accès aux droits au sein de la Cité des Associations et de centres sociaux. Elle offre un service gratuit d'écrivains publics bénévoles à toute personne rencontrant des difficultés avec la lecture, la compréhension ou la rédaction de documents ou dossiers. Près de 90 bénévoles accompagnent plus de 8 000 usagers sur 22 sites.

Au fil des années, la dématérialisation des supports et des moyens d'accès à l'environnement social, administratif et commercial est devenue un facteur supplémentaire d'exclusion pour des usagers en difficulté, accroissant leur dépendance à une aide extérieure. Pour divers motifs (langue, inculture, âge...) le public a des difficultés à devenir autonome dans l'usage d'outils numériques et l'accès aux droits et services sociaux. Le recours à un intermédiaire médiateur numérique devient incontournable.

Pour accompagner cette mutation qui exige une modification des moyens d'accueil, l'association souhaite compléter ses équipements au sein de 12 permanences dans les Quartiers prioritaires de Ville (Cité des associations, centres sociaux Velten, Kléber, Château Saint Loup, La Viste, La Solidarité...) afin de pouvoir répondre aux demandes des usagers liés à la dématérialisation des services publics.

Le projet d'investissement consiste à acquérir du matériel informatique (ordinateurs, imprimantes, routeurs...) et du mobilier (meubles de rangement...).

Plan de financement :

Coût du projet : 20 139 €

Métropole : 8 055 €

Ville de Marseille : 8 055 €

Autofinancement : 4 028 €

Sur le Territoire de La Ciotat, il est proposé de soutenir une structure:

L'association les Jardins de l'Espérance a pour objet l'engagement pour l'Homme et la Nature dans un esprit solidaire et collectif en développant des projets d'éducation à l'environnement ouverts à tous et des projets d'insertion professionnelle et sociale pour des personnes en difficulté à travers deux pôles.

Le Pôle Animation développe des animations d'éducation à la nature, à l'environnement et au développement durable auprès de tout type de publics (scolaires, extrascolaires, personnes en situation de handicap, particuliers) à travers des stages nature et des sorties ; il assure également la formation interne des salariés polyvalent.

Le Pôle Insertion a pour objet l'embauche de personnes sans emploi rencontrant des difficultés personnelles et professionnelles et intervient pour la Mairie de la Ciotat, les bailleurs sociaux, les habitants.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Les deux pôles d'activités sont en interaction permanente et permettent de créer des passerelles innovantes. Ils interviennent conjointement dans la création de jardins partagés, pédagogiques et adaptés aux handicaps et des travaux de plantations, de débroussaillage et de valorisation des espaces mais également sensibiliser à la biodiversité, à la protection contre les incendies, tout en leur faisant découvrir le patrimoine naturel et agricole.

Le projet investissement consiste à acquérir un véhicule de type benne pour transporter les salariés et le matériel afin d'intervenir sur les zones naturelles (Parc des calanques) et le quartier de Fardeloup.

Plan de financement :

Coût du projet : 33 588 €
Métropole : 10 000 €
Autofinancement : 23 588 €

Sur le territoire de Marignane, il est proposé de soutenir une structure :

L'Association Point Ecoute Familles a pour objet d'accueillir des personnes en souffrance psychique et relationnelle. Elle réalise des thérapies individuelles et familiales et propose des parcours de santé aux différents publics. De nombreux ateliers et groupes de parole sont organisés, notamment des espaces pour soutenir la fonction parentale. Plus de 600 adhérents fréquentent les salles de thérapie pour diverses prises en charge.

Dans le cadre du développement de ses actions, l'association a besoin d'équipement informatique et du matériel audiovisuel performant pour travailler sur davantage d'outils numériques et les exploiter dans le cadre de diverses activités : coaching, media training, valorisation de la personne, exposition sur les seniors... ; et de renouveler le mobilier vieillissant pour accueillir le public dans des conditions de qualité.

Le projet investissement consiste à acquérir du matériel informatique (ordinateurs...) et audiovisuel (boîtier photo, appareils photos et objectifs...) et de mobilier (fauteuils, canapés...).

Plan de financement :

Coût du projet : 8 196 €
Métropole : 3 278 €
Département : 3 278 €
Autofinancement : 1 640 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communs membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération n°HPV 011-504/21/CT du 13 décembre 2021 portant création et affectation de l'opération d'investissement n°2022100700 « Financement investissements Politique de la Ville - Phase 2 » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement portant sur le financement des investissements politique de la Ville sur le territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions du Conseil de Territoire Marseille Provence aux organismes et associations suivants :

Sur la commune de Marseille :

- | | |
|--|---------------|
| • Fraternité de la Belle de Mai : | 28 333 euros |
| • 13 Habitat : | 112 000 euros |
| • Association Culturelle Educative et Sportive : | 3 711 euros |
| • Association Femmes Familles Font Vert : | 8 629 euros |
| • Association Avec Nous : | 17 928 euros |
| • Association Cité de l'agriculture : | 9 089 euros |
| • Association Culturelle d'Espaces Lecture et d'Ecriture en Méditerranée : | 17 140 euros |
| • Association l'Encre Bleue : | 8 055 euros |

Sur la commune de La Ciotat :

- | | |
|--|---------|
| • Association les Jardins de l'Espérance | 10 000€ |
|--|---------|

Sur la commune de Marnagnan :

- | | |
|---------------------------------------|-------------|
| • Association Point Ecoute Familles : | 3 278 euros |
|---------------------------------------|-------------|

Article 2 :

Sont approuvées les conventions correspondantes ci-annexées passées avec les organismes ou les associations susvisées.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer lesdites conventions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 218 163 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Sous-politique E110 - Opération 2018105800 - Chapitre 4581191007 - Nature 20422 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 016-239/22/CT

■ CT1 - Modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence
DHPV 22/20650/CT

Signé le 27 Juin 2022
 Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence.

A partir de 2009, en complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Par délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 24 septembre 2019, les modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence ont été :

- mises en cohérence avec les enjeux actuels,
- adaptées afin d'accélérer la production de logements locatifs sociaux,
- précisées dans le règlement des aides directes en faveur du logement social de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence.

Trois modifications légères de ces modalités sont aujourd'hui nécessaires :

- l'application depuis le 1^{er} janvier 2022 de la réglementation environnementale RE2020 nécessite de mettre à jour et de clarifier les primes liées à la performance énergétique et environnementale,
- la prise en compte des projets de renouvellement urbain en cours d'élaboration en matière de réhabilitation conduit à préciser et moduler les forfaits,
- enfin, il convient de combler un oubli du règlement d'aides en matière de cofinancement des maîtrises d'œuvre urbaines et sociales lorsqu'elles bénéficient d'une subvention de l'Etat dans le cadre de la convention de délégation des aides à la pierre.

Dans ce cadre, il est proposé d'adopter un nouveau règlement d'aides prenant en compte ces modifications légères.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence n° VU 056-465/19/CT du 24 septembre 2019 relative à la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille-Provence ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 2017 et ses avenants ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence de modifier légèrement le régime d'aides sur fonds propres en faveur du logement social ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le Règlement des aides directes en faveur du logement social de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence, ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence 2022 : Sous-politique D110 – opération d'investissement n° 2010116600 – Chapitre 4581194007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 017-240/22/CT

**■ CT1 - Attribution d'aides directes pour le logement social - Approbation de conventions de financement et de partenariat
DPV 22/20652/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012. Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Enfin, par délibération du 24 septembre 2019, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence et adopté un nouveau règlement, afin d'accélérer la production de logements sociaux et de mettre en cohérence ce dispositif d'aides avec les enjeux actuels, dont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Les critères d'attribution des aides métropolitaines directes pour le logement social sur le Territoire de Marseille Provence sont les suivants :

Pour les logements sociaux Prêt Locatif à Usage Social – PLUS et Prêt Locatif Aidé d'Intégration - PLAI :

- des forfaits de base PLUS et PLAI, différenciés selon 5 catégories de commune ou d'arrondissement classés selon les prix médians de vente au mètre carré des appartements, allant de 1 000 € à 5 000 € pour un logement PLUS et de 3 000 € à 7 000 € pour un logement PLAI.
- 4 primes, cumulables avec les forfaits, fondées sur les enjeux prioritaires actuels de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Marseille Provence :
 - pour performance énergétique et environnementale (1 000 € par logement),
 - pour l'adaptation au handicap selon les préconisations du cahier des charges élaboré par l'association Handitoit Provence, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire (2 000 € par logement),
 - pour la réalisation de logements locatifs sociaux PLAI adaptés ou à loyer minoré (10 000 € par logement),
 - pour les opérations de logements réalisés en acquisition-amélioration, 4 niveaux de prime de 3 000 € à 18 000 € par logement voire au-delà selon le montant des travaux réalisés.

Exceptionnellement, pour les opérations comportant au moins 1 500 € HT de travaux au m² de surface utile les plus difficiles à équilibrer, la prime au logement pourra être majorée au-delà de 18 000 €. Cette décision sera proposée au vu de l'examen technique du dossier et des financements mobilisables.

Par ailleurs, lorsque la réhabilitation est rendue impossible et qu'il convient de démolir pour reconstruire, une prime spécifique en fonction de l'équilibre d'opération pourra être accordée dans la limite de 12 000 € par logement.

Pour les logements sociaux Prêt Locatif Social – PLS :

Un forfait de 3 000 € pour les logements étudiants réalisés en PLS à loyer et charges maîtrisés et pour les logements familiaux réalisés en PLS dans les communes ou arrondissements où le taux de logements sociaux est supérieur à 25 % et participant d'une démarche de renouvellement urbain, ce forfait étant conditionné à l'application d'un loyer PLS minoré.

Pour les réhabilitations de logements locatifs sociaux :

- un forfait de 2 000 € par logement réhabilité si les logements atteignent un bon niveau de performance énergétique et environnementale,
- un forfait de 10 000 € par logement restructuré, en cas de division de grands logements avec modification substantielle de la typologie et de la surface habitable.

Les aides directes concernent toutes les opérations de production nouvelle et de réhabilitation conduites par les bailleurs sociaux, qu'elles le soient dans le cadre de la délégation des aides à la pierre ou du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), voire d'un simple prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Il s'agit de montants maximaux de subventions. La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve la possibilité de plafonner les subventions, notamment en cas de montant de subvention à l'opération très important (au-delà de 500 000 €).

Un logement sera réservé par la Métropole par tranche consommée de 50 000 € de subvention attribuée, calculée hors des 4 primes prévus pour les logements PLUS-PLAI et hors logements-foyers et logements étudiants.

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'allouer des aides directes pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Les aides directes, précisées dans le tableau annexé, s'élèvent au montant total de 5 338 000 euros pour 40 opérations représentant 920 logements dont 812 logements subventionnés, soit :

- 31 opérations financées et agréées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre représentant 692 logements PLUS-PLAI-PLS dont 585 logements PLUS-PLAI subventionnés :
 - 287 PLUS et 298 PLAI, dont 5 PLAI adaptés Etat/PLAI à loyer minoré Métropole
 - 421 logements neufs et 164 logements en acquisition-amélioration,
 - 7 logements respectant le cahier des charges Handitoit pour l'adaptation des logements aux personnes handicapées,
 - 63 logements éligibles à la prime pour performance énergétique et environnementale.
- 5 opérations financées dans le cadre de l'ANRU représentant au total 101 logements (33 PLUS et 68 PLAI) dont 3 opérations neuves (86 logements) et 2 en acquisition-amélioration (15 logements).
- 3 opérations neuves financées pour partie dans le cadre de l'ANRU et pour partie dans le cadre de la délégation des aides à la pierre représentant 103 logements (68 PLUS, 34PLAI et 1PLS).
- 1 opération de réhabilitation représentant 24 logements sociaux réhabilités également financées dans le cadre de la délégation des aides à la pierre (avec performance énergétique et environnementale).

Il est également proposé :

- De modifier par avenant à la convention n°T21033-SUB approuvée par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 novembre 2020, le montant de la subvention attribuée à l'opération « Saint Menet » portée par VILOGIA, le nombre de logement de l'opération ayant diminué de 14 à 12 et le montant des travaux ayant fortement augmenté.
- D'annuler, suite à l'abandon de 6 opérations représentant 134 logements (56 PLUS, 39 PLAI, 3PLAI adapté et 36 PLS), les conventions de financement et de partenariat et les subventions afférentes telles que listées :
 - S.A. UNICIL – Opération Les Bourrely – Marseille 15e – Convention n°T21049-SUB – Subvention de 26 000 €.
 - 3F SUD SA D'HABITATION A LOYER MODERE – Opération Château Vento – Marseille 14e - Convention n°T21031-SUB - Subvention de 12 000 €.
 - COOP SOLIHA MEDITERRANEE BATISSEUR DE LOGEMENT D'INSERTION – Opération 249 Vert Parc Bellevue – Marseille 14e – Convention n°T21157-SUB – Subvention de 16 000 €.
 - S.A. UNICIL – Opération Avenue Charles de Gaulle – Châteauneuf-les-Martigues – Convention n°T2187-SUB – Subvention de 52 000 €.
 - GRAND DELTA HABITAT – Opération la Bastide (le Vieux Pigeonnier) – Marignane – Convention n°18/0060 – Subvention de 186 000 €.
 - FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME – Opération Chape – Marseille 4e – Convention n°15/1468 – Subvention de 45 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection le 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FPBA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération HPV 010-962/15/CC du 10 avril 2015 relative à l'attribution d'aides directes pour le logement social et l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La délibération VU 056-465/19/CT du 24 septembre 2019 relative à la modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence ;
- La délibération HPV 002-111/20/CT du 17 novembre 2020 relative à l'attribution d'aides directes pour le logement social et l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La délibération HPV 008-221/21/CT du 1^{er} juin 2021 relative à l'attribution d'aides directes pour le logement social et l'approbation de conventions de financement et de partenariat ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 2017 et ses avenants ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'attribuer des aides directes pour le logement social et d'approuver les conventions de financement et de partenariat afférentes ;
- Qu'il convient de modifier par avenant et d'annuler des subventions en fonction de l'évolution ou de l'abandon des opérations ;
- Que les priorités retenues sont, notamment : la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, le renouvellement urbain, l'aménagement durable, l'insertion sociale par le logement, le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides directes en faveur du logement social telles que précisées dans le tableau ci-annexé, au nombre de 40 opérations nouvelles représentant 920 logements dont 812 logements subventionnés ainsi qu'une opération dont la subvention antérieure est modifiée suite à l'évolution du programme.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Article 2 :

Est approuvé le modèle de convention de financement et de partenariat afférente entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les bailleurs sociaux concernés.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant à la convention n°T21033-SUB approuvée par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 novembre 2020

Article 4 :

Est approuvée l'annulation des conventions de partenariat et de financement n°T21049-SUB ; T21031-SUB ; T21157-SUB ; T2187-SUB ; 18/0060 ; 15/1468

Article 5 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et à signer les conventions et avenants afférents.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence : Sous-politique D110, opération d'investissement n°2010116600, chapitre 4581194007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 018-241/22/CT

■ CT1 - Approbation de la première série des actions 2022 du programme des Cités éducatives de Marseille DPV 22/20656/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Initiées en septembre 2019 par les ministères de l'Education nationale, de la jeunesse de la ville et du logement, le programme des Cités éducatives vise à intensifier les prises en charges éducatives des enfants et des jeunes, de la naissance à l'insertion professionnelle, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. Elles consistent en une alliance des acteurs éducatifs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : parents, services de l'État, des collectivités, associations, habitants autour de trois axes :

- Conforter le rôle de l'école (structurer les réseaux éducatifs, prise en charge précoce, développer l'innovation pédagogique, renforcer l'attractivité des établissements...);
- Promouvoir la continuité éducative (implication des parents, prises en charge éducatives prolongées et coordonnées, prévention santé, décrochage scolaire, citoyenneté...)
- Ouvrir le champ des possibles (insertion professionnelle et entreprises, mobilité, ouverture culturelle, numérique, « droit à la ville », lutte contre les discriminations...).

200 sites ont été labellisés en France en 2022 dont six territoires à Marseille.

En 2019, trois sites en quartiers prioritaires ont été retenus pour la ville de Marseille :

- Marseille Centre-ville (1er, 2ème, une partie du 3ème arrondissement) : 4 738 élèves.
- Marseille Malpassé-Corot (13ème arrondissement) : 2 632 élèves.
- Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine) : 3 484 élèves.

En 2022, trois sites supplémentaires en quartiers prioritaires ont été retenus pour la ville de Marseille :

- Marseille les Docks (2ème et 3ème arrondissement) : 4 542 élèves
- Marseille Bon Secours les Rosiers la Marine Bleue (Marseille 14ème arr.) : 4 292 élèves
- Marseille Grand Saint Barthélémy (Marseille 14ème arr.) : 4 786 élèves

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

L'instruction interministérielle du 13 février 2019 stipule que le programme des « Cités éducatives » doit constituer le pilier du volet éducatif des contrats de ville, renouvelés et prolongés jusqu'à fin 2022.

Les « Cités éducatives » représentent donc un levier important d'actions auprès des enfants et des familles les plus en difficultés des quartiers prioritaires et s'articulent avec le « Contrat de ville » 2015-2022 du Territoire Marseille Provence au sein duquel l'éducation figure parmi les orientations stratégiques majeures.

Un travail partenarial a permis de co-construire un projet local de renforcement des coopérations des acteurs, un plan d'action et un plan de financement partagé, assortis des avis des préfets de département et de région et des recteurs dans des formes jugées recevables par la coordination nationale des Cités éducatives.

Les trois cités éducatives du Centre-ville, de Malpassé-Corot et de Marseille Nord bénéficient des crédits spécifiques de l'Etat sur la période 2020-2021-2022-2023 à hauteur de 4,9 millions d'euros, soit 400 000€ par an et par site auxquels s'ajoutent les financements des institutions partenaires, notamment la Ville de Marseille et la Métropole.

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de territoire du contrat de ville et des instances partenariales des Cités éducatives, des actions ont été retenues afin de soutenir le programme.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville – Cités éducatives, les projets proposés doivent :

- S'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville, les projets de territoire et les programmes des cités éducatives,
- Concerner les habitants des quartiers prioritaires labellisés « Cités éducatives » figurant dans la nouvelle géographie de la Politique de la Ville,
- Venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et partagée avec les partenaires assurant le pilotage des cités éducatives que sont la Ville de Marseille, l'Etat et l'Education Nationale.

La participation de la Métropole au Programme des « Cités éducatives » correspond au financement d'une première série de 12 actions pour un total de 144 000 euros :

- 6 actions concernent la « Cité éducative » de Marseille Centre-ville pour un montant de 68 000 euros,
- 3 actions concernent la « Cité éducative » de Marseille Malpassé-Corot pour un montant de 36 400 euros,
- 3 actions concernent la « Cité éducative » de Marseille Nord (La Castellane-Bricarde-Plan d'Aou-Saint Antoine) pour un montant de 39 600 euros,

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 80 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 20% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2023 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2023 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2023 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2023 pour les actions programmées sur l'année scolaire.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communs membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subvention aux associations par les Conseils de territoire ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- L'instruction du 13 février 2019 du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministère de la ville et du logement portant déploiement territorial du programme interministériel et partenarial des « Cités éducatives » ;
- La lettre de labellisation de la Cité éducative du 5 septembre 2019 du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et du ministre de la ville et du logement ;
- La délibération N° HN 023-28/07/20 CT du Conseil de Territoire approuvant les avenants N°1 des conventions triennales des Cités éducatives de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 12 projets pour le programme des « Cités éducatives » de Marseille ;
- Que les « Cités éducatives » constituent dans leur périmètre, selon l'instruction interministérielle du 13 février 2019, les piliers du volet éducatif des contrats de ville, rénovés et prolongés jusqu'à fin 2022, dans le cadre fixé par la circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019 ;
- Que cette participation financière permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la première série d'actions du programme 2022 des Cités éducatives de Marseille décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Article 2 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle en annexe 2, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 3 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5000 euros.

Article 4 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 80 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 5:

Les crédits nécessaires pour les actions du programme d'actions 2022 des cités éducatives, soit 144 000 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat spécial du territoire Marseille Provence Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 019-242/22/CT

■ CT1 - Approbation de la première série des avenants 2022 aux conventions pluriannuelles d'objectifs du Contrat de ville DPV 22/20659/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Afin de garantir les financements sur des missions relevant de l'intérêt général dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine de la politique de la Ville et permettre une inscription pluriannuelle des projets, le recours à la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) s'est imposé comme une procédure adaptée.

Issue des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville et inscrite dans l'avenant de prolongation de celui-ci approuvé lors du Bureau de la Métropole le 26 septembre 2019, la pluri annualisation répond également à une volonté de la gouvernance du Contrat de Ville de pouvoir inscrire des projets dans la durée et de proposer une simplification des démarches administratives pour les associations.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé 9 septembre 2019 au 4 octobre 2019 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des projets pluriannuels au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitaient ont également été associés au processus d'instruction.

Comme stipulé dans la convention initiale, les montants des contributions financières consenties par la Métropole en 2022 seront notifiés aux bénéficiaires par voie d'avenant :

- Après examen du budget prévisionnel de l'action qui aura été communiqué et du vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.
- Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire
- Sous réserve de l'approbation du budget annuel par la Métropole et de vote du montant de la subvention par l'assemblée délibérante.

La première série d'actions faisant l'objet d'un avenant aux conventions pluriannuelles d'objectifs représentent 40 actions pour un montant de 381 850 euros.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 80 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 20% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2022 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

2022 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.

- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire :
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi, de bilan et du compte rendu financier :
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2023 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2023 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs :
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code »
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 N° VU 058-717/19/CT relative à l'approbation de la programmation de l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une première série de 40 projets pluriannuels émergeant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en septembre 2019 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 10 décembre 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;
- Que ces projets ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants aux conventions pluriannuelles pour la réalisation de projets de la programmation du Contrat de Ville décrites sur le tableau en annexe 1 et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets présentés en annexe 2 pour lesquels un avenant à la convention de financement pluriannuelle devra être conclu.

Article 3 :

Est approuvé le modèle d'avenant aux conventions pluriannuelles en annexe 3, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2022, soit 381 850 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 80 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants de conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 020-243/22/CT

■ CT1 - Approbation de la deuxième série de la programmation relative à l'Appel à projets 2022 du Contrat de Ville de Marseille Provence DPV 22/20603/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un Contrat de Ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires. Par avenant approuvé par délibération n°DEV 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019, le Contrat de Ville a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2022, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 4 octobre 2021 au 14 novembre 2021 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville,
- et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Les projets ont été instruits en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental afin de retenir les plus pertinents. Les conseils citoyens qui le souhaitent ont également été associés au processus d'instruction.

Cette programmation a été présentée lors d'un comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 15 mars 2022 auquel participaient des représentants de la Métropole des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des autres partenaires ainsi que des représentants des conseils citoyens.

Il est proposé d'approuver la participation de la Métropole correspondant à une deuxième série pour le financement de 37 actions, soit un total de 198 349 euros :

- 37 actions concernent la commune de Marseille pour un montant de 198 349 euros,

Cette participation financière couvre les huit axes du Contrat de Ville Marseille Provence :

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- 15 actions pour un montant de 89 000 euros qui permettent l'amélioration de la vie locale en s'appuyant sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée.
- 2 actions pour un montant de 8 349 euros qui œuvrent en faveur du développement économique, de l'insertion et de l'emploi.
- 1 actions pour un montant de 9 000 euros qui permettent une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés.
- 14 actions pour un montant de 66 000 euros qui développe des démarches en faveur de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse.
- 4 actions pour un montant de 24 000 euros qui répondent à l'objectif d'une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires.
- 1 actions pour un montant de 2 000 euros qui permettent le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne.

Les subventions accordées sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 80 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 20% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2023 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2023 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle :

- Constitution du dossier réglementaire
Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.
- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier
Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 juin 2023 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2023 pour les actions programmées sur l'année scolaire.
- Production des documents administratifs
Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :
 - le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
 - les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 concernant l'approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 portant sur l'approbation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mars 2022;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement d'une deuxième série de 36 projets émergeant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 4 octobre 2021 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle du Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été présentés lors du comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mars 2022 rassemblant l'ensemble des partenaires

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation de la deuxième série d'actions annuelles de la programmation 2022 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement annuelle devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention annuelle ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Article 4:

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2022, soit 198 349 euros, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 5 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 6 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 80 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 021-244/22/CT

■ **CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 22/20679/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur son territoire, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) assurait une mission de mutualisation des financements des co-

financeurs publics des opérations relevant des PRU. Le GIP assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions régionales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissous le 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne pouvait donc plus être assuré par le groupement depuis cette date.

Aussi, et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine du GIP MRU.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessitait toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP MRU. A cet effet, les modalités de reprise par la Métropole Aix-Marseille-Provence des missions du GIP MRU de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions régionales aux maîtres d'ouvrage ont été définies dans le cadre d'une convention cadre fixant les modalités de transfert et de versement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence des subventions régionales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation Urbaine et du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille conclue le 26 mars 2021 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° 20-766 du 17 décembre 2020 et de la délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021.

Cette convention de transfert a ainsi fixé les modalités de règlement et de transfert à la Métropole des subventions régionales octroyées au GIP MRU dans le cadre des PRU et du protocole de préfiguration du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille et a défini par opération l'ensemble des engagements contractuels et financiers repris par la Métropole.

Le montant des subventions et soldes de subventions transférés à la Métropole est de 12.742.341,04 €, solde auquel il convient d'ajouter les subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole pour un montant de 441.026,06 €.

Cependant, suite à volonté de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur de poursuivre ses engagements relatifs à douze opérations relevant du Programme National de Rénovation Urbaine sur Marseille dont les subventions régionales étaient arrivées à caducité avant la date de dissolution du GIP MRU ou après la dissolution du GIP MRU et avant le transfert des opérations à la Métropole, il convient d'une part de modifier le périmètre du transfert réalisé au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le montant des soldes de subventions transférés à la Métropole est donc majoré de 1 376 370,90 € et le montant des subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole est majoré de 184 327,65 €.

D'autre part, il convient d'actualiser, suite à la constatation d'erreurs matérielles et suite à la régularisation administrative approuvée par délibération 21-74 du 26 mars 2021, le montant subventionnable pour certaines opérations de l'annexe 1.

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant à la convention de transfert conclue le 26 mars 2021 entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de prendre en compte ces différentes modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062 – 10934/21/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de lutter contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 013/18-7963/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) suite à sa dissolution ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 013/18-7963/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) suite à sa dissolution ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021 approuvant le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des aides régionales dans le cadre des programmes de rénovation urbaine et du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille et la convention fixant les modalités de règlement et de transfert de ces aides à la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en l'absence de renouvellement de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissout au 31 décembre 2019 et qu'il est en cours de liquidation ;
- Que la Métropole a acté de la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU suite à sa dissolution ;
- Que la reprise de ces activités nécessite la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU et NPNRU ;
- Que la mission de mutualisation des financements publics et de reversement aux maîtres d'ouvrage a été confiée à la Métropole par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative au Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention fixant les modalités de transfert à la Métropole des participations régionales octroyées au GIP Marseille Rénovation Urbaine dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 022-245/22/CT

■ **CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention avec le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine fixant les modalités de gestion et de règlement des participations régionales précédemment octroyées au groupement dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 002-9881/21/CM du 15 avril 2021**

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 22/20680/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La délibération relative au « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention avec le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine fixant les modalités de gestion et de règlement des participations régionales précédemment octroyées au groupement dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 002-9881/21/CM du 15 avril 2021 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur son territoire, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (MRU) assurait une mission de mutualisation des financements des co-financeurs publics des opérations relevant des PRU. Le GIP MRU assurait à ce titre le reversement aux maîtres d'ouvrages des subventions régionales.

Du fait de l'arrivée à terme de sa convention constitutive, le GIP MRU a été dissous le 31 décembre 2019.

L'ensemble des missions de mutualisation des financements des co-financeurs publics ne pouvait donc plus être assuré par le groupement depuis cette date.

Aussi, et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine du GIP MRU.

La reprise de ces activités par la Métropole nécessitait toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits par le GIP MRU.

A cet effet, les modalités de reprise par la Métropole Aix-Marseille-Provence des missions du GIP MRU de mutualisation des financements publics et de reversement des subventions régionales aux maîtres d'ouvrage ont été définies dans le cadre d'une convention cadre fixant les modalités de transfert et de versement à la Métropole Aix-Marseille-Provence des subventions régionales octroyées au GIP MRU dans le cadre des programmes de rénovation Urbaine et du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille conclue le 26 mars 2021 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le montant des subventions et soldes de subventions transférés à la Métropole était de 12.742.341,04 €, solde auquel il convient d'ajouter les subventions déjà perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole pour un montant de 441.026,06 €.

Cette convention de transfert prévoit que la Métropole percevra des subventions régionales :

- en sa qualité de maître d'ouvrage, y compris pour les missions d'ingénieries qu'elle exerce désormais dans le cadre de ces opérations de PRU et NPNRU sur la Ville de Marseille ;
- et en sa qualité d'organisme de mutualisation des financements publics pour ces opérations de PRU et NPNRU. A ce titre, la Métropole est chargée d'instruire les demandes de subventions des différents maîtres d'ouvrages concernés, de transmettre ces demandes à la Région, qui liquidera et versera à la Métropole le montant de la subvention régionale. La Métropole reversera ensuite aux différents maîtres d'ouvrages les subventions régionales ainsi perçues.

Cependant, et afin de garantir le transfert de l'ensemble des subventions sur les opérations transférées, les demandes de versement non effectuées par le GIP avant le 31 décembre 2019 ainsi que les demandes de versements effectuées mais non réglées par la Région devaient être régularisées.

A cet effet, et par cette même convention, la Région a autorisé la Métropole :

- à produire, à l'appui de ses demandes de versement de subventions, des justificatifs de dépenses attestés par le GIP MRU, et ce pour les subventions régionales appelées par les différents maîtres d'ouvrages auprès du GIP MRU avant le 31 décembre 2019 mais non appelées par le groupement auprès de la Région avant cette date ainsi que pour les subventions régionales afférentes aux dépenses engagées par le GIP MRU avant le 31 décembre 2019 en sa qualité de maître d'ouvrage, mais non appelées par le groupement

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- auprès de la Région avant cette date ou appelées par le groupement mais non versées en intégralité par la Région en application de son règlement financier ;
- à percevoir ces subventions ;
 - à reverser au GIP MRU les subventions régionales ainsi perçues et afférentes aux dépenses engagées par le GIP MRU en sa qualité de maître d'ouvrage avant le 31 décembre 2019 ;
 - et à récupérer auprès du GIP MRU la part des subventions régionales qui lui a été versée mais qu'il n'a pas utilisée pour les opérations faisant l'objet du transfert.

Dans ce cadre, il a été nécessaire de définir, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP MRU, les modalités de gestion et de règlement des subventions régionales découlant de l'application de la convention de transfert conclue entre la Métropole et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

C'est ainsi que qu'une convention fixant les modalités de gestion et de règlement des subventions régionales octroyées au GIP MRU dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du Protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain engagés sur la ville de Marseille a été conclue le 25 mai 2021 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP Marseille Rénovation Urbaine.

Cependant, suite à volonté de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur de poursuivre ses engagements relatifs à dix opérations relevant du Programme National de Rénovation Urbaine sur Marseille dont les subventions régionales étaient arrivées à caducité avant la date de dissolution du GIP MRU ou après la dissolution du GIP MRU et avant le transfert des opérations à la Métropole, un avenant à la convention cadre entre la Métropole et la Région s'est avéré nécessaire.

Cet avenant, qui fait l'objet d'une délibération distincte, impacte notamment le montant du transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des subventions régionales déjà perçues par le GIP MRU mais non reversées par ce dernier avant sa dissolution, aux maîtres d'ouvrages concernés

Par conséquent, il est également nécessaire de conclure un avenant à la convention conclue entre la Métropole et le GIP MRU afin de prendre en compte ces différentes modifications.

Ainsi, le montant des subventions et soldes de subventions perçues et non utilisées par le GIP MRU à reverser à la Métropole est majoré de 184 327,65 euros et s'élève désormais à 625 353,71 euros. Le GIP MRU a déjà procédé au versement à la Métropole de 441 026,06 euros.

Cette augmentation résulte du vote à nouveau de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les trois subventions listées ci-dessous et pour lesquelles le GIP MRU avait perçu des subventions régionales qui n'avaient pas été reversées aux maîtres d'ouvrages concernés avant sa dissolution :

- Aménagement paysager du mail Canovas - PRU Plan d'Aou-Saint-Antoine-La Viste
- Aménagement des voiries publiques 1^{er} tranche - PRU Saint-Joseph
- Création de la U226 - PRU La Solidarité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de lutter contre l'habitat indigne et dégradé
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 013/18-7963/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) suite à sa dissolution
- La délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021 approuvant le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des aides régionales dans le cadre des programmes de rénovation urbaine et du protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille et la convention fixant les modalités de règlement de ces aides à la Métropole.
- La délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 002-9881/21/CM du 15 avril 2021 approuvant la convention fixant les modalités de gestion et de règlement des subventions régionales précédemment octroyées au groupement dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine (PRU) et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) engagés sur la ville de Marseille.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention avec le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine fixant les modalités de gestion et de règlement des participations régionales précédemment octroyées au groupement dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 002-9881/21/CM du 15 avril 2021 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention avec le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine fixant les modalités de gestion et de règlement des participations régionales précédemment octroyées au groupement dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 002-9881/21/CM du 15 avril 2021 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération au « Transfert des aides financières dans le cadre des Programmes de Rénovation Urbaine et du protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille - Approbation d'un avenant à la convention avec le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine fixant les modalités de gestion et de règlement des participations régionales précédemment octroyées au groupement dans le cadre de ces programmes - Modification de la délibération CHL 002-9881/21/CM du 15 avril 2021 »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

HPV 023-246/22/CT

■ CT1 - Transfert des aides financières dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine PNRU engagés sur la ville de Marseille - Approbation du reversement au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine GIP MRU, en application de la décision de transfert ANRU, des subventions ANRU afférentes aux dépenses engagées par le groupement avant sa dissolution

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 22/20681/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération relative au « Transfert des aides financières dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) engagés sur la ville de Marseille - Approbation du reversement au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU), en application de la décision de transfert ANRU, des subventions ANRU afférentes aux dépenses engagées par le groupement avant sa dissolution. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le GIP MRU a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de ville de Marseille-Septèmes.

Il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Métropole (venant aux droits de l'ex Communauté Urbaine de Marseille), le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM (AR HLM) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) conventionne, prorogée à diverses reprises et en dernier lieu, par un avenant n°7 à la convention constitutive du GIP jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article 116 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, la convention constitutive du GIP ayant été conclue pour une durée déterminée et en l'absence de son renouvellement, la dissolution du GIP a pris effet au 31 décembre 2019.

Par suite, l'ensemble des missions d'ingénierie sous maîtrise d'ouvrage du groupement ne pouvaient donc plus être assurées par le GIP MRU après le 31 décembre 2019.

Dans ce cadre et afin de garantir la poursuite et le suivi des opérations de renouvellement urbain sur Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain et en sa qualité d'interlocuteur unique des partenaires du renouvellement urbain, a acté, par délibération n° DEVT 013-7963/19/CM du 19 décembre 2019, la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre des projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le GIP MRU.

La reprise de ces activités nécessite toutefois la reprise de l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre des opérations relevant des programmes PRU et du protocole de préfiguration du NPNRU.

En effet, au titre de ces engagements, le GIP était bénéficiaire de subventions de l'ANRU.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Aussi, la poursuite de ces opérations par la Métropole en qualité de maître d'ouvrage nécessite un transfert à son profit de ces opérations et des subventions afférentes de l'ANRU. Les subventions de l'ANRU relatives au Programme National de Rénovation Urbaine ont fait l'objet d'un transfert au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les deux décisions de transfert ANRU ont ainsi été approuvées par la Métropole par décision n°21/298/D du 17 mai 2021.

Ces décisions de transfert autorisent également la Métropole à produire les états de dépenses du GIP MRU pour la part des dépenses réalisées par le GIP MRU avant le 31 décembre 2019 et qui n'ont pas, à la date de la signature des décisions, fait l'objet d'une demande de versement de la part du GIP MRU et / ou d'un versement au réel des dépenses réalisées par le groupement.

Depuis la signature des décisions de transfert ANRU, la Métropole a sollicité et réceptionné les soldes des subventions ANRU pour les opérations relatives à des opérations du PNRU.

Il convient désormais de procéder au reversement au profit du GIP MRU des subventions ANRU afférentes à des dépenses réalisées par le GIP MRU pour les opérations listées ci-dessous :

- Assistance à la définition de la Gestion Urbaine de Proximité PRU Centre-Nord
- Etude Urbaine Consolat Ruisseau Mirabeau AMO Social et urbain ANRU Isolé RM
- AMO Architecturales et expertises PRU Saint-Barthélemy-Picon-Busserine
- Communication-Concertation PRU Saint-Barthélemy-Picon-Busserine
- Ordonnancement Pilotage et Coordination PRU Saint-Barthélemy-Picon-Busserine
- Etude de peuplement et stratégie immobilière PRU Saint-Mauront

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 ; portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de lutter contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° DEVT 013/18-7963/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la reprise des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets de rénovation urbaine et des missions conduites en qualité de maître d'ouvrage par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) suite à sa dissolution ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° CHL 005-9681/21/CM du 18 février 2021 approuvant le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence des aides régionales dans le cadre des programmes de rénovation urbaine et du protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur Marseille et la convention fixant les modalités de règlement de ces aides à la Métropole ;
- La décision n°21/298/D de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mai 2021 portant transfert d'opérations du programme national de rénovation urbaine et des subventions afférentes de l'ANRU du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU) à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur le « Transfert des aides financières dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) engagés sur la ville de Marseille - Approbation du reversement au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU), en application de la décision de transfert ANRU, des subventions ANRU afférentes aux dépenses engagées par le groupement avant sa dissolution ». ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au « Transfert des aides financières dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) engagés sur la ville de Marseille - Approbation du reversement au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU), en application de la décision de transfert ANRU, des subventions ANRU afférentes aux dépenses engagées par le groupement avant sa dissolution
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative au « Transfert des aides financières dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) engagés sur la ville de Marseille - Approbation du reversement au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU), en application de la décision de transfert ANRU, des subventions ANRU afférentes aux dépenses engagées par le groupement avant sa dissolution ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

HPV 024-247/22/CT

■ CT1 - Approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain

Avis du Conseil de Territoire

DHPV 22/20718/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Concernant la Métropole Aix-Marseille- Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, des contrats de ville ont été signés par les six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix- Marseille-Provence en 2015.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine pose également l'obligation de l'évaluation à mi-parcours des Contrats de Ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

L'évaluation à mi-parcours des six contrats de ville a été présentée à l'ensemble des six Conseils de Territoire lors du Comité de Pilotage Métropolitain en date du 21 Mars 2019.

Des enjeux et des priorités d'intervention à l'échelle de la Métropole ont été alors déterminés et actés dans le cadre d'un avenant à chaque contrat de ville du territoire métropolitain.

Soit pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence, un avenant portant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le

Soit pour le Conseil de Territoire du pays d'Aix, un avenant portant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le 2 novembre 2020

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais un avenant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le

Soit pour le Conseil de territoire Istres Ouest Provence un avenant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, un avenant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le 15 octobre 2019.

Ces avenants ont été entérinés par une délibération du Bureau Métropolitain DEVT 016-6664/19/BM en date du 26 septembre 2019

En outre, l'article 181 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 a prévu la prorogation de la durée des contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022.

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats jusqu'au 31 décembre 2023 et des régimes fiscaux zonés dans un contexte de réflexion sur les contours et le contenu de ceux-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « L'approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « L'approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain. »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à L'approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Développement Durable - Environnement - Biodiversité - Agriculture"

DDEBA 001-248/22/CT

**■ CT1 - Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Septentrion et approbation d'une convention pour l'année 2022
DEE 22/20667/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Contrat de Baie est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

SEPTENTRION est une association (loi 1901) dont les objectifs s'articulent autour de 3 axes de développement :

- Etudier pour comprendre,
- Partager pour sensibiliser,
- Transmettre pour former.

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figure l'action 14 « mise en place d'observatoires », et plus spécifiquement l'opération 14_05 portée par Septentrion Environnement « Mise en place et développement de la plateforme POLARIS » sur le périmètre initial du Contrat.

Cette association a pour but de contribuer à la connaissance et à la préservation du milieu marin en s'inscrivant dans un contexte de développement durable et s'appuyant notamment sur le patrimoine environnemental, écologique et culturel du littoral, en particulier le littoral méditerranéen.

L'association se définit comme une plateforme scientifique et pédagogique en milieu marin.

L'association Septentrion a pour projet de mettre en place et de développer une plateforme appelée « POLARIS » qui est une plateforme de test et de développement de méthodes d'observation destinées à acquérir de la connaissance sur le milieu marin pour le gestionnaire par un public de plongeurs-citoyens multi-niveaux de compétences.

Cette plateforme est un projet pilote de collaboration entre gestionnaires, scientifiques et citoyens en faveur de la connaissance et de la protection du milieu marin. Elle répond aux besoins des scientifiques et des gestionnaires d'élargir et de démultiplier l'acquisition de données de terrain sur un territoire géographique large en impliquant d'avantage les plongeurs-citoyens.

Par délibération POR 002-13/10/16 CT, le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention de 8.000€ à l'association SEPTENTRION dans le cadre de son projet POLARIS, correspondant à 15% du montant du projet.

Les actions menées en 2016 ont permis d'initier des échanges et collaborations multi-acteurs, de recueillir des besoins locaux et de tester des premiers protocoles via l'école de plongée environnementale de SEPTENTRION, auprès des plongeurs loisirs. Les trois prochaines années seront donc consacrées au véritable développement de cette plateforme d'observation du milieu marin.

Pour l'année 2017, la Métropole a versé une subvention de 8.000€ correspondant à environ 11% du projet.

Pour l'année 2019, la Métropole a versé une subvention de 11.000€ correspondant à environ 11% du projet.

Pour l'année 2020, la Métropole a versé une subvention de 10.000€ correspondant à environ 10% du projet.

Pour l'année 2021, la Métropole a versé une subvention de 10.000€ correspondant à environ 10% du projet.

Les objectifs pour l'année 2022 du projet POLARIS sont :

- La poursuite de l'animation du Comité de pilotage de POLARIS,
- La création d'outils numériques en vue d'un élargissement du rayonnement d'action,
- Le transfert de la démarche de POLARIS au-delà de Septentrion Environnement,
- L'étude de la possibilité d'utiliser les données issues des observations citoyennes pour estimer l'état écologique des récifs coralligènes
- Le traitement des données et la valorisation de la démarche POLARIS.

Le montant global de l'action 14_05 proposée par l'association SEPTENTRION, s'élève pour l'année 2022, à **115 000 Euros TTC**.

Dans la mesure où le Comité de Baie a acté la définition d'une stratégie globale d'information et de sensibilisation à l'échelle du Contrat de Baie, il est proposé de ne retenir au financement 2022 de la Métropole, dans la proposition de

SEPTENTRION que la partie technique du projet POLARIS, à savoir la poursuite et la pérennisation de la plateforme, ainsi que la poursuite du traitement des données collectées. La partie sensibilisation, formation, supports pédagogiques, sera abordée dans le cadre de la stratégie globale d'information sur publics cibles si celle-ci est conforme à la stratégie globale en cours de définition à l'échelle du Contrat de Baie.

En 2022, il est proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant de 10 000 euros TTC, soit 9% du montant total de ces opérations, et conclut une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'association SEPTENTRION.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020 ;
- La délibération n° TCM 022-8579/20/BM en date du 15 octobre 2020 portant Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Septentrion et approbation d'une convention pour l'année 2022.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention totale de 10 000 euros pour l'année 2022 à l'association SEPTENTRION, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 14_05 du Contrat de Baie ;

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association SEPTENTRION

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence -Sous-Politique G610 – Nature 6574 8– Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 002-249/22/CT

■ CT1 - Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Mer Terre - Approbation d'une convention pour l'année 2022 DEE 22/20668/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Mer Terre est une association (loi 1901) qui met en œuvre tous les moyens nécessaires pour contribuer à la réduction des déchets en milieux aquatiques, avec une vision globale et transversale. Elle a pour objet principal de contribuer à la réduction de la pollution par les macros déchets, déchets solides et visibles à l'œil nu en milieux aquatiques, dans le périmètre initial du Contrat de Baie (hors extension).

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figurent les actions 13-07 et 13-11 relatives respectivement à la mise en place d'un programme de surveillance des macro déchets, sur tout le territoire du Contrat de Baie, ainsi qu'un programme de prévention et de gestion des macros déchets sur les Aygalades.

Cette association contribue à la réduction des macros déchets en :

- Développant des outils de caractérisation des déchets et d'aide à la décision,
- Accompagnant les pouvoirs publics et les entreprises dans la construction et la mise en œuvre de programmes de réduction, curatifs et préventifs, de la pollution des eaux par les déchets solides,
- Identifiant, coordonnant et valorisant le réseau social qui organise les nettoyages bénévoles,
- Réalisant des outils et proposant des programmes de sensibilisation pour les décideurs, le grand public et les enfants,
- Centralisant les informations juridiques, scientifiques et politiques relatives à cette pollution,
- Participant à des groupes de travail et de réflexion afin d'influer les décideurs à l'échelle nationale, européenne et internationale.

Les objectifs des actions portées par l'association MER TERRE dans le cadre du Contrat de Baie sont :

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La réduction des déchets « sauvages » en bordure littorale et en mer, et la préservation de la biodiversité, mais également sur les berges et dans le lit du ruisseau des Aigalades, et de fait, réduire les déchets transportés par le ruisseau.
- La conscientisation et l'éducation des citoyens sur les problèmes des déchets abandonnés sur terre et qui aboutissent en mer,
- La poursuite des efforts pour le nettoyage des espaces qui en ont besoin,
- L'accompagnement et la sensibilisation des entreprises riveraines dans la prévention de la gestion des déchets dans le ruisseau des Aigalades,
- L'amélioration de la réputation de la baie de Marseille,
- La création d'un lien social autour de l'appartenance à un territoire (dispositif Adopt' 1 Spot)
- L'approche globale et unifiée de la problématique des déchets pour trouver des solutions en remontant aux origines et aux sources des déchets marins,
- L'identification des types de déchets, les secteurs d'activité impliqués et les voies de transfert afin d'aider à la mise en œuvre d'actions de réduction préventives et curatives.

Le montant global des actions 13_11 et 13_07 sur les Aigalades, s'élève pour l'année 2022, à 107134 Euros TTC.

Dans la mesure où le Comité de Baie a acté la définition d'une stratégie globale d'information et de sensibilisation à l'échelle du Contrat de Baie, il est proposé de ne retenir au financement 2022 de la Métropole, dans la proposition de MER TERRE que la partie technique du projet, à savoir la poursuite des efforts pour le nettoyage des espaces, l'approche globale de la problématique des déchets et l'identification des types de déchets et les secteurs d'activité impliqués.

La partie sensibilisation des publics sera abordée dans le cadre de la stratégie globale d'information sur publics cibles si celle-ci est conforme à la stratégie globale en cours de définition à l'échelle du Contrat de Baie.

Il est ainsi proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant de 8 000 euros TTC, soit environ 7% du montant total de ces opérations, pour 2022 et conclut une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'association MER TERRE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos,

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.
- Le procès-verbal n°HN001-8065/20CM du 09 juillet 2020 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020 ;
- La délibération n° TCM 022-8579/20/BM en date du 15 octobre 2020 portant Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Mer Terre - Approbation d'une convention pour l'année 2022
- Les fiches action 13-07 et 13-11 inscrites au Contrat de Baie ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association MER TERRE dans le cadre de la mise en œuvre des opérations 1307 et 1311 du Contrat de Baie, pour un montant de 8 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association MER TERRE

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Sous-Politique G610 – Nature 65748 – Fonction 731

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DDEBA 003-250/22/CT

■ CT1 - Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Association Initiatives Education de la Jeunesse à l'Environnement - Approbation d'une convention pour l'année 2022 DEE 22/20670/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Contrat de Baie de la Métropole marseillaise 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 160 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'actions a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Le programme d'actions de la phase 2 du Contrat de Baie, présenté en Comité de Baie étendu le 09 juillet 2019, a été approuvé par délibération n° 2019-339 par la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, le 17 décembre 2019.

Le Comité de Bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 avait déjà émis un avis favorable actant ainsi l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos.

Dans ce cadre, l'Association Initiative et Education de la Jeunesse à l'Environnement (AIEJE), en partenariat avec le NATUROSOCPE et le CPIE, a proposé 2 actions de sensibilisation des publics : une campagne intitulée « EcoGestes », et une opération intitulée « Campagne Inf'Eau'Mer » à destination des plaisanciers, des usagers des plages et du grand public. Ces actions ont été retenues dans le Contrat de Baie de la Métropole. Elles sont retranscrites dans les Fiches Action 1701 et 1702 (ci-jointes).

L'A.I.E.J. E est une association à but non lucratif (loi 1901) créée en 2007, qui porte de nombreux projets fondamentaux pour l'information et la sensibilisation du public, la protection de l'environnement et de la qualité de la vie et l'éducation du public à l'environnement.

Le Territoire Marseille Provence envisage de signer une convention de partenariat pour l'année 2022, avec l'A.I.E.J. E posant le cadre général de la collaboration.

Dans le cadre de la fiche opération 1701 du Contrat de Baie, visant la sensibilisation des plaisanciers, et de la fiche opération 1702, visant la sensibilisation des usagers des plages (déployée sous forme de stand itinérant animé par deux intervenants dûment formés), le coût total est estimé à 43 460 euros TTC. Il est ainsi proposé pour l'année 2022 que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant total de 10000 euros TTC, représentant environ 23% de l'opération et conclut une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'Association Initiatives Education de la Jeunesse à l'Environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône- Méditerranée ;
- L'avis favorable du Comité de Baie du 09 juillet 2019 et de la MISEN du 13 novembre 2019 ;
- L'avis favorable du comité de bassin Rhône Méditerranée Corse du 21 novembre 2019 actant l'extension du territoire du Contrat de Baie au golfe de Fos ;
- La délibération n° 2019-339 du 17 décembre 2019 de la Commission des Aides de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Le Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020 ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération n° TCM 022-8579/20/BM en date du 15 octobre 2020 portant Contrat de Baie : Attribution d'une subvention à l'association Association Initiatives Education de la Jeunesse à l'Environnement - Approbation d'une convention pour l'année 2022.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la deuxième phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole 2019-2022, agréé le 21 novembre 2019 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Association Initiatives Education de la Jeunesse à l'Environnement, dans le cadre de la mise en œuvre des opérations 1701 et 1702 du Contrat de Baie, pour un montant de 10 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Association Initiatives Education de la Jeunesse à l'Environnement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence – Sous-Politique G610 – Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme - Aménagement"

URB 001-251/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1692 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 877N55 appartenant à l'Ensemble Immobilier "Le Parc des Amandiers" représenté par INTESA IMMOBILIER sise Le Parc des Amandiers sur la Commune de Marseille (13012)

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20337/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 692 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 877 N 55 appartenant à l'ensemble immobilier « Le parc des amandiers » représenté par INTESA IMMOBILIER sise Le parc des amandiers sur la commune de Marseille (13012) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'Ensemble Immobilier "Le Parc des Amandiers" représenté par INTESA IMMOBILIER, propriétaire, sur la Commune de Marseille (13012) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 877N numéro 55, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'Ensemble Immobilier "Le Parc des Amandiers" représenté par INTESA IMMOBILIER consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur trois conduites en fonte de 63 mm, 100 mm et 150 mm, sur des longueurs de 40 m, 154 m et 370 m, et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 1692 m², Le Parc des Amandiers sur la Commune de Marseille (13012), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'Ensemble Immobilier "Le Parc des Amandiers" représenté par INTESA IMMOBILIER, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 692 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 877 N 55 appartenant à l'ensemble immobilier « Le parc des amandiers » représenté par INTESA IMMOBILIER sise Le parc des amandiers sur la commune de Marseille (13012) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 1692 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Ensemble Immobilier "Le Parc des Amandiers" représenté par INTESA IMMOBILIER sise Le Parc des Amandiers sur la Commune de Marseille (13012), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 1 692 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 877 N 55 appartenant à l'ensemble immobilier « Le parc des amandiers » représenté par INTESA IMMOBILIER sise Le parc des amandiers sur la commune de Marseille (13012) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-252/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 570 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 888 O 124 appartenant aux copropriétaires du 117 avenue Corot représentés par CITYA PARADIS sise 117 avenue Corot sur la commune de Marseille (13013)**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20338/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 570 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 888 O 124 appartenant aux copropriétaires du 117 avenue Corot, représentés par CITYA PARADIS sise 117 avenue Corot sur la commune de Marseille (13013) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des Copropriétaires du 117 Avenue Corot représentés par CITYA PARADIS, propriétaires, sur la Commune de Marseille (13013) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 888 O numéro 124, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, les Copropriétaires du 117 Avenue Corot représentés par CITYA PARADIS consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente, conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé, sur deux conduites en fonte de 100mm et 150mm, sur des longueurs de 38 m et 152 m, et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 570 m², 117 Avenue Corot sur la Commune de Marseille (13013), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les Copropriétaires du 117 Avenue Corot représentés par CITYA PARADIS, propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021 n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 570 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 888 O 124 appartenant aux copropriétaires du 117 avenue Corot, représentés par CITYA PARADIS sise 117 avenue Corot sur la commune de Marseille (13013) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 570 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux Copropriétaires du 117 Avenue Corot représentés par CITYA PARADIS, sise 117 Avenue Corot sur la Commune de Marseille (13013), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 570 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 888 O 124 appartenant aux copropriétaires du 117 avenue Corot, représentés par CITYA PARADIS sise 117 avenue Corot sur la commune de Marseille (13013).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-253/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 890 C142 appartenant à la SA ERILIA sise Avenue des Arnavaux sur la Commune de Marseille 13014

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20445/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 890C142 appartenant à la SA ERILIA sise Avenue des Arnavaux sur la Commune de Marseille (13014) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la SA ERILIA, propriétaire, sur la Commune de Marseille (13014) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section 890C numéro 142, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, la SA ERILIA consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé, sur une longueur de 17 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 51 m², Avenue des Arnavaux sur la Commune de Marseille (13014), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La SA ERILIA, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération n° FBPA 0062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 juillet 2020 ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 890C142 appartenant à la SA ERILIA sise Avenue des Arnavaux sur la Commune de Marseille (13014) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la SA ERILIA sise avenue des Arnavaux sur la Commune de Marseille (13014) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée 890C142 appartenant à la SA ERILIA sise Avenue des Arnavaux sur la Commune de Marseille (13014) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-254/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 133,50 m², nécessaire à une conduite d'assainissement et d'eaux pluviales sur la parcelle cadastrée 206 828 D 0177 appartenant à La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDVILLE agissant en qualité de présidente sise 35 rue Théophile Décanis sur la Commune de Marseille (13006)**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20499/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 133,50 m², nécessaire à une conduite d'assainissement et d'eaux pluviales sur la parcelle cadastrée 206 828 D 0177 appartenant à La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDVILLE agissant

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

en qualité de présidente sise 35 rue Théophile Décanis sur la Commune de Marseille (13006). » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Service d'Assainissement Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 7 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Il tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Il recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, il a entrepris des négociations auprès de La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDEVILLE agissant en qualité de présidente, propriétaire, sur la Commune de Marseille (13006) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée 206 828 D 0177, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement et d'eaux pluviales dans sa propriété.

A cet effet, La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDEVILLE agissant en qualité de présidente consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Service d'Assainissement Marseille Métropole (SAMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé, d'une superficie totale de 133,50 m², 35 rue Théophile Décanis sur la Commune de Marseille (13006), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au SAMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'assainissement et d'eaux pluviales.

Elle s'exercera :

- via un dalot unitaire UR800/500 sur une longueur de 35,20 ml et une largeur variant entre 3,5 ml et 4 ml
- via une canalisation unitaire UC400 sur une longueur de 4 ml et une largeur de 2,5 ml incompressible

La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDEVILLE agissant en qualité de présidente, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 133,50 m², nécessaire à une conduite d'assainissement et d'eaux pluviales sur la parcelle cadastrée 206 828 D 0177 appartenant à La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDVILLE agissant en qualité de présidente sise 35 rue Théophile Décanis sur la Commune de Marseille (13006) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que le Service d'Assainissement Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 133,50 m², nécessaire à une conduite d'assainissement et d'eaux pluviales sur une parcelle appartenant à La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDVILLE agissant en qualité de présidente, 35 rue Théophile Décanis sur la Commune de Marseille (13006) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au SAMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'assainissement et d'eaux pluviales.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 133,50 m², nécessaire à une conduite d'assainissement et d'eaux pluviales sur la parcelle cadastrée 206 828 D 0177 appartenant à La société immobilière de la rue Breteuil représentée par Madame Geneviève FONDVILLE agissant en qualité de présidente sise 35 rue Théophile Décanis sur la Commune de Marseille (13006) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-255/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 132 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AR13 et 49 appartenant à la COMMUNE D'ENSUES-LA-REDONNE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820)

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20425/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 132 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AR13 et 49 appartenant à la COMMUNE D'ENSUES-LA-REDONNE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la COMMUNE D'ENSUES-LA-REDONNE, propriétaire, sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, des parcelles cadastrées section AR numéros 13 et 49, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, la COMMUNE D'ENSUES-LA-REDONNE consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées en procès-verbal de servitudes ci-annexée via deux conduites (une conduite en PEHD de diamètre 51/63 sur la parcelle AR13 sur une longueur de 19m ; une conduite en fonte de diamètre 100 mm sur la parcelle AR 49 sur une longueur de 25 m) sur une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 132 m², Allée des Roseaux Sud sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

La COMMUNE d'ENSUES-LA-REDONNE, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 132 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AR13 et 49

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

appartenant à la COMMUNE D'ENSUES-LA-REDONNE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 132 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur des parcelles appartenant à la COMMUNE D'ENSUES-LA-REDONNE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 132 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur les parcelles cadastrées AR13 et 49 appartenant à la COMMUNE D'ENSUES-LA-REDONNE sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-256/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR42 appartenant à Madame Françoise SERRET sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensues-La-Redonne (13820)

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20431/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR42 appartenant à Madame Françoise SERRET sise Allée

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820).» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Françoise SERRET, propriétaire, sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 42, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Françoise SERRET consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 13 m et sur une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 39 m², Allée des Roseaux Sud sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Françoise SERRET, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021 n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR42 appartenant à Madame Françoise SERRET sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820)».

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Françoise SERRET sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR42 appartenant à Madame Françoise SERRET sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-257/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 87 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR 29 appartenant à Madame Magali VIAL sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820)**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20438/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 87 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR 29 appartenant à Madame Magali VIAL sise Allée des Roseaux sur la commune d'Ensuès-la-Redonne (13820) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole(SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Magali VIAL, propriétaire, sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 29, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Magali VIAL consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé sur une longueur de 29 m et sur une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 87 m², Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Magali VIAL, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur «Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 87 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR 29 appartenant à Madame Magali VIAL sise Allée des Roseaux sur la commune d'Ensuès-la-Redonne (13820)».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 87 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Magali VIAL Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 87 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR 29 appartenant à Madame Magali VIAL sise Allée des Roseaux sur la commune d'Ensuès-la-Redonne (13820) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-258/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR185 appartenant à Monsieur Grégory RANSILHAC sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820)**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20449/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR185 appartenant à Monsieur Grégory RANSILHAC sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Grégory RANSILHAC, propriétaire, sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 185, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Monsieur Grégory RANSILHAC consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées en procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 22 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 66 m², Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Monsieur Grégory RANSILHAC, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR185 appartenant à Monsieur Grégory RANSILHAC sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820)

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 66 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Grégory RANSILHAC sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 66 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle cadastrée AR185 appartenant à Monsieur Grégory RANSILHAC sise Allée des Roseaux dans la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-259/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR35 appartenant à Madame Claudette BERLIOZ sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820)**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20450/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR35 appartenant à Madame Claudette BERLIOZ sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Claudette BERLIOZ, propriétaire, sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 35, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Claudette BERLIOZ consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées en procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 25 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 75 m², Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Claudette BERLIOZ, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021 n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR35 appartenant à Madame Claudette BERLIOZ sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Claudette BERLIOZ sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 75 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR35 appartenant à Madame Claudette BERLIOZ sise Allée des Roseaux sur la Commune d'Ensuès-La-Redonne (13820) ».

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-260/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR131 appartenant à Madame Huguette ROSTANG sise Chemin de la Douane sur la Commune du Rove (13740)**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20432/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR131 appartenant à Madame Huguette ROSTANG sise Chemin de la Douane sur la Commune du Rove (13740)

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Huguette ROSTANG, propriétaire, sur la Commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 131, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Huguette ROSTANG consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées en procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 10 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 15 m², Chemin de la Douane sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Madame Huguette ROSTANG, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré ci-annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR131 appartenant à Madame Huguette ROSTANG sise Chemin de la Douane sur la Commune du Rove (13740).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Huguette ROSTANG sise Chemin de la Douane sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 15 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR131 appartenant à Madame Huguette ROSTANG sise Chemin de la Douane sur la Commune du Rove (13740).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

URB 011-261/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP102 appartenant aux indivisaires Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD sise Vallon Vesse Niolon Nord sur la Commune du Rove (13740)

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 22/20434/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP102 appartenant aux indivisaires Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD sise Vallon Vesse Niolon Nord sur la Commune du Rove (13740) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'Indivision de Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD, propriétaire, sur la Commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AP numéro 102, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'Indivision de Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées en procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 2 m et une largeur de 1,50 m, soit une superficie totale de 3 m², Vallon Vesse Niolon Nord sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

L'Indivision Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP102 appartenant aux indivisaires Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD sise Vallon Vesse Niolon Nord sur la Commune du Rove (13740) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Indivision de Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD sise Vallon Vesse Niolon Nord sur la Commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 3 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP102 appartenant aux indivisaires Madame Martine ANTOINE née COURTEAUD et Madame Christine FAVARO née COURTEAUD sise Vallon Vesse Niolon Nord sur la Commune du Rove (13740) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

URB 012-262/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 48 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP 33 appartenant à l'indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA sise route de la Vesse sur la commune du Rove (13740)

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20500/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 48 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP 33 appartenant à l'indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA sise Route de La Vesse sur la Commune du Rove (13740) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA, propriétaire, sur la commune du Rove (13740) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AP numéro 33, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 16 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 48 m², route de la Vesse sur la commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 DU 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 48 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP33 appartenant à l'Indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA sise Route de La Vesse sur la Commune du Rove (13740) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 48 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA, route de la Vesse sur la commune du Rove (13740), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 48 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AP 33 appartenant à l'indivision Madame Monique SPINOSA et Madame Odette SPINOSA sise route de la Vesse sur la commune du Rove (13740) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-263/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 82 appartenant à L'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180)

**Avis du conseil de Territoire
DUFSV 22/20442/CT**

Signé le 27 Juin 2022
Recu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 82 appartenant à l'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER sise Collet de Lèbre sur la commune de Gignac-la-Nerthe (13180) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de L'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER, propriétaire, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la parcelle cadastrée section AW numéro 82, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, L'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé sur une longueur de 67 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 201 m², Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeure annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 82 appartenant à l'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER sise Collet de Lèbre sur la commune de Gignac-la-Nerthe (13180) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 201 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à L'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 201 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 82 appartenant à l'ASL LOU PASTRE représentée par sa Présidente Madame Liliane PERRIER sise Collet de Lèbre sur la commune de Gignac-la-Nerthe (13180) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-264/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW51 appartenant à l'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180)

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20444/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW51 appartenant à l'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180). » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD, propriétaire, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AW numéro 51, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé, sur une longueur de 7 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 21 m², Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW51 appartenant à l'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180). »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 21 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 21 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW51 appartenant à l'Indivision Monsieur Alexandre BARD et Madame Jennifer BARD sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-265/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 96 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 77 appartenant à l'Indivision Monsieur Bernard BONICI et Madame Jocelyne BONICI sise Allée du Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180)

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20479/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 96 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 77 appartenant à l'Indivision Monsieur Bernard BONICI et Madame Jocelyne BONICI sise Allée du Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180). »

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'Indivision Monsieur Bernard BONICI et Madame Jocelyne BONICI, propriétaire, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AW numéro 77, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'Indivision Monsieur Bernard BONICI et Madame Jocelyne BONICI consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 32 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 96 m², Allée du Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'Indivision Monsieur Bernard BONICI et Madame Jocelyne BONICI, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 96 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Indivision Monsieur Bernard BONICI et Madame Jocelyne BONICI, Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 96 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 77 appartenant à l'Indivision Monsieur Bernard BONICI et Madame Jocelyne BONICI sise Allée du Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180). »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-266/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 57 appartenant à l'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180)**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20480/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 57 appartenant à l'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180). » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO, propriétaire, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AW numéro 57, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 24 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 72 m², Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 57 appartenant à l'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180). »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO, Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 72 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW 57 appartenant à l'Indivision Monsieur Jacky CARLEO et Madame Chantal CARLEO sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180). »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-267/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW307 appartenant à L'ASL LES MAS DU COLLET sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180)**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20513/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW307 appartenant à L'ASL LES MAS DU COLLET sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de L'ASL LES MAS DU COLLET, propriétaire, sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AW numéro 307, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, L'ASL LES MAS DU COLLET consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé sur une longueur de 38 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 114 m², Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'ASL LES MAS DU COLLET, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW307 appartenant à L'ASL LES MAS DU COLLET sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame CLEMENT de la parcelle cadastrée AR 267 d'une contenance de 406 m², aménagée en voirie et ouverte à la circulation publique, permettra de procéder à son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 114 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AW307 appartenant à L'ASL LES MAS DU COLLET sise Collet de Lèbre sur la Commune de Gignac-la-Nerthe (13180) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-268/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM 23 (lot 2) appartenant à l'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON sise Rue des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220)**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20440/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM 23 lot 2 appartenant à l'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON sise rue des Cerises sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole(SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BM numéro 23 (lot 2), en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé sur une longueur de 13 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 39 m², Rue des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM 23 lot 2 appartenant à l'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON sise rue des Cerises sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON sise rue des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 39 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM 23 lot 2 appartenant à l'indivision Monsieur Stéphane CHATILLON et Madame Nathalie CHATILLON sise rue des Cerises sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-269/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 2,40 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM 340 appartenant à l'Indivision Madame Evelyne BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC sise Impasse des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220)**

Avis du Conseil de Territoire

DGADUST 22/20477/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 2,40 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM 340 appartenant à l'Indivision Madame Evelyne BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC sise Impasse des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de l'Indivision Madame Evelyne BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC, propriétaire, sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) membre

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section BM numéro 340, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, l'Indivision Madame Evelyne BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente sur une longueur de 0,80 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 2,40 m², Impasse des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

L'Indivision Madame Evelyne BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 2,40 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM340 appartenant à l'Indivision Madame Evelyne BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC sise Impasse des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 2,40 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Indivision Madame Evelyne BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC, Impasse des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 2,40 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée BM 340 appartenant à l'Indivision Madame Evelyn BLANC, Monsieur Frédéric BLANC et Madame Christine BLANC sise Impasse des Cerises sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues (13220) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-270/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 610,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR205 appartenant aux copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA sise Résidence Sainte Anne sur la Commune de Marignane (13700)**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20451/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 610,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR205 appartenant aux copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA sise Résidence Sainte Anne sur la Commune de Marignane (13700)» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès des copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA, propriétaires, sur la Commune de Marignane (13700) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéro 205, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans leur propriété.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

A cet effet, les copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA consentent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées en procès-verbal de servitudes ci-annexé sur une longueur de 203,50 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 610,50 m², Résidence Sainte Anne sur la Commune de Marignane (13700), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Les copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA, propriétaires ont donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 610,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR205 appartenant aux copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA sise Résidence Sainte Anne sur la Commune de Marignane (13700) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 610,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant aux copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA sise Résidence Sainte Anne sur la Commune de Marignane (13700), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 610,50 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR205 appartenant aux copropriétaires de la parcelle AR205 "Résidence Sainte Anne" représentés par CITYA SOGEMA sise Résidence Sainte Anne sur la Commune de Marignane (13700)».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-271/22/CT

■ **CT 1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 699 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR 152 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD sise Résidence La Caravelle sur la commune de Marignane (13700)**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 22/20490/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 699 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR152 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD sise Résidence La Caravelle sur la Commune de Marignane (13700) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès du Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD, propriétaire, sur la Commune de Marignane (13700) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AR numéros 152, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé via une conduite en fonte de 100 mm sur une longueur de 117 m, et une conduite en fonte de 50 mm sur une longueur de 116 m, et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 699 m², Résidence La Caravelle sur la Commune de Marignane (13700), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur «Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 699 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR152 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD sise Résidence La Caravelle sur la Commune de Marignane (13700) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 699 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD, Résidence La Caravelle, sur la commune de Marignane (13700) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 699 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AR152 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence La Caravelle représenté par le Cabinet LIEUTAUD sise Résidence La Caravelle sur la Commune de Marignane (13700) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-272/22/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL 95 appartenant à Monsieur Pascal PAMPANA sise rue Albert NOTARI Les Sybilles Sud sur la commune de Saint-Victoret (13730)**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 22/20437/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL 95 appartenant à Monsieur Pascal PAMPANA sise rue Albert NOTARI Les Sybilles Sud sur la commune de Saint-Victoret (13730) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Monsieur Pascal PAMPANA, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AL numéro 95, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Monsieur Pascal PAMPANA consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé sur une longueur de 90 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 270 m², Rue Albert Notari Les Sybilles Sud sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Monsieur Pascal PAMPANA, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur «Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL 95 appartenant à Monsieur Pascal PAMPANA sise rue Albert NOTARI Les Sybilles Sud sur la commune de Saint-Victoret (13730)».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Monsieur Pascal PAMPANA sise rue Albert Notari Les Sybilles Sud sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit de 270 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL 95 appartenant à Monsieur Pascal PAMPANA sise rue Albert NOTARI Les Sybilles Sud sur la commune de Saint-Victoret (13730) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

URB 023-273/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AS28 appartenant à la SCI DIMA représentée par son gérant Monsieur Marc MARTEL sise La Lombarde Centre sur la Commune de Saint-Victoret (13730)

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20439/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AS 28 appartenant à la SCI DIMA représentée par son gérant, Monsieur Marc MARTEL sise La Lombarde Centre sur la commune de Saint-Victoret (13730) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de la SCI DIMA représentée par son gérant Monsieur Marc MARTEL, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AS numéro 28, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, la SCI DIMA représentée par son gérant Monsieur Marc MARTEL consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé sur une longueur de 17 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 51 m², La Lombarde Centre sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

La SCI DIMA représentée par son gérant Monsieur Marc MARTEL, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur ROLAND GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur «Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AS 28 appartenant à la SCI DIMA représentée par son gérant, Monsieur Marc MARTEL sise La Lombarde Centre sur la commune de Saint-Victoret (13730)».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la SCI DIMA représentée par son gérant Monsieur Marc MARTEL La Lombarde Centre sur la Commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 51 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AS 28 appartenant à la SCI DIMA représentée par son gérant, Monsieur Marc MARTEL sise La Lombarde Centre sur la commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

URB 024-274/22/CT

■ CT1 - Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 261 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL 45 appartenant à Madame Marie-Louise GILLI sise Bd Marcel Amphoux sur la Commune de Saint-Victoret (13730)

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20441/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 261 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL 45 appartenant à Madame Marie-Louise GILLI sise boulevard Marcel AMPHOUX sur la commune de Saint-Victoret (13730) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de Service Public et de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

La SEMM tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, des autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi, elle a entrepris des négociations auprès de Madame Marie-Louise GILLI, propriétaire, sur la Commune de Saint-Victoret (13730) membre de la Métropole Aix Marseille Provence, de la parcelle cadastrée section AL numéro 45, en vue de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'eau potable dans sa propriété.

A cet effet, Madame Marie-Louise GILLI consent à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), son délégataire, une servitude définitive de passage en tréfonds.

Celle-ci s'exercera de façon permanente conformément aux modalités d'exercice visées au procès-verbal de servitude ci-annexé sur une longueur de 87 m et une largeur de 3 m, soit une superficie totale de 261 m², Bd Marcel Amphoux sur la Commune de Saint-Victoret (13730), afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.

Madame Marie-Louise GILLI, propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude définitive de passage demeuré annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 Juillet 2020;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constitution de servitude ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la société des Eaux de Marseille Métropole régularise la servitude en tréfonds à titre gratuit de 261 m², nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Marie-Louise GILLI sise boulevard Marcel Amphoux sur la commune de Saint-Victoret (13730) afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SEMM ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance et l'entretien de la conduite d'eau potable.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Constitution d'une servitude définitive de passage en tréfonds à titre gratuit de 261 m² nécessaire à une conduite d'eau potable sur la parcelle cadastrée AL 45 appartenant à Madame Marie-Louise GILLI sise boulevard Marcel AMPHOUX sur la commune de Saint-Victoret (13730).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-275/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI BT d'une emprise de terrain de 228,91 m² environ située Avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule à détacher de la parcelle cadastrée AX36, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort la Bédoule

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 22/20491/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI BT d'une emprise de terrain située Avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule à détacher de la parcelle cadastrée AX36, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort la Bédoule » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaliser la requalification de l'avenue des Carrières avec la création d'une bande cyclable de 1,50 m, trottoir et chaussée, sur la commune de Roquefort-la-Bédoule.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition d'une emprise de terrain de 228, 91 m² environ à détacher de la parcelle AX 36, située Avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule et appartenant à la SCI BT nécessaire à cette opération.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition de la parcelle objet des présents arrêté à la somme de 2 700 euros H.T. (deux mille sept cent euros) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole-Aix-Marseille Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13085000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021, n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI BT d'une emprise de terrain située Avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule à détacher de la parcelle cadastrée AX36, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort la Bédoule ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux une emprise de terrain d'une superficie de 228, 91 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AX 36 et située Avenue des Carrières nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort la Bédoule.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI BT d'une emprise de terrain située Avenue des Carrières à Roquefort-la-Bédoule à détacher de la parcelle cadastrée AX36, nécessaire à la requalification de l'avenue des Carrières à Roquefort la Bédoule.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-276/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI OMEGA d'une emprise de terrain de 121 m² située Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AP 516, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20498/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI OMEGA d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AP 516, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaménager une portion du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Afin d'assurer la maîtrise foncière des terrains impactés par cette opération, la Métropole Aix- Marseille-Provence a lancé une procédure de déclaration d'utilité publique. En parallèle de cette procédure, la Métropole-Aix-Marseille-Provence, mène les négociations amiables.

Ce projet impacte un certain nombre de propriétés privées grevées d'un emplacement réservé n°48 pour élargissement de voie au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition d'une emprise de terrain non bâtie de 121 m² environ à détacher de la parcelle AP 516 de plus grande contenance, située Chemin de Fardeloup à la Ciotat et appartenant la SCI OMEGA, nécessaire à cette opération.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'évaluation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, régulièrement saisie, les parties se sont entendues sur les modalités de l'acquisition projetée et sur un prix d'acquisition de l'emprise foncière arrêté à la somme de 11 382 € (onze mille trois cent quatre-vingt-deux euros) décomposée de la manière suivante :

- 9 680 € d'indemnité principale
- 1 702 € d'indemnité de remploi

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021 n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI OMEGA d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AP 516, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière à titre onéreux une emprise de terrain d'une superficie de 121 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AP 516 et située Chemin de Fardeloup nécessaire au réaménagement du Chemin de Fardeloup à la Ciotat.
Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

DELIBERE

Article unique1 :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI OMEGA d'une emprise de terrain située Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher de la parcelle cadastrée AP 516, nécessaire au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-277/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame BENOIT de deux emprises de terrains situées Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO 531 et AO 532, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat.**

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20508/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame BENOIT de deux emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO 531 et AO 532, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre du contrat de délégation de service public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de à servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Ledit contrat a fait l'objet d'un avenant n° 4 permettant au délégataire de faire le nécessaire auprès d'un notaire pour mener à terme la réitération des servitudes par acte authentique.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes, les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaménager une portion du chemin de Fardeloup à la Ciotat.

Afin d'assurer la maîtrise foncière des terrains impactés par cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé une procédure de déclaration d'utilité publique. En parallèle de cette procédure, la Métropole-Aix-Marseille-Provence, mène les négociations amiables.

Ce projet impacte un certain nombre de propriétés privées grevées d'un emplacement réservé n°48 pour élargissement de voie au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition de deux emprises de terrain de 63 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AO 531 de plus grande contenance et 2 m² environ à détacher de la parcelle AO 532 de plus grande contenance, situées Chemin de Fardeloup à la Ciotat et appartenant à Monsieur et Madame BENOIT, nécessaires à cette opération.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'évaluation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, régulièrement saisie, les parties se sont entendues sur les modalités de l'acquisition projetée et sur un prix d'acquisition de l'emprise foncière arrêté à la somme de 29 600 € (vingt-neuf mille six cent euros) décomposée de la manière suivante :

- 26 000 € d'indemnité principale
- 3 600 € d'indemnité de emploi

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13028000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame BENOIT de deux emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO 531 et AO 532, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat ».

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière à titre onéreux deux emprises de terrain d'une superficie de 63 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AO 531 et 2 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AO 532 et situées Chemin de Fardeloup nécessaires au réaménagement du Chemin de Fardeloup à la Ciotat.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame BENOIT de deux emprises de terrain situées Chemin de Fardeloup à La Ciotat à détacher des parcelles cadastrées AO 531 et AO 532, nécessaires au réaménagement du chemin de Fardeloup à La Ciotat ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-278/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès Madame CLEMENT de la parcelle cadastrée AR 267 d'une contenance de 406 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20516/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux auprès Madame CLEMENT de la parcelle cadastrée AR 267 d'une contenance de 406 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation d'un terrain cadastré section AR n° 267, situé boulevard Neptune à Sausset-les-Pins et appartenant à Madame CLEMENT.

L'acquisition de ce terrain d'une contenance de 406 m², aménagé en voirie et ouvert à la circulation publique, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 1 euro HT (un euro) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13104000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021 n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès Madame CLEMENT de la parcelle cadastrée AR 267 d'une contenance de 406 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Madame CLEMENT de la parcelle cadastrée AR 267 d'une contenance de 406 m², aménagée en voirie et ouverte à la circulation publique, permettra de procéder à son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès Madame CLEMENT de la parcelle cadastrée AR 267 d'une contenance de 406 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-279/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur MONGOIN d'une emprise de terrain de 1982 m2 située Chemin de Routelle à GEMENOS à détacher de la parcelle cadastrée V 122, nécessaire à la création d'un bassin de rétention**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20526/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur MONGOIN d'une emprise de terrain de 1982 m² située chemin de Routelle à GEMENOS à détacher de la parcelle cadastrée V 122, nécessaire à la création d'un bassin de rétention. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de d'eaux et d'assainissement sur l'ensemble du territoire métropolitain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite implanter un bassin de rétention chemin de Routelle à Gémenos et ce projet impacte une propriété privée appartenant à Monsieur MONGOIN.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à l'acquisition d'une emprise foncière de 1982m² environ à détacher de la parcelle cadastrée V 122 située Chemin de Routelle à GEMENOS et appartenant à Monsieur MONGOIN.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition de la parcelle arrêté à la somme de 160 000 € et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site13042006T001.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM à du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur MONGOIN d'une emprise de terrain de 1982 m² située chemin de Routelle à GEMENOS à détacher de la parcelle cadastrée V 122, nécessaire à la création d'un bassin de rétention. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière à titre onéreux une emprise de terrain de 1982 m² d'une superficie de 1982 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée V 122 et située Chemin de Routelle nécessaires à la création d'un bassin de rétention à GEMENOS.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur MONGOIN d'une emprise de terrain de 1982 m² située chemin de Routelle à GEMENOS à détacher de la parcelle cadastrée V 122, nécessaire à la création d'un bassin de rétention.»

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-280/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée CD 185 d'une contenance de 15 547 m², située Chemin des Macreuses à Marignane (13700), appartenant à TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, en vue de l'extension de la station d'épuration de la Palun

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 22/20534/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée CD 185 d'une contenance de 15 547 m², située Chemin des Macreuses à Marignane (13700), appartenant à TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, en vue de l'extension de la station d'épuration de la Palun » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La station d'épuration de la Palun traite les eaux usées des communes de Gignac-la-Nerthe, de Marignane et de Saint-Victoret. D'une capacité de 70 000 équivalent habitants, il s'agit de la deuxième plus grosse station du Territoire après Marseille.

Par délibération n° DEA 009-6482/19/CM du 20 juin 2019, une opération d'investissement a été approuvée pour l'augmentation de la capacité de la station qui doit permettre de réduire les déversements sans traitement du réseau d'assainissement et débloquent les perspectives de développement des communes concernées.

En lien avec une remise en cause des filières d'évacuation des boues de stations d'épuration, l'implantation d'un méthaniseur sur l'emprise de la station de la Palun a fait l'objet de la délibération DEA 016-8002/19/CM.

Aussi, afin de permettre l'extension de la station actuelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir la parcelle cadastrée CD 185, située Chemin des Macreuses à Marignane (13700) et appartenant à TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE.

Aux termes de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à l'évaluation de la Direction Immobilière de l'Etat régulièrement saisie, les parties se sont entendues sur les modalités de l'acquisition projetée et sur un prix d'acquisition de la parcelle arrêté à la somme de 155 000 euros (cent cinquante-cinq mille euros) H.T et de 186 000 euros (cent quatre vingt six mille euros) TTC.

Un projet d'acte de vente annexé à la présente délibération définit les conditions et modalités de cette acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente,
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13054004.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée CD 185 d'une contenance de 15 547 m², située Chemin des Macreuses à Marignane (13700), appartenant à TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, en vue de l'extension de la station d'épuration de la Palun ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE de la parcelle cadastrée CD 185, d'une contenance de 15 547 m², située Chemin des Macreuses à Marignane (13700), permettra l'extension de la station d'épuration de la Palun et d'augmenter ses capacités.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée CD 185 d'une contenance de 15 547 m², située Chemin des Macreuses à Marignane (13700), appartenant à TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, en vue de l'extension de la station d'épuration de la Palun ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-281/22/CT

■ **CT 1 - Acquisition à titre onéreux des parcelles de terrain cadastrées 910 D 92, D 104, D 109 et D 115 situées dans l'ancienne concession d'aménagement MOUREPIANE LITTORAL à Marseille 16ème arrondissement appartenant à la SOLEAM - Rétrocession à la Métropole des biens de retour**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20536/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux des parcelles de terrain cadastrées 910 D 92, D 104, D 109 et D 115 situées dans l'ancienne concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL » à Marseille 16ème

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

arrondissement appartenant à la SOLEAM - Rétrocession à la Métropole des biens de retour» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n° 97/601/EUGE du 29 septembre 1997, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL », confiée à la SEML Marseille Aménagement, afin de répondre aux besoins des entreprises dans le secteur nord de Marseille et notamment dans le 16ème arrondissement. Les conditions, les modalités d'intervention de Marseille Aménagement ainsi que les rapports entre cette dernière et la Ville ont été formalisés dans le cadre d'un Traité et Cahier des Charges de Concession.

La concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL », d'une durée initiale de 6 ans à compter de sa prise d'effet, a été prorogée par voie d'avenants successifs incluant notamment les modifications législatives et l'évolution de l'identité du concessionnaire et du concédant. En effet, par délibération n° ECO/3/549/CC du 21 décembre 2001, cette concession d'aménagement a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) dans le cadre du transfert automatique des compétences. A l'issue de la fusion absorption avec la SOLEAM devenue définitive le 28 novembre 2013, la SEML Marseille Aménagement a été dissoute et la concession d'aménagement transférée à la SOLEAM par délibération du Conseil Municipal n°13/077/FAEM du 7 octobre 2013.

Le bilan de clôture de ladite concession d'aménagement a été approuvé par délibération n° DEV 003-808/12/CC du Conseil de CUMPM du 14 décembre 2012.

Enfin, la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée de plein droit à la CUMPM pour l'ensemble de ses contrats à compter du 1er janvier 2016

Depuis le bilan de clôture susvisé, il est apparu que, plusieurs emprises foncières n'ayant pas été commercialisées pendant la durée de la concession appartiennent toujours à la SOLEAM dans le cadre de cette concession et sont listées ci-dessous.

Il s'agit de terrains en nature de voie aux abords.

- la parcelle cadastrée 910 D 92 d'une contenance de 593 m2 ;
- la parcelle cadastrée 910 D 104 d'une contenance de 1145 m2 ;
- la parcelle cadastrée 910 D 109 d'une contenance de 403 m2 ;
- la parcelle cadastrée 910 D 115 d'une contenance de 902 m2.

La mission de la SOLEAM étant arrivée à son terme par décision commune du concédant et au concessionnaire, et conformément au cahier des charges de ladite concession, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce son droit de reprise sur ces parcelles. Il convient donc de procéder au transfert en pleine propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le présent transfert de propriété a lieu à titre gratuit. Toutefois, pour la perception des frais et émoluments la Direction de l'immobilier de l'État a évalué la valeur vénale de ce bien à 91 290 euros HT.

Il est ici précisé qu'une partie de ces parcelles sera cédée à la SAS FERAUD, ou à toute filiale s'y substituant conformément à l'acte qui sera établi, en vue de la création d'une plateforme numérique et logistique. Cette cession fait l'objet d'une délibération concomitante à la présente.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions du présent transfert de propriété et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

les frais, droits et honoraires liés à la vente ;

le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de 13216007T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux des parcelles de terrain cadastrées 910 D 92, D 104, D 109 et D 115 situées dans l'ancienne concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SOLEAM des parcelles cadastrées 910 D 92, D 104, D 109 et D 115, constituant des biens de retour d'une contenance totale de 3 043 m² et situées dans l'ancienne concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL » à Marseille 16ème arrondissement permettra leur intégration dans le patrimoine immobilier métropolitain.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux des parcelles de terrain cadastrées 910 D 92, D 104, D 109 et D 115 situées dans l'ancienne concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-282/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de CDC HABITAT de trois emprises foncières non bâties à détacher des parcelles cadastrées 853 A0011, A0014 et A0053 situées Boulevard Schlœsing à Marseille 9ème arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

Information du Conseil de Territoire DUFSV 22/20548/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de CDC HABITAT de trois emprises foncières non bâties à détacher des parcelles cadastrées 853 A0011 – A0014 et A0053 situées boulevard Schlœsing à Marseille 9ème arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron. Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenç – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Plusieurs résidences situées sur le Boulevard Schlœsing, dont CDC Habitat est propriétaire et gestionnaire, sont concernées par le projet d'aménagement au niveau de leurs espaces extérieurs.

En effet, il s'avère nécessaire d'élargir l'emprise du domaine public du Boulevard Schlœsing, afin de pouvoir insérer l'ensemble des fonctionnalités futures de la voie : la ligne de tramway, des trottoirs, des pistes cyclables et 2 voies de circulation des voitures par sens.

Dans cet objectif, la Métropole Aix Marseille Provence doit acquérir les emprises listées dans le tableau ci-dessous :

Parcelles	Sites	Superficie emprises	Aménagement actuel
209853 A0011	Résidence « les Terrasses de Ganay »	107 m ²	espace extérieur privatif (bordure, pelouse)
209853 A0014	Résidence Général Besançon / Résidence les Rives de l'Huveaune	368 m ²	espace extérieur privatif (bordure, haie et pelouse)
209853 A0053	Résidence « Jardins de Clémence »	21 m ²	espace extérieur privatif (bordure, haie)

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de CDC HABITAT en vue de procéder à l'acquisition amiable de ces emprises.

La Métropole AMP prendra en charge l'intégralité des travaux de restitution riveraine et d'aménagements paysagers, hormis les deux aménagements spécifiques qui seront réalisés à la demande de la CDC Habitat, et dont le montant des travaux sera déduit du montant d'acquisition:

- L'implantation d'une nouvelle clôture le long des Terrasses de Ganay,
- L'implantation d'une nouvelle haie devant les Rives de l'Huveaune.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, toutes indemnités confondues, arrêté à 13 500 euro HT (treize mille cinq cents euros), auquel n'est pas appliqué de TVA, au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Un courrier de proposition financière du 10 janvier 2022 a été adressé par la Métropole Aix- Marseille- Provence à CDC HABITAT qui a accepté en retour cette proposition.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021, n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de CDC HABITAT de trois emprises foncières non bâties à détacher des parcelles cadastrées 853 A0011 – A0014 et A0053 situées boulevard Schlœsing à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de CDC HABITAT de trois emprises de terrain non bâties situées boulevard Schlœsing à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de CDC HABITAT de trois emprises foncières non bâties à détacher des parcelles cadastrées 853 A0011 – A0014 et A0053 situées boulevard Schlœsing à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaires à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

URB 034-283/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine, dénommée SOLEAM, d'une emprise de terrain de 14 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855 P0111, située 1 boulevard Schloësing à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20550/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine dénommée SOLEAM, d'une emprise de terrain de 14 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855P0111, située 1 boulevard Schloësing à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la Mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du code de l'environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Par un arrêté en date du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches du Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

La SOLEAM est propriétaire de la parcelle cadastrée 855 P0111 située 1 boulevard Schlœsing à Marseille 10ème arrondissement sur laquelle est édifiée un bâti dans lequel une entreprise d'entretien et réparation rapide automobile est implantée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, devant s'assurer de la maîtrise totale du foncier impacté par le projet, s'est rapprochée de la SOLEAM, en vue de procéder à l'acquisition amiable d'une emprise de terrain de 14 m² à détacher de ladite parcelle.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 525 euros HT (cinq cent vingt-cinq euros) auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13210007T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la Société Locale d'Equipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine dénommée SOLEAM, d'une emprise de terrain de 14 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855P0111, située 1 boulevard Schlœsing à Marseille 10ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway ».

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SOLEAM d'une emprise de terrain de 14 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855P0111 située 1 boulevard Schlœsing à Marseille 10^{ème} arrondissement permettra d'engager les travaux pour l'extension sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine dénommée SOLEAM, d'une emprise de terrain de 14 m² à détacher de la parcelle cadastrée 855P0111, située 1 boulevard Schlœsing à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-284/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame NICOLAS du lot 7 d'un immeuble en copropriété sis sur la parcelle de terrain cadastrée 853 V0083, située 80 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20551/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur et Madame NICOLAS du lot 7 d'un immeuble en copropriété sis sur la parcelle de terrain cadastrée 853 V0083, située 80 rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension Sud du réseau de tramway. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice de la mobilité depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille ; au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Centre de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron. Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique portant sur l'utilité publique de la réalisation des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) et sur l'autorisation environnementale requise au titre de l'article L. 181-1 du Code de l'Environnement. L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre 2020 au 9 octobre 2020 inclus.

Ce projet a fait l'objet d'une enquête parcellaire conduite conformément aux dispositions des articles R.131-3 et suivants du Code de l'Expropriation. L'enquête publique « parcellaire » s'est déroulée du 3 février 2021 au 18 février 2021 inclus.

Par arrêté du 15 juin 2021, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déclaré d'utilité publique la réalisation, par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, des travaux nécessaires à l'extension Nord et Sud (phase 1) du réseau de tramway de Marseille, de création d'un site de maintenance et de remisage des rames et de deux parcs relais sur la commune de Marseille.

La réalisation de ces travaux d'aménagement nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains avec les propriétaires riverains.

Monsieur et Madame NICOLAS sont propriétaires du lot 7 de l'immeuble en copropriété sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0083 située rue Augustin Aubert à Marseille 9ème arrondissement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'assurer de la maîtrise totale de l'ensemble des lots de copropriété impacté par le projet.

Aussi, la Métropole s'est rapprochée de Monsieur et Madame NICOLAS en vue de procéder à l'acquisition amiable de ce lot.

Au terme de négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du bien objet des présentes, arrêté à 122 000 euros HT (cent vingt-deux mille euros), auquel n'est pas appliqué de TVA, conformément à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Ce montant qui ne fait pas l'objet d'un assujettissement à la TVA, se décompose en :

- Indemnité principale : 110 000 euros
- Indemnité de emploi : 12 000 euros

Un courrier de proposition financière du 22 janvier 2022 a été adressé par la Métropole Aix- Marseille-Provence à Monsieur et Madame NICOLAS qui ont accepté en retour cette offre.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des frais liés à la présente acquisition qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209005 (terrain n° 13209005T001).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le projet d'acte déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021, n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur NICOLAS et de Madame CARLE de la parcelle de terrain cadastrée 853V0083 située 80 rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de Monsieur et Madame NICOLAS du lot 7 de l'immeuble en copropriété, sis sur la parcelle cadastrée 853 V 0083 située rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, permettra d'engager les travaux pour l'extension Sud du réseau de tramway de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de Monsieur NICOLAS et de Madame CARLE de la parcelle de terrain cadastrée 853V0083 située 80 rue Augustin Aubert à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation des travaux de l'extension sud du réseau de tramway ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-285/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des consorts DALDABANIAN de la parcelle cadastrée AR 268 d'une contenance de 324 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 22/20556/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des consorts DALDABANIAN de la parcelle cadastrée AR 268 d'une contenance de 324 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Au titre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure sur l'ensemble du territoire métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la régularisation d'un terrain cadastré section AR n° 268, situé boulevard Neptune à Sausset-les-Pins et appartenant aux consorts DALDABANIAN.

L'acquisition de ce terrain d'une contenance de 324 m², aménagé en voirie et ouvert à la circulation publique, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition dudit terrain à 1 euro HT (un euro) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction Immobilière de l'Etat n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13104000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021, du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès des consorts DALDABANIAN de la parcelle cadastrée AR 268 d'une contenance de 324 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès des consorts DALDABANIAN de la parcelle cadastrée AR 268 d'une contenance de 324 m², aménagée en voirie et ouverte à la circulation publique, permettra de procéder à son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux auprès des consorts DALDABANIAN de la parcelle cadastrée AR 268 d'une contenance de 324 m² située boulevard Neptune à Sausset-les-Pins en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-286/22/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la Société dénommée FONCIERE PALAMA, d'une emprise de terrain de 348 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 879 M 180 située 3 Chemin de Palama à Marseille 13ème arrondissement, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20559/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la Société dénommée FONCIERE PALAMA, d'une emprise de terrain de 348 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 879 M 180 située 3 Chemin de Palama à Marseille 13ème arrondissement, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création, aménagement et entretien de voirie.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se porter acquéreur d'une emprise de terrain non bâtie d'environ 348 m² appartenant à la SCI FONCIERE PALAMA, à détacher de la parcelle 870 M 180 d'une superficie totale de 2942 m² située 3 Chemin de Palama, Marseille 13^{ème} arrondissement.

Il convient de préciser que cette emprise est d'ores et déjà affectée à l'usage du public et qu'elle est impactée au PLUI d'un emplacement réservé n° 13-069-15 pour élargissement de voie de 15 mètres.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes, arrêté à 69 000 € hors taxe (soixante-neuf mille euros) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de taxe foncière
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13213000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la Société dénommée FONCIERE PALAMA, d'une emprise de terrain de 348 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 879 M 180 située 3 Chemin de Palama à Marseille 13^{ème} arrondissement, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Qu'il convient que la Métropole acquière une emprise de terrain de 348 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 879 M180 située 3 Chemin de Palama, Marseille 13ème arrondissement, auprès de la Société dénommée Foncière PALAMA, afin d'incorporer cette emprise dans le domaine public métropolitain.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la Société dénommée FONCIERE PALAMA, d'une emprise de terrain de 348 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 879 M 180 située 3 Chemin de Palama à Marseille 13ème arrondissement, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-287/22/CT

■ **CT1 - Acquisition titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 775 m2 sise 357 boulevard du Redon à détacher de la parcelle cadastrée 851 H 048 auprès de Monsieur Didier TOURROLIER, impactée par l'emplacement réservé n°P-017, prévu pour la réalisation d'un parking et constitution d'une servitude de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'eau sur ladite emprise**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20561/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Acquisition titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 775 m2 sise 357 boulevard du Redon à détacher de la parcelle cadastrée 851 H 048 auprès de Monsieur Didier TOURROLIER, impactée par l'emplacement réservé n°P-017, prévu pour la réalisation d'un parking et constitution d'une servitude de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'eau sur ladite emprise

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Par Décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, au lieu et place des communs membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création, aménagement et entretien d'espace public.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se porter acquéreur d'une emprise foncière d'une surface d'environ 775 m² à détacher de la parcelle cadastrée section 851 H 0048, propriété de Monsieur TOURROLIER d'une contenance de 6 135 m² sise 357 Boulevard du Redon, Marseille 9^{ème} arrondissement.

Il convient de préciser que cette emprise est d'ores et déjà utilisée en tant que stationnement et qu'elle est impactée au PLUI d'un emplacement réservé pour réalisation d'un parking.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes, arrêté à 172 501 euros au vu de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, régulièrement saisie, et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Par ailleurs, afin de permettre à Monsieur TOURROLIER de continuer à bénéficier de sa desserte en eau il convient d'approuver une servitude de passage en tréfonds.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- Les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13209000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 775 m² sise 357 boulevard du Redon à détacher de la parcelle cadastrée 851 H 048 auprès de Monsieur Didier TOURROLIER, impactée par l'emplacement réservé n°P-017, prévu pour la réalisation d'un parking.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence procède à l'acquisition d'une emprise de terrain de 775 m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée 851 H 048 sise 357 boulevard du Redon, Marseille 9^{ème} arrondissement, auprès de Monsieur Didier TOURROLIER afin de réaliser un parking.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition titre onéreux d'une emprise de terrain d'environ 775 m² sise 357 boulevard du Redon à détacher de la parcelle cadastrée 851 H 048 auprès de Monsieur Didier TOURROLIER, impactée par l'emplacement réservé n°P-017, prévu pour la réalisation d'un parking.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-288/22/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de 1873 m² à détacher de la parcelle cadastrée 895 H 192 appartenant à la LOGIREM dans le cadre de la création de la voie avenue des Micocouliers à Marseille dans le 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20544/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle sise avenue des Micocouliers à Marseille (13013) cadastrée 895 H 0192 auprès de la LOGIREM » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle sise avenue des Micocouliers à Marseille (13013) cadastrée 895 H 0192 auprès de la LOGIREM dans le cadre de la création de la voie avenue des Micocouliers à Marseille dans le 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Au titre de ses compétences et dans le cadre de la création de la voie nouvelle de desserte reliant le chemin de Fontainieu au boulevard Roland Dorgelès à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la SA LOGIREM en vue d'obtenir l'acquisition d'une emprise lui appartenant.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SA LOGIREM d'une emprise foncière d'une surface de 1873m² à détacher de la parcelle non bâtie cadastrée section 895 H 0192 sise à Marseille (13013), avenue des Micocouliers, conformément au plan de division ci-joint.

Etant ici précisé qu'afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de procéder aux travaux de réalisation avant la cession du foncier nécessaire, une convention de mise à disposition a été consentie par la LOGIREM au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 11 octobre 2019. A ce jour, les travaux ont été réalisés.

Au terme des négociations entreprises à cette fin par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties se sont entendues sur un prix d'acquisition du terrain objet des présentes, arrêté à l'euro symbolique (1,00€) et sur les modalités de l'acquisition projetée.

Compte tenu du montant de la transaction, l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État n'était pas requis.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- Le remboursement de taxe foncière

Les frais liés au détachement parcellaire sont à la charge de la SA LOGIREM.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le n° 13213000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle sise avenue des Micocouliers à Marseille (13013) cadastrée 895 H 0192 auprès de la LOGIREM ».

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagements de voirie ayant déjà été réalisés à ce jour, il convient de procéder à l'acquisition d'une emprise foncière d'une surface de 1873m² à détacher de la parcelle non bâtie cadastrée section 895 H 0192 d'une contenance totale de 30137 m², sise à Marseille 13013, avenue des Micocouliers, auprès de la SA LOGIREM.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle sise avenue des Micocouliers à Marseille (13013) cadastrée 895 H 0192 auprès de la LOGIREM ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-289/22/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux au profit des époux DARMON et FABRE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AA 379 située chemin des Bastides à Ensues-la-Redonne en vue d'une régularisation foncière

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20510/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux au profit des époux DARMON et FABRE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AA 379 située chemin des Bastides à Ensues-la-Redonne en vue d'une régularisation foncière » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Compétente en matière d'aménagement voirie et réseaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris des travaux de viabilisation et d'amélioration des conditions de desserte du secteur du Val de Ricard à Ensues-la-Redonne. A l'occasion de ces travaux, un délaissé de voirie de 39 m² environ, issue de la parcelle AA 379 appartenant au domaine

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été physiquement incorporé dans la propriété des époux DARMON et FABRE située 12 chemin des Bastides à Ensues-la-Redonne et cadastrée AA 61.

Les époux DARMON et FABRE ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à la régularisation de la situation foncière de cette emprise de 39 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée AA 379 située chemin des Bastides à Ensues-la-Redonne (13820) par une cession au profit des époux DARMON et FABRE.

En effet cette emprise constitue un reliquat du secteur du Val de Ricard et ne représente plus d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Régulièrement saisie, la Direction Immobilière de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce bien à 468 euros HT (quatre cent soixante-huit euros), soit 12 euros le m².

Les époux DARMON et FABRE qui souhaitent remembrer cette emprise à leur propriété ont donné leur accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise en charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de terrain 13033000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 053-9155/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence) ;
- Le projet de délibération portant sur «Cession à titre onéreux au profit des époux DARMON et FABRE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AA 379 située chemin des Bastides à Ensues-la-Redonne en vue d'une régularisation foncière».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession au profit des époux DARMON et FABRE d'une emprise de 39 m² environ à détacher de la parcelle de terrain cadastrée AA 379 située chemin des Bastides à Ensues-la-Redonne (13820), permettra de

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

régulariser la situation foncière de cette emprise à la suite des travaux de viabilisation effectués par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux au profit des époux DARMON et FABRE d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée AA 379 située chemin des Bastides à Ensues-la-Redonne en vue d'une régularisation foncière ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-290/22/CT

■ **CT1 - Cession à titre onéreux d'emprises à détacher des parcelles cadastrées Z0162, Z0163, Z0165 et Z0189 constituant le lot n° 1.3 B sis au sein de la ZAC des Florides à Marignane au profit de la Société Civile Immobilière VITROLLES**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 22/20552/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Cession à titre onéreux d'emprises à détacher des parcelles cadastrées Z0162 – Z0163 – Z0165 et Z0189 constituant le lot n° 13 B sis au sein de la Z.A.C. des FLORIDES à MARIGNANE au profit de la Société Civile Immobilière VITROLLES » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Par délibération du 30 mars 2006 et du 9 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides, ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la Z.A.C est conduit en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'étant substituée à la Communauté Urbaine, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La SCI VITROLLES est une entreprise familiale spécialisée dans la distribution et la mise aux normes d'usines qui produisent des principes actifs à usage pharmaceutique.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

L'activité historique de distribution de matières premières pour l'industrie pharmaceutiques de l'entreprise se développe et la capacité de stockage du site actuel est insuffisante.

Aussi cette société s'est rapprochée de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'acquérir un lot à bâtir au sein de la ZAC des Florides pour réaliser un projet de construction consistant en un bâtiment en R+1 d'une surface de plancher totale estimée, à date, à 2 300m² à usage de laboratoire physico-chimique, de stockage et de bureau répartie comme suit :

- 500 m² de Laboratoire physico-chimique
- 1 600 m² de stockage
- 200 m² de bureau

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre des emprises à détacher des parcelles cadastrées Z0162, Z0163, Z0165 et Z0189 constituant le lot 1.3 B à la SCI VITROLLES ou toute filiale s'y substituant, qui a manifesté son intérêt pour cette acquisition.

Le lot 1.3 B est d'une superficie totale de 5975 m² réparti comme suit :

- Emprise de 3215 m² à détacher de la parcelle cadastrée Z0162
- Emprise de 764 m² à détacher de la parcelle cadastrée Z0163
- Emprise de 1964 m² à détacher de la parcelle cadastrée Z0165
- Emprise de 32 m² à détacher de la parcelle cadastrée Z0189

Les documents portant modification du parcellaire cadastral effectués par le géomètre et à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence seront publiés à l'acte notarié.

La présente vente est consentie pour un montant de 579 575 euros (cinq cent soixante-dix-neuf mille cinq cent soixante-quinze euros) hors taxes, à majorer du montant de la TVA sur marge, pour un terrain d'une surface de 5975 m², conformément à l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat, régulièrement saisie. Ledit prix est calculé sur la base de 97 €/m² HT de foncier.

L'acquéreur a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ;
- Le remboursement de la taxe foncière ;
- Le cas échéant d'autres obligations en nature.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13054003T001.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux d'emprises à détacher des parcelles cadastrées Z0162 – Z0163 – Z0165 et Z0189 constituant le lot n° 13 B sis au sein de la Z.A.C. des FLORIDES à MARIGNANE au profit de la Société Civile Immobilière VITROLLES ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot 1.3 B de la ZAC des Florides à Marignane (13700) au bénéfice de la SCI VITROLLES, permettra à cette société la réalisation d'un projet de construction à usage de laboratoire physico-chimique, de stockage et de bureau.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux d'emprises à détacher des parcelles cadastrées Z0162 – Z0163 – Z0165 et Z0189 constituant le lot n° 13 B sis au sein de la Z.A.C. des FLORIDES à MARIGNANE au profit de la Société Civile Immobilière VITROLLES ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-291/22/CT

■ CT1- Cession à titre onéreux de délaissés de voirie situés dans l'ancienne concession MOUREPIANE LITTORALE à Marseille 16ème arrondissement, au profit de la SAS FERAUD, en vue de contribuer à la création d'une plateforme numérique et logistique

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20657/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Cession à titre onéreux de délaissés de voirie situés dans l'ancienne concession MOUREPIANE LITTORALE à Marseille 16ème arrondissement, au profit de la SAS FERAUD, en vue de contribuer à la création d'une plateforme numérique et logistique » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Par délibération n° 97/601/EUGE du 29 septembre 1997, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL » afin de répondre aux besoins des entreprises dans le secteur nord de Marseille et notamment dans le 16ème arrondissement. Les conditions, les modalités d'intervention de Marseille Aménagement ainsi que les rapports entre cette dernière et la Ville ont été formalisés dans le cadre d'un Traité et Cahier des Charges de Concession.

La concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL », d'une durée initiale de 6 ans à compter de sa prise d'effet, a été prorogée par voie d'avenants successifs incluant notamment les modifications législatives et l'évolution de l'identité du concessionnaire et du concédant. Le bilan de clôture de ladite concession d'aménagement a été approuvé par délibération n° DEV 003-808/12/CC du Conseil de CUMPM du 14 décembre 2012.

Plusieurs emprises foncières, consistant en des délaissés de voirie, n'ont pas été commercialisées pendant la durée de la concession. Conformément au cahier des charges susvisé, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce son droit de reprise sur les biens désignés ci-après et approuve, par une délibération concomitante à la présente, leur transfert de propriété au profit de la Métropole :

- la parcelle cadastrée 910 D 92 d'une contenance de 593 m² ;
- la parcelle cadastrée 910 D 104 d'une contenance de 1145 m² ;
- la parcelle cadastrée 910 D 109 d'une contenance de 403 m² ;
- la parcelle cadastrée 910 D 115 d'une contenance de 902 m².

La SAS FERAUD a sollicité la Métropole pour l'acquisition de ces parcelles en vue de la création d'une plateforme numérique et logistique du dernier kilomètre sur le site d'Actisud.

Le positionnement économique de ce site est confirmé par le DOFIE (Dispositif de production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique), approuvé par délibération en date du 11 décembre 2018, qui le flèche comme un pôle économique à développer et densifier.

Par ailleurs, ce projet s'inscrit dans les orientations du PADD, partie intégrante du PLUI approuvé par délibération en date du 19 décembre 2019, dont celle de permettre l'évolution des zones à vocation logistique affirmée notamment dans le secteur d'Actisud. Les emprises foncières à céder désignés ci-après, consistant en des délaissés de voirie, permettraient à la SAS FERAUD de contribuer au projet d'aménagement ci-dessus désigné :

- la parcelle cadastrée 910 D 92 d'une contenance de 593 m² ;
- une emprise de 708 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 910 D 104 ;
- la parcelle cadastrée 910 D 115 d'une contenance de 902 m².

Il est ici précisé que l'acquéreur, la SAS FERAUD, bénéficie d'une faculté unilatérale de substitution. Il est ainsi convenu que la réalisation par acte authentique pourra avoir lieu soit au profit de l'acquéreur, soit au profit de toute filiale intégralement détenue par l'acquéreur, soit par un organisme financier désigné « crédit bailleur ». Toutefois l'acquéreur restera solidement obligé, avec la personne désignée, au paiement du prix et à l'exécution de toutes conditions de la vente telles que relatées aux présentes.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'État a évalué la valeur vénale de l'ensemble de ces biens à 91 290 euros (quatre-vingt-onze mille deux-cent-quatre-vingt-dix euros) HT.

Le projet d'acte annexé à la présente délibération définit les conditions de la présente cession foncière et met à la charge de la SAS FERAUD les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- en ce compris les frais liés au détachement parcellaire et au bornage ;
- le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant ;
- Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13216007T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille de Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux de délaissés de voirie situés dans l'ancienne concession MOUREPIANE LITTORALE à Marseille 16ème arrondissement, au profit de la SAS FERAUD, en vue de contribuer à la création d'une plateforme numérique et logistique ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession au profit de la SAS FERAUD des parcelles cadastrées, des parcelles cadastrées 910 D 92, D 104, D 109 et D 115 d'une contenance totale de 3 043 m² et situées dans l'ancienne concession d'aménagement « MOUREPIANE LITTORAL » à Marseille 16ème arrondissement, permettra de contribuer au projet de création d'une plateforme numérique et logistique du dernier kilomètre sur le site d'Actisud.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux de délaissés de voirie situés dans l'ancienne concession MOUREPIANE LITTORALE à Marseille 16ème arrondissement, au profit de la SAS FERAUD, en vue de contribuer à la création d'une plateforme numérique et logistique .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 044-292/22/CT

■ **CT1 - Abrogation de la délibération n° URB 030-356/21/CT du 5 octobre 2021 relative à la cession à titre onéreux des parcelles cadastrées BS 134 et BS 147 constituant le lot n° 11 sis au sein de la Z.A.C. des FLORIDES à MARIGNANE au profit de la Société Civile Immobilière VITROLLES**
DUFSV 22/20547/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Par délibération n° URB 030-356/21/CT du 5 octobre 2021 le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la cession par la Métropole-Aix-Marseille-Provence des parcelles cadastrées BS 134 et BS 147 constituant le lot 11 de la ZAC des Florides à MARIGNANE (13700) au bénéfice de la SCI VITROLLES ou à toute filiale s'y substituant, moyennant le prix de 485 485 euros hors taxes, à majorer du montant de la TVA sur la marge, pour un terrain d'une surface de 5005 m², conformément à l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat.

L'objectif de la SCI VITROLLES, entreprise familiale spécialisée dans la distribution et la mise aux normes d'usines qui produisent des principes actifs à usage pharmaceutique était d'y réaliser un projet de construction consistant en un bâtiment en R+1 d'une surface de plancher totale estimée, à date, à 2 300m² à usage de laboratoire physico-chimique, de stockage et de bureau.

Cependant, les inventaires écologiques menés sur la ZAC ont mis en évidence, la présence de zones humides sur les lots n° 11 – 13 - 16 et 22.

Informée de ces éléments, la SCI VITROLLES a préféré compte tenu des mesures à mettre en œuvre pour compenser les impacts résiduels après évitement et réduction sur le lot 11, être relocalisée sur un autre lot non concerné par les zones humides. Cette cession fera l'objet d'une délibération au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cela a aussi permis à la Métropole, d'intégrer le lot n° 11 à la demande d'autorisation Loi sur l'Eau du lot n° 13 puisque ces deux lots sont un seul et même écosystème de Zones Humides.

Il convient donc aujourd'hui d'abroger la délibération susvisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 16 décembre 2021, n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 030-356/21/CT du 5 octobre 2021 relative à la cession à titre onéreux des parcelles cadastrées BS0134 et BS0147 constituant le lot n° 11 sis au sein de la Zone d'Aménagement Concerté Z.A.C des FLORIDES à MARIGNANE au profit de la Société Immobilière SCI VITROLLES.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Que suite aux inventaires écologiques effectués au sein de la ZAC des Florides, le lot n° 11 a été identifié comme « zone humide » nécessitant de trop importantes mesures de compensation pour réaliser le projet envisagé par la SCI Vitrolles.

DELIBERE

Article Unique :

Est abrogée la délibération n° URB 030-356/21/CT du 5 octobre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 045-293/22/CT

■ **CT1 - Rectification de la délibération URBA-055-11336/22/BM du 10 mars 2022 relative à la cession à l'euro symbolique d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 au bénéfice de l'Etat dans le cadre de la réalisation du commissariat des 13ème et 14ème arrondissements, rue du Pebre d'Ail**

Avis du conseil de Territoire DGADUST 22/20616/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Rectification de la délibération URBA-055-11336/22/BM du 10 mars 2022 relative à la cession à l'euro symbolique d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 au bénéfice de l'Etat dans le cadre de la réalisation du commissariat des 13ème et 14ème arrondissements, rue du Pebre d'Ail. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URBA -055-11336/22/BM du 10 mars 2022, le Bureau de la Métropole s'est prononcé en faveur de la cession au profit de l'Etat d'une emprise de 1210m² environ à détacher d'une parcelle cadastrée 893 C 179 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vue du projet porté par l'Etat de création d'un commissariat de police desservant les 13ème et 14ème arrondissements de Marseille.

Depuis cette délibération, un projet de document d'arpentage a été établi le 28 avril 2022 par le cabinet ARRAGON, Géomètre-Expert à SOLLIES VILLE annexé aux présentes et il en ressort que la surface à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 appartenant à la Métropole en vue de la cession au profit de l'Etat, est désormais portée à 1547m².

Il convient alors de modifier la surface indiquée dans la délibération du 10 mars 2022 n° URBA -055-11336/22/BM conformément au projet de document d'arpentage ci-joint, les autres dispositions demeurent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Rectification de la délibération URBA-055-11336/22/BM du 10 mars 2022 relative à la cession à l'euro symbolique d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 au bénéfice de l'Etat dans le cadre de la réalisation du commissariat des 13ème et 14ème arrondissements, rue du Pebre d'Ail ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la production d'un projet document d'arpentage postérieure à la délibération URBA 055-11336/22/BM du 10 mars 2022 avec une surface plus importante, entache cette dernière d'une inexactitude qu'il convient de modifier,
- Qu'il convient de modifier la délibération URBA -055-11336/22/BM du 10 mars 2022 uniquement sur la surface de l'emprise à céder, le reste des dispositions et pièces demeurent inchangées.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Rectification de la délibération URBA-055-11336/22/BM du 10 mars 2022 relative à la cession à l'euro symbolique d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle cadastrée 893 C 179 au bénéfice de l'Etat dans le cadre de la réalisation du commissariat des 13ème et 14ème arrondissements, rue du Pebre d'Ail.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 046-294/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de Projet Urbain Partenarial PUP de la Pounche à Allauch avec EIFFAGE Immobilier

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20429/CT**

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le quartier de La Pounche est un quartier, où domine l'habitat individuel, traversé par le canal de Marseille. Il comporte une petite centralité desservie par les transports en commun sur le Boulevard Ange Martin, axe qui relie le centre ancien d'Allauch et, le métro la Rose à Marseille.

C'est une entrée de ville pour Allauch identifiée comme un secteur d'extension urbaine, en conservant les qualités paysagères caractéristiques de la commune, et en composant avec les risques inondation.

Le site concerné par l'opération s'étend sur 1,4 ha de terrain végétalisé, entouré d'un secteur pavillonnaire et à proximité d'ensembles de logements collectifs. Il fait l'objet d'une opération d'Aménagement Programmée (OAP) inscrite au Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) afin de participer aux objectifs de production de logements, de structurer le quartier sur le boulevard et de valoriser l'entrée de ville.

Conformément à L'OAP ALH n°1 le projet porté par le Groupe EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST prévoit la réalisation d'environ 100 logements et fait l'objet d'une servitude de mixité sociale pour 50% des logements produits.

La Société EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST s'est rapprochée de la commune d'Allauch et de la Métropole afin de conclure une convention de Projet Urbain Partenarial sur le périmètre de l'AOP ALH n°1 du PLUi du Territoire Marseille Provence.

La présente convention de PUP porte sur l'opération menée par la société EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et d'aménagement sur la commune d'Allauch.

A ce titre et au regard de l'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme, elle est compétente en matière de Projet Urbain Partenarial, qui permet la prise en charge financière par le constructeur de tout ou partie des équipements rendus nécessaires par l'opération.

L'institution d'un Projet Urbain Partenarial relève de la compétence de la Métropole, néanmoins, il permet également le financement d'ouvrages relevant de compétences d'autres collectivités.

Le Programme des équipements publics à réaliser dans le cadre du P.U.P de la Pounche est fixé par la convention. Il est le suivant :

1. Equipements en totalité rendus nécessaires par l'opération de 100 logements, pour 6200 m² de Surface de Plancher.

- la requalification du Boulevard Ange Martin au droit de l'opération, avec un élargissement qui préserve quelques places de stationnement et l'aménagement d'un nouveau carrefour pour accéder à l'opération. Cet équipement est de compétence métropolitaine.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le dévoiement du réseau des eaux usées, qui traverse actuellement le terrain, pour le ramener sur le réseau existant sous la voie publique. Le foncier sera grevé d'une servitude. Cet équipement est de compétence métropolitaine.
- La création de 1,63 classes maternelle et élémentaire supplémentaires d'un groupe scolaire voisin et ses annexes, de compétence communale.

2. Equipements rendus, en partie, nécessaires par l'opération :

- La réalisation d'un bassin enterré de rétention des eaux pluviales
Le schéma directeur des eaux pluviales de la Métropole a positionné sur cette parcelle la réalisation d'un bassin de rétention d'une capacité de 1500m³, relié au réseau d'eaux pluviales existant et traversant le terrain.
- Le dévoiement du réseau des eaux pluviales qui traverse actuellement le terrain
Aussi l'opérateur participera à 30% de la réalisation des ouvrages de bassins enterrés, pour tenir compte du fait que l'enterrement des bassins libère du foncier constructible.

La Métropole réalisera sous condition d'obtention des délégations de maîtrises d'ouvrage, l'ensemble des ouvrages de voirie et réseaux nécessaires à la bonne desserte et au bon fonctionnement de l'opération.

La commune d'Allauch s'engage à réaliser les équipements scolaires nécessaires dans un délai de 7 ans maximum.

Les conditions de mise en œuvre du projet urbain partenarial lié à l'opération immobilière envisagée par le constructeur sont déterminées par la convention de PUP. Le montant des participations demandées au constructeur de l'opération est le suivant :

Le Coût total du programme des équipements publics rendus nécessaires par les opérations de constructions à édifier dans le périmètre défini à l'article 2 s'élève à 1 902 500 € HT (foncier compris), répartis comme suit :

- Coût total des travaux sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine : 913 000 € HT
- Foncier non maîtrisés : 189 500 € HT
- Coût total des travaux sous maîtrise d'ouvrage communale 800 000€ HT

La société EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST s'engage à verser à la Collectivité la fraction du coût des équipements publics correspondant à la satisfaction des besoins de leur opération calculée au prorata de la surface plancher réalisée, soit une participation d'un montant de 1 061 500 € HT, soit 171€ par m² de SDP.

Au regard des besoins générés par les opérations de construction à réaliser dans ledit périmètre, les participations du constructeur couvriront 55,8 % du coût des équipements publics, pour une surface de plancher créée de 6200 m², pour 100 logements. Ce taux reste faible du fait des travaux du bassin de rétention qui ne seront financés qu'à 30% par le constructeur, puisqu'il répond à un besoin général pour le quartier.

Il est rappelé que le terrain comporte une servitude de mixité sociale pour 50% des logements.

Cette participation totale de 1 061 500 € HT sera versée aux deux collectivités publiques de la manière suivante :

- D'une part, une contribution financière à la Métropole pour un montant de 661 500 € HT, dont 189 500 € d'apport en foncier. Cette participation correspond à 60% des coûts d'équipements publics métropolitains qui seront réalisés sur le secteur.
- D'autre part, une contribution financière à la commune pour un montant de 400 000€, soit 50% du coût total des travaux.

Le Conseil Municipal de la ville d'Allauch délibérera la convention de PUP passée avec EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 09 juillet 2022.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain la convention de Projet urbain Partenarial de la Pounche avec EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST et de délibérer le périmètre du PUP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil Métropolitain portant sur l'approbation du Projet urbain Partenarial de la Pounche à Allauch

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Projet urbain Partenarial de la Pounche à Allauch
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Projet urbain Partenarial de la Pounche à Allauch.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 047-295/22/CT

■ CT1 - Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur - Avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes

Avis du Conseil de Territoire

DUF 22/20486/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Schéma Régional des Carrières Provence Alpes côte d'Azur - Avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Le Schéma Régional des Carrières (SRC), élaboré par le Préfet de Région, définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la Région. Il s'appuie sur un état des lieux faisant l'inventaire des ressources et l'analyse prospective des besoins en matériaux dans la région, y compris en abordant les questions de ressources secondaires et la logistique associée.

Le SRC s'impose à certains documents d'urbanisme tels que le SCOT, les PLU et les PLUi. Son opposabilité a été renforcée par ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020. Aussi, le SCOT métropolitain, actuellement en cours d'élaboration par la Métropole Aix-Marseille-Provence, devra être compatible avec le futur SRC PACA.

L'élaboration du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Le préfet de Région Provence Alpes Côte d'Azur a lancé l'élaboration du SRC en septembre 2017. Les travaux d'élaboration ont été réalisés sous-pilotage de la DREAL PACA et avec l'appui d'une équipe projet constituée de plusieurs partenaires : le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), la Cellule économique régionale de la construction (CERC), le bureau d'études ECOVIA, la Région et la DREAL.

Le contenu du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

En comité de pilotage de mai 2021, le projet de SRC a été validé. Il est fondé sur un état des lieux, une démarche de prospective, une analyse des enjeux et un scénario d'approvisionnement. Le document est ainsi constitué de cartes de localisation des gisements, et de mesures, correspondant à des orientations d'actions.

Plus précisément, le SRC porte sur 7 gisements d'intérêt national (GIN) relatifs à de la craie d'orgon, du gypse, des dolomies et de la chaux industrielle et 4 gisements d'intérêt régional (GIR) relatifs à de la craie d'orgon, du gypse, du roc, des alluvions et du calcaire pour le ciment. Les GIN/GIR ont un intérêt particulier en lien avec leur faible disponibilité nationale ou régionale, la dépendance forte à ces matériaux, la difficulté de substitution et l'intérêt patrimonial dans le cas de restaurations architecturales, culturelles ou historiques.

Le SRC comporte également 5 orientations correspondant aux enjeux socio-économiques et environnementaux de la Région :

- Intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire ;
- Economiser la ressource et développer le recyclage ;
- Optimiser les transports et limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- Préserver les enjeux du territoire ;
- Prendre en compte l'environnement dans l'exploitation des carrières, réhabiliter et valoriser les sites.

Ces 5 orientations se déclinent en 59 mesures.

Elles sont complétées par une orientation transversale : mettre en place un observatoire des matériaux et développer la formation.

Communes concernées par un GIN/GIR :

CT	Communes
1	Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet, Ensues-la-Redonne, Le Rove, Septèmes-les-Vallons, Marseille, Allauch, Gignac-la-Nerthe, Châteauneuf-les-Martigues.
2	Aix-en-Provence, Fuveau, la Roque-d'Anthéron, le Puy Sainte-Réparate, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Vitrolles.
3	Sénas, Rognac, Saint-Chamas, La Fare-les-Oliviers, Lançon-Provence, Salon-de-Provence, Pélissanne, Eyguières, Lamanon, Alleins, Mallemort, Charleval.
4	Aubagne, Roquevaire.
5	Istres, Fos-sur-Mer, Miramas, Cornillon-Confoux, Grans.
6	Martigues.

Communes concernées par une carrière existante :

Communes CT1	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation (arrêté)
Septèmes-les-Vallons	BP 6	Calcaire	10/05/2026
Châteauneuf-les-Martigues	Bastide Blanche Les Bouttiers Ancien Chemin de Martigues	Calcaire Calcaire Calcaire à chaux	22/01/2023 10/08/2044 31/12/2029
Marseille 10e, 14e et 16e	10e 14e 16e	Calcaire Calcaire Calcaire	25/02/2030 22/06/2050 09/05/2032
Cassis	Brégadan	Calcaire	09/01/2023
La Ciotat	Roumagoua Roumagoua	Calcaire Calcaire	26/09/2044 01/08/2049

Communes CT2	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation (arrêté)
Aix-en-Provence	Les Tuileries, l'Oratoire, La Poucelle	Argile	28/12/2027
Vitrolles	Le Val d'Ambla	Marbre	27/12/2026
Lambesc	Les Taillades	Colluvion	31/12/2033
Peyrolles-en-Provence	Chapeliers	Alluvions	11/12/2042
Puylobier	Richaume Sud	Argile	30/06/2030
Les Pennes-Mirabeau	Avenue Paul Brutus	Dolomie	26/06/2022
Gardanne	La Malespine	Calcaire	17/11/2023

Communes CT3	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation (arrêté)
Charleval	Lei Ruoumpido de Bonneval	Colluvion	12/10/2046
La Fare-les-Oliviers	Vallon de Vautubière – Le Coussou	Calcaire	31/07/2044
Mallemort	Les Iscles du Mois de mai	Alluvions	11/12/2029
Salon-de-Provence	Quartier Saint-Jean	Calcaire	13/03/2030
La Barben	Les Quatre Termes		2017-2047

Communes CT4	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation (arrêté)
Auriol	Carrière Saint-Claude	Calcaire	02/04/2023
Aubagne	Vallon de l'Escargot	Calcaire	05/10/2039

Commune CT5	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance (arrêté)
-------------	----------------------	-----------------	-------------------

			d'exploitation)
Istres	Carrière des Jumeaux	Alluvions anciennes	07/08/2024
	La Grande Groupède	Alluvions anciennes	10/10/2022
	Quartier Prignan	Alluvions anciennes	06/01/2024

Il est à noter que le SRC ne cartographie pas les carrières existantes (il en produit la liste). Mais il cartographie le gisement potentiel d'exploitation (GPE) qui représente les gisements actuels, dans lesquels sont situés les carrières existantes.

L'étape de consultation du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Afin de poursuivre l'élaboration de ce schéma, la DREAL consulte, pour avis, l'ensemble des EPCI de la Région. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est consultée. Son avis fait l'objet de la présente délibération.

La procédure d'élaboration du SRC ne prévoit pas que la DREAL consulte directement les communes de la Région. Cependant, chaque EPCI consulté peut solliciter lui-même l'avis de ses communes membres, afin de transférer ensuite ces avis à la DREAL. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de consulter les 92 communes qui la composent.

Ainsi, 9 communes ont transmis un avis à AMP, dans le délai imparti. Il en ressort que :

- 3 communes ont émis un avis défavorable au SRC : Jouques, Roquevaire, Aubagne ;
- 2 communes ont émis un avis favorable au SRC : Charleval et Peyrolles ;
- 1 commune a émis un avis favorable avec une réserve et un point de vigilance, dans la continuité de l'avis d'AMP : Berre-l'étang ;
- 2 communes ont transmis une information, à savoir qu'elles partagent le constat fait par le SRC relatif aux carrières actuellement exploitées sur leur territoire : Auriol et La Barben ;
- 1 commune a signalé une incohérence de contenu (positionnement d'un gisement et d'une exploitation) et exprimé un besoin en équipement complémentaire à une exploitation existante (un échangeur) : Les Pennes-Mirabeau.

La Métropole AMP a transmis ces avis à la DREAL.

L'avis d'AMP sur le Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Dans le cadre de la consultation en cours, la Métropole Aix-Marseille-Provence émet un avis favorable sur le Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur assorti de 3 réserves sur les mesures suivantes :

- Mesure n° 4 du SRC : tendre, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs ;
- Mesure n° 5 du SRC : analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCOT et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriales en granulats communs ;
- Mesure n° 6 du SRC : définir, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale.

Pour ces 3 mesures, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'oppose à la notion d'« autonomie à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i) ». Le périmètre de ces documents, fortement variable d'un cas à l'autre, paraît en effet peu pertinent pour analyser les besoins et les capacités de production en granulats communs et autres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas favorable à l'intégration dans le SCOT de l'analyse des besoins et des capacités de production pour les différents types de matériaux, dont les granulats communs. Elle propose ainsi un renvoi à l'Etat, qui pourrait fournir cette analyse dans le cadre des Porters à Connaissance (PAC) relatifs aux documents d'urbanisme et de planification.

En revanche, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'orientation (figurant dans la mesure 4) qui consiste à donner « priorité au renouvellement et à l'extension des carrières existantes ; ainsi qu'à la justification du besoin pour créer de nouveaux sites d'extraction ».

Cet avis favorable est, en outre, assorti de deux points de vigilance. Le premier porte sur la mesure n° 9 : « préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional ». Cette préservation doit se faire sur le long terme, dans un équilibre entre préservation des gisements et aménagement du territoire. Plus précisément, la Métropole Aix-Marseille-Provence met un point de vigilance sur les sites du massif de la Nerthe (GIR de Roc et GIN de chaux industrielle) et du Val de Durance (GIR d'alluvions) car ces sites présentent une forte richesse environnementale (agriculture, biodiversité, faune et flore marine...) qu'il convient de préserver et/ou de restaurer.

Le second point de vigilance porte sur le principe de prendre en compte les chartes des Parcs Naturels Régionaux et du Parc National des Calanques, qui développent des mesures spécifiques liées à l'accompagnement paysager des carrières en exploitation ou en reconversion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le code de l'environnement et notamment les articles L. 515-3 et suivants, R 515-2 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le courrier du préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, en date du 24 février 2022, consultant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dont la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur est en cours d'élaboration ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur – avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole d'émettre un avis sur Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur – avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur « Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur – avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur – avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 049-296/22/CT

■ CT1 - Approbation des tarifs des loyers des sept sites d'immobilier d'entreprises détenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire de Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20555/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans un délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation des tarifs des loyers des sept sites d'immobilier d'entreprises détenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de ses compétences en matière de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire ou titulaire d'un bail emphytéotique lui conférant des droits réels sur la commune de Marseille d'un parc d'immobilier d'entreprises d'environ 21 500m², répartis sur 7 sites :

- Village d'entreprises Luminy Biotech, à Luminy dans le 9^{ème} arrondissement ;
- BRGM à Luminy, dans le 9^{ème} arrondissement ;
- Hôtel Technologique au Technopole Marseille Provence de Château-Gombert, dans le 13^{ème} arrondissement ;
- Hôtel Technoptic au Technopole Marseille Provence de Château-Gombert, dans le 13^{ème} arrondissement ;
- Maison du Développement Industriel au Technopole Marseille Provence de Château-Gombert, dans le 13^{ème} arrondissement ;
- Pôle de l'Entreprenariat - Le Carburateur, dans le 15^{ème} arrondissement ;
- Village d'activités de Saint-Henri, dans le 16^{ème} arrondissement.

La vocation de l'immobilier d'entreprises est de permettre aux entreprises en création ou en extension de passer le cap difficile des premières années d'expérience (aide au démarrage, suivi de leur phase de développement, insertion dans le tissu économique local). La location de locaux à des conditions avantageuses fait partie du dispositif des aides dont elles disposent.

En 2014, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole approuvait une tarification des loyers à appliquer au parc d'immobilier d'entreprises du territoire Marseille-Provence. Depuis, aucune réévaluation tarifaire n'a été réalisée et malgré l'indexation du loyer aux indices concernés (ICC, ILC, ILAT, etc.), les niveaux de loyer ne correspondent plus à la réalité du marché. Cet écart avec la réalité peut entraîner des difficultés de gestion, notamment au niveau de leur trésorerie, pour les entreprises qui souhaitent s'émanciper en dehors du parc métropolitain.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Il semble donc aujourd'hui nécessaire d'opérer une refonte complète de la grille tarifaire des 7 sites d'immobilier d'entreprises du territoire Marseille-Provence, à compter du 1^{er} septembre 2022, intégrant la différenciation des prix en cas de nouveau bail ou de renouvellement, de prévoir un dispositif d'une aide à l'investissement immobilier pour les nouveaux baux et pour les entreprises en création ou en extension, ainsi que la réévaluation des provisions de charges en adéquation avec les frais de fonctionnement actuels.

Le présent dispositif ne s'applique pas aux pépinières d'entreprises dont la gestion est déléguée. Pour autant, une grille tarifaire a été établie pour tous les sites, y compris ceux exclusivement utilisés aujourd'hui par des pépinières, afin de prévoir un cas où la pépinière souhaiterait réduire ses surfaces permettant à la Métropole de louer les surfaces libérées en hôtel d'entreprises

Méthodologie de construction de la grille tarifaire :

L'évaluation des loyers pour les nouveaux baux des sept sites d'immobilier d'entreprises a été réalisée par la Métropole suivant la méthode dite de comparaison, reflétant la valeur locative du marché actuel.

Dans le cas des renouvellements, les valeurs des loyers correspondent aux valeurs initiales des loyers indexés suivant le dernier indice connu au moment de l'estimation.

Concernant le site de Luminy Biotech, constitué de différentes typologies de bâtiment (bâtiments structure métallique construits dans les années 90, bâtiments structure béton construit dans les années 2000 puis 2010, bâtiments modulaires anciens, récents...), une décote due à la vétusté et à la qualité des prestations des différents bâtiments a été appliquée au loyer de référence des bâtiments LBII et LBIII, selon les taux suivants :

- -10% sur le loyer aidé ou non pour le bâtiment LB I.
- -15% sur le loyer aidé ou non pour le bâtiment modulaire (animalerie).

Les loyers seront indexés selon un indice fixé sur chaque bail ou convention.

Les grilles tarifaires sont présentées en annexe.

Aide à l'investissement immobilier :

En vertu de l'article L.1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est seule compétente pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles. Cette aide peut prendre la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés, ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché. Le montant des aides est calculé par référence aux conditions du marché, selon des règles de plafond et de zone déterminées par voie réglementaire.

L'aide accordée ne saurait être illimitée. Elle est fixée selon des règles d'intensité et de zone déterminées par voie réglementaire. Compte tenu de la localisation des 7 bâtiments, ceux-ci se situent en zone PME et sont donc soumis aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, dans les limites et conditions d'application fixées dans ce dernier, conformément à l'article R. 1511-5 du CGCT.

- **Aide dans le cadre des nouveaux baux conclus à partir du 1^{er} septembre 2022**

Conformément à la réglementation en vigueur, les entreprises pourront prétendre à l'octroi de l'aide à l'immobilier d'entreprises (location) si elles remplissent les conditions suivantes :

- Être considérée comme **une petite ou moyenne entreprise** au sens de l'annexe 1 du règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 ;
- Être en création ou en extension ;
- Ne pas dépasser 200 000€ d'aides publiques sur 3 exercices fiscaux (en prenant en compte l'aide potentiellement octroyée par le présent dispositif).

L'intensité de l'aide accordée par rapport au loyer applicable est la suivante :

- 20 % d'aide sur toute la durée du bail pour les petites entreprises ;
- 10 % d'aide sur toute la durée du bail pour les moyennes entreprises.

Les grandes entreprises au sens du règlement n° 651/2014, les entreprises déjà créées et/ou concernées pour le renouvellement d'un bail, ne pourront bénéficier de l'aide susmentionnée.

- **Franchise consécutive à la réalisation de travaux**

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Une franchise sur le loyer principal pourra être accordée en contrepartie de travaux réalisés par le preneur pour ses propres besoins. Dans ce cas, la franchise correspond à une aide à l'investissement immobilier et devra donc être limitée au seuil d'intensité précisé dans le règlement UE 651/2014 (de 10% à 20%). Les charges et taxes resteront dues durant toute la période de franchise.

Ainsi, si l'entreprise bénéficie déjà d'un rabais en terme de loyer en respect du seuil maximal d'intensité, elle ne pourra pas bénéficier de la franchise.

La franchise devra être obligatoirement négociée avant la conclusion du bail ou de son renouvellement.

Dans le cas d'une convention d'occupation précaire, aucune franchise ne pourra être accordée.

Modalité de gestion des charges :

Pour chaque bail ou convention, les locataires rembourseront à la Métropole l'ensemble des charges, prestations et frais définis au contrat et se rapportant à l'immeuble, aux parties communes ou aux équipements communs.

Ils rembourseront à la Métropole, en sus du loyer, leur quote-part des charges, prestations et taxes de toutes natures afférentes aux locaux loués.

Les catégories de charges, impôts, taxes et redevances sont les suivantes :

- Fonctionnement et Gestion administrative liée à la technique de l'immeuble ;
- Entretien de l'immeuble ;
- Elimination des déchets ;
- Impôts et taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Approbation des tarifs des loyers des sept sites d'immobilier d'entreprises détenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

CONSIDERANT

- Que la Métropole est propriétaire ou titulaire d'un bail emphytéotique lui conférant des droits réels sur la commune de Marseille, d'un parc d'immobilier d'entreprises d'environ 21 500m² répartis sur 7 sites ;
- Qu'il est nécessaire d'opérer une refonte complète de la grille tarifaire des 7 sites d'immobilier d'entreprises du territoire Marseille-Provence à compter du 1er septembre 2022, intégrant la différenciation des prix en cas de nouveau bail ou de renouvellement, de prévoir un dispositif d'aide à l'investissement immobilier pour les nouveaux baux et pour les entreprises en création ou en extension ainsi que la réévaluation des provisions de charges en adéquation avec les frais de fonctionnement actuels ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Approbation des tarifs des loyers des sept sites d'immobilier d'entreprises détenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille-Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 050-297/22/CT

■ CT1 - Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence - Approbation de la Modification n°2

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20557/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence - Approbation de la modification n°2 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général de Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En vertu de l'article L.134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur chacun des territoires qui la compose.

Dans ce contexte, et au terme de cinq années de procédures, la Métropole Aix-Marseille Provence, a approuvé le PLUi du Territoire Marseille-Provence par délibération URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 et approuvé la modification n°1 par délibération URBA-001-10690/21/CM du 19 novembre 2021.

Après une année d'application de ce document d'urbanisme sur les 18 communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence, la Métropole a prescrit la modification n°2 du PLUi par délibération du 17 décembre 2020.

L'objet de cette modification n°2 est notamment d'adapter des emplacements réservés (ajouts, suppressions, rectifications), d'intégrer des mesures favorisant la nature en ville et une meilleure prise en compte des risques naturels, de faire évoluer des droits à construire (majoration ou minoration) et d'ajouter des protections patrimoniales ou environnementales.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Ainsi, au regard de certaines modifications, susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement, la procédure de modification n°2 a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Les procédures de modifications soumises à évaluation environnementale font l'objet d'une concertation. En application de l'article L.103-3 du code de l'urbanisme, le conseil de la Métropole a donc défini par délibération n°URBA 001-9651/21/CM du 18 Février 2021, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation dans le cadre de la modification du PLUi.

La concertation a débuté le 15 Avril 2021 et s'est terminée le 15 Septembre 2021. Un bilan de la concertation a été arrêté par délibération N° URBA-002-10691/21/CM en date du 19 Novembre 2021 en Conseil de la Métropole. Ce bilan a été joint au dossier d'enquête publique.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées ainsi qu'aux maires des communes concernées.

Ainsi, les avis de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône, du Général de corps d'armée, de Madame la Vice-Présidente du Département des Bouches du Rhône, de Monsieur le Président du Parc Naturel régional de la Sainte-Baume et de Messieurs les Maires d'Ensuès-la-Redonne, d'Allauch et de Marseille ont été joints au dossier d'enquête publique.

Le projet a également été notifié à l'Autorité Environnementale. La Mission Régionale d'Autorité environnementale a rendu un avis délibéré le 16 Décembre 2021 par décision n° MRAE 2021APACA58/3016. Cet avis a été joint au dossier d'enquête publique et fait l'objet d'un mémoire en réponse en date du 11 janvier 2022 également joint au dossier d'enquête publique.

Par décision N°E210000118/13 du Tribunal Administratif le 9 Novembre 2021, une commission d'enquête composée de trois membres titulaires (dont le Président Monsieur François RESCH) a été désignée.

Cette modification qui ne change pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi de Marseille-Provence, a donc été soumise à une enquête publique qui s'est déroulée du mercredi 19 janvier 2022 au lundi 21 février 2022.

Répondant aux dispositions de l'article R.123-11 du code de l'environnement, la publicité réglementaire a été réalisée.

Le dossier d'enquête publique a été mis à disposition du public sous forme dématérialisée (dossier numérique) et sous format papier dans les 19 lieux d'enquête identifiés dans l'avis d'enquête publique.

La commission d'enquête a tenu au total 25 permanences sur l'ensemble des communes membres du Territoire Marseille-Provence et au siège de la Métropole.

Pendant la durée de l'enquête, le public a pu formuler ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, par courrier électronique, sur les registres d'enquête papier mis à disposition dans les 19 lieux d'enquête ou bien encore par courrier adressé au Président de la Commission d'Enquête.

Le dossier d'enquête publique était constitué :

- Des pièces administratives liées à l'enquête publique ;
- Du projet de modification n°2 du PLUi transmis au Personnes Publiques Associées ;
- Des avis émis par les personnes publiques associées (PPA) et par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE).

Aux termes de l'enquête, le 16 mars 2022, la commission d'enquête a dressé un procès-verbal de synthèse des observations. Le mémoire en réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été adressé au Président de la commission d'enquête par courrier en date du 23 mars 2022.

La commission d'enquête, dans son rapport et ses conclusions motivées remis le 31 mars 2022, a émis à l'unanimité un avis favorable à la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence sans réserves ni recommandations. Le rapport relate le déroulement de l'enquête et examine les observations et avis recueillis.

Ces documents ont été mis à la disposition du public, et ce pour un an, sur les sites internet : www.ampmetropole.fr et www.registre-numerique.fr/enquetepublique-pluimp-modif2/rapport.

Une copie en a été adressée aux 18 communes et au Préfet pour être tenue à disposition du public.

LES ÉVOLUTIONS DU DOSSIER APRÈS L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Il est proposé d'apporter des évolutions au projet de modification n°2 du PLUi soumis à enquête publique pour tenir compte des différents avis recueillis, des observations formulées à l'enquête publique, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête ainsi que des recommandations de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe).

De plus, des erreurs matérielles avérées par le biais de l'enquête publique ont nécessité des corrections. Des ajustements mineurs participant notamment à l'amélioration de la lisibilité et de la compréhension du document ont été effectués.

Afin de mettre en évidence les modifications proposées après enquête publique, un document en annexe de la présente délibération les détaille par pièce du PLUi. Pour une meilleure lisibilité, les modifications de planches graphiques sont traitées par Commune.

L'ensemble des adaptations ne modifient pas l'économie générale du projet de PLUi tel que notifié aux Personnes Publiques Associées et soumis à enquête publique.

LES AVIS DES COMMUNES

Les conseils municipaux ont été appelés à émettre un avis sur le projet de modification n°2 du PLUi prêt à être soumis au Conseil de Métropole.

L'AVIS DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Ce projet est soumis pour avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence, conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 15 décembre 2020 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLUi ;
- La Délibération du Conseil de la Métropole n° URB 002-9291/20/CM du 17 décembre 2020 engageant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'arrêté de la Présidente de la Métropole n° 21/011/CM du 03 février 2021 engageant la procédure de modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- La Délibération du Conseil de la Métropole n° URB 002-9651/21/CM du 18 février 2021 définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation du projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- La Délibération du Conseil de la Métropole n° URB 002-10691/21/CM du 19 novembre 2021 arrétant le bilan de la concertation de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'arrêté du Président du Conseil de Territoire Marseille - Provence n° 21/187/CT du 26 novembre 2021 portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative à la modification N°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence d'enquête publique ;
- Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête remis le 31 Mars 2022 ;
- Les avis des conseils municipaux sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence – Approbation de la Modification n°2 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis favorable de la commission d'enquête émis à l'unanimité sur le projet de modification n°2 sans réserves ni recommandations ;
- Que les modifications proposées après enquête publique ne modifient pas l'économie générale du projet ;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence – Approbation de la modification n°2

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence – approbation de la modification n°2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 051-298/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 "Réhabilitation 122 Canebière"**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 22/20563/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 – Réhabilitation 122 Canebière » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'opération de réhabilitation structurelle du 122 Canebière a été fortement impactée dans sa réalisation.

En effet, le chantier a dû être arrêté suite à l'apparition de fissures dans les bâtiments mitoyens, et suite à l'intervention de l'expert désigné par le Tribunal Administratif.

De fait, ce projet a été intégralement réétudié, afin d'avoir une intervention minimale sur la structure du bâtiment, ce qui a nécessité des études supplémentaires, et implique des choix plus contraignants et plus onéreux pour la reprise des planchers.

De plus, suite à sa visite sur site, l'Architecte des Bâtiments de France, a demandé à ce que les fenêtres sur rue datant du 18^{ème} siècle soient conservées et rénovées, en les doublant par des fenêtres intérieures pour traiter la thermique du bâtiment.

Cela représente un surcoût important, et a nécessité une nouvelle étude spécifique par un architecte du patrimoine.

Enfin, le contexte économique actuel, la pénurie de matériaux et l'augmentation globale du prix des fournitures justifient des écarts importants entre l'estimation du maître d'œuvre et les offres reçues des entreprises.

Aussi, l'opération d'investissement n°2019104200 "Réhabilitation 122 Canebière" inscrite au budget pour un montant de 1 200 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 191011BP du programme 01, doit être révisée à hauteur de 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 - Réhabilitation 122 Canebière » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 « Réhabilitation 122 Canebière » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 « Réhabilitation 122 Canebière ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 052-299/22/CT

■ CT1 - ZAC de Saint Just - Marseille 13ème arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20577/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - ZAC de Saint Just - Marseille 13ème arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire» satisfait les conditions de l'article L518-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Historique

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n° 91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n° 94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n° 95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n° 98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012, le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Cette opération, relevant de la compétence de la Communauté Urbaine, lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Objectifs

La concession d'aménagement a pour objectif d'aménager les abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Programme

La ZAC de Saint Just d'une superficie de 8 hectares, est située en limite du 4ème et du 13ème arrondissement de Marseille. Elle s'étend depuis le Bd Lambert au Nord jusqu'à la rue Ste Adélaïde au Sud, et, entre l'avenue de St Just à l'Ouest et le Bd du Maréchal Juin à l'Est.

La Zac de St Just se caractérise par la présence :

- du viaduc du boulevard Fleming, qui scinde la Z.A.C. en deux moitiés inégales;
- du bâtiment du Conseil général des Bouches du Rhône (Hôtel du Département)
- du Dôme, salle de spectacle.

L'aménagement de la ZAC a été initié sur la partie Nord du Boulevard Fleming accompagnant l'implantation de l'Hôtel du Département et la salle de spectacle, avec la réalisation d'équipements publics d'infrastructures tels que les espaces extérieurs (parvis, espaces verts, réseaux..) et une gare d'échanges de bus permettant la connexion avec le métro Saint Just situé sous le bâtiment du Conseil Général.

La partie située au Sud du boulevard Fleming reste à aménager avec la réalisation d'équipements publics en connexion avec la programmation prévue sur l'îlot « Ste Adélaïde » compris entre le boulevard Fleming et la rue Sainte Adélaïde, ainsi que celle de l'îlot dit « Meyer » situé hors ZAC mais aux abords immédiats de celle-ci, entre la rue Ste Adélaïde et le boulevard Meyer.

Missions du concessionnaire

Dans le cadre du traité de concession réalisé en novembre 1989 pour la ZAC de Saint-Just, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 20 du cahier des charges du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2021

L'année 2021 a principalement été consacrée :

- Aux travaux liés à l'aménagement des voies Saint-Adélaïde et Impasse Saint-Simon pour 442 828 € TTC
- Aux études liées à l'aménagement du Parking/liaison piétonne avenue de Saint-Just pour 8 040 € TTC

Le programme immobilier « La calanque » a été livré en 2020. Le projet d'hôtel « le Decisium » devrait être livré en 2022.

Ecart constatés de l'année 2021

Le montant des dépenses prévues en 2020 était de 718 742 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 537 415 € TTC, soit un écart de – 181 327 €. Cet écart est principalement dû :

- aux dépenses moins importantes que prévues sur les Travaux Sainte-Adelaide/Impasse Saint-Simon
- au décalage de la mission MOE d'ARTELIA sur le Parking avenue Saint-Just suite à la découverte de pollution
- au retard de transmission du DOE de l'entreprise de construction du bâtiment stockage/catering du Dôme

Le montant des recettes de l'opération en 2021 est de 100 000 € TTC de participation Métropole à l'équilibre versés le 11 mai 2021. Ce montant correspond à 100% des recettes prévisionnelles.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2021 est de 24 935 847 € TTC, en augmentation de 100 000 € par rapport au bilan du 31/12/2020.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 24 935 847 € TTC en augmentation de 100 000 € par rapport au bilan du 31/12/2020. Cette hausse s'explique par l'augmentation du coût des fournitures et des matières premières depuis fin 2021 qui impacte l'opération de parking public restant à réaliser.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan s'élève à 24 935 847 € TTC en augmentation de 100 000 € par rapport au bilan du 31/12/2020. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la participation Métropole à l'équilibre.

Participation Métropole

Le budget participations d'un montant de 5 385 665 € TTC est composé comme suit :

- la participation Métropole à l'équilibre qui s'élève à 2 312 957 € TTC en augmentation de 100 000 € par rapport au bilan du 31/12/2020. 1 250 000 € TTC ont déjà été versés à la SOLEAM par la Métropole avant 2021 et 100 000 € ont été versés le 11 mai 2021. 862 957 € TTC restent à verser en 2022 et 100 000 € restent à verser en 2023.

- la participation Métropole en Equipements qui s'élève à 1 682 320 € TTC, est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2020. L'intégralité de cette participation a été versée.

- la participation Ville de Marseille à l'équilibre du bilan qui s'élève à 1 390 388 € TTC est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2020, L'intégralité de cette participation a été versée.

Perspectives 2022

En 2022, les principaux objectifs sont :

En matière d'études :

- La poursuite des études de maîtrise d'œuvre du parking public au 42 avenue de Saint-Just et des études de requalification du trottoir avenue de Saint-Just.
- Le lancement d'études de géomètre dans le cadre du transfert foncier du futur parking public 42 avenue de Saint-Just à la Métropole.

En matière de travaux :

- Le lancement des travaux d'aménagement du parking public au 42 avenue de Saint-Just et de requalification du trottoir avenue de Saint-Just
- Les travaux de parachèvement de la ZAC en prévision de la clôture de l'opération

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération. Ces pièces sont annexées au CRAC.

Avenant n°27 à la ZAC Saint-Just

L'avenant 27 à l'opération ZAC Saint-Just qui augmente le montant global de la participation Métropole de 100 000 € doit être voté en Conseil Métropole de juin 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Just

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Just.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Just.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 053-300/22/CT

■ CT1 - ZAC Saint Louis - Marseille 15ème arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20580/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Historique

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement avec Marseille Aménagement, devenue par la suite SOLEAM par fusion absorption, avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'avenant n°24 approuvé par délibération URBA 020-10536/21/CM du 07 octobre 2021, a prorogé de deux années supplémentaires la durée de la concession d'aménagement, portant son échéance au 03 février 2024.

Objectifs de la concession

La ZAC de Saint-Louis a été créée en 1998 dans le but d'amorcer une reconversion économique du secteur suite à la fin de l'exploitation des abattoirs de Marseille mais aussi pour redynamiser l'offre de logements du quartier. Ceci afin d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Programme

Le programme global de construction représente 40 000 m² de SDP dont :

- 27 500 m² en locaux d'activité dont 20 000 m² réalisés,
- 12 500 m² en logement dont 12 800 m² réalisés (y compris 580 m² en projet transitoire).

L'ensemble des équipements publics prévus de la concession ont été réalisés. La totalité des voiries et aménagements d'espaces publics (hormis la place de l'Horloge) ont en effet été livrés. Ces espaces ont été traités de manière qualitative avec une volonté de végétalisation et d'intégration d'espaces dédiés aux mobilités douces (pistes cyclables et larges trottoirs) facilitant l'arpentage du site.

Après plus de vingt ans d'activité, 167 logements ont été réalisés ainsi que le village d'entreprises « URBAN PARK » (SOGIMA), le groupe scolaire Saint-Louis (maternelle et élémentaire), le Conservatoire des Arts et Métiers (CNAM) PACA et l'École de la 2ème Chance.

D'autres projets sont en cours et à venir :

- L'extension du village d'entreprises (SOGIMA) sur le lot H,
- Des commerces et bureaux sur le lot G1,
- Développement à terme d'un poste source par ENEDIS sur le lot Fa.

Des projets provisoires existent :

- Parc de stockage des poteaux d'éclairage public (Foncier MAMP),
- La Caravelle : programme transitoire en partenariat avec ENEDIS.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Les lots G2 et Fb restent à commercialiser avant la clôture de la ZAC prévue en mars 2024 soit 7 000 m² de SDP pour de l'activité.

Missions du concessionnaire (non-exhaustives)

Dans le cadre du traité de concession établie en février 1998, et en vue de la réalisation de sa mission, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, les articles 19 et 20 du cahier des charges de concession prévoient qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2021

L'année 2021 a principalement été consacrée :

- Au déroulement d'études urbaines pour 42 191 € TTC
- A des dépenses de gestion, d'entretien et de sécurisation des espaces publics pour 105 215 € TTC

Ecart constatés de l'année 2021

Le montant des dépenses prévues en 2021 était de 302 675 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 170 876 € TTC, soit un écart de – 131 799 €. Cet écart est principalement dû :

- Aux études de mise en place d'une servitude d'utilité publique place de l'horloge qui resteront à régler en 2022 pour 16 373 € TTC
- A une provision pour travaux de raccordement non utilisée de 41 559 € TTC
- A des dépenses de gestion moins importantes que prévues soit 48 613 € TTC non utilisés

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

Le montant des recettes prévues en 2021 était de 941 639 € TTC, le montant des recettes perçues est de 708 764 € TTC, soit un écart de – 232 875 €. Cet écart est principalement dû :

- A la non réitération du compromis de vente avec SOGIMA pour le lot H pour un montant de 232 875 € TTC.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2021 est de 10 559 702 € TTC, en diminution de 172 344 € par rapport au bilan du 31/12/2020.

Le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 10 559 702 € TTC en diminution de 172 344 € par rapport au bilan du 31/12/2020. Cette baisse s'explique notamment par la suppression des travaux de dépollution du site de la place de l'horloge.

Le montant prévisionnel total des recettes, TVA comprise, s'élève à 10 559 702 € TTC, en diminution de 172 344 € par rapport au bilan du 31/12/2020. Cette baisse s'explique notamment par la suppression de produits de gestion locative liés au parc à poteaux.

Participation Métropole

Le Budget Participations d'un montant de 4 002 726 € TTC, inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2020, est composé comme suit :

- La participation Métropole à l'équilibre de + 856 515 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2020. L'ensemble de la participation a été versée dont 646 797 € TTC en 2021.
- La participation Ville de Marseille à l'équilibre du bilan de 936 382 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité.
- La participation en nature (Protocoles fonciers concédant) de 2 209 829 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité.

Perspectives 2022

En 2022, les principaux objectifs sont :

En matière d'études :

- La finalisation des études de mise en place d'une servitude d'utilité publique place de l'horloge

En matière de commercialisation:

- La cession des lots Fb et G dans un seul tènement (960 000 € TTC) et la gestion des terrains jusqu'à la fin de la concession

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération. Ces pièces sont annexées au CRAC.

Avenant n°25 à la ZAC Saint-Louis

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

L'avenant 25 à l'opération ZAC Saint-Louis qui autorise la création d'une rémunération de gestion pour la SOLEAM, concessionnaire de l'opération, doit être voté en Conseil Métropole de juin 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Louis

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Louis
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Louis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 054-301/22/CT

■ CT1 - zac des Hauts de Sainte Marthe - Marseille 13 et 14èmes arrondissements. Concession d'aménagement SOLEAM. Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20592/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la ZAC de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille, 13^e et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2021 satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Contexte administratif

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements et par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, le dossier de réalisation de cette ZAC.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement, pour une durée de dix ans.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM. L'arrêté est aujourd'hui caduque.

L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013

L'avenant n°9, délibéré en juin 2015, a prorogé la convention de concession de 5 ans, jusqu'en 2025, pour mener à bien les réflexions sur les secteurs Nord de la ZAC.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 ayant transféré l'opération de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Objectifs

L'objectif principal de la Zone d'Aménagement Concertée des Hauts de Sainte Marthe concerne le développement de l'habitat et des équipements dédiés d'un secteur de 150 hectares situé dans le Nord du 14^e arrondissement de Marseille.

Programme

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements.
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces.
- 19 000 m² d'équipements et services publics.

Ainsi que 224 000 m² d'espaces verts publics créés pour accompagner les centralités.

Actualité

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Cependant, le secteur des Hauts de Sainte Marthe accueille un patrimoine bâti, paysager et environnemental important, protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides.

Le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère les secteurs de Sainte Marthe et Besson Giraudy afin d'y protéger les usages agricoles actuels et préserver des espaces à potentiels agronomiques élevés. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille. Le PADD restaure également les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs.

Il a donc été positionné un zonage AU fermé au PLUi dès l'arrêt du projet en juin 2018 permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. Ce zonage est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une OAP de composition urbaine pour évoluer.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 24 octobre 2019 les axes stratégiques de son plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine. L'axe 2 annonce la création d'un vaste parc agricole en piémonts des massifs de l'Etoile. Le 15 octobre 2020, la Métropole a approuvé les principes et objectifs du projet de Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, de sa gouvernance et de ses implications opérationnelles. La moitié de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe est concernée par ce projet.

Des études sont actuellement menées sur le périmètre élargi du parc agricole. Elles permettront la mise en place de trames paysagères, agricoles et écologiques à respecter dans le plan guide. Le PLUi approuvé en décembre 2019 évoluera alors dans le cadre de modificatif à venir vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

Missions du concessionnaire

Dans le cadre du traité de concession réalisé pour la ZAC des Hauts de ST Marthe, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure à ce titre la maîtrise d'ouvrage de l'opération de ZAC. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le pilotage de cette opération par le concédant. Il s'agit d'un comité technique et d'un comité de pilotage, associant la Ville de Marseille.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Compte tenu du parti pris sur les secteurs Nord de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, l'analyse de l'avancement de l'opération est effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et Pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) a été maintenu sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Celles-ci ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ».

L'ensemble du Domaine Montgolfier a été intégré au programme des équipements publics par délibération du 24 octobre 2019. Cette même délibération approuvait la convention financière tripartite permettant à la Ville de financer l'ensemble des travaux et à la SOLEAM de les réaliser.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2021

L'année 2021 a été principalement consacrée :

- Pour les travaux :
 - A la poursuite des travaux d'aménagement de l'ilot 25 Nord) comprenant 7 ilots à bâtir portés par le démarrage des constructions des ilots G et D qui seront livrés tout début 2022. Ces travaux ont nécessité la mise en place d'une organisation mutualisée de chantier.
 - à la rétrocession des ouvrages de la centralité mirabilis et de la voie U240 se poursuivent.
- Pour les études :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- A la mobilisation des Urbaniste et Architecte Conseil et du BE de qualité environnementale pour garantir les objectifs de qualité urbaine, paysagère et environnementale, ainsi que leur suivi.
- Au lancement d'une mission d'AMO préparant les documents du marché de modification de la ZAC (CCTP/DPGF et assistance au choix des candidats)
- A l'obtention du marché de l'étude hydraulique.

- Pour le foncier :
 - A la gestion des procédures de mise en demeure d'acquérir (Comiti, Graziano et Mathieu)

Au 31 décembre 2021, 1551 logements font l'objet de permis délivrés dont 1236 sur le cœur de quartier Mirabilis (953 construits) et 315 le long de l'avenue du Merlan.

Le montant des dépenses prévues en 2021 était de 7 178 003 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 3 942 760 € TTC, soit un écart de 3,2 M d'€ TTC. Cet écart est principalement dû aux budgets fonciers, études et travaux :

- Au report d'acquisitions foncières pour 837 060€.
- A la diminution du poste Etudes de 320 114 € dû au report de la mission hydraulique qui a commencé en fin d'année et au décalage de la mission des AMO.
- Au décalage des travaux, notamment sur l'îlot 25 Nord en raison des contraintes de chantier et de co-activité et à la non réalisation de l'isolation acoustique des bâtiment d'HMP le long de la voie U240 en raison de désaccord sur les objectifs fixés dans la convention avec HMP. Le budget non consommé est reporté sur les années suivantes. La non consommation du poste "travaux" s'élève à environ 1 M€,
- Au budget honoraires qui suit la tendance de celui des travaux (-0.35M€)
- A la baisse de 145 266 € de la rémunération du concessionnaire dû principalement à la baisse du poste rémunération sur dépenses qui suit l'évolution des dépenses payées.

En termes de recettes, elles étaient estimées à 2 820 866 € TTC au bilan approuvé l'an dernier. Elles se sont élevées 2 000 440 € TTC en 2021. Cette baisse de 818 426 € s'explique principalement par le décalage dans le lancement de l'appel à projet pour l'îlot E et F (poste cessions) et par la recette de participation constructeur attendue sur l'îlot pâquerette dont le projet ne s'est pas réalisé en 2021. (Poste annexe)

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le montant prévisionnel consolidé des dépenses de la concession d'aménagement au 31 décembre 2021 s'élève à 179 272 684 € TTC. Ce montant correspond aux dépenses du bilan consolidé incluant le bilan de ZAC, les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier et les dépenses du domaine Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique.

La TVA résiduelle de l'opération est positive en faveur de l'aménageur pour un montant prévisionnel de 2 822 752 €, ce qui ramène le total des dépenses du bilan à 176 449 932 €.

Les dépenses consolidées sont stationnaires entre le budget de l'année 2020 et celui de l'année 2021, en très légère baisse de 121 140 €.

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement partie ZAC (hors Montgolfier) au 31 décembre 2021 s'élève à 163 730 157 € TTC. Elles sont stationnaires par rapport au budget 2020, en très légère baisse de 121 106€.

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement de la ZAC hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires par les collectivités et hors subvention, s'élève à 104 670 310 € TTC, elles sont en hausse de 360 000€. Cet écart n'est pas dû aux montants HT qui restent identiques (2 712 000€ HT) mais à un changement de TVA qui s'explique par le choix de construire du logement libre et aucun logement social sur le secteur Dolet. Le taux de TVA passe donc de 5.5% à 20%.

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 47 804 755 €, identique au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédant, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 32 304 755 € TTC dont 18 millions d'euros déjà versés.

Le solde doit être perçu en 2022 : 14 304 755 €

Avance de trésorerie

La Métropole a versé une avance de 17 500 000 € TTC à la SOLEAM.

La SOLEAM remboursera l'avance à la Métropole selon l'échéancier suivant :

2022 : 12 304 755 € TTC

2025 : 5 195 244 € TTC

Participation des collectivités pour financement des équipements

Cette participation publique aux équipements s'élève au CRAC au 31 décembre 2020 à 8 458 452€ TTC, en augmentation de 270 942 € TTC par rapport au dernier CRAC approuvé.

Elle se répartit ainsi :

- 3 653 895 € TTC pour la Ville de Marseille. Ce montant est inchangé.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 4 083 586 € TTC correspondant à la participation aux équipements primaires. Ce montant est inchangé. En effet, à la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

- 450 029 € TTC au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant est inchangé

- 270 942 € TTC correspondant à la gestion transitoire des terrains Santa Cruz mis à bail rural par la SOLEAM et revenant à la Métropole in fine.

Dans le cadre des réflexions portées par la Métropole pour la mise en place du Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, plusieurs terrains propriétés de l'Aménageur sont mis à disposition d'exploitants agricoles sous forme de baux qui concernent une superficie de 9ha et reviendront à la Métropole in fine. Cette mise en culture des terrains permet à la SOLEAM d'assurer une gestion transitoire de son foncier, en cohérence avec les intentions de la Métropole, autorité Concédante de la ZAC, pour l'aménagement de ce territoire.

Cet aménagement est pris en charge en intégralité par la collectivité pour un montant de 270 942 € TTC. Elle sera versée en totalité (270 942 €) en 2022.

Les participations à verser par la Métropole concédante pour financement des équipements s'élève donc à 4 804 557 € TTC, selon l'échéancier prévisionnel suivant modifié :

2022 : 450 029 € TTC pour la requalification de la voie des Pâquerettes et 270 942 € TTC pour la gestion transitoire des terrains Santa Cruz / Parc agricole des Piémonts de l'Etoile,

2025 : 4 083 586 € TTC pour la participation aux équipements.

Participation de la Ville de Marseille à la mise en valeur du domaine Montgolfier :

La Ville de Marseille a pris en charge les dépenses relatives à la bastide Montgolfier pour 1 131 488 €, dont la totalité a été versée à la SOLEAM au 31 décembre 2019.

La Ville de Marseille prend en charge l'intégralité des dépenses de mise en valeur du domaine Montgolfier (réhabilitation patrimoniale et végétale). Cette participation s'élève à 14 385 000 € TTC.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

La convention financière tripartite n°Z200028COV « versement par la Ville de Marseille à la ZAC de Sainte Marthe d'une participation en vue de la réalisation de travaux concernant la mise en valeur du domaine Montgolfier », a été approuvée lors du Conseil Municipal du 16 septembre 2019 et du Conseil métropolitain du 24 octobre 2019.

La Ville de Marseille a souhaité mettre en œuvre uniquement les travaux de sécurisation du bâti et d'adduction d'eau brute au domaine. En 2021, le permis déposé par la SOLEAM pour les travaux de mise en sécurité a été accordé. Les travaux ont commencé au printemps 2022.

Le bilan prévisionnel total au CRAC au 31 décembre 2021 est identique à celui du CRAC au 31 décembre 2020 : 14 525 000 € TTC. Le bilan prévisionnel est détaillé par sous-budgets afin de permettre à la collectivité d'avoir un suivi plus fin des dépenses réellement engagées.

Une subvention de 140 000 € est accordée par l'Etat – Direction Régionale des Affaires Culturelles, concernant les travaux de mise en sécurité des bâtiments du domaine Montgolfier et prévue pour être versée sur justificatif en 2023 après achèvement des travaux. Elle devrait venir baisser d'autant la participation municipale.

Perspectives 2022/2023

En 2022, les principaux objectifs sont :

- 1) Poursuivre le développement de la centralité Mirabilis notamment le lancement d'un appel à candidature pour deux sous îlots.
- 2) Poursuivre les procédures de reprise en gestion par la Métropole des ouvrages et équipements réalisés dans le cadre de la concession.
- 3) Préparer la traduction réglementaire et juridique de la modification de la ZAC et de son périmètre.
- 4) Suivre l'étude hydraulique et hydrologique
- 5) Lancer des études préalables à la mise en œuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dans le respect de l'OAP de composition urbaine du secteur Dolet Besson.

L'année 2023 sera essentiellement consacrée au suivi du marché de modification des documents cadre de la ZAC et au suivi des études voiries sur le secteur Dolet Besson.

Stratégiquement, la réduction du périmètre de ZAC nécessite le lancement du marché de modification des documents cadre de la ZAC, marché qui devrait être prévu pour la fin d'année 2022 pour une durée minimale de trois ans, temps nécessaire au déroulement des inventaires naturalistes, au montage du dossier d'évaluation environnemental et au processus de modification du document d'urbanisme.

Opérationnellement, l'aménagement de la liaison Dolet Besson et les travaux de requalification de la rue Etienne Dolet impliquent des études de maîtrise d'œuvre qui ne permettront pas le déroulement total des travaux avant la fin de la durée actuelle de la concession d'aménagement.

Aussi, la nature et la durée des actions à mettre en œuvre, notamment la réduction du périmètre de ZAC et la modification des documents cadre, nécessitent une prorogation de la durée de la concession de 5 ans, soit une fin de concession à 2030.

Cette modification de la durée doit faire l'objet d'un avenant n°16 à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO dont l'approbation est soumise au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements- convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements- convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^e et 14^eme arrondissements- convention passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

055-302/22/CT

■ CT1 - ZAC de Château Gombert - Marseille 13^eme arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20594/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Historique

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Équipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Économie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention notifiée le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 04 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte. La dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

Objectifs de la concession

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville de Marseille.

L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un « arc de la connaissance » qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

Programme

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2860 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants, de 3 grandes écoles d'ingénieurs, d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique.

La ZAC accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics essentiellement localisés dans le secteur du plateau de la Croix-Rouge (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal et Métropolitain pour le Logement.

Missions du concessionnaire

La convention de concession réalisée en septembre 1988 définit que le concessionnaire assure :

- l'acquisition d'équipements et de foncier nécessaire au développement de la ZAC
- le montage et suivi des études et travaux nécessaires aux aménagements publics
- le suivi comptable et l'équilibre financier de l'opération

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 18 de la convention de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2021

L'année 2021 a principalement été consacrée :

- Au déplacement du cheminement piétonnier du parc champêtre de la ZAC pour 133 484 € HT
- Au raccordement des parcelles restant à commercialiser pour 578 772 € HT
- Au lancement d'ateliers de travail avec la Ville de Marseille et l'ensemble des acteurs sur le futur de la ZAC et du secteur Château-Gombert

Le montant des dépenses prévues en 2021 était de 1 556 809 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 1 250 672 € TTC, soit un écart de – 306 137 €. Cet écart est principalement dû à :

- une baisse de 166 173 € TTC des dépenses sur le poste budget Etudes liée au retardement du lancement de la requalification cœur des Technopôle
- une baisse de 181 242 € TTC des dépenses sur le budget Travaux liée au retardement du lancement de la requalification cœur des Technopôle

Sur l'exercice 2021 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 105 832 euros, en baisse de 413 994 euros par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par le différé de compromis de vente de terrains pour de l'activité (Présage, Viaxoft, Fives Pillard).

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2021 est de 95 328 900 € TTC en hausse de 615 584 € TTC par rapport au bilan du 31/12/2020.

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 95 328 900 € TTC. Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 615 584 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2020. Cette hausse des dépenses résulte essentiellement de l'augmentation du budget « Travaux » (+ 605 869 euros TTC) qui s'explique par le montant réajusté de l'intervention sur les Berges de la Grave et la Fumade et de l'intervention de raccordements des parcelles à commercialiser.

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 95 328 900 € TTC. Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 615 584 € TTC par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2020. Cette hausse s'explique principalement par la participation du promoteur Promogim attendue pour 352 800 € TTC.

Participation

Le budget participations d'un montant de 12 839 007 € TTC est inchangé par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2020. La participation est composée comme suit :

- la participation Métropole à l'équilibre qui s'élève à 11 465 007 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2020. Elle doit être versée de manière proportionnelle sur quatre ans jusqu'à la clôture de la ZAC en 2025 soit 2 866 251 € par an
- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros (inchangée). La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation a été versée dans son intégralité.

Perspectives 2022 et autres

En 2022, les principaux objectifs sont :

En matière de travaux :

- La finalisation des travaux du cheminement piétonnier du parc champêtre de la ZAC
- L'aménagement de cheminements piétonniers le long des berges de la Grave et de la Fumade

En matière foncière :

- Le lancement d'Appel à Projets sur les terrains CD13 maitrisés
- La régularisation foncière de la traverse « Belin »

En matière d'études :

- La poursuite des études de MOE du projet de requalification du cœur de Technopôle
- La poursuite des études de MOE pour le réaménagement des berges de la Grave et de la Fumade
- Le lancement d'une étude de programmation urbaine sur les terrains CD13 maitrisés
- Le lancement d'une étude de programmation urbaine sur les terrains Ex-Groupe Scolaire Ville / rue Albert Einstein

Les interventions prévues sur les voies Paul Langevin (3 700 000 € TTC) et Allée des Maraichers (144 000 € TTC) ont été retirées des dépenses de l'opération au regard de la prise en gestion définitive des équipements publics de la ZAC par les services métropolitains.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Château-Gombert

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Château-Gombert.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Château-Gombert.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 056-303/22/CT

■ CT1 - Zac de la Jarre - Marseille 9ème arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20596/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Zac de la Jarre - Marseille 9ème arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire» satisfait les conditions de l'article L518-7, I du Code Général des Collectivités territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Située dans le 9ème arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28/04/00, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues qui a fait l'objet d'un processus de rénovation urbaine engagé depuis 2011 dans le cadre du programme contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le secteur du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et le programme a été traduit dans les documents d'urbanisme.

Une convention tripartite n°15/1885 pour le versement d'une participation au bilan par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voirie a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics approuvé pour ce qui le concerne par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En décembre 2018, l'étape 3 du label « Ecoquartier livré » a été décernée à la Ville de Marseille et à la Métropole.

Cette opération d'aménagement a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1^{er} janvier 2016.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM. Le dossier a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017. Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique par arrêté du Préfet du 05 mars 2020. Un arrêté de cessibilité a été prononcé le 29 janvier 2021 et une ordonnance d'expropriation le 22 mars 2021.

Par délibération n°URB 027-4373/18/BM du 18 Octobre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille pour acter la réalisation, sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Marseille, de la section de l'Allée des Calanques située en bordure du Parc de la Jarre en lien avec les travaux d'aménagement du Parc conduits par la Ville.

En 2019, la Ville de Marseille a engagé les travaux d'aménagement du Parc de la Jarre et a réalisé une première portion de l'aménagement de l'Allée des Calanques située sur l'Avenue de la Jarre sur 70 mètres linéaire. Elle a finalisé la première tranche du Parc de la Jarre. Ce dernier est ouvert au public depuis février 2020.

La deuxième portion de l'Allée des Calanques à réaliser par la Ville de Marseille, sera réalisée par la Soleam pour assurer une bonne coordination avec les travaux lui incombant. Le Conseil de Métropole a approuvé par délibération n°URBA 013-9302/20/CM du 17 décembre 2020 une convention cadre avec la Ville de Marseille et la SOLEAM pour permettre à la SOLEAM, de procéder à l'acquisition du foncier pour les besoins du Parc et d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la section restant à réaliser.

Le même rapport a approuvé également la modification du Programme des Equipements Publics pour actualiser les financements et les maîtrises d'ouvrage ainsi que les ouvrages déjà réalisés et restant à réaliser.

La modification du Programme des Equipements Publics et la convention cadre ont été approuvés par la Ville de Marseille lors du Conseil Municipal du 23 novembre 2020.

La SOLEAM assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence, concédant de l'opération, exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production par l'aménageur d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 20 du traité de concession prévoit que :

- 1- Le concessionnaire établit chaque année un bilan prévisionnel actualisé des activités objet du contrat, faisant apparaître, d'une part l'état des réalisations en recettes et en dépenses au 31 décembre de l'année précédente et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser estimées en fonction des conditions économiques de l'année en cours ainsi que, éventuellement, la charge résiduelle en résultant pour le concédant ;
- 2- Le concessionnaire établit chaque année un plan global de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses.
- 3- Le concessionnaire adresse pour approbation au concédant, avant le 15 juin de chaque année, un compte rendu financier comportant notamment en annexe :
 - 1/ le bilan financier prévisionnel actualisé
 - 2/ le plan de trésorerie actualisé de l'opération
 - 3/ une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice, comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir. Le

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

concedant a le droit de contrôler les documents fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

4/ Le concedant peut, s'il le désire, pour tenir compte des choix définitifs qui seront faits en matière de programme à l'issue de la phase d'études et de montage diligentée par le concessionnaire, demander les adaptations nécessaires en matière financière.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'année 2021 :

Compte rendu de l'année 2020

L'année 2021 a été principalement consacrée :

- à la poursuite des procédures de maîtrise foncière pour les besoins de l'aménagement des derniers équipements de la ZAC
- à la réalisation de travaux d'aménagement de la portion de l'Allée des Calanques située le long du parc de la Jarre

Le montant des dépenses prévues en 2021 était de 1 489 477 euros TTC, le montant des dépenses réalisées et de 700 285 euros TTC soit un écart de – 789 192 euros TTC qui est principalement dû à :

- un écart de – 537 296 euros sur le poste foncier du fait que la procédure d'utilité publique n'est pas encore aboutie et n'a pas permis d'engager les dépenses initialement prévues
- un écart de –15 000 euros du poste études lié à des besoins moins importants que prévus
- un écart de –15 7 013 euros du poste travaux et honoraires essentiellement lié au report en 2023 des travaux relatifs au bouclage de la voie Karabadjakian sur le chemin du Roy d'Espagne
- Un écart de – 24 762 euros du poste dépenses annexes du fait de charges de gestion moins importantes en raison du report de certains travaux
- Un écart de – 55 121 euros du poste rémunération du concessionnaire notamment sur le poste relatif aux rémunérations sur dépenses qui sont inférieures aux prévisions, étant proportionnel au montant des dépenses payées

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 45 euros TTC conforme à ce qui était envisagé au précédent bilan.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel de l'opération au 31 décembre 2021 fait apparaître un montant de dépenses à terme de 25 678 227 euros TTC. Il se répartit selon les postes suivants :

- Budget foncier : 9 643 284 euros
- Budget études : 948 907 euros
- Budget travaux et honoraires : 10 568 716 euros
- Budget démolitions : 789 857 euros
- Dépenses annexes : 774 726 euros
- Rémunération : 2 278 180 euros
- Frais financiers : 674 557 euros

Le montant total des dépenses à terme est globalement stable par rapport au dernier bilan approuvé.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 21 085 125 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan est stable.

Participation du concedant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 2 420 958 euros inchangée par rapport au dernier bilan approuvé.

Elle se compose de 1 744 634 euros sous forme d'apport foncier et 1 553 366 euros en numéraire déjà versés par la Ville de Marseille, précédant concedant.

877 042 euros seront remboursés par SOLEAM à la Métropole. Etant donné que 674 000 euros ont déjà été versés par la Métropole en tant que concedant, 1 551 042 euros sont prévus d'être remboursés par SOLEAM en 2022.

Participation de la Métropole au coût de certains équipements de voiries :

Cette participation s'élève à 2 978 835 euros TTC est inchangée par rapport au dernier bilan. Le versement du solde de cette participation d'un montant de 2 221 674 euros est prévu en 2022.

Trésorerie de l'opération : elle est positive au 31 décembre 2020 pour un montant de 2 122 497 euros.

Perspectives 2022

En 2022 les principaux objectifs sont :

- De poursuivre les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des voies
- De préciser la conception de la voie rue Karabadjakian et sa connexion sur le chemin du Roy d'Espagne

Les bilans annexés au CRAC, établis par la SOLEAM, reprennent les dépenses et recettes réalisées à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Bureau de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC de la Jarre

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC de la Jarre.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC de la Jarre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 057-304/22/CT

■ CT1 - ZAC de Vallon Régný - Marseille 9ème arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

**Avis du Conseil de Territoire
DGADUST 22/20595/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - ZAC de Vallon Régný - Marseille 9ème arrondissement - Concession d'aménagement SOLEAM - Approbation du CRAC au 31 décembre 2021

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L518-7, I du Code Général des Collectivités territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Située dans le 9ème arrondissement aux abords de trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de Vallon de Régný couvre un territoire d'environ 34 hectares.

La création de cette ZAC a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005. Elle a pour vocation d'accompagner l'aménagement du Boulevard Urbain Sud, infrastructure routière permettant d'améliorer globalement le réseau routier de l'agglomération marseillaise, en créant un nouveau quartier à destination principale d'habitat sur une emprise restant à aménager située au cœur d'un tissu urbain constitué.

Par délibération n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé le bilan de la concertation et la création de la ZAC.

Par délibération n° 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a décidé de confier à un aménageur, après consultation, l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement, devenue SOLEAM, a été retenue et le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession par délibération n°06/0205/TUGE du 27 mars 2006.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération n° 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de sa création au 1er janvier 2016.

Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le choix a été fait de différer la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC afin de l'articuler avec le planning des travaux du Boulevard Urbain Sud, dont le tronçon traversant la ZAC est aujourd'hui réalisé.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux voies existantes ont été également réalisés. De même, une nouvelle voie, nommée Martha Hartmann, entre l'Avenue

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

de la Grande Bastide et la Traverse Regny a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie livré en février 2016.

Une refonte du projet initial a été engagée dès 2015. Cela a permis de concevoir un nouveau plan de masse ambitieux et vertueux visant à affirmer le lien entre la nature, la ville et les infrastructures, grâce à une composition urbaine et architecturale qui révèle les qualités paysagères du lieu tout en proposant un tissu urbain vivant et appropriable. Ce projet urbain a été traduit dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) intégrée au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Marseille Provence approuvé par le Conseil de Métropole du 19 décembre 2019.

Pour prendre en compte les évolutions du projet, la concession, d'une durée initiale de 4 ans a été prorogée plusieurs fois. Son échéance est actuellement fixée au 22 mai 2027.

Dans le même objectif, le Programme des Equipements Publics de la ZAC a été modifié plusieurs fois entre 2016 et 2019 afin de prendre en compte les incidences de l'évolution du projet urbain et les besoins exprimés par la Ville de Marseille en termes d'équipements scolaires, sportifs ou culturels.

Au regard du nouveau projet urbain, il est prévu également une modification du dossier de réalisation de la ZAC incluant une modification du programme des équipements publics et une mise à jour de l'étude d'impact. Une demande d'autorisation environnementale détaillant les incidences sur l'environnement du projet sera déposée en Préfecture. Préalablement la Métropole envisage l'organisation d'une concertation préalable sur le projet de la ZAC et ses incidences sur l'environnement.

La SOLEAM assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage. Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence, concédant de l'opération, exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production par l'aménageur d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 18 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité:

Compte rendu de l'année 2021

L'année 2021 a été principalement consacrée :

- à la poursuite des ateliers de co-conception
- aux études nécessaires à la mise à jour du dossier de réalisation et du programme des équipements publics, au regard de la refonte du projet urbain, ainsi qu'à la poursuite de l'étude d'impact et du dossier loi sur l'eau
- à la poursuite des études relatives à la conception de la nouvelle voie U522 à créer entre le Bd de Ste Marguerite et le Bd Paul Claudel
- aux études relatives à la conception des espaces publics de la partie est de la ZAC

Le montant des dépenses prévues en 2021 était de 6 222 451 euros TTC, le montant des dépenses réalisées et de 1 470 611 euros TTC soit un écart de – 4 751 839 euros TTC qui est principalement dû à :

- un écart de –138 644 euros sur le poste études préalables lié à la reprise tardive des ateliers de co-conception du notamment à l'engagement nécessaire de la procédure de modification du dossier de réalisation de la ZAC

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- un écart de –2 095 708 euros du poste acquisitions du fait de l'absence d'accords amiables avec certains propriétaires privés.
- un écart de + 124 912 euros sur le poste études et honoraires techniques lié au réajustement des honoraires de maîtrise d'œuvre après fixation des forfaits de rémunération définitifs pour la conception de la voie nouvelle U522 sud et la requalification de l'ancien chemin de Cassis.
- Un écart de – 2 692 389 euros des postes travaux secteur Est et secteur Ouest du fait du report des dépenses envisagées en 2021 sur l'année 2022
- Un écart de + 126 505 euros du poste dépenses annexes qui s'explique notamment par des charges de gestion plus importantes que prévues et par une taxe foncière plus élevée du fait du décalage des cessions à réaliser.
- Un écart de –77 289 euros du poste rémunération du concessionnaire
- Une augmentation de 774 euros des frais financiers par rapport aux estimations prévues.

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 1 981 993 euros TTC avec un écart à la hausse de 455 501 euros TTC par rapport aux prévisions. Cet écart est justifié par des recettes supérieures à celles attendues sur le poste « produits divers » ainsi que par le versement de la participation d'un promoteur dans le cadre du PUP Vallon Regny pour les travaux de voiries.

Par ailleurs, le versement de la participation de la Métropole d'un montant de 1 540 598 euros relative aux équipements publics a bien été effectué.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel de l'opération au 31 décembre 2021 fait apparaître un montant de dépenses à terme de 96 014 524 euros TTC. Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 1 069 124 euros
- Acquisitions (dont U522) : 17 976 722 euros
- Travaux et honoraires : 37 840 018 euros
- Travaux médiathèque et maison de quartier : 8 000 000 euros
- Dépenses annexes : 2 844 855 euros
- Frais financiers : 955 636 euros
- Rémunération de l'aménageur : 6 357 165 euros
- Groupe scolaire et tennis : 17 559 562 euros
- TVA : 3 411 442 euros

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 2 602 353 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- Une baisse de 79 935 euros du budget études
- Une augmentation de 1 551 271 euros du budget acquisitions du fait de l'augmentation des coûts du foncier suite à l'actualisation des estimations des domaines.
- Une baisse de 2 652 981 euros du budget travaux d'aménagement, honoraires et aléas lié à l'actualisation des estimations sur la base du coût des travaux récemment engagés.
- Une hausse de 1 273 030 euros du poste dépenses annexes du fait d'une augmentation significative de la taxe foncière
- Une hausse de 29 645 euros du poste rémunération
- Une hausse de 1 246 euros du poste frais financiers,
- Une hausse de 2 154 182 euros du poste relatif au groupe scolaire du fait de la prise en compte des évolutions du programme et de l'impact lié aux révisions de prix.
- Une hausse de 325 895 euros du poste TVA

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 62 271 317 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements en hausse de 474 484 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart à la hausse s'explique notamment par la revalorisation du montant des participations applicables à un îlot de la ZAC.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 4 828 318 euros dont :

- 1 512 647 euros ont déjà été versés en février 2015 par la Ville de Marseille, précédant concédant
- 3 315 671 euros à verser par la Métropole en 2022.

La participation du concédant à l'équilibre est inchangée par rapport au dernier bilan approuvé.

Participation des collectivités affectées aux équipements publics :

- La participation de la Ville de Marseille aux équipements municipaux s'élève à 23 579 966 € TTC répartie de la manière suivante :
 - Participation aux équipements scolaires : 15 179 966 euros TTC
 - Participation pour la réalisation de la Médiathèque et de la Maison de quartier au sein d'un même bâtiment : 8 400 000 € TTC.
- La participation de la Métropole aux équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'opération d'aménagement :
Elle s'élève à 5 334 924 euros TTC inchangée par rapport au dernier bilan dont 2 875 716 euros ont déjà été versés au 31 décembre 2021. Le solde est prévu d'être versé en 2 fois en 2022 et 2023.

Avance de trésorerie :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une avance de trésorerie de 9 500 000 euros a été actée par délibération successive du concédant.

Par avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie approuvé par le Conseil de Métropole du 7 octobre 2021, le remboursement de l'avance de 9 500 000 € prévu initialement en 2023 a été modifié selon l'échéancier suivant :

- 2022 : 3 315 671€
- 2025 : 6 184 329€

Trésorerie de l'opération : elle est négative au 31 décembre 2021 pour un montant de 1 195 821 euros.

Emprunts : Les emprunts contractés au 31 décembre 2021 s'élèvent à 18 000 000 euros dont 16 875 000 euros ont déjà été remboursés. Le solde des remboursements aura lieu en 2022.

Perspectives 2022

En 2022 les principaux objectifs sont :

- En ce qui concerne les études : de poursuivre celles relatives au nouveau dossier de réalisation et les études de conception des espaces publics de la ZAC.
- De poursuivre les négociations amiables pour la maîtrise du foncier impacté par la voie U522 Nord et de déposer un dossier de DUP en Préfecture pour les acquisitions qui ne pourraient être réalisées à l'amiable.
- En ce qui concerne les travaux : de réaliser les travaux relatifs à la U522 Sud et à la requalification de l'ancien chemin de Cassis, de finaliser la réalisation du groupe scolaire et d'aménager ses abords.

Les bilans annexés au CRAC, établis par la SOLEAM, reprennent les dépenses et recettes réalisées à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC de Vallon de Regny
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC de Vallon de Regny.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC de Vallon de Regny.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 058-305/22/CT

■ CT1 - ZAC de Saint Just - Marseille 13ème arrondissement - Approbation de l'avenant n°27 à la convention de concession SOLEAM - Augmentation de la participation de la Métropole au bilan

Avis du Conseil de Territoire

DGADUST 22/20578/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « ZAC de Saint-Just – Marseille 13^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant 27 à la convention de concession SOLEAM – Augmentation de la participation de la Métropole au bilan » satisfait les conditions de l'article L518-7, I du Code Général des Collectivités territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Historique

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque » sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Objectifs

La concession d'aménagement a pour objectif d'aménager les abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque » sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Programme

La ZAC de Saint Just d'une superficie de 8 hectares, est située en limite du 4ème et du 13ème arrondissement de Marseille. Elle s'étend depuis le Bd Lambert au Nord jusqu'à la rue Sainte Adélaïde au Sud, et, entre l'avenue de Saint Just à l'Ouest et le Bd du Maréchal Juin à l'Est.

La Zac de Saint Just se caractérise par la présence :

- du viaduc du boulevard Fleming, qui scinde la Z.A.C. en deux moitiés inégales;
- du bâtiment du Conseil général des Bouches du Rhône (Hôtel du Département) - du Dôme, salle de spectacle.

L'aménagement de la ZAC a été initié sur la partie Nord du Boulevard Fleming accompagnant l'implantation de l'Hôtel du Département et la salle de spectacle, avec la réalisation d'équipements publics d'infrastructures tels que les espaces extérieurs (parvis, espaces verts, réseaux.) et une gare d'échanges de bus permettant la connexion avec le métro Saint Just situé sous le bâtiment du Conseil Général.

La partie située au Sud du boulevard Fleming reste à aménager avec la réalisation d'équipements publics en connexion avec la programmation prévue sur l'îlot « Sainte Adélaïde » compris entre le boulevard Fleming et la rue Sainte Adélaïde, ainsi que celle de l'îlot dit « Meyer » situé hors ZAC mais aux abords immédiats de celle-ci, entre la rue Sainte Adélaïde et le boulevard Meyer.

Missions du concessionnaire

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

Dans le cadre du traité de concession réalisé en novembre 1989 pour la ZAC de Saint-Just, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 20 du cahier des charges du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Avenant 27 à la concession d'aménagement ZAC de Saint-Just

Le nouveau bilan de la concession porte le montant des dépenses de l'aménageur à 24 935 847 € TTC ainsi qu'il ressort du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31/12/2021 et qui sera présenté au Bureau de la Métropole de juin 2022.

Ce montant représente une hausse de 100 000 € en regard du bilan précédent, expliqué par l'augmentation du coût des fournitures et des matières premières qui impacte l'opération de parking public restant à réaliser.

Au regard de cette augmentation des dépenses, la participation Métropole à l'équilibre du bilan doit augmenter de 100 000 €.

Le nouveau budget participations d'un montant de 5 385 665 € TTC est composé comme suit :

- la participation Métropole à l'équilibre qui s'élève à 2 312 957 € TTC en augmentation de 100 000 € par rapport au bilan du 31/12/2020. 1 350 000 € TTC ont déjà été versés à la SOLEAM par la Métropole avant 2021 et 100 000 € ont été versés le 11 mai 2021. 862 957 € TTC restent à verser en 2022 et 100 000 € restent à verser en 2023.

- la participation Métropole en Equipements qui s'élève à 1 682 320 € TTC, est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2020. L'intégralité de cette participation a été versée.

- la participation Ville de Marseille à l'équilibre du bilan qui s'élève à 1 390 388 € TTC est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2020, L'intégralité de cette participation a été versée.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

L'échéancier de versement du solde de participation par la Métropole Aix-Marseille Provence est fixé comme suit :

2022 : 862 957 €

2023 : 100 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Just

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Just et de son avenant n°27.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°27 à la concession ZAC de Saint-Just.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 059-306/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site Château Gombert II entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20590/CT**

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site Château Gombert II entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le territoire de Château Gombert, dans le 13^e Arrondissement de Marseille a connu sur les trois dernières décennies une urbanisation importante très souvent en extension urbaine.

En créant la ZAC du Technopole de Château Gombert en 1986, la ville de Marseille a orienté l'aménagement d'un secteur de près de 200 Ha vers une vocation de mixité des fonctions.

Les objectifs de la ville pour ce périmètre étaient en effet à double vocation à savoir développer une vocation de technopole visant à accueillir des universités, grandes écoles, laboratoire de recherche, centre de formation et entreprises, développer une vocation complémentaire en habitat pour créer un nouveau quartier de ville.

Parallèlement à ce périmètre d'aménagement, et en dehors de toute démarche coordonnée et opérationnelle, le quartier de Château Gombert s'est lui aussi profondément développé au rythme des initiatives privées consistant majoritairement en opérations de logements sous forme pavillonnaires (lotissements ou simple opération individuelle) dans une logique de coup par coup, sans cohérence d'ensemble, génératrice d'une forte consommation de l'espace périurbain où se juxtaposent des opérations de logements sans liens entre elles ou avec les espaces publics.

De plus, afin de constituer des réserves foncières, préserver la faisabilité d'une opération d'aménagement, et maîtriser la pression foncière exercée par les promoteurs sur ce site, la Ville de Marseille et l'EPF ont signé le 29 Mai 2013 une convention d'intervention foncière sur le secteur de Château Gombert, comprenant un secteur de veille sur les zones ouvertes à l'urbanisation, et un secteur d'impulsion sur la zone AU de 30 ha. Sur cet ensemble, un périmètre provisoire de ZAD a été créé en avril 2014. La ville de Marseille a mandaté des études pré-opérationnelles sur la zone AU de 30 ha en vue de définir les principes d'aménagement de ce secteur d'extension de la technopole. Parallèlement, l'EPF y a acquis 1,5 ha de foncier par voie de préemption et à l'amiable.

Par délibération du 16 décembre 2015, le Conseil Municipal prévoyait que la Ville de Marseille serait amenée à solliciter l'EPCI compétent pour lui proposer la mise en œuvre de l'opération d'aménagement de Château Gombert, au sens de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil Métropolitain approuvait la création d'une opération d'aménagement « Extension du Technopole de Château Gombert » et l'affectation de l'autorisation de programme correspondante pour un montant de 15 millions d'euros.

La Métropole Aix Marseille Provence, la Commune de Marseille et l'EPF Provence-Alpes-Côte d'Azur ont contractualisé une convention d'intervention foncière sur le site Château Gombert II en phase anticipation / impulsion le 2 mars 2017, pour conduire sur le long terme une politique foncière visant à préserver les secteurs de futur développement de projets d'initiative publique et à en préparer la réalisation dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs généraux de la collectivité locale en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Dans la continuité des délibérations prises en juin 2013 demandant au préfet l'instauration d'un périmètre de ZAD sur le secteur de Château Gombert, le Conseil Métropolitain a demandé le 19 décembre 2019 le renouvellement de ladite ZAD. Un Arrêté préfectoral a été pris en ce sens le 24 mars 2020.

Toutefois le boulevard urbain prévu sur ce secteur, appelé LINEA et dont l'objectif était de relier efficacement le technopôle de Château-Gombert et le campus de Saint-Jérôme, a fait l'objet de nombreux recours qui ont conduit à l'abandon de cette voie.

Cela a remis en cause l'ensemble des éléments programmatiques prévus sur le secteur. La Métropole, la Commune de Marseille et l'EPF travaillent désormais sur une nouvelle composition urbaine pour ce secteur.

A ce jour, l'EPF dispose d'une maîtrise foncière d'environ 103 550 m² pour un montant d'acquisition de 9 150 000 €.

Le présent avenant d'une durée de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2025, a donc pour but de proroger la convention initiale afin de permettre la définition d'une nouvelle programmation urbaine qui permettra à terme la réalisation d'un projet sur le secteur de Château Gombert II.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération Conseil de la Métropole n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du conseil de la Métropole au Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération URB 003-1221/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant le principe d'une convention d'intervention foncière sur le site de Château Gombert II entre la Métropole Aix Marseille Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA,
- L'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur le site Château Gombert II ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest à Plan de Cuques entre la Métropole Aix Marseille Provence, la Commune de Plan de Cuques et l'EPF PACA ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la Convention d'intervention foncière sur le site Château Gombert II entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site Château Gombert II conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 060-307/22/CT

■ CT1 - ZAC Saint Louis - Marseille 15ème arrondissement - Approbation de l'avenant n°25 à la convention de concession SOLEAM - augmentation de la rémunération de gestion de la SOLEAM

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20591/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Louis. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Historique

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement avec Marseille Aménagement, devenue par la suite SOLEAM par fusion absorption, avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'avenant n°24 approuvé par délibération URBA 020-10536/21/CM du 07 octobre 2021, a prorogé de deux années supplémentaires la durée de la concession d'aménagement, portant son échéance au 03 février 2024.

Objectifs de la concession

La ZAC de Saint-Louis a été créée en 1998 dans le but d'amorcer une reconversion économique du secteur suite à la fin de l'exploitation des abattoirs de Marseille mais aussi pour redynamiser l'offre de logements du quartier. Ceci afin d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Programme

Le programme global de construction représente 40 000 m² de SDP dont :

- 27 500 m² en locaux d'activité dont 20 000 m² réalisés,
- 12 500 m² en logement dont 12 800 m² réalisés (y compris 580 m² en projet transitoire).

L'ensemble des équipements publics prévus de la concession ont été réalisés. La totalité des voiries et aménagements d'espaces publics (hormis la place de l'Horloge) ont en effet été livrés. Ces espaces ont été traités de manière qualitative avec une volonté de végétalisation et d'intégration d'espaces dédiés aux mobilités douces (pistes cyclables et larges trottoirs) facilitant l'arpentage du site.

Après plus de vingt ans d'activité, 167 logements ont été réalisés ainsi que le village d'entreprises « URBAN PARK » (SOGIMA), le groupe scolaire Saint-Louis (maternelle et élémentaire), le Conservatoire des Arts et Métiers (CNAM) PACA et l'Ecole de la 2ème Chance.

D'autres projets sont en cours et à venir :

- L'extension du village d'entreprises (SOGIMA) sur le lot H,
- Des commerces et bureaux sur le lot G1,
- Développement à terme d'un poste source par ENEDIS sur le lot Fa.

Des projets provisoires existent :

- Parc de stockage des poteaux d'éclairage public (Foncier MAMP),
- La Caravelle : programme transitoire en partenariat avec ENEDIS.

Les lots G2 et Fb restent à commercialiser avant la clôture de la ZAC prévue en mars 2024 soit 7 000 m² de SDP pour de l'activité.

Missions du concessionnaire (non-exhaustives)

Dans le cadre du traité de concession établie en février 1998, et en vue de la réalisation de sa mission, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Ainsi, les articles 19 et 20 du cahier des charges de concession prévoient qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2021

L'année 2021 a principalement été consacrée :

- Au déroulement d'études urbaines pour 42 191 € TTC
- A des dépenses de gestion, d'entretien et de sécurisation des espaces publics pour 105 215 € TTC

Écarts constatés de l'année 2021

Le montant des dépenses prévues en 2021 était de 302 675 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 170 876 € TTC, soit un écart de – 131 799 €. Cet écart est principalement dû :

- Aux études de mise en place d'une servitude d'utilité publique place de l'horloge qui resteront à régler en 2022 pour 16 373 € TTC
- A une provision pour travaux de raccordement non utilisée de 41 559 € TTC
- A des dépenses de gestion moins importantes que prévues soit 48 613 € TTC non utilisés

Le montant des recettes prévues en 2021 était de 941 639 € TTC, le montant des recettes perçues est de 708 764 € TTC, soit un écart de – 232 875 €. Cet écart est principalement dû :

- A la non réitération du compromis de vente avec SOGIMA pour le lot H pour un montant de 232 875 € TTC.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2021 est de 10 559 702 € TTC, en diminution de 172 344 € par rapport au bilan du 31/12/2020.

Le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 10 559 702 € TTC en diminution de 172 344 € par rapport au bilan du 31/12/2020. Cette baisse s'explique notamment par la suppression des travaux de dépollution du site de la place de l'horloge.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Le montant prévisionnel total des recettes, TVA comprise, s'élève à 10 559 702 € TTC, en diminution de 172 344 € par rapport au bilan du 31/12/2020. Cette baisse s'explique notamment par la suppression de produits de gestion locative liés au parc à poteaux.

Participation Métropole

Le Budget Participations d'un montant de 4 002 726 € TTC, inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2020, est composé comme suit :

- La participation Métropole à l'équilibre de + 856 515 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2020. L'ensemble de la participation a été versée dont 646 797 € TTC en 2021.
- La participation Ville de Marseille à l'équilibre du bilan de 936 382 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité.
- La participation en nature (Protocoles fonciers concédant) de 2 209 829 € TTC, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2019 et déjà versée en totalité.

Perspectives 2022

En 2022, les principaux objectifs sont :

En matière d'études :

- La finalisation des études de mise en place d'une servitude d'utilité publique place de l'horloge

En matière de commercialisation:

- La cession des lots Fb et G dans un seul tènement (960 000 € TTC) et la gestion des terrains jusqu'à la fin de la concession

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération. Ces pièces sont annexées au CRAC.

Avenant n°25 à la ZAC Saint-Louis

L'avenant 25 à l'opération ZAC Saint-Louis qui autorise la création d'une rémunération de gestion pour la SOLEAM, concessionnaire de l'opération, doit être voté en Conseil Métropole de juin 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération du bureau de la Métropole portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Louis

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Louis.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la ZAC Saint-Louis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 061-308/22/CT

■ **CT1 - ZAC des Hauts de Sainte Marthe - Marseille 13 et 14ème arrondissements. Approbation de l'avenant n°16 à la convention de concession SOLEAM pour prolongation de la durée de concession**

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20593/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille, 13^e et 14^e arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2021 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Contexte administratif

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13ème et 14ème arrondissements et par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, le dossier de réalisation de cette ZAC.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement, pour une durée de dix ans.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM. L'arrêté est aujourd'hui caduque.

L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013

L'avenant n°9, délibéré en juin 2015, a prorogé la convention de concession de 5 ans, jusqu'en 2025, pour mener à bien les réflexions sur les secteurs Nord de la ZAC.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 ayant transféré l'opération de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les Hauts de Sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Objectifs

L'objectif principal de la Zone d'Aménagement Concertée des Hauts de Sainte Marthe concerne le développement de l'habitat et des équipements dédiés d'un secteur de 150 hectares situé dans le Nord du 14^e arrondissement de Marseille.

Programme

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements.
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces.
- 19 000 m² d'équipements et services publics.

Ainsi que 224 000 m² d'espaces verts publics créés pour accompagner les centralités.

Actualité

Cependant, le secteur des Hauts de Sainte Marthe accueille un patrimoine bâti, paysager et environnemental important, protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides.

Le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère les secteurs de Sainte Marthe et Besson Giraudy afin d'y protéger les usages agricoles actuels et préserver des espaces à potentiels agronomiques élevés. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille. Le PADD restaure également les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs.

Il a donc été positionné un zonage AU fermé au PLUi dès l'arrêt du projet en juin 2018 permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. Ce zonage est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une OAP de composition urbaine pour évoluer.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 24 octobre 2019 les axes stratégiques de son plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine. L'axe 2 annonce la création d'un vaste parc agricole en piémonts des massifs de l'Etoile. Le 15 octobre 2020, la Métropole a approuvé les principes et objectifs du projet de Parc agricole des

Piémonts de l'Etoile, de sa gouvernance et de ses implications opérationnelles. La moitié de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe est concernée par ce projet.

Des études sont actuellement menées sur le périmètre élargi du parc agricole. Elles permettront la mise en place de trames paysagères, agricoles et écologiques à respecter dans le plan guide. Le PLUi approuvé en décembre 2019 évoluera alors dans le cadre de modificatif à venir vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

Missions du concessionnaire

Dans le cadre du traité de concession réalisé pour la ZAC des Hauts de ST Marthe, le concessionnaire est chargé de mener les études, le montage, la commercialisation et la réalisation des aménagements nécessaires au projet de ZAC.

La SOLEAM assure à ce titre la maîtrise d'ouvrage de l'opération de ZAC. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le pilotage de cette opération par le concédant. Il s'agit d'un comité technique et d'un comité de pilotage, associant la Ville de Marseille.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Compte tenu du parti pris sur les secteurs Nord de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, l'analyse de l'avancement de l'opération est effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et Pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) a été maintenu sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Celles-ci ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ».

L'ensemble du Domaine Montgolfier a été intégré au programme des équipements publics par délibération du 24 octobre 2019. Cette même délibération approuvait la convention financière tripartite permettant à la Ville de financer l'ensemble des travaux et à la SOLEAM de les réaliser.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2021

L'année 2021 a été principalement consacrée :

- Pour les travaux :
 - A la poursuite des travaux d'aménagement de l'ilot 25 Nord) comprenant 7 ilots à bâtir portés par le démarrage des constructions des ilots G et D qui seront livrés tout début 2022. Ces travaux ont nécessité la mise en place d'une organisation mutualisée de chantier.
 - à la rétrocession des ouvrages de la centralité mirabilis et de la voie U240 se poursuivent.
- Pour les études :
 - A la mobilisation des Urbaniste et Architecte Conseil et du BE de qualité environnementale pour garantir les objectifs de qualité urbaine, paysagère et environnementale, ainsi que leur suivi.
 - Au lancement d'une mission d'AMO préparant les documents du marché de modification de la ZAC (CCTP/DPGF et assistance au choix des candidats)
 - A l'obtention du marché de l'étude hydraulique.
- Pour le foncier :
 - A la gestion des procédures de mise en demeure d'acquérir (Comiti, Graziano et Mathieu)

Au 31 décembre 2021, 1551 logements font l'objet de permis délivrés dont 1236 sur le cœur de quartier Mirabilis (953 construits) et 315 le long de l'avenue du Merlan.

Le montant des dépenses prévues en 2021 était de 7 178 003 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 3 942 760 € TTC, soit un écart de 3,2 M d'€ TTC. Cet écart est principalement dû aux budgets foncier, études et travaux :

- Au report d'acquisitions foncières pour 837 060€.

- A la diminution du poste Etudes de 320 114 € dû au report de la mission hydraulique qui a commencé en fin d'année et au décalage de la mission des AMO.
- Au décalage des travaux, notamment sur l'ilot 25 Nord en raison des contraintes de chantier et de co-activité et à la non réalisation de l'isolation acoustique des bâtiment d'HMP le long de la voie U240 en raison de désaccord sur les objectifs fixés dans la convention avec HMP. Le budget non consommé est reporté sur les années suivantes. La non consommation du poste "travaux" s'élève à environ 1 M€,
- Au budget honoraires qui suit la tendance de celui des travaux (-0.35M€)
- A la baisse de 145 266 € de la rémunération du concessionnaire dû principalement à la baisse du poste rémunération sur dépenses qui suit l'évolution des dépenses payées.

En termes de recettes, elles étaient estimées à 2 820 866 € TTC au bilan approuvé l'an dernier. Elles se sont élevées à 2 000 440 € TTC en 2021. Cette baisse de 818 426 € s'explique principalement par le décalage dans le lancement de l'appel à projet pour l'ilot E et F (postes concessions) et par la recette de participation constructeur attendue sur l'ilot pâquerette dont le projet ne s'est pas réalisé en 2021. (Poste annexe)

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le montant prévisionnel consolidé des dépenses de la concession d'aménagement au 31 décembre 2021 s'élève à 179 272 684 € TTC. Ce montant correspond aux dépenses du bilan consolidé incluant le bilan de ZAC, les dépenses relatives à la Bastide Montgolfier et les dépenses du domaine Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique.

La TVA résiduelle de l'opération est positive en faveur de l'aménageur pour un montant prévisionnel de 2 822 752 €, ce qui ramène le total des dépenses du bilan à 176 449 932 €.

Les dépenses consolidées sont stationnaires entre le budget de l'année 2020 et celui de l'année 2021, en très légère baisse de 121 140 €.

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement partie ZAC (hors Montgolfier) au 31 décembre 2021 s'élève à 163 730 157 € TTC. Elles sont stationnaires par rapport au budget 2020, en très légère baisse de 121 106€.

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement de la ZAC hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires par les collectivités et hors subvention, s'élève à 104 670 310 € TTC, elles sont en hausse de 360 000€. Cet écart n'est pas dû aux montants HT qui restent identiques (2 712 000€ HT) mais à un changement de TVA qui s'explique par le choix de construire du logement libre et aucun logement social sur le secteur Dolet. Le taux de TVA passe donc de 5.5% à 20%.

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 47 804 755 €, identique au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédant, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 32 304 755 € TTC dont 18 millions d'euros déjà versés.

Le solde doit être perçu en 2022 : 14 304 755 €

Avance de trésorerie

La Métropole a versé une avance de 17 500 000 € TTC à la SOLEAM.

La SOLEAM remboursera l'avance à la Métropole selon l'échéancier suivant :

2022 : 12 304 755 € TTC

2025 : 5 195 244 € TTC

Participation des collectivités pour financement des équipements

Cette participation publique aux équipements s'élève au CRAC au 31 décembre 2020 à 8 458 452€ TTC, en augmentation de 270 942 € TTC par rapport au dernier CRAC approuvé.

Elle se répartit ainsi :

- 3 653 895 € TTC pour la Ville de Marseille. Ce montant est inchangé.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 4 083 586 € TTC correspondant à la participation aux équipements primaires. Ce montant est inchangé. En effet, à la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

- 450 029 € TTC au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant est inchangé

- 270 942 € TTC correspondant à la gestion transitoire des terrains Santa Cruz mis à bail rural par la SOLEAM et revenant à la Métropole in fine.

Dans le cadre des réflexions portées par la Métropole pour la mise en place du Parc agricole des Piémonts de l'Etoile, plusieurs terrains propriétés de l'Aménageur sont mis à disposition d'exploitants agricoles sous forme de baux qui concernent une superficie de 9ha et reviendront à la Métropole in fine. Cette mise en culture des terrains permet à la SOLEAM d'assurer une gestion transitoire de son foncier, en cohérence avec les intentions de la Métropole, autorité Concédante de la ZAC, pour l'aménagement de ce territoire.

Cet aménagement est pris en charge en intégralité par la collectivité pour un montant de 270 942 € TTC. Elle sera versée en totalité (270 942 €) en 2022.

Les participations à verser par la Métropole concédante pour financement des équipements s'élève donc à 4 804 557 € TTC, selon l'échéancier prévisionnel suivant modifié :

2022 : 450 029 € TTC pour la requalification de la voie des Pâquerettes et 270 942 € TTC pour la gestion transitoire des terrains Santa Cruz / Parc agricole des Piémonts de l'Etoile,

2025 : 4 083 586 € TTC pour la participation aux équipements.

Participation de la Ville de Marseille à la mise en valeur du domaine Montgolfier :

La Ville de Marseille a pris en charge les dépenses relatives à la bastide Montgolfier pour 1 131 488 €, dont la totalité a été versée à la SOLEAM au 31 décembre 2019.

La Ville de Marseille prend en charge l'intégralité des dépenses de mise en valeur du domaine Montgolfier (réhabilitation patrimoniale et végétale). Cette participation s'élève à 14 385 000 € TTC.

La convention financière tripartite n°Z200028COV « versement par la Ville de Marseille à la ZAC de Sainte Marthe d'une participation en vue de la réalisation de travaux concernant la mise en valeur du domaine Montgolfier », a été approuvée lors du Conseil Municipal du 16 septembre 2019 et du Conseil métropolitain du 24 octobre 2019.

La Ville de Marseille a souhaité mettre en œuvre uniquement les travaux de sécurisation du bâti et d'adduction d'eau brute au domaine. En 2021, le permis déposé par la SOLEAM pour les travaux de mise en sécurité a été accordé. Les travaux ont commencé au printemps 2022.

Le bilan prévisionnel total au CRAC au 31 décembre 2021 est identique à celui du CRAC au 31 décembre 2020 : 14 525 000 € TTC. Le bilan prévisionnel est détaillé par sous-budgets afin de permettre à la collectivité d'avoir un suivi plus fin des dépenses réellement engagées.

Une subvention de 140 000 € est accordée par l'Etat – Direction Régionale des Affaires Culturelles, concernant les travaux de mise en sécurité des bâtiments du domaine Montgolfier et prévue pour être versée sur justificatif en 2023 après achèvement des travaux. Elle devrait venir baisser d'autant la participation municipale.

Perspectives 2022/2023

En 2022, les principaux objectifs sont :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- 6) Poursuivre le développement de la centralité Mirabilis notamment le lancement d'un appel à candidature pour deux sous îlots.
- 7) Poursuivre les procédures de reprise en gestion par la Métropole des ouvrages et équipements réalisés dans le cadre de la concession.
- 8) Préparer la traduction réglementaire et juridique de la modification de la ZAC et de son périmètre.
- 9) Suivre l'étude hydraulique et hydrologique
- 10) Lancer des études préalables à la mise en œuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dans le respect de l'OAP de composition urbaine du secteur Dolet Besson.

L'année 2023 sera essentiellement consacrée au suivi du marché de modification des documents cadre de la ZAC et au suivi des études voiries sur le secteur Dolet Besson.

Stratégiquement, la réduction du périmètre de ZAC nécessite le lancement du marché de modification des documents cadre de la ZAC, marché qui devrait être prévu pour la fin d'année 2022 pour une durée minimale de trois ans, temps nécessaire au déroulement des inventaires naturalistes, au montage du dossier d'évaluation environnemental et au processus de modification du document d'urbanisme.

Opérationnellement, l'aménagement de la liaison Dolet Besson et les travaux de requalification de la rue Etienne Dolet impliquent des études de maîtrise d'œuvre qui ne permettront pas le déroulement total des travaux avant la fin de la durée actuelle de la concession d'aménagement.

Aussi, la nature et la durée des actions à mettre en œuvre, notamment la réduction du périmètre de ZAC et la modification des documents cadre, nécessitent une prorogation de la durée de la concession de 5 ans, soit une fin de concession à 2030.

Cette modification de durée fait l'objet d'un avenant n°16 à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO qu'il est proposé au conseil métropolitain d'approuver.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réaliser à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération et sont annexés au CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^è et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^è et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^è et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 062-309/22/CT

■ CT1 - Projet Urbain Partenarial (PUP) Gaston Berger - Marseille 10^{ème} arrondissement - Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la SCCV MARSEILLE GASTON BERGER

Avis du Conseil de Territoire DGADUST 22/20599/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « CT1 - Projet Urbain Partenarial (PUP) Gaston Berger - Marseille 10^{ème} arrondissement - Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la SCCV MARSEILLE GASTON BERGER

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L518-7, I du Code Général des Collectivités territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Par délibération n°URB 045-6629/19/BM du 26 septembre 2019 le Bureau de la Métropole a approuvé un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « GASTON BERGER », relatif à l'aménagement d'un secteur d'environ 1,6 hectares situé entre le Bd Paul Claudel au sud et le Bd Romain Roland au nord, dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille.

Ce périmètre englobe un projet immobilier composé de 397 logements, commerces et services porté par le promoteur OGIC sur des emprises foncières situées rue Gaston Berger.

Ce secteur est actuellement mal desservi et mal relié aux quartiers limitrophes de Ste Marguerite et St Tronc.

Pour répondre à l'augmentation des flux de déplacement qui seront générés dans ce secteur, il apparaît nécessaire que la Métropole engage la réalisation d'équipements publics pour accompagner les projets immobiliers à savoir la requalification de la rue Gaston Berger et son extension vers le nord jusqu'au Bd Romain

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Rolland, ainsi que la réalisation d'une place publique à l'interface entre la rue Gaston Berger et la future opération immobilière d'OGIC.

En application des articles L. 332.11.3 et L.332.11.4 et R 332.25-1 et R.332-25-3 du Code de l'Urbanisme la SSCV Marseille Gaston Berger et la Métropole Aix Marseille Provence, se sont rapprochées en 2019 afin de définir le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements publics nécessaires pour l'accueil des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier.

Ces échanges ont abouti à la contractualisation d'une convention de PUP avec la SCCV Marseille Gaston Berger qui a accepté de participer financièrement aux équipements publics à réaliser par la Métropole Aix-Marseille-Provence par le versement d'une contribution de 2 300 000 euros ainsi qu'à l'engagement de céder une emprise foncière lui appartenant pour les besoins de la future place publique au montant évalué par la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

La convention de PUP a été approuvée par le Bureau de la Métropole par délibération n°URB 045-6629/19/BM du 26 septembre 2019.

Cette convention a été signée le 23 décembre 2019 et a fait l'objet de mesures de publicité conformément aux articles R 332-25-1 et R 332-25-2 du Code de l'Urbanisme.

Le projet immobilier porté par la SCCV Marseille Gaston Berger d'une surface de plancher totale de 28 145 m2 a donné lieu à deux permis de construire n°13055 19 00685 PO et n°19 00686 PO accordés le 23 décembre 2019. Le permis de construire n°13055 19 00685 a subi plusieurs modifications :

- La modification n°1 (PC n°19 00685 M01) délivré le 15 septembre 2020
- La modification n°2 (PC n°19 00685 MO2) délivré le 23 avril 2021

L'article 8 de la convention prévoit également que le transfert de propriété nécessaire à la réalisation de la place publique intervienne dans un délai de 12 mois après réception par la Métropole des courriers d'informations du constructeur relatif à la délivrance des autorisations et à l'acquisition du foncier, soit en juillet 2022. Or il s'avère que cette emprise foncière doit être utilisée par le constructeur dans le cadre de la mise en œuvre de son chantier de construction. Par ailleurs, la Métropole n'a pas besoin de mobiliser ce foncier avant mi 2025 pour réaliser ses travaux d'aménagement d'espaces publics.

Ainsi, il est proposé d'apporter une modification à l'article 8 de la convention de PUP afin de modifier les délais de transfert de propriété de l'emprise foncière destinée à la future place publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Bureau de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur l'avenant n°1 à la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV MARSEILLE GASTON BERGER.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'avenant n°1 à la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV MARSEILLE GASTON BERGER.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'avenant n°1 à la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV MARSEILLE GASTON BERGER.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 063-310/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Embucs sur la Commune d'Allauch entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Allauch et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 22/20605/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°2 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Embucs sur Allauch entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Allauch et l'EPF PACA » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet précité.

La commune d'Allauch fait partie du bassin de vie « Centre » du Conseil de Territoire Marseille La Commune d'Allauch et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont la volonté de répondre aux nombreuses demandes de logements et ainsi répondre aux objectifs du PLH, tout en maîtrisant l'urbanisation du territoire de la Commune.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Dans ce cadre, ces deux partenaires ont contractualisé avec l'EPF PACA, en décembre 2016, une Convention d'Intervention Foncière (CIF) en phase d'Impulsion-Réalisation.

Cette convention permet de conduire sur le long terme une politique foncière visant à développer, sur des sites à enjeux, des projets d'initiative publique permettant d'atteindre les objectifs généraux de la Métropole Aix Marseille Provence en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire.

Cette convention portait initialement sur le périmètre des Embucs avec un potentiel de 210 logements dont 50% de locatif social. Néanmoins, dans le cadre des réflexions engagées au titre des réponses foncières à la production de logements sociaux, le site de Saint Roch, en entrée du Centre village, a été clairement identifié comme un secteur à enjeux.

D'une surface d'environ 1,6 Ha, celui-ci est situé en bordure de l'Avenue du Général De Gaulle. Il est composé d'équipements sportifs propriété d'EDF.

Actuellement classé au PLU en secteur AU1, la commune entendait développer sur ce site un programme de logements en mixité sociale et fonctionnelle pouvant comporter des équipements publics et des parkings. L'objectif de production de logements représente environ 150 logements dont 30% minimum de logements locatifs sociaux.

En continuité du tissu urbain existant, la maîtrise foncière de ce site doit permettre de requalifier l'entrée de ville mais également de traiter les questions d'insertion environnementale et paysagère en relation avec le cœur de noyaux villageois.

Aussi, l'avenant n° 1 a intégré le site de Saint Roch aux périmètres opérationnels portés par la convention d'intervention foncière et à augmenter de 1 000 000 d'euros supplémentaires l'enveloppe financière ouverte au titre de ladite convention pour la porter à 7 500 000 € (sept millions cinq cent mille euros) portant ainsi la capacité globale de production au titre de la convention à 360 logements sur l'ensemble des deux sites.

Depuis la signature de la convention, l'EPF a acquis une emprise foncière d'environ 16 000 m² pour un montant de 1 264 000 €.

A ce jour, la Commune et la Métropole ont travaillé à la modification de l'OAP afin de permettre la réalisation des équipements scolaires en entrée de site. Cette modification a fait l'objet d'une enquête publique aux mois de janvier et février 2022 et sera approuvée en juin 2022.

Ainsi il a été convenu de céder d'ores et déjà à la Commune d'Allauch le foncier nécessaire à la réalisation de ces équipements : groupe scolaire et centre aéré.

L'EPF, délégataire du droit de préemption sur ce secteur, poursuivra les acquisitions foncières qui permettront à terme la réalisation de l'autre partie de l'opération et notamment les logements prévus dans le cadre de l'OAP.

Afin de poursuivre cette démarche, le présent avenant n°2 a pour objet de prolonger la durée de la convention initiale de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération Conseil de la Métropole n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du conseil de la Métropole au Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération URB 005-1223/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la Convention d'intervention foncière sur le site des Embucs,

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég
--

- La délibération URB 036-2951/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur le site des Embucs,
- L'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière sur le site des Embucs,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation de l'avenant n°2 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Embucs sur la Commune d'Allauch entre la Métropole Aix Marseille Provence, la Commune d'Allauch et l'EPF PACA».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière sur le site des Embucs sur la Commune d'Allauch entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Allauch et l'EPF PACA;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de l'avenant n°2 de prorogation à la Convention d'intervention foncière sur le site des Embucs sur la Commune d'Allauch conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune d'Allauch et l'EPF PACA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 064-311/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest à Plan de Cuques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Plan de Cuques et l'EPF PACA

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 22/20607/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

La délibération « Approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest à Plan-de-Cuques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Commune de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont la volonté de répondre aux nombreuses demandes de logements tout en maîtrisant l'urbanisation du territoire de la Commune et ainsi répondre aux objectifs de développement et de mise en œuvre territorialisée du PLH.

Dans ce cadre, le périmètre des Plaines Ouest a été identifié à ce titre comme un secteur stratégique pour le développement de Plan-de-Cuques sur lequel la commune souhaite orienter l'action publique des partenaires. Ce périmètre d'environ 5 Ha, composé de terrains en friches agricoles et en partie cultivés, est situé en continuité immédiate du Centre-ville de Plan-de-Cuques, le long de la RD 44 f reliant les communes de Plan-de-Cuques et d'Allauch. Il s'agit d'un des axes structurants entre les deux communes à proximité immédiate du centre urbain de la commune, de ses services et équipements et desservi par un réseau de transport en commun.

Au Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), cette zone est inscrite en secteur AU3 comme un secteur à projets en développement urbain et permettant la construction d'un programme d'environ 200 logements avec des commerces et équipement.

Pour atteindre ces objectifs, la commune a retenu les principes de développement de ce secteur autour de la création de voiries et cheminements doux permettant d'assurer les liaisons vers le centre-ville ainsi que la création d'espace public autour desquels viendront se structurer et s'organiser le développement de la zone notamment la réalisation de nouveaux logements permettant d'assurer une mixité sociale et fonctionnelle à ce futur quartier.

C'est pourquoi, dès 2017, la commune de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche conventionnelle d'intervention publique ad hoc soutenue et ont sollicité à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'impulsion pour favoriser l'aménagement du secteur « des Plaines Ouest ».

Cette convention permet de conduire sur le long terme une politique foncière visant à préserver le secteur des Plaines Ouest pour le développement de projets d'initiative publique et à en préparer la réalisation dans les conditions qui permettront d'atteindre les objectifs généraux de la Métropole en matière d'aménagement et de développement durable de son territoire. Ladite convention a pour but de définir, aussi bien sur le plan technique que financier, le partenariat entre la COMMUNE, la Métropole et l'EPF PACA.

Ainsi la Commune de Plan-de-Cuques, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF Provence-Alpes-Côte d'Azur ont contractualisé une convention d'intervention foncière en opération d'ensemble en phase impulsion /réalisation sur le site des « Plaines Ouest » devenue exécutoire le 31 octobre 2017.

Depuis la Commune et la Métropole ont travaillé à la modification de l'OAP afin de supprimer l'équipement sportif et de loisirs qui ne correspond plus aux objectifs de la nouvelle équipe municipale. Le nouveau projet consistera en la réalisation d'une opération d'ensemble durable avec une régie agricole comme cœur de projet et également la réalisation d'environ 150 logements en mixité sociale.

La modification du PLUi qui permettra ce projet a fait l'objet d'une enquête publique aux mois de janvier et février 2022 et sera approuvée en juin 2022.

Sur la base de cette nouvelle orientation du projet et afin de poursuivre l'intervention de l'EPF, il est proposé de proroger la convention de trois années.

Ainsi, le présent avenant n°1 a pour objet de prolonger la durée de la convention initiale de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Vu

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération Conseil de la Métropole n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du conseil de la Métropole au Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération URB 018-2188/17/BM du 13 juillet 2017 approuvant la convention d'intervention foncière sur le site des plaines ouest ;
- L'Avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest à Plan de Cuques entre la Métropole Aix Marseille Provence, la Commune de Plan de Cuques et l'EPF PACA».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest à Plan-de-Cuques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA;
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°1 de prorogation à la convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest à Plan-de-Cuques conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 065-312/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFER PACA pour la mise en oeuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture

Information du Conseil de Territoire DUFVS 22/20613/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour information des projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

La délibération « Approbation d'une convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix Marseille Provence et la SAFER PACA pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur, opérateur foncier de l'espace rural et périurbain, intervient pour le compte de collectivités territoriales par le biais de conventions d'intervention foncière (CIF), avec pour objectif d'aider les collectivités à concrétiser leurs projets de développement par la maîtrise foncière des terrains concernés par des problématiques agricoles d'installations, de transmission, de restructuration ou d'aménagements.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur dispose de compétences, d'outils et de moyens aptes à accompagner la politique foncière des communes :

- Dans le cadre de son activité courante de transmission de biens immobiliers ruraux au profit de porteurs de projets publics ou privés. Les rétrocessions mises en œuvre par la SAFER pourront ainsi être assorties d'un cahier des charges élaboré par la SAFER, précisant les conditions particulières à respecter, en cohérence avec la politique foncière et de développement des territoires communaux et intercommunaux ;
- Par la mise en œuvre d'actions foncières réalisées à la demande et pour le compte des communes et/ou EPCI à travers l'exercice du droit de préemption de la SAFER sur les ventes de fonds agricoles, terrains agricoles ou espaces présentant un enjeu pour la protection de l'environnement et des paysages ;
- Par la surveillance du marché foncier et la mise en place d'un dispositif de veille foncière opérationnelle.

Ainsi, plusieurs conventions d'interventions foncières (CIF) afférentes à différents Territoires ont été préalablement signées. En 2018, la Métropole a souhaité prendre en compte la totalité du territoire métropolitain et a approuvé par délibération du 22 mars 2018, une convention d'intervention foncière métropolitaine afin de conduire sur le long terme sa politique agricole décrite ci-dessus. Ladite convention a expiré le 31 décembre 2021.

En conséquence, la Métropole souhaite approuver une nouvelle convention d'intervention foncière d'une durée de 6 ans afin de poursuivre les missions et l'intervention de la SAFER dans le cadre du maintien de la politique agricole métropolitaine. Ce dispositif permet une intervention de la commune et de l'intercommunalité qui reste à l'initiative des demandes d'enquêtes et procédures de préemption dans le respect des prérogatives de la SAFER. Le montant de la présente convention est fixé à 53 180 euros HT (cinquante-trois-mille-cent-quatre-vingt euros HT). Il est pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence et couvre le coût global de la veille foncière opérationnelle (transmission des DIA, réalisation d'enquêtes, instruction des préemptions) hors frais de retrait de vente en cas de préemption en révision de prix qui sont pris en charge par la collectivité à l'initiative de la demande d'intervention (500 euros HT par dossier).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au bureau de prendre la délibération ci-après:

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 27 juin 2022.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- La convention d'intervention foncière entre la SAFER et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention d'intervention foncière conclue en 2018 avec la SFER est arrivée à échéance le 31 décembre 2021.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFER PACA souhaitent disposer d'une nouvelle convention d'intervention foncière pour une durée de 6 ans, afin de poursuivre la mise en œuvre d'action en faveur du maintien et du développement de l'agriculture.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention d'intervention foncière conclue entre la SAFER PACA et la Métropole Aix Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 067-313/22/CT

■ CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la ZAC Littorale, de la frange dite « Oddo » et de l'ilot Châteauvert, 15 ème et 2ème arrondissements, modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 22/20649/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la ZAC Littorale, de la frange dite « Oddo » et de l'ilot Châteauvert, 15 ème et 2ème arrondissements, modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020

Avis du Conseil de Territoire: Périmètre élargi aux secteurs de la ZAC Littorale, de la frange dite « Oddo » et de l'ilot Châteauvert, 15ème et 2^{ème} arrondissements, modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

L'article L.211-2 2^{ème} alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars du 2014 ont posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUI). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un Territoire de la Métropole.

Par délibération n° URB 001-7993/19/CM du 19 décembre 2019, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence.

Par délibération n° URBA 031-8702/20/CM du 15 octobre 2020 le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'institution du Droit de Préemption Urbain sur le territoire de Marseille-Provence,

Par délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la délégation du Droit de Préemption et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire Marseille Provence.

Compte tenu des modifications ou suppressions des secteurs d'intervention survenues depuis lors notamment avec l'échéance de la ZAD façade Maritime Nord au 2 juin 2022, il convient de redéfinir certains périmètres de délégation de Droit de Préemption Urbain afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites par ce biais sur le territoire de la Ville de Marseille et d'assurer la continuité de l'action foncière publique sur le secteur d'intervention de l' Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM).

Il convient aujourd'hui, d'élargir ce périmètre de délégation à 3 secteurs : la ZAC Littorale, la frange dite « Oddo » et l'ilot Châteauvert

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 053-9155/20/CM du 17 Décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la ZAC Littorale, de la frange dite « Oddo » et de l'ilot Châteauvert, 15^{ème} et 2^{ème} arrondissements, modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020
-
- Avis du Conseil de Territoire: Périmètre élargi aux secteurs de la ZAC Littorale, de la frange dite « Oddo » et de l'ilot Châteauvert, 15^{ème} et 2^{ème} arrondissements, modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte les évolutions de périmètres à l'intérieur desquels s'exercent les délégations sur le Droit de Préemption Urbain sur le Territoire de Marseille Provence.
- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de Marseille Provence : Périmètre élargi aux secteurs de la ZAC Littorale, de la frange dite « Oddo » et de l'ilot Châteauvert, 15^{ème} et 2^{ème} arrondissements, modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020

Avis du Conseil de Territoire: Périmètre élargi aux secteurs de la ZAC Littorale, de la frange dite « Oddo » et de l'ilot Châteauvert, 15^{ème} et 2^{ème} arrondissements, modification de la délibération URBA 032-8703/20/CM du 15 octobre 2020 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 068-314/22/CT

■ CT1 - Protocole Cadre de Partenariat N° V pour l'extension d'Euroméditerranée 2011-2035 et Contrat de projet partenarial d'aménagement engageant une phase 2 2022-2030

Avis du Conseil de Territoire DGS 22/20664/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille quatre îlots opérationnels dits « prioritaires » ont été définis, devant faire l'objet d'une intervention rapide. Parmi eux figure l'îlot « Hoche Versailles » intégralement situé sur l'OIN Euroméditerranée et qu'en conséquence l'EPAEM doit mettre en œuvre via une concession d'aménagement à la SPLA-IN AIX MARSEILLE PROVENCE, opérateur dédié du traitement global de l'habitat dégradé, liant les collectivités et l'Etat lequel a mandaté l'EPAEM pour porter sa participation.

Sur la base des études préalables qui ont abouti à la définition du périmètre et du programme global d'intervention, le Conseil d'administration de l'EPAEM a approuvé la prise d'initiative, les objectifs, le périmètre et le programme prévisionnel lors de sa séance du 11 mars 2022.

L'EPAEM et la SPLA-IN AIX MARSEILLE PROVENCE se sont par ailleurs rapprochés aux fins d'élaborer en application notamment des articles L. 300-1, L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, un projet de contrat de concession d'aménagement en vertu duquel l'EPAEM confiera à la Société la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement et de requalification de l'îlot Hoche-Versailles dont le périmètre, le programme de constructions et de réalisation d'espaces publics sont en cours d'étude.

Il en est de même pour le tableau de préfiguration financière de l'Opération qui a vocation à être étayé pour devenir le bilan financier prévisionnel complété par un plan de trésorerie, lequel fera apparaître un échéancier annuel des recettes et des dépenses de l'opération.

Cette opération d'aménagement sera réalisée aux risques de l'EPAEM, sa participation financière prévisionnelle à l'équilibre de l'opération ayant été estimée à 21 M€ (Valeur mars 2022 – hors coût de portage financier) compte tenu notamment d'un apport de financement attendu au titre du NPNRU à hauteur de 39 M€, tel qu'exposé dans le dossier soumis au comité national d'engagement de l'ANRU du 09/03/2022.

Toutefois à la suite de la discussion intervenue lors de cette réunion et en l'absence à ce jour de décision individuelle notifiée, il a été décidé par l'EPAEM, d'accord avec la SPLAIN, de prendre l'hypothèse d'une subvention ramenée à 27,7ME en maintenant la participation d'équilibre à 21ME, conformément au bilan financier ajusté, joint au projet d'avenant.

Pour ce faire le programme de l'opération confiée à la SPLAIN par concession d'aménagement sera phasé, avec une première phase d'intervention dès 2022 et une tranche optionnelle déclenchée ultérieurement avec un nouvel accord financier des partenaires selon la décision finale de l'ANRU.

Cette participation financière de 21ME nécessite un nouvel accord financier des Partenaires permettant à l'EPAEM de respecter ses engagements au titre du contrat de concession d'aménagement afférent tant en ce qui concerne le résultat financier de l'Opération à fin d'affaire que l'échéancier de financement.

C'est l'objet du présent avenant de partenariat pour la réalisation de l'opération d'aménagement et de requalification de l'îlot Hoche Versailles, approuvé également par le CA de l'EPAEM dans sa séance du 11 mars 2022.

Cet avenant crée un Titre IV « Dispositions spécifiques à l'opération d'aménagement pour la requalification de l'îlot Hoche Versailles » dans le protocole cadre de partenariat n°V pour l'extension d'Euroméditerranée.

Les principales dispositions en sont les suivantes :

- Risque économique assuré par l'EPAEM concédant ;
- Participation financière à l'équilibre de l'opération à devoir par l'EPAEM au titre du contrat de concession d'aménagement fixée à titre prévisionnel à 21 ME (valeur mars 2022 et hors coûts financiers éventuels) ;
- Couverture du besoin de financement assuré par une subvention des partenaires :

à hauteur de 40,85%, 8,5785 M€ par l'Etat,

à hauteur de 28,95%, 6,0795 M€ par la Métropole,

à hauteur de 15,1%, 3,171 M€ par la Ville,

à hauteur de 15,1%, 3,171 M€ par le Département,

- Engagement des partenaires de verser leur subvention, en un ou plusieurs versements, au plus tard en 2032 ;
- Définition pour ce faire d'un échéancier des versements à intervenir avec la possibilité de l'affectation d'une partie des financements de l'avenant 1 au financement de l'opération Hoche Versailles.
- Garantie d'emprunt apportée si nécessaire à la SPLAIN par l'EPAEM avec contre garantie par les partenaires à proportion de leur engagement respectif.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Clause de revoyure de ce nouveau titre IV en cas notamment d'évolution de la participation financière d'équilibre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence,
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole,
- La lettre de mission de Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 23 septembre 2021 ;
- La séance du conseil d'administration de l'EPAEM du 11 mars 2022,

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le projet d'un Protocole Cadre de Partenariat N° V pour l'extension d'Euroméditerranée (2011-2035) et Contrat de projet partenarial d'aménagement engageant une phase 2 (2022-2030)
 - Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Article unique :

DELIBERE

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable portant sur le projet d'un Protocole Cadre de Partenariat N° V pour l'extension d'Euroméditerranée (2011-2035) et Contrat de projet partenarial d'aménagement engageant une phase 2 (2022-2030).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 069-315/22/CT

■ CT1 - Déclassement du domaine public métropolitain d'une fraction de 9 m² située au-dessus de la côte -12 mètres du terrain naturel de la parcelle cadastrée 802 C 233, située à l'angle de la rue Saint Bazile et de la rue Beaumont à Marseille 1er arrondissement et validation d'un acte comportant réquisition de publication de transfert de propriété de la ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dépôt de procès-verbal de bornage d'alignement et rectificatif d'état descriptif de division en volumes

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 22/20720/CT**

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Le projet de délibération « Déclassement du domaine public métropolitain d'une fraction de 9 m² située au-dessus de la côte -12 mètres du terrain naturel de la parcelle cadastrée 802 C 233 située à l'angle de la rue Saint Bazile et de la rue Beaumont à Marseille 1^{er} arrondissement et validation d'un acte comportant réquisition de publication de transfert de propriété de la ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dépôt de procès-verbal de bornage d'alignement et rectificatif d'état descriptif de division en volumes » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Une convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville de Marseille » a été signée le 2 mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'EPF en vue d'intervenir sur des pôles de projets ou îlots prioritaires identifiés sur le périmètre d'Opération Grand Centre-Ville (OGCV). Cette convention a été modifiée, en août 2018, par avenant n°1 visant à titre expérimental la mise en place d'un viager social à vocation intergénérationnelle puis, en juin 2019, par avenant n°2 modifiant le périmètre conventionnel.

Par délibération du conseil métropolitain en date du 20 juin 2019, a été approuvé le Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, cadre contractuel qui établit le programme de travail et d'actions entre les différentes parties prenantes. Le PPA a été signé le 15 juillet 2018 par les représentants de l'Etat et de la Métropole ainsi que par les 8 autres partenaires dont l'EPF. Conclu pour une durée de 15 ans, le PPA porte sur un périmètre d'intervention de 1000 hectares

C'est dans ce cadre que l'EPF a acquis à la demande de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'immeuble situé l'immeuble 25 Rue Saint Bazile 13001 Marseille, ensemble immobilier des années 1950, en R+5 et en mono propriété pour la partie bâtie.

Situé en Centre-ville, dans le quartier dit du Chapitre il constitue une opportunité de développement d'une offre de relogement temporaire qui répond aux attentes de la Charte de relogement signée par la Ville, la Métropole et l'Etat et dont la Métropole a pris acte, ainsi qu'aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville par la requalification du bâti existant, afin d'améliorer l'offre en logements et la Lutte contre l'Habitat Insalubre.

L'opérateur ADOMA a été désigné par la Métropole le 31/07/2019 pour porter sur cet immeuble un projet d'acquisition améliorant la production de 20 logements locatifs sociaux. Les agréments ont été obtenus en 2020.

Il convient afin de permettre la vente par l'EPF à ADOMA de procéder à une régularisation foncière ci-dessous explicitée.

Aux termes d'un acte administratif en date du 27 avril 1972, la Société Civile Immobilière de la Campagne Vallanton a vendu à la Ville de Marseille, pour les besoins de la réalisation de la première ligne dite « A », du réseau de transport Urbain Rapide de Marseille, le lot de volume un (1) en nature de parcelle de terrain en tréfonds d'une superficie de 102 m² dépendant d'un immeuble sis à Marseille, rue Saint Bazile n°25 et Rue Beaumont cadastré section 802 C numéro 146 d'une contenance de 110 m².

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

A cet effet, il a été établi, aux termes de cet acte administratif, sur cette parcelle cadastrée 802 C numéro 146, un état descriptif de division en volumes aux termes duquel ont été créés deux lots de volume numéros 1 et 2.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Sabine GHENASSIA, Notaire à Marseille, le 02 Août 2019, l'EPF PACA a acquis le lot de volume numéro 2 de l'état descriptif de division en volumes susvisé.

Toutefois, les constructions acquises par EPF PACA dépassaient la limite cadastrale de la parcelle cadastrée section C numéro 146 au niveau de l'angle de la Rue Saint Bazile et de la Rue Beaumont sur une emprise de 9 m² environ.

Afin de procéder aux rectifications nécessaires auprès des services du cadastre et de la Publicité foncière, il convient de procéder à la signature d'un acte contenant :

- Réquisition de publication du transfert de propriété à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du lot Volume un (1) de l'état descriptif de division en volumes établi sur la parcelle cadastrée section 802 C numéro 146, compte tenu du transfert à la Métropole de la compétence en matière de transport,
- Dépôt du Procès-Verbal de bornage de l'alignement établi par le Cabinet OPSIA MEDITERRANEE, société de géomètre expert à TOULON, en date du 10 novembre 2020, auquel est joint le plan d'alignement,
- Rectificatif de l'Etat Descriptif de Division en volumes susvisé par intégration de la parcelle 802 C 233 pour 9 m² créée suivant document d'arpentage établi par le Cabinet OPSIA MEDITERRANEE, société de Géomètres-experts à TOULON, le 10 novembre 2020 et rectification de la description des volumes 1 et 2. Ces rectifications ayant pour effet :
 - . d'intégrer au volume 1, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la fraction de tréfonds de 9 m² située à et en dessous de la côte -12 mètres du terrain naturel de la parcelle cadastrée 802 C n° 233.
 - . d'intégrer au volume 2 la fraction de 9 m² située à et au-dessus de la côte -12 mètres du terrain naturel de la parcelle cadastrée 802 C n° 233.

Les modalités techniques de ces rectifications sont définies dans le projet d'acte demeuré ci-annexé.

Préalablement, il convient de procéder au déclassement du domaine public métropolitain de la fraction de tréfonds de 9 m² située au-dessus de la côte - 12 mètres du terrain naturel et dépendant de la parcelle cadastrée 802 C n° 233. Ledit élément de volume est sans limitation en élévation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation, à la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Déclassement du domaine public métropolitain d'une fraction de 9 m² située au-dessus de la côte -12 mètres du terrain naturel de la parcelle cadastrée 802 C 233 située à l'angle de la rue Saint Bazile et de la rue Beaumont à Marseille 1^{er} arrondissement et validation d'un acte comportant

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

réquision de publication de transfert de propriété de la ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dépôt de procès-verbal de bornage d'alignement et rectificatif d'état descriptif de division en volumes ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il a été constaté que le bâti existant à l'angle de la rue Beaumont et de la rue Sainte Bazile à Marseille 1^{er} arrondissement, dépassait sur 9 m² la limite de la parcelle cadastrale assiette de l'état descriptif de division en volumes dont dépend le volume 2 propriété de l'EPF PACA,
- Que pour mettre un terme à cette situation, il conviendra de procéder à la signature d'un acte contenant :
 - Réquisition de publication du transfert de propriété à la Métropole d'Aix- Marseille-Provence du lot Volume un (1) de l'état descriptif de division en volumes établi sur la parcelle cadastré section 802 C numéro 146, compte tenu du transfert à la Métropole de la compétence en matière de transport,
 - Dépôt du Procès-verbal de bornage de l'alignement établi par le Cabinet OPSIA MEDITERRANEE, société de géomètre-expert à TOULON, en date du 10 novembre 2020, auquel est joint le plan d'alignement ;
 - Rectificatif de l'Etat Descriptif de Division en volumes susvisé par intégration de la parcelle cadastrée 802 C 233 pour 9 m² créée suivant document d'arpentage établi par le Cabinet OPSIA MEDITERRANEE le 10 novembre 2020 et rectification de la description des volumes 1 et 2. Ces rectifications ayant pour effet :
 - d'intégrer au volume 1, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la fraction de tréfonds de 9 m² située à et en-dessous de la côte -12 mètres du terrain,
 - d'intégrer au volume 2 la fraction de 9 m² située à et au-dessus de la côte -12 mètres du terrain naturel de la parcelle cadastrée 802 C n° 0233.
- Qu'afin de procéder à la signature de cet acte, un déclassement du domaine public métropolitain d'une fraction de 9 m² environ comprise dans le lot de volume V2, dépendant de la parcelle cadastrée 802 C 233 située à l'angle de la rue Saint Bazile et de la rue Beaumont à Marseille 1^{er} arrondissement est nécessaire.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Déclassement du domaine public métropolitain d'une fraction de 9 m² située au-dessus de la côte -12 mètres du terrain naturel de la parcelle cadastrée 802 C 233 située à l'angle de la rue Saint Bazile et de la rue Beaumont à Marseille 1^{er} arrondissement et validation d'un acte comportant réquisition de publication de transfert de propriété de la ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dépôt de procès-verbal de bornage d'alignement et rectificatif d'état descriptif de division en volumes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 070-316/22/CT

■ CT1 - Délibération cadre - Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 22/20732/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 5218-7 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délibération cadre - Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général de Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales issu de la loi MAPTAM, disposait que la Métropole Aix-Marseille-Provence était composée de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Dans ce cadre, six Conseils de Territoire ont été institués.

En outre, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a donné à la Métropole AMP, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Ainsi, les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant leur être déléguées par le Conseil de la Métropole ont été fixées au I et II de l'article L. 5218-7 du CGCT.

En outre, les dispositions de l'article L5218-7, II du CGCT étaient combinées avec l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme. Celui-ci prévoyait des attributions de compétence au profit du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoire pour l'élaboration et l'évolution des Plan Locaux d'Urbanisme.

Dans ce contexte, la Métropole a adopté puis reconduit un ensemble de délibérations dites « cadres » visant à répartir les compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, en matière d'urbanisme.

La promulgation de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « Loi 3DS », entérine l'évolution institutionnelle de la Métropole Aix Marseille Provence. De ce fait, il convient de modifier ces délibérations « cadres » afin de tenir compte des évolutions apportées et notamment de la suppression de l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme ; de sécuriser juridiquement les procédures, de leur donner de la lisibilité, et de réaffirmer le rôle des communes dans le dispositif.

La compétence urbanisme exercée par la Métropole Aix Marseille Provence recouvre l'élaboration et l'évolution des documents suivants :

- Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi)
- Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)
- Règlements Locaux de Publicité (RLP)
- Règlements Locaux de Publicité intercommunaux (RLPi)
- Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)
- Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)
- Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) et Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV)

Concernant les PLU/PLUi :

Il convient de rappeler que dans l'attente de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente, pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

A ce jour un PLUi a été approuvé sur le territoire Marseille Provence, 3 PLUi sont en cours d'élaboration sur les territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues. Le lancement d'une démarche préalable à l'élaboration d'un futur PLUi sur le Territoire du Pays Salonais est proposé au vote du présent Conseil. Des réflexions sont en cours sur le Territoire d'Istres-Ouest-Provence.

Dès leur approbation, les PLUi peuvent faire l'objet de procédures d'évolutions.

Les PLU communaux en vigueur peuvent faire l'objet d'une révision (si celle-ci a été engagée avant le 1er janvier 2018), d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

Concernant les RLP/RLPi :

Chaque territoire a prescrit un RLPi sur son périmètre.

Une procédure de RLP est en cours de finalisation sur la commune d'Aubagne.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration et d'évolution des Règlements Locaux de Publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement prévoit que le Règlement Local de Publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des Plans Locaux d'Urbanisme définies au titre V du livre Ier du code de l'urbanisme, à l'exception des dispositions relatives à la procédure de modification simplifiée prévue par l'article L. 153-45 du Code de l'Urbanisme.

Concernant les documents patrimoniaux :

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 « relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine » a largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine. Celle-ci a notamment créé les sites Patrimoniaux Remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ainsi que les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des AVAP et des ZPPAUP applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

Ainsi, pour chaque procédure d'élaboration ou d'évolution des documents précités un schéma de procédure est joint en annexe de la présente délibération ; à l'exception des schémas relatifs aux procédures de modification de règlement d'AVAP, de création de SPR, et d'élaboration de PVAP et PSMV. En effet aucune de ces procédures n'est aujourd'hui en cours d'élaboration sur le Territoire Métropolitain. Ces schémas seront proposés au vote d'un prochain conseil.

Les présents schémas se substituent à l'ensemble des délibérations « cadres » évoquées précédemment.

Ils offrent un cadre juridique commun. En outre, les modalités de travail à mettre en place dans le cadre des procédures seront déterminées et adaptées à chaque contexte local.

Toutefois les procédures d'élaboration/révision/révision allégée de PLU/RLP communaux ou intercommunaux dont les modalités de collaboration avec les communes ainsi que les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public définis préalablement à l'entrée en vigueur des schémas joints en annexe, se poursuivent selon lesdites modalités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement;
- Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM)
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3 DS) ;
- La délibération FPBA 062-10934/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de la Métropole intitulé « Délibération cadre - Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicable sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,**

CONSIDERANT

- Qu'il convient que le Conseil de Territoire Marseille Provence émette un avis sur le projet de délibération soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur la Délibération cadre - Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Délibération cadre - Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Ports - Nautisme"

PORTS 001-317/22/CT

■ CT1 - Approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour les activités de levage et de carénage et services connexes du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 22/20242/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en création, aménagement et gestion des zones d'activités portuaires. Elle gère à ce titre 28 ports de plaisance répartis sur une façade littorale qui s'étend de Sausset-les-Pins à la Ciotat et sur l'étang de Berre.

La gestion des ports de plaisance sur son ressort territorial représente pour la Métropole un potentiel commercial qui se situe entre 9500 et 10 000 anneaux dont plus du quart fait l'objet d'un mode de gestion délégué. A Marseille ce choix prévaut depuis 2005 pour l'exploitation, le développement et l'animation de trois périmètres portuaires du Vieux-Port de l'anse de la réserve au quai de rive neuve et du port de plaisance de la Pointe Rouge.

A cette gestion des espaces de plaisance il est nécessaire d'associer les services permettant aux plaisanciers usagers des ports de plaisance de procéder à l'avitaillement en carburant des leurs embarcations ainsi que de répondre à leurs obligations réglementaires en matière d'entretien périodique de leurs navires.

L'opération de carénage est une opération d'entretien périodique essentielle à la préservation des qualités nautiques des embarcations. La Métropole veille dans ce cadre à ce que ce service s'exerce dans les meilleures conditions possibles d'accessibilité, de disponibilité et de protection du Domaine Public Maritime naturel comme artificiel.

Pour gérer ces services à caractère industriel et commercial, de par leur objet et leurs modalités de fonctionnement il a été fait le choix de la délégation de service public.

Par délibération n°01/343/CC en date du 26 mars 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence a approuvé la conclusion d'un contrat de délégation de service public avec la société Carènes Services pour la gestion de l'activité de grutage et de carénage des bateaux sur l'aire dédiée du Port de Plaisance de la Pointe Rouge.

Ce contrat a été passé dans la forme d'un affermage, comportant des obligations en matière d'investissement notamment eu égard aux normes environnementales.

La durée du contrat conclu en 2007 a été établie à 15 ans. Ce contrat n° 007PRG qui a été notifié le 24 mai 2007 devait s'achever le 23 mai 2022, il a été prolongé de douze mois par délibération du Conseil Métropolitain du 10 mai 2022.

Compte tenu de l'échéance du 23 mai 2023, il appartient à la Métropole de :

- décider du futur mode de gestion du service public de grutage carénage du port de plaisance de la pointe rouge,
- de convoquer et réunir les instances décisionnelles pour que la nouvelle exploitation de ce service soit opérationnelle au plus tard le 24 mai 2023.

Le présent rapport reprend les orientations prises pour l'exploitation du service telles qu'elles résultent de la démarche d'analyse des différentes options et scénarii de gestion envisageables pour cette activité industrielle et commerciale, il présente les données suivantes :

- I. Principales caractéristiques de l'activité actuellement déléguée (grutage-carénage) ;
- II. Etudes des avantages et inconvénients des modalités d'organisation et modes de gestion possibles ;
- III. Consistance des services attendus et orientations posées par la Métropole ;
- IV. Caractéristiques principales du contrat d'exploitation à passer (voir apport en annexe) ;
- V. Principales modalités de consultation (voir rapport en annexe).

La Métropole dispose de la liberté de choix du mode de gestion pour exploiter ces activités à caractère industriel et commercial. Cette liberté découle du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Aussi, la Métropole autorité portuaire peut :

- Décider de gérer ces activités portuaires qui revêtent un caractère industriel et commercial, elle-même ;
- Décider d'en confier la gestion à un tiers sous son contrôle ;

I) Présentation du service de grutage carénage :

L'activité de grutage-carénage se définit comme toute opération de levage et de manutention d'un navire visant à assurer l'entretien courant (calage sur bers, lavage haute pression, brossage, grattage, anti-fouling, peinture) de sa partie constamment immergée ou de toute action visant la réparation de cette partie du navire voire de parties connexes. Le traitement de l'osmose des coques de navires en polyester constitue une activité complémentaire préventive et curative spécialisée.

Ces activités exigent le respect de règles de mise en œuvre strictes et spécialisées à l'aide d'outils et d'engins dédiés, de produits nécessitant des précautions d'emploi et des protections particulières, ainsi le carénage n'est-il autorisé que sur les cales et aires équipées et protégées.

Comme toutes les opérations conduisant à émettre des rejets directs (Macro déchets, métaux et micropolluants organiques) polluants dans les eaux superficielles et les milieux aquatiques, qui cumulés peuvent devenir significatifs en terme d'effets sur le milieu.

Le grattage ou sablage génère notamment un déchet classifié en France comme un Déchet Industriel Spécial (DIS) dont la liste est fixée par le décret n°97-517 du 15 mai 1997. Les DIS présentent des risques pour la santé et ils doivent être collectés, transportés, traités, éliminés ou stockés selon des règles établies par le Code de l'environnement et la loi du 13 juillet 1992. L'aire de carénage du port de la pointe rouge dispose depuis 2010 d'une telle installation.

Ces activités sont donc soumises à déclaration ou à autorisation en application notamment de la loi sur l'eau et du code de l'environnement il en résulte que seuls une technicité et un savoir-faire appropriés apporteront à la Métropole la garantie du meilleur niveau de service qui compte-tenu de ce qui précède recouvre en tout état de cause la meilleure qualité environnementale.

L'activité jusqu'alors déléguée, s'est adaptée sur la durée du contrat à l'évolution et au développement qualitatif et quantitatif des activités nautiques locales et d'un public plus divers. Ce phénomène sociologique s'est accompagné d'évolutions techniques sur les navires.

A ce stade l'examen du dernier inventaire, l'analyse des biens de retour et des potentiels biens de reprise, après une exploitation de 15 années, révèlent la nature des investissements et le niveau de qualité et de technicité qu'il convient d'envisager pour des installations aptes à répondre de manière efficiente à un service rendu aux usagers économiquement attractif et exemplaire sur le volet environnemental.

II) Avantages et inconvénients des différents modes de gestion possibles :

La gestion directe

C'est un mode de gestion par lequel la Métropole fait le choix de garder l'exclusivité de la gestion.

Pour la gestion d'un service industriel et commercial la régie directe qui n'a aucune autonomie financière, ni organe de gestion, ni personnalité juridique propre doit être écartée car elle ne peut être mise en œuvre (articles L.2221-1 et L.2221-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, C.G.C.T.)

La Métropole ne peut donc plus créer que deux types de régies pour l'activité de grutage carénage de ses ports de plaisance en raison des caractéristiques industrielles et commerciales de l'activité qui doit bénéficier d'un budget

propre équilibré en recettes et en dépenses : La régie disposant de la seule autonomie financière ou dotée d'une autonomie financière et de la personnalité morale.

➤ La régie à autonomie financière :

La régie dotée de la seule autonomie financière doit être créée par délibération du Conseil Métropolitain elle prendrait alors la forme d'une régie non autonome comprenant un budget annexe au budget principal Métropolitain. Le président de la Métropole est alors l'ordonnateur des dépenses et recettes.

En outre, il convient de rappeler deux éléments caractéristiques de la régie directe :

En premier lieu, le personnel est directement recruté par la personne publique chargée de la gestion du service public, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents contractuels de droit public ou de droit privé, ce qui allonge la mise en œuvre effective du service.

Ce mode de gestion n'apporte pas la souplesse et la réactivité nécessaires au fonctionnement courant requis par l'activité de carénage qui s'exploite à l'année entre une basse et une haute saison exigeant notamment d'adapter les moyens humains en volume et en qualification.

En second lieu, le régime financier de ce mode de gestion du service public est soumis à l'obligation d'équilibre du budget propre retraçant les comptes de la régie. Il en résulte que les recettes qui pèsent sur l'usager supportent intégralement le poids des dépenses. Ainsi, en cas d'investissements importants qui ne pourraient être financés sans augmentation excessive des tarifs usagers, la Métropole devrait décider la prise en charge dans son budget général d'éventuels surcoûts ne pourrait en décider qu'à condition qu'ils demeurent exceptionnels.

La contrainte budgétaire pourrait constituer un frein dans un environnement technologique, sociologique en constante évolution combiné aux enjeux environnementaux et d'attractivité que souhaite relever la Métropole.

La reprise en régie ne garantirait pas en outre de conserver le dynamisme et la solidité des recettes issues de l'activité économique déléguée des dernières années, atout indispensable pour faire face aux objectifs actuels et futurs de performance.

Dans ce mode opératoire, la personne publique prend également en charge les aspects stratégiques et opérationnels de la gestion du service public. Dans ce cadre, la régie est administrée par un conseil d'exploitation placée sous l'autorité de l'organe délibérant et de l'exécutif de la personne publique, ce qui suppose à la création comme en cours d'exploitation des rendez-vous institutionnels nombreux induits par l'effectivité du contrôle et du pouvoir de décision des organes délibérant et exécutif.

Le choix de la régie à simple autonomie financière n'apparaît pas suffisamment souple pour répondre de manière réactive aux investissements émergents.

➤ La régie à autonomie financière et personnalité morale :

Ce mode de gestion dit « régie personnalisée » exige le même dispositif à sa création que celui qui précède, mais permet à la Métropole de déléguer à géométrie variable dans des statuts ad hoc la gestion de l'activité qui disposera de son propre budget, de ses propres Conseil d'Administration et Directeur désignés par la Métropole qui est représentée majoritairement dans les organes de gestion. En réalité, la régie personnalisée serait un EPIC (Etablissement Public Industriel et Commercial) rattaché à la Métropole.

La régie personnalisée se distingue également de la régie à simple autonomie financière par le statut privé de son personnel relevant du code du travail, ce qui permettrait de répondre de manière plus souple à la saisonnalité des besoins en ressources humaines de l'activité, mais qui représente également un potentiel risque juridique.

En outre, au-delà de la problématique du recrutement des personnels qualifiés et des encadrants indispensables au respect des différentes dispositions réglementaires, la responsabilité s'entend de l'étendue de toutes les garanties couvertes par les contrats d'assurance à contracter.

Bien que couverts par des assurances professionnelles, les risques opérationnels de cette activité exigent en fait une connaissance des principes constructifs des navires relevant à la fois d'un retour d'expérience ancien et d'une

connaissance actualisée des nouveaux équipements en ce compris les systèmes de traitement et de récupération des eaux résiduelles de l'activité ou usées et polluées issues des fonds de cale.

Quant au régime financier de ce mode de gestion du service public, il est soumis à la même obligation d'équilibre de son budget propre que la régie sans autonomie financière.

Les recettes qui pèsent sur l'usager supportent donc intégralement le poids des dépenses en outre les tarifs applicables aux usagers sont réputés couvrir exclusivement les charges du service en régie, lesdits tarifs ou redevances demeurant soumises à l'approbation du Conseil Métropolitain.

La régie personnalisée toujours liée aux prérogatives de la personne publique de rattachement relève ainsi d'un statut mixte à la fois protecteur et contraignant mais en tout état de cause complexe avec d'une part des règles de fonctionnement proches des personnes privées (personnel et comptabilité privés, commissaire aux comptes, fiscalité...) et d'autre part l'obligation de respecter certaines règles de droit public, comme le droit de la commande publique et de la mise en concurrence ou le principe de spécialité.

➤ Conclusion sur la gestion directe :

Une gestion reprise en exploitation directe de l'activité de grutage carénage ne garantirait pas compte-tenu des éléments qui précèdent les conditions de tarifs maîtrisés, ni une réponse suffisamment rapide et adaptée aux contraintes du secteur et aux orientations Métropolitaines en matière environnemental et d'attractivité.

Les contraintes de gestion, les risques en terme d'équilibre financier et les freins générés par les temps institutionnels que feraient peser le choix d'une gestion internalisée sur le dynamisme économique et opérationnel attendu de l'activité de grutage carénage du port de plaisance de la pointe rouge, conduit à écarter la reprise en gestion directe.

Enfin, la poursuite pour les années à venir du service jusqu'alors délégué, compte-tenu de la nature intrinsèque des activités mais également du contexte économique, technologique et environnemental, ne pourra s'effectuer qu'à la lumière d'une mise à niveau des investissements et installations actuelles.

La gestion externalisée

Compte –tenu de l'analyse qui précède, il convient donc d'étudier les avantages que présenteraient les différents modes d'externalisation de l'activité de grutage carénage du port de la pointe rouge.

➤ La gestion externalisée statutaire

Ce mode de gestion qui repose sur la création d'un acte statutaire par lequel la personne publique se trouve à mi-chemin de la gestion directe et de la gestion externalisée par voie contractuelle.

SEML et SPL dont les interventions sont respectivement énumérées aux articles L.1521-1 et L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales recouvrent notamment l'exploitation des services publics à caractère industriel et commercial.

L'acte statutaire peut viser la création d'une société à capital majoritairement public (SEML), ou totalement public comme la SPL (Société Publique Locale).

Une société publique locale est une société anonyme régie par le Code du commerce dont le capital est détenu à 100% par au moins deux actionnaires, qui sont obligatoirement des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales.

Ces SPL sont régies par le code du commerce sous réserve des dispositions spécifiques aux sociétés d'économie mixte locales prévues par le CGCT, en raison de la présence de collectivités locales parmi leurs actionnaires (contrôle de légalité, approbation par les assemblées délibérantes de toute modification des éléments constitutifs de la société, compétence de la chambre régionale des comptes...).

Les SPL doivent exercer leur activité « exclusivement » pour le compte de leurs actionnaires et uniquement sur leur territoire.

Les limites à cette société sont les suivantes : nécessité de s'associer avec une autre collectivité qui dispose d'une compétence partagée, interdiction de créer des filiales, de prendre des participations ou de faire figurer des établissements publics parmi les actionnaires.

Ces deux dispositifs qui pourraient présenter un intérêt notamment dans le cas d'activités géographiquement éparées, n'ont pas été retenus pour cette activité de grutage carénage géographiquement cantonnée au port de plaisance de la Pointe Rouge, en outre la création d'une SEML qui doit être mise en concurrence ne garantit par l'obtention du contrat d'exploitation de service public, l'intérêt de recourir à ce type de structure a dans le cas d'espèce été écarté. Quant à la création d'une SPL elle n'est pas apparue opportune compte tenu des formalités nécessaires à sa création qui sont apparues surdimensionnées au regard de l'activité considérée.

Reste dans ce format, la SEMOP constitutive d'un dispositif peu ancien dont la mise en œuvre a été écartée pour des raisons similaires.

Pour mémoire la SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique), est une forme de partenariat public-privé créé par la Loi n° 2014-744 du 1er juillet 2014 dont l'objet est de créer une société d'économie mixte (SEM) dite de contrat, *"instrument de gouvernance au service de l'action publique locale qui permet d'allier les valeurs de la gestion directe en redonnant à la collectivité la maîtrise de son service public et les atouts de la gestion déléguée en faisant appel aux compétences et à l'innovation d'un opérateur privé"*.

La vocation de cette forme d'externalisation statutaire vise plus particulièrement un contrat conclu et exécuté en vue d'un « objet unique, la réalisation de l'opération de service public, de construction ou d'aménagement dont l'exécution est l'objet du contrat ».

Le marché public :

Les marchés de service peuvent aussi consister à confier au cocontractant la gestion d'un service public, ils se distinguent des concessions par l'absence de transfert du risque d'exploitation au cocontractant.

La Métropole peut conclure, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, un marché public ayant pour objet l'exécution des prestations de grutage carénage. Le titulaire ne tire pas sa rémunération du droit d'exploiter le service mais du versement, par la personne publique, d'un prix, qui dans le cadre de cette activité « multi-technique » pourrait être mixte, il s'agirait d'un accord-cadre en partie forfaitisé et en partie à commandes, passé compte-tenu des volumes en jeu, dans la forme d'un appel d'offres qui ne pourra être négocié.

Sur la base d'une offre de service donnée, l'entreprise formera en outre son prix pour couvrir des charges d'exploitation intégrant et couvrant l'aléa de fréquentation s'éloignant des résultats commerciaux plus sûrement qu'en délégation de service public où le Compte d'Exploitation Prévisionnel est porté à la négociation. Ainsi quels que soient les résultats de son activité, le prestataire n'en subira donc pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini dans l'acte d'engagement. Ce mode d'externalisation fait peser sur la personne publique, le risque d'exploitation et notamment commercial, de la dévolution du service, qui par ailleurs ne pourra l'être que sur une durée limitée.

Ce mode de gestion a été écarté pour les motifs ci-avant exposés ainsi que parce qu'il suppose que la Métropole dispose des finances suffisantes pour assumer intégralement la prise en charge de l'ensemble des frais d'établissement du service et d'acquisition des biens nécessaires à leur exploitation.

La gestion déléguée

Avec ce mode de gestion, l'Autorité délégante confie à une entreprise privée ou publique la prestation et la gestion du service à laquelle elle transfère le risque d'exploitation tout en conservant sa maîtrise. Ainsi, l'entreprise délégataire se charge de l'exécution de l'activité considérée avec son propre personnel selon les méthodes de droit privé et à ses risques et périls.

Il est à noter que la part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable, ce qui signifie que le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Il convient de préciser à cet endroit que le service de grutage carénage établi de longue sur l'aire technique du Port de la Pointe Rouge bien que régulièrement entretenu et maintenu sous le régime d'affermage du contrat qui s'achève, nécessite des investissements que la Métropole souhaite faire porter au délégataire.

La charge de l'opérateur privé sera de construire et/ou d'acquérir des biens nécessaires à la modernisation du service en phase notamment avec l'objectif « Port propre ». Le prochain contrat sera donc de nature concessive et performancielle.

Au-delà, le poids financier et les contraintes d'entretien et de maintenance courante du parc de matériels spécialisés, portique de levage mobile des navires de type travelift, bers de stationnement et d'immobilisation des navires, atelier de peinture et dispositif de récupération des rejets liquides et solides du chantier, induit des charges importantes que la Métropole souhaite externaliser à un opérateur privé spécialisé.

En effet, si en gestion déléguée le coût du service payé par le délégant comporte des frais de structure spécifiques liés par exemple à la politique de rémunération de l'entreprise, ce coût est également construit sur des économies d'échelle et sur du retour sur investissements auxquels le délégant ne pourrait accéder seul.

De ce point de vue, la mise en concurrence sur le marché, du service à exploiter offre au délégant l'opportunité d'accéder via une société dédiée à des coûts de revient avantageux qui sont ceux d'opérateurs disposant de leur propre réseau de fournisseurs. Ces avantages concernent les charges d'exploitation comme les achats de produits, biocides et peintures ou les flexibles et pièces détachées qui grâce à des effets de seuil obtenus par l'opérateur privé grâce à des opérations de mutualisations, bénéficie indirectement au délégant et donc à l'utilisateur et ce, même si le délégataire répercute dans sa rémunération le risque porté par lui dans l'exploitation qui lui est confiée.

Certains avantages fiscaux tels que les aides à la formation des personnels permettent également au délégant de bénéficier indirectement d'avantages accordés aux opérateurs privés.

Enfin concernant la performance environnementale la Métropole souhaite rechercher la meilleure solution technique pour que les biocides libérés par l'activité de grattage des coques et de carénage pour que les peintures antifouling qui deviennent un film inerte considéré comme toxique par la plupart des législations européennes, se situent évidemment au plus faible niveau ce qui suppose le recours à des techniques à la fois récentes et éprouvées.

Cette recherche suppose également des investissements exigeants par la mise en place d'une aire de carénage parfaitement étanche (les eaux de carénage contaminent directement le milieu (sol, milieu aquatique, souterrain...) et solide pour accueillir en même temps des navires de tonnage significatif (actuellement la capacité de levage de la grue est de 30 tonnes, le VRD doit être adapté).

L'objectif de la Métropole sur cette aire de carénage est double : rechercher les meilleures réponses aux obligations tirées des enjeux environnementaux et économiques portés notamment par le label port propre susvisé.

Il a été considéré qu'une mise en concurrence suivie d'une négociation devrait permettre d'accéder à un plan pluriannuel d'investissement optimisé sur les deux volets, environnemental et économique.

En contrepartie de ces charges et contraintes, la Métropole octroie à l'entreprise une exclusivité d'exploitation étendue et la faculté de se rémunérer sur l'utilisateur, pour une durée déterminée en conséquence c'est-à-dire lui permettant d'équilibrer ses charges d'exploitation tout en tirant de l'activité ainsi déléguée un bénéfice raisonnable.

Le cadre réglementaire de la Concession permet également au délégant d'exiger de manière forte de l'entreprise qu'elle rende compte au moins annuellement de sa gestion sur les volets comptables, financiers, patrimoniaux dans un rapport d'activité qualitatif et quantitatif établi en miroir des clauses contractuelles. Le délégant dans ce cadre dispose des outils pour mettre en œuvre un contrôle encadré de la bonne exécution du contrat.

Il est à noter que les grands principes attachés à la délégation de service public, continuité adaptabilité, mutabilité autorisent le délégant à modifier l'organisation du service et unilatéralement le contrat pour motifs tenant à l'organisation de sa politique globale dans le secteur considéré ou à des impératifs d'intérêt général, enfin le délégant reste maître de la définition précise des caractéristiques des services à fournir et notamment les conditions relatives au prix et à la qualité rendus à l'utilisateur.

Ce mode de gestion dont les avantages sont exposés ci-avant, a donné satisfaction en termes de qualité du service, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée depuis le 1er janvier 2016 à la Communauté Urbaine Marseille Provence envisage donc de le reconduire pour assurer la continuité du service public de grutage- carénage.

Le recours à la délégation de service public permettra en tout état de cause à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apportera un savoir-faire dédié et une expertise en matière de protection environnementale, tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée mieux adaptée à une activité commerciale et en maintenant dans une relation partenariale un contrôle étroit sur l'exécution d'un service de qualité qui sera délivré en quantité suffisante.

Au vu des éléments qui précèdent, il est apparu que ce mode de gestion présentait plus d'avantages que d'inconvénients.

III) Les caractéristiques principales des services délégués sont les suivantes :

Sur la darse de levage, le service aux usagers consiste à procéder aux grutages nécessaires à la sortie d'eau des navires à entretenir et à leur remise à l'eau. Les dispositions suivantes sont applicables :

- Sortie d'eau :
- ✓ Les navires à destination de l'aire de carénage y sont immédiatement acheminés par le délégataire, au moyen de remorque tractée ou de ber automoteur.
- ✓ Les bateaux à destination de l'extérieur de l'aire de carénage sont immédiatement évacués du quai de levage par tout type d'usager ou de professionnel, au moyen de remorque tractée ou de ber automoteur.

Sur l'aire de carénage, le service aux usagers consiste à procéder au calage des bateaux sur des bers et au traitement des coques.

- Mise à l'eau :
- ✓ Les bateaux en provenance de l'extérieur de l'aire de carénage sont acheminés sur le quai de levage par tout type d'usager ou de professionnel, au moyen de remorque tractée ou de ber automoteur,
- ✓ Les bateaux en provenance de l'aire de carénage sont acheminés sur le quai de levage par le délégataire, au moyen de remorque tractée ou de ber automoteur.

L'aire de carénage est exclusivement affectée à l'entretien et à la réparation des bateaux.

Elle ne saurait être affectée au stationnement permanent des bateaux.

Les objectifs assignés au délégataire

La volonté de la Métropole-Aix-Marseille-Provence est de renforcer tant la qualité des services offerts aux plaisanciers que la préservation du milieu naturel délimitant l'aire de carénage, à travers le futur contrat de délégation.

Ce qui induit notamment :

- Le développement de services adaptés techniquement à des exigences environnementales de plus en plus élevées et adaptables à l'entretien de navires dont l'éventail confrontent des matériaux anciens et des technologies de pointe, à l'instar des pratiques et des profils des plaisanciers de plus en plus divers.
- L'amélioration de l'accessibilité du site et de son attractivité y compris dans son aspect extérieur porteur d'une image.
- La proposition d'une programmation d'investissements de nature à pérenniser ce volet technique de l'exploitation du Port de la Pointe Rouge participant de manière volontariste à la réflexion sur un développement d'avenir pour ce Port typiquement Marseillais situé aux portes des calanques.

Performance environnementale

D'ores et déjà il est établi que le dispositif actuellement mis en place s'il est parfaitement conforme aux conditions d'une mise aux normes environnementales du site, doit en tout état de cause être consolidé à différents niveaux.

En effet, le fonctionnement d'une aire de carénage étanche et solide est un enjeu essentiel dans la problématique du traitement des eaux afin de collecter les effluents en un point unique et les diriger vers un système de traitement adapté mais aussi d'éviter une contamination directe des sols et des milieux naturels environnants le chantier.

Pour être efficace, l'emplacement doit être choisi de façon à ce que l'aire de carénage soit pérenne, sécurisée et en adéquation avec l'organisation du chantier, sa taille doit également être adaptée aux besoins du chantier.

La configuration de la dalle de carénage doit tenir compte de la topographie du chantier, des configurations en pointe de diamants ou des configurations avec des caniveaux en périphérie sont possibles.

Les dalles en pointe de diamants sont le plus souvent préférées pour des raisons de coûts (moins de caniveaux) et pour des raisons de facilité d'entretien.

Les caniveaux en périphérie sont aussi sujets au passage d'engins de manutention, et donc à des risques de détériorations.

Le futur cahier des charges ouvrira aux variantes ce volet afin d'obtenir une réponse performancielle.

Dans ce cadre l'autorité délégante s'adjoindra les compétences d'un bureau d'étude spécialisé pour établir un diagnostic de l'état des infrastructures existantes et apporter des éléments pertinents d'analyse financière et économique liés à ce volet essentiel du projet.

Compte tenu des services délégués à ce professionnel, des investissements qui seront mis à sa charge, de l'objectif de performance environnementale lié auxdits investissements, le contrat envisagé prendra la forme d'une délégation de service public sous la forme concessive d'une durée de 10 ans, avec la faculté pour l'Autorité délégante de conclure une prolongation de durée de 24 mois encadrée par les stipulations de la clause de réexamen ad hoc.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet de présenter les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire et les modalités de la consultation à passer conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par les dispositions du Code de la commande publique relatives aux concessions.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération

- portant sur l'approbation du principe de la Délégation de Service Public pour les activités de levage et de carénage de services connexes du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire a été informé du projet de délibération métropolitaine sur l'approbation du principe de la Délégation de Service Public pour les activités de levage et de carénage de services connexes du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération du Conseil de Métropole portant sur l'approbation du principe de la Délégation de Service Public pour les activités de levage et de carénage de services connexes du port de plaisance de la Pointe Rouge à Marseille.

PORTS 002-318/22/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de DSP n°18-05 conclu avec la Société Nautique de Marseille SNM pour l'exploitation et l'animation du Port de Plaisance du Vieux Port - périmètre 2 clarifiant les clauses financières du contrat**

Information au Conseil de Territoire DIPOR 22/20588/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires, elle gère à ce titre 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot.

Dans chacun de ces ports de plaisance les plans d'eau et les terre-pleins adjacents sont dédiés à l'accueil des navires des plaisanciers et aux services utiles à leur stationnement dans le port et de manière accessoire à leur entretien en état de navigabilité.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du CGCT, le contrat de délégation a été attribué à la Société Nautique de Marseille par délibération du Conseil Métropolitain n° MER 002-4235/18/CM du 28 juin 2018.

Le contrat a pris effet à sa date de notification le 16 août 2018, pour une durée d'exécution de 10 ans débutant le 1^{er} septembre 2018 date de prise de possession des installations.

Rappel de l'objet des avenants antérieurs au présent avenant :

Un avenant n°1 a été approuvé par délibération du 28 mai 2019. Il a été conclu afin d'ajuster certaines conditions d'exécution techniques et financières ci-dessous résumées :

La périodicité de certains documents de suivi entre le délégataire et le délégant est précisée (production d'une situation comptable et de trésorerie trimestrielle), de plus par dérogation aux autres redevances-usagers de la grille tarifaire dite « annexe n°9 » est introduite la faculté pour le délégataire de faire varier jusqu'à un plafond de 20% les seuls tarifs de redevances-usagers consentis pour des activités à finalité commerciale (*Réf Grille tarifaire annexe 9 = Occupations longues durées consenties aux professionnels*), est également prévue la possibilité d'une dérogation pour la Fédération

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Française de voile et aux clubs nautiques du Vieux Port, à l'exclusivité donnée aux seuls usagers du périmètre délégué, d'accéder à l'aire de grutage et de carénage de la délégation, dès lors que des sujétions techniques ou fonctionnelles le justifient enfin les modifications suivantes ont été introduites à la grille tarifaire contractuelle, il s'agit de nouveaux tarifs additionnels aux seuls tarifs de grutage prévus initialement à l'entretien des navires effectué par les plaisanciers sur l'estacade de la DSP dédiée à cette activité, il est à noter également que le pompage des eaux noires ou grises est tarifié par l'effet de cet avenant :

Brossages 2h : 41,67

Enlèvement moteur ou remise moteur Par manipulation 41,67

Démâtage ou remâtage par manipulation 41,67

Pompage eaux noires ou grises 41,67

Frais d'inscription initiale et de confirmation sur liste d'attente :

- Cat I à IV : 5m à 9m49 x 3m25 66,67
- Cat V à VI : 9m50 à 12m99 x 4.30 83,33
- Cat VII et plus : 13m et plus 125,00

Le présent avenant n°2 a pour objet principal de fixer et clarifier la commune intention des parties concernant le régime financier de la délégation.

Ce régime financier, établi principalement sur le mécanisme d'une redevance due par le délégataire au délégant en contrepartie de la mise à disposition des biens et avantages de toute nature procurés, les parties ont convenu qu'il convenait de préciser l'article 29 afférent audit régime financier en fixant et clarifiant notamment, les différentes composantes et valeurs de références prévues, tant pour le recouvrement de la redevance que pour son indexation et ses modalités de paiement.

L'avenant clarifie accessoirement l'article 2 relatif à la durée de la délégation en précisant la date de notification du contrat, il simplifie également les données relatives aux documents de suivi visés par l'avenant n°1 sus visé.

Parmi les composantes et valeurs de référence, le mois M_0 précédant la date de la remise de l'offre est corrigé à raison de la dernière offre déposée et non de l'offre initiale.

La durée du contrat, les périodes contractuelles, la valeur de référence de la redevance pris pour l'indexation, la formule d'indexation et le choix de l'indice sont inchangés.

Ces précisions, ces ajouts et clarifications apportées au régime financier du contrat n'ont pas d'impact sur l'équilibre économique ni sur son montant contractuel.

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat n'est pas modifié par le présent avenant n°2, il est cependant mis à jour de l'impact financier non substantiel de l'avenant n°1.

Ce rapport induit néanmoins un trop perçu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence représentant une incidence financière limitée à 3495,06€HT.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne peuvent pas être qualifiées de substantielles. Le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 20 décembre 2021, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de l'avenant n° 2 au contrat de DSP n° 18-05 conclu avec la Société Nautique de Marseille (SNM) pour l'exploitation et l'animation du port de plaisance du Vieux-Port – Périmètre 2 clarifiant les clauses financières du contrat ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire a été informé du projet de délibération métropolitaine portant sur « l'approbation de l'avenant n° 2 au contrat de DSP n° 18-05 conclu avec la Société Nautique de Marseille (SNM) pour l'exploitation et l'animation du port de plaisance du Vieux-Port – Périmètre 2 clarifiant les clauses financières du contrat ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération du conseil de métropole relative à l'approbation de l'avenant n° 2 au contrat de DSP n° 18-05 conclu avec la Société Nautique de Marseille (SNM) pour l'exploitation et l'animation du port de plaisance du Vieux-Port – Périmètre 2 clarifiant les clauses financières du contrat.

PORTS 003-319/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 au contrat de DSP n°18-06 conclu avec le Yachting Club de la Pointe Rouge YCPR fixant les modalités d'organisation matérielles et financières pour l'année 2022 pour la période de préparation aux JO Paris 2024 et clarifiant les clauses financières du contrat

Information au Conseil de Territoire DIPOR 22/20600/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L.5217-2 et L.5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en création, aménagement et gestion des zones d'activités portuaires. Elle gère à ce titre 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot.

Dans chacun de ces ports de plaisance les plans d'eau et les terre-pleins adjacents sont dédiés à l'accueil des navires des plaisanciers et aux services utiles à leur stationnement dans le port et de manière accessoire à leur entretien en état de navigabilité.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de délégation a été attribué au Yachting Club de la Pointe Rouge par délibération du Conseil Métropolitain n° MER 003-4236/18/CM du 28 juin 2018 déposée le 29 juin 2018.

Le contrat a pris effet à sa date de notification le 13 août 2018, pour une durée d'exécution de 10 ans débutant le 1^{er} septembre 2018 date de prise de possession des installations.

Rappel de l'objet des avenants antérieurs au présent avenant :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Un avenant n°1 a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain n° MER 003-6013/19/CM du 16 mai 2019 déposée le 13 juin 2019, notifié le 21 juin 2019 cet avenant a été conclu afin d'intégrer au périmètre physique et technique initial du contrat, le parc de stationnement nord situé en continuité du terre-plein bâti délégué à l'YCPR et longeant les pannes du plan d'eau de la délégation. Cette extension de périmètre poursuivait un double objectif offrant ainsi une plus grande cohérence à la gestion logistique du délégataire en mode d'exploitation normal d'une part et offrant en perspective des Jeux Olympiques Paris 2024, événement prévu à l'article 41 du contrat, des possibilités d'aménagement compatibles avec l'accueil de plusieurs équipes désireuses de se préparer et de s'entraîner avant et pendant les épreuves. Le port de plaisance de la Pointe Rouge de par sa situation dans la rade de Marseille présentant de nombreux atouts pour une telle préparation devient avec cet avenant 1 un site majeur en phase d'accueil préparatoire des équipes.

L'avenant 1 revoyait également par ses stipulations la périodicité de certains documents de suivi entre le délégataire et le délégant. De plus par dérogation aux autres redevances-usagers de la grille tarifaire dite « annexe n°9 » était introduite la faculté pour le délégataire de faire varier jusqu'à un plafond de 20% les seuls tarifs de redevances-usagers consentis pour des activités à finalité commerciale. Egalement était prévue l'indexation du forfait de remboursement de la taxe foncière de plan d'eau prévu à l'article 31 du contrat, selon la même formule que celle applicable au titre de l'article 29 à la redevance dite « fixe » du délégant.

L'avenant n° 2, approuvé par délibération du Conseil Métropolitain TCM 019-8724/20/CM du 15 octobre 2020, a été conclu pour corriger une erreur matérielle manifeste dans la rédaction de la formule d'indexation de l'article 29 du contrat tendant à doubler le montant de la redevance fixe par la mise en œuvre annuelle d'un coefficient erroné applicable au rapport entre valeur de référence et valeur d'origine de l'indice choisi.

Le présent avenant n°3 revient à la fois sur les modalités d'exécution financière du contrat (article 29) qui nécessitent des compléments et clarifications révélées en cours d'exécution et sur les modalités matérielles et financières de la préparation et des entraînements en vue des épreuves des JO PARIS 2024, dont la mise en œuvre prévue au titre de l'article 41 nécessite des clauses précises et chiffrées scellant l'accord des parties pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022.

Les stipulations relatives à la rédaction de l'article 29 ont pour objet de fixer et clarifier la commune intention des parties concernant le régime financier de la délégation auquel il manque en fait différentes composantes et valeurs de références non précisées, tant pour le recouvrement de la redevance fixe due annuellement au délégant que pour son indexation et ses modalités de paiement.

L'avenant clarifie accessoirement l'article 2 relatif à la durée de la délégation en précisant la date de notification du contrat, il simplifie également les données relatives aux documents de suivi visés par l'avenant n°1 sus visé.

Parmi les composantes et valeurs de référence, le mois M₀ précédant la date de la remise de l'offre est corrigé à raison de la dernière offre déposée et non de l'offre initiale telle que mis en œuvre depuis le début du contrat, ce qui induit un trop perçu de 8 008,47€ HT.

La durée du contrat, les périodes contractuelles, la valeur de référence de la redevance pris pour l'indexation, la formule d'indexation et le choix de l'indice sont inchangés.

Ces précisions, ces ajouts et clarifications apportées au régime financier inscrit à l'article 29 du contrat n'ont pas d'impact sur l'équilibre économique ni sur son montant contractuel.

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat est mis à jour de l'impact des recettes de stationnement nouvelles générées par l'extension de périmètre prévue à l'avenant n°1, il est également mis à jour tant en recettes qu'en dépenses dédiées et fléchées pour la période du 1^{er} avril 2022 au 30 septembre 2024.

L'équilibre économique du contrat évolue de manière marginale, les recettes spécifiques de cette période qui seront perçues par le délégataire auprès des équipes de voile disposant de surfaces aménagées du parking nord pas générant une redevance d'intéressement au profit du délégant permettant après mise à jour du Compte d'exploitation prévisionnel joint en annexe de qualifier l'impact financier du présent avenant 3 de non substantiel.

L'incidence financière globale de ce rapport est pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de 155K€HT.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne peuvent pas être qualifiées de substantielles. Le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 20 décembre 2021, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 3 au contrat de DSP n° 18-06 conclu avec le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) fixant les modalités d’organisation matérielles et financières pour l’année 2022 pour la période de préparation aux JO Paris 2024 et clarifiant les clauses financières du contrat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire a été informé du projet d'approbation de l'avenant n° 3 au contrat de DSP n° 18-06 conclu avec le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) fixant les modalités d'organisation matérielles et financières pour l'année 2022 pour la période de préparation aux JO Paris 2024 et clarifiant les clauses financières du contrat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de l'avenant n° 3 au contrat de DSP n° 18-06 conclu avec le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) fixant les modalités d'organisation matérielles et financières pour l'année 2022 pour la période de préparation aux JO Paris 2024 et clarifiant les clauses financières du contrat.

PORTS 004-320/22/CT

■ CT1 - Demande de remise gracieuse à Madame Monique CARRARA sur une redevance de passage sur le port de La Ciotat

**Information du Conseil de Territoire
DIPOR 22/20632/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activités portuaires. Elle gère à ce titre 28 ports de plaisance représentant près de 10 000 postes à flot.

Madame Monique Carrara (âgée de 74 ans), a occupé, par un contrat annuel, un poste à flot dans le port de La Ciotat (poste N° 891). En date du 22 juillet 2019, Mme Carrara nous a informés qu'elle souhaitait libérer ce poste suite au décès de son fils et de son état de santé.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Au regard du règlement de police portuaire le plaisancier qui souhaite mettre fin à une autorisation d'occupation du domaine public, doit effectivement le signaler à la capitainerie et retirer le navire dans les meilleurs délais.

Mme Carrara, dans ce cas précis, n'a pas pu, pour des raisons de santé, enlever son navire dans les délais demandés, il est donc resté sur le poste à flot jusqu'au 31 octobre 2019.

Pendant cette période, le contrat d'occupation étant résilié, une facturation en tant que passager a été émise par la capitainerie, à juste titre, pour un montant total de 1 007,02€.

Par courrier du 13 novembre 2019, Mme Carrara nous demande de tenir compte, pour cette période de facturation, de la dégradation de son état de santé qui ne lui a pas permis de remplir ses obligations. Un certificat médical vient attester de cette situation.

Il est proposé de donner une suite favorable à cette demande exceptionnelle pour l'annulation de la facturation de la redevance de passage pour un montant de 1 007, 02€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 20 Décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de remise gracieuse à Madame Monique CARRARA sur une redevance de passage sur le port de La Ciotat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire a été informé sur la demande de remise gracieuse à Madame Monique CARRARA sur une redevance de passage sur le port de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lé

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à la demande de remise gracieuse à Madame Monique CARRARA sur une redevance de passage sur le port de La Ciotat.

PORTS 005-321/22/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port des Capucins à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole Marseillaise

**Information au Conseil de Territoire
DIPOR 22/20558/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain.

Enfin, la délibération TCM 022-8579/20/BM du 15 octobre 2020 a porté approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise, qui valide et réaffirme l'engagement de la Métropole sur la phase 2 du Contrat de Baie 2019-2021.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur la période considérée, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés sont alors établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Les travaux de rénovation de l'aire technique de carénage du Port des Capucins, font partie des opérations couvertes par ce dernier.

A ce titre, des demandes de subvention sont envisagées auprès de ces deux financeurs pour un montant estimé des travaux de 90 000,00 €HT selon le plan de financement suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	27 000,00 €HT	30,00%
Régional Sud PACA	18 000,00 €HT	20,00%
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	45 000,00 €HT	50,00 %
TOTAL €HT	90 000,00 €HT	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 20 décembre 2021, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- Le projet de délibération portant sur la « demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port des Capucins à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire a été informé du projet de la « demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port des Capucins à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération du Conseil de la Métropole sur la demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port des Capucins à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise.

PORTS 006-322/22/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port de Saint-Jean à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole Marseillaise

Information du Conseil de Territoire DIPOR 22/20560/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain.

Enfin, la délibération TCM 022-8579/20/BM du 15 octobre 2020 a porté approbation d'un avenant à la convention d'engagement du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise, qui valide et réaffirme l'engagement de la Métropole sur la phase 2 du Contrat de Baie 2019-2021.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég
--

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur la période considérée, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés sont alors établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Les travaux de rénovation de l'aire technique de carénage du Port des Capucins, font partie des opérations couvertes par ce dernier.

A ce titre, des demandes de subvention sont envisagées auprès de ces deux financeurs pour un montant estimé des travaux de 90 000,00 €HT selon le plan de financement suivant :

Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	27 000,00 €HT	30,00%
Régional Sud PACA	18 000,00 €HT	20,00%
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	45 000,00 €HT	50,00 %
TOTAL €HT	90 000,00 €HT	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du 20 décembre 2021, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

- Le projet de délibération portant sur « la demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port de Saint-Jean à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire a été informé du projet de délibération métropolitaine portant sur « la demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port de Saint-Jean à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à la demande de subvention d'investissement pour l'opération de mise en place d'un traitement des eaux de carénage de l'aire technique du port de Saint-Jean à La Ciotat dans le cadre du Contrat de Baie de la Métropole marseillaise.

Commission "Voirie - Mobilité"

VOIMOB 001-323/22/CT

**■ CT1 - Approbation d'un avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour des opérations d'éclairage public : tranche 2022
 DRMVPE 22/20190/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole est compétence en matière de « création, aménagement et entretien de voirie », sur le périmètre du territoire Marseille Provence. A ce titre, elle est maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux impactant le domaine public routier métropolitain.

Dans le cadre de l'exercice de son contrôle de légalité, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué à plusieurs reprises que la compétence de la Métropole en matière d'aménagement métropolitain incluait l'éclairage public, « en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. » Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission, dans la mesure où le transfert de l'éclairage public des voies communales n'a pas encore donné lieu à une évaluation de la charge transférée par la Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT).

Une convention de gestion a ainsi été conclue entre la Métropole et Ville de Marseille pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations afférents à l'éclairage public des voies.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à L 2422-11 du Code de la Commande Publique permettent à la Métropole de confier, par convention de mandat, certaines des attributions relevant de la sa maîtrise d'ouvrage à l'une de ses communes membres.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Ainsi, une convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée n°Z200006COV, approuvée par délibération n° VOI 014-6722/19/BM en date du 26 septembre 2019, a été conclue entre la Métropole et la commune de Marseille pour des opérations d'éclairage public.

Un premier avenant approuvé par délibération n° URBA 014-9992/21/BM du 4 juin 2021 est venu actualiser les montants de ces opérations pour l'année 2021.

Désormais, et pour permettre une poursuite des investissements et la modernisation du réseau d'éclairage public métropolitain, il s'avère nécessaire de réajuster les montants financiers pour l'année 2022.

Le présent avenant n°2 soumis à votre approbation, vise à donner mandat à la commune de Marseille, pour un montant de dépenses prévisionnelles à hauteur de 27 908 825 € TTC (en lieu et place de 17 108 825 € TTC mentionné à l'avenant n°1) .

Ces dépenses seront compensées pour la Métropole par :

- un fonds de concours dont la commune se porte redevable à hauteur de 11 291 569 € TTC,
- la récupération du FCTVA pour un montant de 4 578 164 €
- l'attribution de deux subventions par le Département à hauteur de 674 217 €
- et un prélèvement sur l'attribution de compensation équivalent à 11 364 876 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA-062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole en date du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 014-6722/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 26 septembre 2019 approuvant une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marseille pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille ;
- La délibération n° URBA 014-9992/21/BM du Bureau de la Métropole du 4 juin 2021, approuvant l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée susvisée.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'actualiser les données financières de la convention concernant notamment la tranche 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence approuve l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour les opérations d'investissement en matière d'éclairage public - tranche 2022, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 003-324/22/CT

■ CT1 - Approbation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la phase études conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'aménagement de l'avenue de Carnoux D41E et du carrefour du Mussuguet RD41E / Chemin du Plan d'Olive sur la commune de Cassis

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20530/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la phase études conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'aménagement de l'avenue de Carnoux D41E et du carrefour du Mussuguet RD41E / Chemin du Plan d'Olive sur la commune de Cassis », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage l'aménagement de l'Avenue de Carnoux (RD41E) comprenant l'aménagement du giratoire dit du Mussuguet entre l'Avenue de Carnoux (D41E) et le Chemin du Plan d'Olive sur la commune de Cassis, ainsi que la mise en sécurité de l'accès au programme immobilier en cours de construction au Sud du futur giratoire (ERILIA – 60 logement sociaux).

L'Avenue de Carnoux qui est une voie départementale (D41E) assure la liaison entre Carnoux et Cassis. Il s'agit de l'itinéraire fléché permettant d'accéder à Cassis depuis l'autoroute A50 sans péage et inversement.

Le Chemin du Plan d'Olive permet quant à lui d'assurer une liaison directe entre Roquefort La Bédoule et Cassis. Il est ainsi possible d'accéder à Cassis via Roquefort depuis l'A50 en empruntant la dernière sortie sans péage depuis Marseille.

La rue de la Tourdro, qui se connecte sur l'avenue de Carnoux (RD41E) quasiment en face du Chemin du Plan d'Olive, est une voie privée qui dessert un grand lotissement (Résidence le Mussuguet).

Le périmètre de l'opération s'étend sur environ 300 mètres linéaires le long de la RD41E depuis l'entrée d'agglomération pour permettre les aménagements nécessaires au ralentissement à l'approche du nouveau giratoire à créer au droit de la Résidence Mussuguet.

Ce périmètre intègre également l'accompagnement de l'accès aux futurs logements sociaux, afin de renforcer la sécurité des usagers.

Il est toutefois précisé que le périmètre sera étendu autant que nécessaire pour assurer le raccordement des différentes branches du futur giratoire aux voies existantes.

Les aménagements de la voirie départementale situés en agglomération répondent à des normes et réglementations spécifiques, quelquefois différentes des dispositions mises en œuvre hors agglomération, et échappent au pouvoir de police de circulation du département.

Etant donné que la Métropole a développé une solide expertise dans la conduite d'aménagements de voirie en agglomération, elle s'impose comme le partenaire privilégié pour mener ce type d'opérations.

Ainsi, par la présente convention, le Département consent un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la Métropole, afin de lui confier la réalisation de diverses investigations, sondages et études préalables à la réalisation de l'aménagement de l'Avenue de Carnoux (D41E) et du carrefour du Mussuguet (RD41E / Chemin du Plan d'Olive) sur la commune de Cassis.

Le coût de l'opération est estimé à 1 700 000 € HT soit 2 040 000 € TTC.

Le montant des études, en phase conception et réalisation, est estimé (valeur mars 2022) à 147 600 € HT.

Le Département des Bouches-du-Rhône consent de prendre en charge 50% de ce montant correspondant aux études préalables, aux analyses, sondages et investigations diverses et aux acquisitions foncières impactant l'aménagement viaire à réaliser sur son domaine public.

La Métropole assumera seule la direction de la « phase études » en conception.

La présente convention établit les modalités de transfert de la maîtrise d'ouvrage du Département au profit de la Métropole ainsi que les conditions de sa participation financière sur cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de désigner la Métropole Aix-Marseille Provence comme maître d'ouvrage unique pour l'opération d'aménagement de l'avenue de Carnoux (D41E) et du carrefour du Mussuguet (RD41E / Chemin du Plan d'Olive) sur la commune de Cassis ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la phase études conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'aménagement de l'avenue de Carnoux D41E et du carrefour du Mussuguet RD41E / Chemin du Plan d'Olive sur la commune de Cassis ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la phase études conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'aménagement de l'avenue de Carnoux D41E et du carrefour du Mussuguet RD41E / Chemin du Plan d'Olive sur la commune de Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 004-325/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la Convention de Maitrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Ensuès-la-Redonne pour la réalisation des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public des voies dans les quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan : programmation 2022**
DRMVEP 22/20713/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole est compétente en matière de « création, aménagement et entretien de voirie », sur le périmètre du territoire Marseille Provence. A ce titre, elle est maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux impactant le domaine public routier métropolitain.

Dans le cadre de l'exercice de son contrôle de légalité, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué à plusieurs reprises que la compétence de la Métropole en matière d'aménagement métropolitain incluait l'éclairage public, « en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. » Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission, dans la mesure où le transfert de l'éclairage public des voies communales n'a pas encore donné lieu à une évaluation de la charge transférée par la Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT).

Une convention de gestion a ainsi été conclue entre la Métropole et la commune d'Ensuès-la-Redonne pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations afférents à l'éclairage public des voies.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à L 2422-11 du Code de la Commande Publique permettent à la Métropole de confier, par convention de mandat, certaines des attributions relevant de la sa maîtrise d'ouvrage à l'une de ses communes membres.

Conformément à ces dispositions, le Bureau de la Métropole avait initialement approuvé, par délibération n°VOI 012-7023/19/BM en date du 24 octobre 2019, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensuès-la-Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public. Un avenant à cette convention a ensuite été approuvé par

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

délibération du Bureau n°VOI 016-7613/19/BM en date du 19 décembre 2019. Toutefois, ces actes n'ont jamais été signés par les parties.

Ainsi, la présente convention vise à régulariser le mandat de maîtrise d'ouvrage donné à la Commune d'Ensues-la-Redonne, au titre des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public dans les quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan, initiés en 2019.

Le montant des dépenses prévisionnelles de cette opération a été fixé à hauteur de 73 297 € TTC.

Ces dépenses seront compensées pour la Métropole par :

- un fonds de concours dont la commune se porte redevable à hauteur de 18 353 €,
- la récupération du FCTVA pour un montant de 12 024 €
- l'attribution d'une subvention par le Département à hauteur de 24 375 €
- et un prélèvement sur l'attribution de compensation équivalent à 18 545 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de donner mandat à la commune d'Ensues-la-Redonne pour réaliser des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public des voies, dans les quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan : programmation 2022.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune d'Ensues-la-Redonne pour la réalisation des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public des voies, au sein des quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

■ CT1 - Approbation d'une convention de Fonds de Concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Ensues-la-Redonne pour des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public aux quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20165/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à son examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'approbation d'une convention de Fonds de Concours entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Ensues-la-Redonne pour des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public aux quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis sa création, la Métropole est compétence en matière de « création, aménagement et entretien de voirie », sur le périmètre du territoire Marseille Provence. A ce titre, elle est maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux impactant le domaine public routier métropolitain.

Dans le cadre de l'exercice de son contrôle de légalité, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué à plusieurs reprises que la compétence de la Métropole en matière d'aménagement métropolitain incluait l'éclairage public, « en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. » Dès lors, il appartient à la Métropole d'assurer pleinement cette compétence.

Cependant, dans l'immédiat, la Métropole ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de cette mission, dans la mesure où le transfert de l'éclairage public des voies communales n'a pas encore donné lieu à une évaluation de la charge transférée par la Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT).

Une convention de gestion a ainsi été conclue entre la Métropole et la commune d'Ensues-la-Redonne pour les opérations de fonctionnement et de grosses réparations afférents à l'éclairage public des voies.

Dans le même esprit et dans un souci de conduite optimale des opérations lancées avant le transfert, il est apparu souhaitable que les communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations d'investissement.

A cette fin, les articles L 2422-5 à L 2422-11 du Code de la Commande Publique permettent à la Métropole de confier, par convention de mandat, certaines des attributions relevant de sa maîtrise d'ouvrage à l'une de ses communes membres.

Conformément à ces dispositions, le Bureau de la Métropole avait précédemment approuvé, par délibération n°VOI 012-7023/19/BM en date du 24 octobre 2019, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensues-la-Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public. Un avenant à cette convention a ensuite été approuvé par délibération du Bureau n°VOI 016-7613/19/BM en date du 19 décembre 2019. Toutefois, ces actes n'ont jamais été signés par les parties. Ce mandat doit ainsi faire l'objet d'une régularisation, afin de déléguer à la commune la maîtrise d'ouvrage des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public des quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Par ailleurs, en application des dispositions combinées des articles L5215-26 et L5217-7 du Code général des collectivités territoriales, des fonds de concours peuvent être versés entre une métropole et ses communes membres pour financer la réalisation d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil métropolitain et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Sur la base de ces dispositions, la Métropole et la Commune d'Ensuès-La-Redonne se sont entendues sur les termes d'une convention de fonds de concours pour des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public des quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan.

Cette convention vient compléter le dispositif financier de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à conclure entre la commune d'Ensuès-La-Redonne et la Métropole Aix-Marseille Provence portant sur la même opération.

Le coût global des travaux est établi à 73 297 € TTC soit 61 081 € HT.

La participation de la commune s'élèvera à 50 % du coût total de l'opération hors taxes (hors subvention), dans la limite de 18 353 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter la commune d'Ensuès-la-Redonne afin d'obtenir une compensation financière par fonds de concours dans le cadre de la prise en charge des travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public aux quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatan ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération ci-annexée portant sur la convention de fonds de concours pour les travaux d'amélioration et de création de l'éclairage public aux quartiers Chantegrive, Besquens et Maufatansur la commune d'Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 006-327/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant 1 à la convention de fonds de concours pour les travaux concernant le réseau d'éclairage public de la Voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire de la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20518/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à son examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant 1 à la convention de fonds de concours pour les travaux concernant le réseau d'éclairage public de la Voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire de la commune de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°Z200006COV, la commune de Marseille, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence, réalise actuellement les opérations d'investissements suivantes :

- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 1/7
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 2/3
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 4/5
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 6/8
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 9/10
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 11/12
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 13/14
- Travaux de modernisation d'éclairage Secteur 15/16
- DT/DICT Géoréférencement réseaux d'éclairage
- Déploiement horloges astronomiques
- Réfection éclairage Boulevard Michelet
- Réfection éclairage Cours Julien
- Réfection éclairage Boulevard Romain Rolland
- Réfection éclairage secteur Loubon/National/Belle de mai
- Réfection éclairage Corniche Kennedy T2
- Réfection éclairage Cours Honoré Estienne d'Orves
- Enfouissement réseaux les Goudes
- Travaux de modernisation et requalification du parc d'éclairage
- Escalier Saint Charles

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

En l'absence de transfert de charges sur la compétence éclairage public validé par la Commission Locale d'évaluation des Charges Transférées (CLECT), l'exécution de ces opérations d'investissement doit être budgétairement neutre pour la Métropole. A cet effet, est mis en place un mécanisme de compensation via fonds de concours (objet de la présente convention) et minoration de l'attribution de compensation (via une convention de maîtrise d'ouvrage dédiée) entre les deux collectivités.

Ainsi, dans le cadre d'une convention n°Z210817COV approuvée par délibération n° URBA 015-9993/21/BM du 4 juin 2021, un fonds de concours a été acté entre les deux collectivités afin de permettre une poursuite des investissements et la modernisation du réseau d'éclairage public métropolitain en prenant en compte l'évolution des investissements de la commune concernant notamment l'année 2021.

Le présent avenant vient réajuster les montants financiers de la convention de fonds de concours n°Z210817COV pour l'exécution de ces opérations de travaux sur l'éclairage public métropolitain concernant l'année 2022. Dans le cadre de celui-ci, il convient désormais de prendre en charge une nouvelle opération intitulée « Mise en sécurité des armoires de commande ».

Désormais le coût global des travaux est estimé à 27 908 825 euros TTC (en lieu et place des 17 108 825 euros TTC prévus dans la convention de fonds de concours passée en 2021).

La participation de la Commune s'élèvera à 50 % du coût total de l'opération hors taxes net des subventions dans la limite de 11 291 569 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de réajuster les montants financiers de la convention de fonds de concours n°Z210817COV pour l'année 2022 ;
- Qu'il convient désormais de prendre en charge une nouvelle opération intitulée « Mise en sécurité des armoires de commande » ;

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 1 à la convention de fonds de concours pour les travaux concernant le réseau d'éclairage public de la Voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire de la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'avenant n°1 à la convention de fonds de concours pour les travaux concernant le réseau d'éclairage public de la voirie sous compétence métropolitaine sur le territoire de la commune de Marseille, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 007-328/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le Groupement APAVE SUD EUROPE SAS (mandataire) / CERTIFER SA concernant le marché contrôle technique réglementaire pour le prolongement de la ligne du Métro de Marseille de Bougainville vers le boulevard Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT11 22/20496/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel avec le Groupement APAVE SUD EUROPE SAS (mandataire) / CERTIFER SA concernant le marché contrôle technique réglementaire pour le prolongement de la ligne du Métro de Marseille de Bougainville vers le boulevard Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges.

Cette opération consistait à étendre vers le nord, la ligne 2 de métro, depuis la station Bougainville jusqu'au boulevard du Capitaine Gèze, prolongement sur lequel a été créé une station supplémentaire.

Ce prolongement s'est accompagné de la création d'un pôle d'échanges et d'un parc relais en liaison directe avec la station.

Elle a représenté un intérêt stratégique pour Marseille notamment dans le développement de son réseau de

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

transports collectifs en site propre et a contribué à ce titre au désenclavement de plusieurs quartiers périphériques au nord de Marseille et de la gare de bus de Bougainville.

En date du 18 août 2011, le marché n° 11/105 ayant pour objet la réalisation d'une mission de contrôle technique et d'évaluation du niveau de sécurité et de conformité effectuée par un Organisme Qualifié Agréé (OQA), a été notifié au groupement solidaire APAVE SUD EUROPE SAS / CERTIFER.

Le marché a été passé à prix forfaitaire pour un montant de 245.625,00 € HT.

Il était découpé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle :

- la tranche ferme, d'un montant de 48.200,00 € HT, comprenait les prestations liées à la phase de Conception générale relative au niveau de l'AVP et PRO ;

- la tranche conditionnelle, d'un montant de 197.425,00 € HT, comprenait les phases Conception générale relative au niveau du DCE ainsi que la Conception détaillée relative aux niveaux de l'EXE, Fabrication, Installation/Mise en service jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle globale d'exécution des prestations du marché était estimée à 57 mois (45 mois de la phase conception à la phase réception, 12 mois pour la phase garantie de parfait achèvement).

Le 28 février 2014 a été notifié l'avenant n° 1 au marché qui avait pour objet d'arrêter les conditions de rémunération des missions complémentaires en phase PROJET, consécutives aux décisions du Maître d'ouvrage ; d'arrêter les conditions de rémunération définitives liées à l'extension de la mission de contrôle des avoisinants ; d'augmenter le montant du marché de 9.433.75 € HT (dont 8.535.75 au titre de la tranche ferme et 898 € HT au titre de la tranche conditionnelle).

Ce premier avenant a porté le montant global du marché à 255.058.75 € HT.

Le 1er juillet 2015 a été notifié l'avenant n° 2 au marché, prenant acte que la société CERTIFER SA se substitue dans tous les droits et obligations à CERTIFER, Ainsi, le titulaire du marché, devenait le groupement solidaire APAVE SUDEUROPE SAS / CERTIFER SA.

Le 22 décembre 2015 a été notifié l'avenant n° 3 au marché qui avait pour objet d'intégrer des prestations supplémentaires induites par les aléas et par le prolongement du planning des opérations ; de prendre en compte le nouveau montant contractuel du marché.

Il a porté le montant global du marché à 274.738.75 € HT.

A la fin du marché, la société CERTIFER SA a estimé avoir subi des préjudices dont elle entendait obtenir l'indemnisation.

La Société CERTIFER SA a ainsi formulé une demande de rémunération complémentaire par mémoire en date du 04/10/2018, rectifié le 20/11/2018 et complété le 18/05/2020.

De son côté, la Société APAVE SUDEUROPE SAS a formulé une demande de rémunération complémentaire par mémoire en date du 02/09/2020, rectifié le 10/09/2020.

La réclamation portait uniquement sur la tranche conditionnelle du marché.

A la demande de la Métropole, pour simplifier l'instruction de cette demande en réclamation, le groupement a fait une jonction des mémoires d'indemnisation en établissant sa demande indemnitaire en une seule réclamation à hauteur de 364.856,25 euros HT.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé au titulaire de ramener ce montant à 113.321,50 euros HT.

Le titulaire ayant accepté cette proposition, il a été convenu qu'un protocole transactionnel serait établi pour permettre la rémunération des sommes acceptées par le maître d'ouvrage. Aussi, les parties au protocole, soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend ont convenu de mettre fin à leur litige par référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Par conséquent, le protocole transactionnel accepté par le titulaire permet de ramener le montant de la demande d'indemnisation initiale de 364.856,25 euros HT à 113.321,50 euros HT.

Ce protocole transactionnel est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- Le marché n° 11/105 relatif à la réalisation d'une mission de contrôle technique et d'évaluation du niveau de sécurité et de conformité effectuée par un Organisme Qualifié Agréé (OQA) pour le Prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Bougainville vers le Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le Groupement APAVE SUD EUROPE SAS (mandataire) / CERTIFER SA concernant le marché susvisé ;
- La délibération DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°11-105, et entraîne que le Groupement APAVE SUD EUROPE SAS (mandataire)/CERTIFER SA renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige ;

Signé le 27 Juin 2022Reçu au Contrôle de lég

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le Groupement APAVE SUD EUROPE SAS (mandataire) / CERTIFER SA concernant le marché contrôle technique réglementaire pour le prolongement de la ligne du Métro de Marseille de Bougainville vers le boulevard Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le Groupement APAVE SUD EUROPE SAS (mandataire)/CERTIFER SA concernant le marché contrôle technique réglementaire pour le prolongement de la ligne du Métro de Marseille de Bougainville vers le boulevard Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 008-329/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société EGIS RAIL concernant le marché n°T17/067 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en service du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges**

Avis du Conseil de Territoire DGSDCT1I 22/20497/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société EGIS RAIL concernant le marché n°T17/067 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en service du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges.

Cette opération consistait à étendre vers le nord, la ligne 2 de métro, depuis la station Bougainville jusqu'au boulevard du Capitaine Gèze, prolongement sur lequel a été créé une station supplémentaire.

Signé le 27 Juin 2022 Reçu au Contrôle de lég

Ce prolongement s'est accompagné de la création d'un pôle d'échanges et d'un parc relais en liaison directe avec la station.

Elle représente un intérêt stratégique pour Marseille notamment dans le développement de son réseau de transports collectifs en site propre et contribue à ce titre au désenclavement de plusieurs quartiers périphériques au nord de Marseille et de la gare de bus de Bougainville.

En date du 24 mai 2017, le marché n°T 17/067 relatif à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en service de l'opération de prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges a été notifié à la société EGIS RAIL SA pour un montant global forfaitaire de **476 340,00 € HT, soit 571 608,00 € TTC**.

Le marché a été décomposé en tranches comme suit :

- **287 762.40 € HT soit 345 314,88 € TTC** au titre de la tranche ferme relative à la mission d'assistance pendant les travaux ;
- **106 386,00 € HT soit 127 663,20 € TTC** au titre de la tranche optionnelle n°1 relative à la mission d'assistance pendant les travaux-période complémentaire ;
- **82 191.60 € HT soit 98 629,92 € TTC** au titre de la tranche optionnelle n°2 relative à la mission d'assistance phase post mise en service.

Le délai d'exécution de la tranche ferme est de 8 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations ;

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle n°1 est de 3 mois à compter de la notification de la décision d'affermissement de la tranche ;

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle n°2 est de 12 mois à compter de la notification de la décision d'affermissement de la tranche.

Des faits nouveaux et imprévus sont apparus depuis le lancement de la consultation ayant conduit à l'attribution du marché n°T17/067, principalement liés au marché n°13/205 relatif à la signalisation ferroviaire et pilotage automatique métro de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville vers Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges.

Ceci a impacté le délai global de l'opération de travaux et consécutivement le marché n°17/067. Par ordre de service n°3 du 22/09/2019 a été notifiée au titulaire la prolongation de la durée de la tranche optionnelle n°2 portant celle-ci de 12 mois à 24 mois. Le titulaire a émis des réserves liées à la pris en compte des surcoûts de maintien des équipes estimée à 114 729.60 € HT soit 137 675.52 € TTC. Par ordre de service n°4 du 30/01/2020 a été notifié au titulaire la prolongation de la durée de la tranche optionnelle n°2 portant celle-ci de 24 mois à 36 mois. Le titulaire a émis des réserves quant à la prolongation de ce délai d'exécution générant un préjudice lié à l'évolution globale de la durée du marché.

A la fin du marché, la société EGIS RAIL SA a estimé avoir subi des préjudices dont elle entendait obtenir l'indemnisation.

La société EGIS RAIL SA a formulé une demande de rémunération complémentaire par mémoire en date du 27 janvier 2021 à hauteur de 283 356,00 euros HT.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé au titulaire de ramener ce montant à 185 262,60 EUROS HT.

Le titulaire ayant accepté cette proposition, il a été convenu qu'un protocole transactionnel serait établi pour permettre la rémunération des sommes acceptées par le maître d'ouvrage. Ainsi, les parties au protocole, soucieuses de trouver une solution amiable à leur différend, ont convenu de mettre fin à leur litige par référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil.

Par conséquent, le protocole transactionnel, accepté par le titulaire, permet de ramener le montant de la demande d'indemnisation de 283 356,00 euros HT à 185 262,60 euros HT.

L'incidence financière est de 185 262,60 euros HT à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il est proposé d'approuver le protocole transactionnel joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Civil ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le programme de l'opération du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges ;
- Le marché n°T17/067 relatif à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en service du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville - Capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par EGIS RAIL SA concernant le marché susvisé ;
Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'établissement d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et EGIS RAIL SA ;
- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°T17/067 et entraîne que la société EGIS RAIL SA renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société EGIS RAIL concernant le marché n°T17/067 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en service du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société EGIS RAIL concernant le marché n°T17/067 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en service du prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville-Capitaine Gèze et la création du pôle d'échanges.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 009-330/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise DEMCY titulaire d'un marché de travaux numéro Z19153, dans le cadre de la démolition du bâtiment situé au 30 rue d'horticulture à Marseille**

**Information du Conseil de Territoire
DGMOB 22/20674/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération de la démolition du bâtiment sis au 30 rue de l'Horticulture, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a conclu un marché de travaux avec l'entreprise DEMCY pour l'exécution de travaux pour un montant de 228 970.00 euros H.T.

Le Maître d'ouvrage a eu besoin de faire effectuer par le titulaire des prestations supplémentaires suite à la constatation d'amiante non repérée lors des prélèvements. Cela a donc engendré des travaux de désamiantage supplémentaires et une évacuation de gravats amianté dont les prix supplémentaires sont décomposés comme suit :

- | | |
|--|-----------------|
| – Travaux de désamiantage complémentaire R+1 | : 7 115,20 € HT |
| – Evacuation des gravats (en complément du poste
1.5 « Evacuation des gravats et déchets vers site
230 12h. St Jean du Désert du marché ») | : 3 782.03€ HT |
| – Travaux de désamiantage complémentaire RDC | : 5 943.95€ HT |

Pour un total de travaux supplémentaires de : 16 841.18€ HT (20 209.42 € TTC)

En effet les délais de retrait de réseau Enedis en façade du bâtiment ont fortement impacté le planning travaux, le réseau a été déposé en juillet 2020, suite au devis de dévoiement qui avait été transmis en aout 2019.

La date à laquelle les difficultés sont apparues : En cours de réalisation des travaux, l'entreprise a envoyé le devis avec les prestations supplémentaires le 07/10/2021.

Position du maître d'ouvrage

Les montants des prestations supplémentaires ont été acceptés et actés par l'OS n°1 en date du 19/10/2021 par le pouvoir adjudicateur par présentation de devis (voir PJ « devis travaux supplémentaire CH0113 n°1 - ind B et devis travaux supplémentaire CH0113 n°2 - ind B) car les travaux supplémentaires sont devenus nécessaires à la sécurisation du chantier.

Ces prestations supplémentaires ont été réalisées en dehors du délai d'exécution des prestations prévu contractuellement qui était de 3 mois à compter de la notification du marché (soit du 19 mars 2019). Aucun ordre de service de suspension ou de prolongation n'a été émis durant l'exécution.

Les travaux ont été réceptionnés le 20/10/2021, date à laquelle l'achèvement des travaux a été retenue. En vertu de l'article 3 du CCAE, le marché s'achève au terme de la réalisation des prestations. Le marché a donc pris fin le 20/10/2021.

Les prestations ont été correctement réalisées et conformes au devis comprenant les suppléments. C'est dans ce contexte que les parties, agissant dans un souci de mettre un terme amiable et rapide à la présente affaire, se sont rapprochées et ont convenu de régler le différend qui les oppose par les engagements et concessions réciproques suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 « Amélioration de l'Habitat Ancien ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Considérant la nécessité de rémunérer l'entreprise au titre du travail fourni et non rémunéré à ce jour.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 « Amélioration de l'Habitat Ancien ».

Article 2 :

Sont approuvés les termes du Protocole Transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise DEMCY, annexé au présent rapport.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer le présent Protocole Transactionnel, et à prendre tout acte ou toute décision relative à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Le montant de l'indemnité sera imputé sur l'Autorisation de Programme numéro 200011BP dont les crédits de paiement sont inscrits au Budget Prévisionnel 2022 qui présente les disponibilités suffisantes.

VOIMOB 010-331/22/CT

■ CT1 - Approbation du protocole indemnitaire avec la Société Indigo au titre du COVID-19 pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 22/20691/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du protocole indemnitaire avec la Société Indigo au titre du COVID-19 pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La société Marseille Estienne d'Orves Stationnement assure l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille dans le cadre du contrat de délégation de service public n°19/04 ayant pris effet le 1er juillet 2019 pour une durée de 7 ans.

La première vague de la pandémie de COVID-19 a affecté l'activité des services publics métropolitains, et notamment, ceux exercés par les opérateurs en charge de l'exploitation de parcs de stationnement.

Le délégataire, tout en maintenant le fonctionnement du service public concédé, a dû faire face à une perte substantielle de chiffres d'affaires, générant une situation de déficit tout aussi substantielle.

La Métropole a retenu la théorie de l'imprévision pour fonder le principe d'une indemnisation partielle destinée à compenser des difficultés temporaires de ses partenaires. Aussi, elle a décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Indigo allouant une aide financière de 145 400 €, concernant l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la première vague de la pandémie de COVID-19 a affecté l'activité des services publics métropolitains, dont ceux exercés par les opérateurs de la mobilité ;
- Que le Délégataire Indigo a dû faire face à une perte substantielle de chiffres d'affaires, générant un préjudice financier à ce dernier ;
- Que compte tenu du caractère imprévisible de la situation, la Métropole a décidé de prendre en charge partiellement les pertes subies par le Délégataire au sein du parc Estienne d'Orves ;
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du protocole indemnitaire avec la Société Indigo au titre du COVID-19 pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation du protocole indemnitaire avec la Société Indigo au titre du COVID-19 pour l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 011-332/22/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession n°09/149 relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement Vieux-Port Mucem à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 22/20692/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession n°09/149 relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement Vieux-Port Mucem à Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Par contrat de concession de service public n°09/149 conclu le 29 octobre 2009, la Communauté Urbaine Marseille Provence, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Vinci Park France, aujourd'hui Indigo, la construction, l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement Vieux-Port MUCEM à Marseille. Ce contrat d'une durée de 40 ans prendra fin le 4 novembre 2049.

La construction du parc de stationnement Vieux-Port MUCEM a été décidée pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations d'Europe et de Méditerranée (MUCEM) et le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) renommé « Villa Méditerranée ».

Le contrat prévoit le versement d'une subvention d'équilibre qui se déclenche lorsque le seuil de recettes contractuellement défini n'est pas atteint.

A compter de juin 2022, la Villa Méditerranée doit accueillir la réplique de la grotte Cosquer équipement culturel majeur devant entraîner un accroissement de la demande de stationnement au sein du parc Vieux-Port MUCEM et donc des recettes.

En effet, cette évolution favorable de l'activité devrait permettre d'améliorer l'équilibre économique du contrat. Ainsi, les parties ont convenu de réviser les modalités de calcul de la contribution à l'équilibre d'exploitation définies à l'article 2.2.2 du Contrat et de fixer son montant annuel maximum à 500 000 € HT (valeur janvier 2022), soit 600 000 € TTC à compter de l'exercice 2022.

Par ailleurs et afin de répondre aux usagers résidents, il s'avère nécessaire de modifier l'heure de démarrage de l'abonnement résident VL nuit + week-end à 18 h30 au lieu de 20h à compter du 1^{er} juillet 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession n°09/149 relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement Vieux-Port Mucem à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession n°09/149 relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien du parc de stationnement Vieux-Port Mucem à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 012-333/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Préfecture et Castellane à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20695/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Préfecture et Castellane à Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par contrat de concession de service public n°91/342 ayant pris effet le 19 novembre 1991, la Ville de Marseille, à laquelle s'est substituée la Communauté Urbaine, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au groupement CSES - SOGEA, aujourd'hui Indigo, la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Préfecture et Castellane à Marseille. Ce contrat d'une durée de 50 ans prendra fin le 15 décembre 2043.

La Métropole a décidé par la délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Les parcs Préfecture et Castellane font partie de la zone « Hyper-Centre ».

Cette nouvelle politique tarifaire introduit notamment des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisées. Ces dispositions ont été progressivement mises en place par la Métropole après négociation avec les délégataires, et ce depuis le 1^{er} novembre 2019.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La Métropole poursuivant son objectif de mise en œuvre d'une tarification résident harmonisée, s'est rapprochée de la société Indigo, Déléataire, pour une application de ces tarifs résident à compter du 1^{er} septembre 2022 dans les parcs Préfecture et Castellane.

Cette tarification résident comporte 3 formules d'abonnement : VL 24/24h, moto 24/24h et VL nuit + week-end applicable de 18h30 à 8h.

Les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse des recettes prévisionnelles du Déléataire qui seront compensées partiellement par la Métropole pendant une durée limitée à cinq ans. Cette compensation financière sera versée annuellement selon un échéancier prévu dans l'avenant jusqu'en 2027 inclus. Le montant total de cette compensation s'élève à 1 026 386,86 € HT (1 231 664,23€ TTC).

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2028, le concessionnaire supportera entièrement les charges inhérentes à la mise en œuvre de cette politique tarifaire jusqu'à la fin du contrat, celui-ci ne prévoyant pas de redevance.

Par ailleurs, la Métropole souhaite intégrer au contrat la prise en compte de franchises de stationnement au bénéfice des usagers horaires lors de manifestations ponctuelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Préfecture et Castellane à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Préfecture et Castellane à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 013-334/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 22/20697/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle à Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par contrat de concession de service public n°91/343 conclu le 21 octobre 1991, la Ville de Marseille, à laquelle s'est substituée la Communauté Urbaine, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société SOGEPARC, aujourd'hui Indigo, la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Charles de Gaulle et Jean Jaurès à Marseille. Ce Contrat d'une durée de 50 ans prendra fin le 15 décembre 2043.

La Métropole a décidé par la délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Les parcs Jean Jaurès et Charles de Gaulle font partie de la zone « Hyper-Centre ».

Cette nouvelle politique tarifaire introduit notamment des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisées. Ces dispositions ont été progressivement mises en place par la Métropole après négociation avec les délégataires, et ce depuis le 1^{er} novembre 2019.

Par avenant n°6 au contrat approuvé par la délibération du Conseil de la Métropole n° TRA 005-6777/19/CM du 26 septembre 2019, la nouvelle politique tarifaire a été mise en œuvre dans le parc Charles de Gaulle.

La Métropole poursuivant son objectif de mise en œuvre d'une tarification « résidents » harmonisée, s'est rapprochée du Délégataire pour une application de ces tarifs « résidents » à compter du 1^{er} septembre 2022 cette fois au sein parc Jean Jaurès.

De plus, la tranche horaire de l'abonnement « résidents VL nuit + week-end » sera modifiée : initialement prévue de 20h à 8h, elle sera désormais applicable de 18h30 à 8h et entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2022 pour le parc Charles de Gaulle et du 1^{er} septembre 2022 pour le parc Jean Jaurès.

Les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse significative des recettes prévisionnelles du Délégitaire qui seront compensées partiellement par la Métropole pendant une durée de cinq ans. Cette compensation financière sera versée annuellement selon un échéancier prévu dans l'avenant jusqu'en 2027 inclus. Le montant total de cette compensation s'élève à 1 336 643,97€ HT (1 603 972,77€ TTC).

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2028 le concessionnaire supportera entièrement les charges inhérentes à la mise en œuvre de cette politique tarifaire jusqu'à la fin du contrat, celui-ci ne prévoyant pas de redevance.

Par ailleurs, la Métropole souhaite intégrer au contrat la prise en compte de franchises de stationnement au bénéfice des usagers horaires lors de manifestations ponctuelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°7 au contrat de concession relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Jean Jaurès et Charles de Gaulle à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 014-335/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession pour l'entretien et l'exploitation des parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Timone, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 22/20700/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°6 au contrat de concession pour l'entretien et l'exploitation des parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Timone, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par contrat de concession de service public n°91/354 conclu le 2 décembre 1991, la Ville de Marseille à laquelle s'est substituée la Communauté Urbaine Marseille Provence puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société SCETAUPARC, aujourd'hui Qpark France, l'entretien et l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Timone, Gambetta, Phocéens et Corderie de Marseille. Le contrat d'une durée de 31 ans prendra fin le 2 décembre 2022.

En cours d'exécution du contrat, et suite aux travaux du complexe cinématographique Artplexe situé au-dessus du parking Gambetta, il est apparu nécessaire de réaliser rapidement des travaux inhérents à la mise en sécurité du parking et de remise en état.

De même, il s'avère nécessaire compte tenu du contexte réglementaire, de mettre en accessibilité le parking Cours Julien par la création d'un édicule et de déployer au sein des cinq parcs 30 bornes IRVE eu égard à la Loi Climat et Résilience. Compte tenu de l'urgence de certains travaux, il a été demandé au Délégué de réaliser et de financer l'ensemble de ces travaux. Il est établi entre les parties que l'ensemble des travaux pris en charge par le Délégué ne pourront excéder 1.270.000€ HT.

De plus, le manque de visibilité sur les incidences à l'égard des parcs découlant de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS » n'ont pas permis d'engager la procédure de renouvellement du contrat dans les délais requis. Dans l'attente de clarifications, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi décidé de prolonger la durée du contrat de dix-huit mois, prorogeant son terme au 2 juin 2024. Ce délai complémentaire permettra aussi à la Métropole de poursuivre les travaux déjà engagé dans le cadre du contrat.

Compte tenu du prolongement du contrat, le concessionnaire versera une redevance d'occupation de 60 k€ par mois, soit 1 080 k€ pour les dix-huit mois de prolongation du contrat.

Par ailleurs, dans le cadre de l'homogénéisation de la politique tarifaire en vigueur, la Métropole demande la mise en place d'un tarif « noctambule » au sein du parc Cours Julien en harmonisation avec les tarifs appliqués dans les autres parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille, ainsi que 30 abonnements résidents au sein du parc Monthyon (20 7j/7, 5 nuit et week-end et 5 motos). Cet aménagement tarifaire entrera en vigueur à compter du 1^{er} septembre 2022.

De même, la tranche horaire de l'abonnement « résidents VL nuit + week-end » sera modifiée : initialement prévue de 20h à 8h, elle sera désormais applicable de 18h30 à 8h et entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2022 pour les parcs Timone, Corderie, Baret, Cours Julien, Phocéens et Gambetta et du 1^{er} septembre 2022 pour le parc Monthyon.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Enfin, la Métropole souhaite intégrer au contrat la prise en compte de franchises de stationnement au bénéfice des usagers horaires lors de manifestations ponctuelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation de l’avenant n°6 au contrat de concession pour l’entretien et l’exploitation des parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Timone, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l’approbation de l’avenant n°6 au contrat de concession pour l’entretien et l’exploitation des parcs Baret, Monthyon, Cours Julien, Timone, Gambetta, Phocéens et Corderie à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 015-336/22/CT

■ CT1 - Approbation de l’avenant n°3 au contrat de concession pour l’exploitation des parcs en enclos de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 22/20698/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°3 au contrat de concession pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par contrat de concession n°15/1623, la Communauté Urbaine Marseille Provence, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société EFFIA l'exploitation de 10 parcs de stationnement en enclos à Marseille (7 parcs de plages et 3 urbains : Providence, Tilleuls et Beaugeard). Le contrat d'une durée de 7 ans prendra fin le 25 octobre 2022.

Les travaux préparatoires en vue d'accueillir les Jeux Olympiques 2024 vont impacter l'exploitation des parcs des plages, entraînant des pertes de recettes significatives pour le délégataire.

D'autre part, une requalification complète de la zone littorale est actuellement à l'étude pour la période post Jeux Olympiques, ce qui impacterait tout ou partie des parcs situés sur ce périmètre.

De plus, le manque de visibilité sur les incidences à l'égard des parcs découlant de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS » n'ont pas permis d'engager la procédure de renouvellement du contrat dans les délais requis ; dans l'attente de clarifications, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi décidé de repousser l'échéance du contrat au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet de requalification du quartier Belsunce s'inscrivant dans l'opération « Grand Centre-ville », la Ville de Marseille souhaite disposer de l'espace occupé actuellement par le parc Providence en vue d'un réaménagement total, entraînant ainsi une modification du périmètre de la Délégation. Cette option, prévue dès l'origine du contrat de concession, sera effective à compter du 25 octobre 2022.

Il convient dès lors d'acter les modifications précitées dans le cadre d'un avenant n°3 du contrat n°15/1623 afin de prendre en compte la modification du périmètre de celui-ci, la prolongation de sa durée, la mise en œuvre d'un dispositif spécifique lié à l'organisation des Jeux Olympiques, ainsi que les impacts financiers en découlant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat de concession pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°3 au contrat de concession pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 016-337/22/CT

■ CT1 - Approbation de convention relative au financement des études d'avant-projet de la phase 1 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20689/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de convention relative au financement des études d'avant-projet de la phase 1 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'enquête publique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur s'est déroulée en janvier et février derniers. Par délibération URBA-001-11098/21/CM du 16 décembre 2021 la Métropole a donné son avis sur le projet de création de la Ligne ferroviaire Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le 2 mars 2022, une ordonnance du Président de la République a créé un établissement public local de financement de cette ligne nouvelle, au sens de la loi d'Orientations sur les Mobilités. Cet établissement public local sera mis en place avant la période estivale.

Une convention d'avant-projet a été élaborée par la SNCF sur la phase 1 de la Ligne Nouvelle. Elle décrit en détail les études à mener, qui devront être suivies d'études directes d'avant-projet détaillé.

Pour mémoire, la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur comprend deux phases depuis le rapport du Conseil d'Orientation des Infrastructures de janvier 2018 et la Loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019, qui s'est basée sur ce rapport pour les grands choix d'infrastructures nationales.

Pour la Métropole, les deux phases correspondent à deux étapes bien distinctes, mais dépendantes l'une de l'autre. Elles sont aussi imbriquées dans le temps : la phase 1 est en objectif de réalisation sur la période 2023-2029 et la phase 2 en 2027-2035.

La phase 1 comprend la libération partielle du site ferroviaire dit des Abeilles pour un aménagement du faisceau de voies ; dit « Bloc Est » ; ainsi qu'une modernisation des voies littorales, dite « Corridor Ouest ». La phase 2 comprend la traversée souterraine de Marseille et la gare souterraine à Saint-Charles. Le site des Abeilles sera totalement libéré et la gare entièrement transformée au sein de l'opération urbaine « Quartiers Libres ». L'intérêt de la phase 1 relève de l'exploitation. Elle vise à améliorer le fonctionnement de l'existant. La phase 2 est l'enjeu premier du projet, c'est elle qui permet le développement et les phases ultérieures vers Nice.

Le plan de financement des études AVP phase 1 prévoit un montant de 1 258 millions d'euros pour la Métropole, dans un calendrier rapide sur trois ans.

	Clé de répartition (%)	Périmètre SNCF Réseau	Périmètre SNCF G&C	Total (€)
--	------------------------	-----------------------	--------------------	-----------

Etat	50,0000%	12 600 000,00 €	2 500 000,00 €	15 100 000,00 €
Région	25,0000%	6 300 000,00 €	1 250 000,00 €	7 550 000,00 €
Département des Bouches du Rhône	4,1667%	1 050 008,40 €	208 335,00 €	1 258 343,40 €
Département du Var	3,7500%	945 000,00 €	187 500,00 €	1 132 500,00 €
Département des Alpes Maritimes	2,7083%	682 491,60 €	135 415,00 €	817 906,60 €
Métropole Aix-Marseille Provence	4,1667%	1 050 008,40 €	208 335,00 €	1 258 343,40 €
Métropole Toulon Provence Méditerranée	3,7500%	945 000,00 €	187 500,00 €	1 132 500,00 €
Métropole Nice Côte d'Azur	2,7083%	682 491,60 €	135 415,00 €	817 906,60 €
Communauté Dracénie Provence Verdon agglomération	0,8333%	209 991,60 €	41 665,00 €	251 656,60 €

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	1,6667%	420 008,40 €	83 335,00 €	503 343,40 €
Communauté d'agglomération SophiaAntipolis	0,8333%	209 991,60 €	41 665,00 €	251 656,60 €
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	0,4167%	105 008,40 €	20 835,00 €	125 843,40 €
Total	100,0000%	25 200 000,00 €	5 000 000,00 €	30 200 000,00 €

Le texte proposé par la SNCF, bien que remplissant ses objectifs, prend insuffisamment en compte les besoins d'études en interface entre les services du maître d'ouvrage et ceux de la Métropole, sans oublier ceux de la Ville de Marseille. Il est toutefois entendu, que ces besoins impératifs de coordination seront assurés par la SNCF.

Les études devront aussi prévoir et étudier toutes les mesures transitoires nécessaires induites par les travaux menés par la SNCF, et c'est aussi une réserve que ce texte amène.

Enfin et surtout par rapport à l'annexe 2 de ce document, la Métropole, ainsi que la Ville de Marseille, et d'autres collectivités partenaires du projet, ont estimé trop tardif les délais de lancement des études de la phase 2 proposés initialement. En effet, la phase 2 se caractérise par des ouvrages lourds, c'est le cœur du projet. L'Autorité Environnementale elle-même, dans son avis sur le projet rendu l'année dernière, a soulevé le retard déjà pris dans l'étude des ouvrages souterrains de la phase 2. Outre les ouvrages souterrains, la libération du plateau des Abeilles à St Charles pour les travaux de la gare souterraine constitue une opération très lourde à prévoir dès maintenant. Des études doivent aussi être menées d'urgence pour permettre par avance les interfaces avec notre projet de Tramway passant sous le viaduc ferroviaire dit « tunnel » du Boulevard National.

Le projet de nouvelle gare se déploiera en effet dans cette zone, ouvrant la gare à 360°, à cet endroit vers le boulevard Voltaire, le quartier de la Belle de Mai et le Tramway dont la mise en service sera effectuée avant celle de la LNPCA.

Aussi, il apparaît donc que les études des deux phases de la LNPCA doivent être menée en même temps.

A la suite d'un comité de pilotage en décembre dernier, il a été convenu qu'un projet d'AVP de la phase 2 devait être présenté au prochain comité de pilotage du printemps. Lors d'un COPIL le 14 juin, l'Etat, la Région et l'ensemble des partenaires ont confirmé définitivement leur volonté d'adopter et signer l'AVP de la phase 2 d'ici la fin de l'année, pour un démarrage début 2023. L'AVP de la phase 2 est estimé aux alentours de cent millions d'euros. Les deux AVP doivent être approuvés et signés d'ici la fin de l'année.

Par conséquent, il est proposé de donner un avis favorable, comportant quelques réserves et rappels de contexte, à l'adoption de cet avant-projet de la phase 1. L'avant-projet de la phase 2 sera présenté à la session métropolitaine d'octobre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de convention relative au financement des études d'avant-projet de la phase 1 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation de convention relative au financement des études d'avant-projet de la phase 1 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 017-338/22/CT

■ **CT1 - Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille - Deuxième phase - Autorisation de la sollicitation de la Commission Nationale du Débat Public pour demander la désignation d'un garant**

Avis du Conseil de Territoire

DGSDCT11 22/20666/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille - Deuxième phase - Autorisation de la sollicitation de la Commission Nationale du Débat Public pour demander la désignation d'un garant », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Une première phase d'extension du réseau de tramway est en cours de réalisation comprenant au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des tramways.

La deuxième phase de ce projet d'extension consiste à prolonger le tramway de Marseille vers le Nord sur une longueur de 6,3 à 7,1 km dans les 15ème et 16ème arrondissements entre Gèze et La Castellane et vers le Sud sur 1,5 km dans le 9ème arrondissement entre La Gaye et La Rouvière.

Par délibération n° TRA 011-6416/19/CM du 20 juin 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la deuxième phase de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud, pour permettre la réalisation des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.

Par délibération n° TRA 004-7842/19/CM du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération tramway ayant pour objet la deuxième phase du prolongement du réseau de tramway au Nord (La Castellane) et au Sud (la Rouvière) et la création d'un site de remisage de tramways.

Par délibération n° MOB 001-8937/20/BM du 17 décembre 2020, le Bureau de la Métropole a approuvé le lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway Nord- Sud de Marseille – Deuxième phase.

Le projet permettra notamment la réalisation d'un grand axe Nord-Sud participant à l'atteinte des objectifs fixés par le Plan De Mobilité 2020 - 2030 approuvé le 16 décembre 2021 en matière de développement du réseau de transport à haut niveau de service.

La deuxième phase d'extension du tramway Nord - Sud figure dans le volet mobilité du plan Marseille En Grand.

Par délibération n°MOB 003-11727/22/CM du 5 mai 2022, le Conseil de la Métropole a confirmé le tracé de référence pour l'opération, avec la variante de tracé relative à l'extension Nord.

La réalisation de l'ensemble du projet est soumise à l'organisation d'une concertation préalable en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme et des articles 121-8 et suivants du Code de l'Environnement.

Le projet de prolongation de la ligne de tramway de Marseille étant inférieur au seuil de l'article L. 121-8 I mais supérieur au seuil de l'article L.121-8 II du Code de l'Environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a pas l'obligation de saisir la CNDP et peut décider d'organiser elle-même une concertation préalable sur le fondement de ce dernier article. Pour ce faire, elle est tenue de solliciter la désignation d'un garant auprès de la CNDP, chargé de veiller à la bonne information et à la participation du public.

Les modalités de la concertation préalable sur lesquelles la Métropole s'engage ayant été délibérées en Conseil de Métropole le 5 mai 2022, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence se positionne sur les dispositions retenues dans le cadre de l'opération au titre de l'article L.121-8 II.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération TRA 011-6416/19/CM du 20 juin 2019 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension Nord - Sud du réseau de tramway de Marseille deuxième phase afin de permettre la réalisation des études ;
- La délibération TRA 004-7842/19/CM, du 19 décembre 2019 approuvant le programme détaillé de cette opération, présentant l'ensemble des objectifs de l'opération tramway ayant pour objet la deuxième phase du prolongement du réseau de tramway au Nord (La Castellane) et au Sud (la Rouvière) et la création d'un site de remisage de tramways ;
- La délibération MOB 001-8937/20/BM, du 17 décembre 2020 approuvant le lancement de la concertation préalable pour l'extension du réseau de tramway Nord-sud de Marseille - Deuxième phase ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération MOB 003-11727/22/CM du 5 mai 2022 relative aux précisions sur le tracé de l'extension nord et aux précisions sur le dispositif de concertation préalable.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'opération relève de la compétence de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) au sens de l'article L. 121-8 II du Code de l'Environnement ;
- Que la Métropole choisit de ne pas saisir la CNDP et de procéder elle-même à la réalisation de la concertation préalable sur le fondement du Code de l'environnement ;
- Qu'il convient par conséquent de solliciter la désignation d'un garant auprès de la CNDP, qui sera chargé de veiller à la bonne information et à la participation du public pour la concertation préalable ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille - Deuxième phase - Autorisation de la sollicitation de la Commission Nationale du Débat Public pour demander la désignation d'un garant.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation de l'extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille - Deuxième phase - Autorisation de la sollicitation de la Commission Nationale du Débat Public pour demander la désignation d'un garant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 018-339/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'une charte de Qualité Chantier Voirie visant à harmoniser et améliorer la tenue des chantiers de Travaux Public sur la voie publique entre le Conseil de Territoire Marseille Provence, les concessionnaires de réseaux publics, la Fédération Régionale des Travaux Publics**

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DGSDCT11 22/20528/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une charte de Qualité Chantier Voirie visant à harmoniser et améliorer la tenue des chantiers de Travaux Public sur la voie publique entre le Conseil de Territoire Marseille Provence, les concessionnaires de réseaux publics, la Fédération Régionale des Travaux Publics », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Territoire Marseille Provence regroupant 17 communes autour de la Ville centre Marseille, est compétent en matière d'aménagement et d'entretien de l'ensemble des infrastructures de voirie soit environ 2000 km au total.

A ce titre il y consacre annuellement près de 90 millions d'euros d'investissement.

Le Territoire fait l'objet, par ailleurs, d'une vaste opération de renouvellement des réseaux de distribution d'électricité par l'entreprise ENEDIS, du déploiement du plan fibre par l'entreprise Orange, du programme de renouvellement par la Société des Eaux Marseille Métropole (SEMM), ainsi que des autres concessionnaires ou opérateurs de réseaux (SERAMM, SFR, GRDF, ...).

L'ensemble de ces opérations génère ainsi annuellement 12 000 demandes d'ouverture de voirie.

Leur réalisation perturbe souvent la vie quotidienne des riverains, la circulation et les usages :

- Aspect des chantiers, bruit, embouteillage, stationnement abusif, dégradation de l'environnement.

Par ailleurs, il est nécessaire de garantir que les chantiers soient exécutés dans les meilleures conditions de sécurité notamment par le maintien pour les riverains de traversées piétonnes et de cheminements.

Il convient également de signaler que ces intervenants, tant maîtres d'ouvrages qu'entreprises chargées des travaux, ont des politiques de communication et de qualité très variables.

Pendant la durée du chantier, tout doit donc être mis en œuvre pour réduire les nuisances visuelles, sonores et environnementales afin d'optimiser l'impact positif des travaux, tout en s'appuyant sur une meilleure information des citoyens au profit d'une meilleure intégration des projets, maintenir l'accessibilité et permettre la préservation du site.

Il convient donc de tendre vers la qualité d'ensemble des chantiers exécutés sur la voie publique et ses abords, dans cette optique un certain nombre d'actions a déjà été mise en œuvre.

Le Territoire Marseille Provence met à disposition des différents Maîtres d'Ouvrages un logiciel de coordination « SITEV » (Système d'Information des Travaux et Evénements de Voirie), pour faciliter le travail d'organisation des plannings de travaux des différents Maîtres d'Ouvrages, pour toute intervention ayant un impact sur le domaine public routier.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Les malfaçons constatées dans la qualité de la réfection des tranchées ont conduit à créer une cellule de contrôle des exploitants de réseaux qui intervient en tant que de besoin.

Les personnels de la Division Gestion des Concessionnaires et Coordination seront bénéficiaires d'une assermentation dans le courant le courant du premier Semestre 2022, dans le but de dresser des procès-verbaux, pouvant aller jusqu'à la contravention de 5^{ème} classe, en cas de refus d'obtempérer sur des non-conformités signalées.

Pour toute intervention sur un espace qualitatif tel que : pavés, dalles, béton désactivé, enrobés rouges ou ocres, le Maître d'Ouvrage et son entreprise prestataire dresseront un état des lieux préalable avant travaux, organisé par la Division Gestion des Concessionnaires et Coordination en présence du Service Territorial concerné, dans le but de fixer les prescriptions techniques et la date précise de commencement de la prestation.

Afin de poursuivre et d'amplifier cette démarche qualité, le Conseil de Territoire Marseille Provence a élaboré un projet de Charte Qualité Chantier qui associe les opérateurs de réseaux, les entreprises de travaux public par l'intermédiaire de la Fédération Régionale des Travaux Public (F RTP). Les services Métropolitains intervenant sur l'espace public, notamment ceux en charge de l'aménagement et de l'entretien de la voirie, seront associés à la mise en œuvre de la charte.

Une attention particulière a été portée à l'uniformisation des barrières de chantier, par la mise en place d'un catalogue commun des matériels agréés, plus stables, opaques, aux couleurs du territoire et définissant les éléments de communication devant être portés à la connaissance du public en fonction de la durée de celui-ci :

Nom du maître d'ouvrage ;
Nom de l'entreprise ;
Nature des travaux ;
Dates de début et de fin des travaux ;
Arrêtés municipaux et autorisation de réaliser les travaux sur le domaine public de voirie ;
Message de courtoisie.

La présente charte, outre ces aspects, définit des prescriptions particulières quant à :

L'installation de chantier ;
L'information des chantiers ;
La signalisation, le balisage et la protection des chantiers ;
La propreté du chantier assurée durant toute la durée du chantier ;
La prise en compte des contraintes urbaine ;
La formation du personnel avec la possession de toutes les habilitations.
Le matériel de chantier ;
La gestion et la valorisation des déchets de chantier ;
Le nettoyage de fin de chantier ;
Le respect du règlement de voirie.

Les sociétés ENEDIS, ORANGE, GRDF, SFR, SEMM, SERAMM, FREE ainsi que la F RTP représentant les entreprises de travaux public de la région, seront invitées à ratifier la présente charte, dont le projet leur a été soumis, et dont la mise en œuvre sera progressive en fonction des contraintes juridiques et financières de chacune des entreprises signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'extension et de renouvellement des réseaux ainsi que les travaux menés par le territoire Aix-Marseille-Provence Métropole génèrent de très nombreuses ouvertures de voiries ;
- Qu'il convient d'améliorer la qualité de la tenue de ces chantiers et la communication à l'endroit des usagers de la voie publique ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une charte de Qualité Chantier Voirie visant à harmoniser et améliorer la tenue des chantiers de travaux Publics sur la voie publique entre le Conseil de Territoire Marseille-Provence, les concessionnaires de réseaux publics, la Fédération Régionale des Travaux publics ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à l'approbation d'une charte de Qualité Chantier Voirie visant à harmoniser et améliorer la tenue des chantiers de travaux Publics sur la voie publique entre le Conseil de Territoire Marseille Provence, les concessionnaires de réseaux publics, la Fédération Régionale des Travaux publics.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 019-340/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec ORANGE relative au déplacement en souterrain des réseaux de communications électroniques concernant l'aménagement des voies du Centre Ancien de la commune de Marignane**
DRMVEP 22/20546/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Marignane et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont engagé depuis 2005 la requalification des espaces publics du centre ancien de Marignane.

Cette opération s'inscrit dans un projet d'ensemble qui a été retenu au titre de l'appel à projet Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD – dispositif piloté par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine).

Les voiries impactées par ces travaux concernent : la rue Des Jardins, la rue de Cavaillon, la rue du Vieux Renard, la rue de la Pompe, la rue Courtissade, la rue de l'Etoile, la Place de l'Horloge, la rue Victor Hugo, la Place Camille Desmoulins, la rue Jean Courret, la rue Marechal Foch, la rue Grands Puits, et l'Impasse Nicolas.

Les travaux s'articulent autour de 9 000 m³ de terrassements généraux, 4 000 m² de pavés et dalles, 5 000 mètres linéaires de réseaux humides et 21 000 mètres linéaires de réseaux secs.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de ces travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, a sollicité la société Orange afin de procéder au déplacement de ses ouvrages de communications électroniques se trouvant dans l'emprise du chantier de l'opération précitée.

La société Orange a répondu à son obligation de déplacer son réseau à l'identique, au nouvel alignement du domaine public, tel que redéfini après les travaux.

Au titre de la qualité environnementale et de la mise en valeur de son territoire, la Métropole souhaite profiter de la présente opération de voirie pour faire procéder à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange.

Les parties ont convenu que la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence - réalisera les travaux de génie civil (terrassment, fourniture du petit matériel de génie civil) en tant que maître d'ouvrage délégué et que la société Orange procèdera notamment aux opérations de câblage de communications électroniques tout en apportant son assistance technique et en fournissant les chambres, cadres, tampons et tuyaux nécessaires sur le domaine public.

Chaque partie prendra à sa charge les travaux lui incombant dans le cadre de la présente opération.

Ainsi, il est proposé d'approuver une convention avec la société Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – et celles assurées par Orange sur le périmètre de l'opération d'aménagement du Centre Ancien de Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement des rues mentionnées ci-après sur la commune de Marignane : la rue Des Jardins, la rue de Cavaillon, la rue du Vieux Renard, la rue de la Pompe, la rue

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Courtissade, la rue del'Etoile, la Place de l'Horloge, la rue Victor Hugo, la Place Camille Desmoulins, la rue Jean Courret, la rue Marechal Foch, la rue Grands Puits, et l'Impasse Nicolas.

- Qu'il est nécessaire dans ce cadre de procéder au déplacement et à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange se situant dans l'emprise du chantier de l'opération ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec la société Orange définissant les prestations de chacune des parties.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement et mise en souterrain des réseaux de communications électroniques de la société Orange concernant le Centre Ancien de Marignane pour les voies ci-après énumérées : la rue Des Jardins, la rue de Cavaillon, la rue du Vieux Renard, la rue de la Pompe, la rue Courtissade, la rue del'Etoile, la Place de l'Horloge, la rue Victor Hugo, la Place Camille Desmoulins, la rue Jean Courret, la rue Marechal Foch, la rue Grands Puits, et l'Impasse Nicolas.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence est autorisé à signer la convention sus visée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 020-341/22/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une partie de la traverse Régny, de l'impasse Pélissier et de plusieurs emprises de la ZAC du Vallon de Régny à Marseille - 9ème arrondissement**
DRMVEP 22/20525/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Situé dans le 9ème arrondissement, le secteur de Vallon Régny constitue l'une des dernières grandes réserves foncières sur le tracé du Boulevard Urbain Sud, futur axe de liaison entre le carrefour Florian et la Pointe Rouge et axe de désenclavement des quartiers du sud de la Ville.

La ZAC de Vallon Régny dont la création a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, a pour vocation d'accompagner l'arrivée du Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

La trame circulatoire s'appuie sur l'axe structurant que constitue le boulevard Urbain Sud pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails).

Des aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur (SOLEAM) comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que l'accès au nouveau Collège Gyptis (allée et place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux voies existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie (rue Martha Hartmann) reliant entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Regny a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Cette refonte de la voirie autour du BUS et les projets de constructions nécessitent de déclasser plusieurs espaces publics comme suit conformément aux plans joints et portant sur :

- l'impasse Pélissier pour 2 emprises de 77 m² et 9 m²
- une partie de la traverse Régny pour 3 emprises de 287 m², 1 m² et 3 m².

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Après leur déclassement, ces voiries et portions de voiries seront cédées à l'aménageur de la ZAC du Vallon de Régny qui mettra en œuvre le projet d'urbanisation du quartier.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Par acte d'huissier en date du 26 avril 2022, a été constaté la fermeture de l'impasse Pélissier et de la partie de traverse Régny au moyen de barrières de type Heras.

Ce constat d'huissier ayant été transmis après l'adoption de la délibération du Conseil de Territoire en date du 13 décembre 2021 n°VOIMOB 020-558/21/CT, il apparaît nécessaire de soumettre à approbation une nouvelle délibération portant sur le déclassement de ces voies.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de Territoire en date du 13 décembre 2021, n°VOIMOB 020-558/21/CT portant déclassement du domaine public routier métropolitain d'une partie de la traverse Régny, de l'impasse Pélissier et de plusieurs emprises de la ZAC du Vallon de Régny à Marseille - 9ème arrondissement ;
- Le constat d'huissier intervenu le 26 avril 2022.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le programme de la ZAC Vallon de Régny ;
- La réalisation du Boulevard Urbain Sud ;
- Le constat de fermeture acté par huissier.

DELIBERE

Article 1 :

Est constatée la désaffectation de l'impasse Pélissier, d'une partie de la traverse Régny entre l'impasse Pélissier et l'ancien chemin de Cassis, d'une superficie issue de l'Ancien chemin de Cassis, d'une superficie issue de l'avenue de la Grande Bastide et d'une superficie issue de l'allée Didier Garnier.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet
2022

Article 2 :

La délibération du Conseil de Territoire en date du 13 décembre 2021 n°VOIMOB 020-558/21/CT est annulée.

Article 3 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain des voiries décrites à l'article 1 pour une superficie totale de 377 m² environ (CF plans joints en annexe).

Article 4 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 021-342/22/CT

■ CT1 - Approbation du bilan de la concertation préalable dans le cadre du projet d'extension du Bus à Haut Niveau de Service-ZENIBUS sur les communes de Marignane et des Pennes-Mirabeau

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20701/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du bilan de la concertation préalable dans le cadre du projet d'extension du Bus à Haut Niveau de Service-ZENIBUS sur les communes de Marignane et des Pennes-Mirabeau », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ZENIBUS, par délibération n° TRA 005-2329/17/CM.

Ce prolongement initial consistait à desservir, avec une seule ligne, au sud, la ZAC des Florides à Marignane et à l'est, la zone commerciale de Plan de Campagne.

Ces deux prolongements amènent à un linéaire total de la ligne d'environ 23,86 km sur les 4 communes traversées (Marignane, Vitrolles, Saint-Victoret et Les Pennes-Mirabeau), avec des extensions d'un total de 6,8km dont :

- Extension Sud vers le Technoparc des Florides pour 2,4km,
- Extension Est vers le futur Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne pour 4,4km.

Par la suite, le Conseil de Métropole a approuvé le 4 juin 2021, par délibération n° MOB 008-10133/21/CM, un nouveau projet d'extension du ZENIBUS qui intègre notamment la mise en service de deux lignes de BHNS, accompagné d'un programme modificatif.

Cette modification du projet initial a été proposée afin de garantir la fiabilité du service tout au long du linéaire du ZENIBUS et apporter une hausse des fréquences de bus sur un tronçon commun à Vitrolles, connaissant aujourd'hui la plus forte fréquentation.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Ainsi, à l'horizon 2025, le nouveau service ZENIBUS sera doté de deux lignes :

- ZEN A : Pôle d'Echanges Multimodal de Cap Horizon (Vitrolles) <> Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne (Les Pennes-Mirabeau),
- ZEN B : Le Griffon (Vitrolles) <> Technoparc des Florides (Marignane).

Enfin, le Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 par délibération n°MOB-023-11085/21/CM, a approuvé les modalités de mise en œuvre de la concertation réglementaire conformément aux articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

La concertation s'est déroulée du 28 février au 28 mars 2022. Elle a permis de faciliter le dialogue entre le maître d'ouvrage, les experts, les élus et acteurs du territoire et l'ensemble des citoyens afin d'améliorer le projet, sa pertinence, son intégration dans l'environnement avec le souci permanent de le rendre davantage accessible, compréhensible par le public et acceptable pour la société.

Elle s'inscrit également dans la perspective d'une enquête publique ultérieure selon le Code de l'environnement. Pour communiquer sur la tenue d'une concertation et pour informer le public sur le projet, les moyens de communication suivants ont été mis en œuvre :

- Une publicité légale dans le journal La Provence, avis publiés les 22, 24 et 28 février 2022
- Des expositions dans les communes concernées pour présenter le projet au public (Mairie des Pennes-Mirabeau, Mairie de Marignane, Mairie de Vitrolles, Mairie de Saint-Victoret, La boutique de Parc Camoin à Marignane).
- Différents supports internet : un site dédié, une page dédiée sur les sites institutionnels (Métropole et Territoires), communication sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn).
- Publication d'un communiqué de presse en date du 25 février 2022.
- Deux réunions publiques :
 - Lundi 28 février 2022 à 18h à la mairie de Vitrolles,
 - Lundi 7 mars 2022 à 18h45 à la mairie des Pennes-Mirabeau.
- Distribution d'affiches de concertation et de flyers descriptif du projet.
- Des affichages à destination du public sur les abribus ainsi que dans les bus de la ligne ZENIBUS.

Les moyens d'expression proposés au public étaient les suivants :

- Des temps d'échanges lors de la réunion publique ;
- Un registre numérique dédié à l'opération sur le site internet ;
- Des registres papiers mis à disposition du public sur les lieux d'exposition.

La concertation sur le projet ZENIBUS s'est déroulée dans de bonnes conditions: environ 100 personnes ont participé aux réunions publiques (environ 30 personnes à Vitrolles et 70 aux Pennes-Mirabeau) et 13 contributions ont été recensées sur registres numériques et papiers. Aucune opposition majeure au projet n'a pu être détectée.

Le bilan de la concertation est présenté dans un document annexé à la présente délibération. Il expose le déroulement complet de cette concertation. Les contributions du public sont regroupées de manière thématique et synthétique.

Il ressort principalement de ce bilan des interrogations et des remarques sûres :

- Les aménagements et considération des cycles,
- L'offre de transport au-delà du ZENIBUS (lignes ferroviaires, autres lignes de transports collectifs, etc...),
- Le stationnement,
- L'information voyageur (disponibilités des bornes d'information voyageur actuelles ZENIBUS).

Les réponses du Maître d'ouvrage à l'ensemble des observations émises sont intégrées au bilan annexé à la présente délibération.

Il est donc proposé par la présente délibération de procéder à l'approbation du bilan de la concertation préalable relative à l'extension de la ligne ZENIBUS entre la ZAC des Florides à Marignane et à l'est, la zone commerciale de Plan de Campagne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation du bilan de la concertation préalable dans le cadre du projet d’extension du Bus à Haut Niveau de Service-ZENIBUS sur les communes de Marignane et des Pennes-Mirabeau ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l’approbation du bilan de la concertation préalable dans le cadre du projet d’extension du Bus à Haut Niveau de Service-ZENIBUS sur les communes de Marignane et des Pennes-Mirabeau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 022-343/22/CT

■ CT1 - Approbation du nouveau programme modificatif du projet d’extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS vers le pôle d’échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d’activités des Florides à Marignane

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20704/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La délibération « Approbation du nouveau programme modificatif du projet d'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Plan de Mobilité métropolitain, approuvé le 16 décembre 2021, affiche des objectifs forts et ambitieux en matière de mobilité sur la période 2020-2030.

Le projet d'extension du Bus à Haut Niveau de Service, ZENIBUS, inscrit dans le plan précité, fait partie des projets les plus structurants sur la Métropole Aix-Marseille Provence

Rappel des aménagements réalisés dans le cadre du BHNS-ZENIBUS mis en service en 2016 : L'itinéraire actuel de la phase 1 représente 17km entre le square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et le lycée Maurice Genevoix à Marignane.

La ligne est constituée d'aménagements ponctuels répartis en différents points du tracé :

- 2.9 km de site propre pour les deux sens ;
- 33 carrefours et giratoires équipés de feux tricolores de régulation pour le passage du ZENIBUS ;
- 33 stations composées de deux arrêts et réalisées selon le design spécifique de la ligne ;
- 2 terminus (square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et lycée Genevoix à Marignane).

Le Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du BHNS ZENIBUS, par délibération n°TRA 005-2329/17/CM.

Ce programme prévoyait l'extension de la ligne actuelle au sud sur la commune de Marignane jusqu'au Technoparc des Florides et à l'est jusqu'à la zone commerciale de Plan de Campagne. Le montant de ce programme initial était de 15.297 Millions d'euros HT (hors foncier).

Par délibération du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021, n°MOB 008-10133/21/CM, un programme modificatif a été approuvé proposant entre autre :

- Le remplacement de la ligne étendue de ZENIBUS par 2 nouvelles lignes appelées ZEN A et ZEN B,
- La création d'une ligne ZEN A : Pôle d'Echanges Multimodal de Cap Horizon (Vitrolles) <> Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne,
- La création d'une ligne ZEN B : Technoparc des Florides (Marignane) <> Clinique/Griffon (Vitrolles),
- La mise en place d'un tronc commun aux 2 lignes de BHNS de 4km environ sur la commune de Vitrolles,
- L'amélioration de la circulation des transports en commun sur l'avenue Jean Giono à Marignane,
- La requalification d'une partie de l'avenue Henri Barrelet à Marignane en faveur des transports en commun.

Le montant de cette modification de programme était de 18,75 Millions d'euros HT (avec une provision foncière de 750.000 € HT).

Considérant le niveau des études en cours, des suggestions techniques majeures ont été mises en évidence nécessitant une revalorisation financière du programme modificatif.

Au total, 3 sujets impactent significativement l'estimation initiale du projet identifiés sur :

1. L'avenue du Général de Gaulle à Marignane,
2. Le pont du canal de Marseille sur la RD6 aux Pennes-Mirabeau,
3. Sur la RD6 aux Pennes-Mirabeau.

1. L'avenue du Général de Gaulle à Marignane

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Les études géotechniques et hydrauliques sur l'avenue du Général de Gaulle à Marignane ont mis en évidence la nécessité de modifier les hypothèses constructives initiales. Le montant de ces nouvelles adaptations est estimé à 690 000 € HT répartis ainsi :

- 550 000 € HT pour les adaptations techniques liées au mur de soutènement projeté permettant la réalisation du couloir de bus,
- 140 000 € HT pour la prise en compte de la problématique hydraulique sur ladite avenue.

2. L'ouvrage du Canal de Marseille sur la RD6 aux Pennes-Mirabeau

Le tracé envisagé traverse un pont de franchissement du canal de Marseille localisé sur la RD6 aux Pennes-Mirabeau. Considérant l'état structurel de cet ouvrage d'art et la répartition envisagée des futurs usages avec la réalisation d'un couloir de bus, il s'avère nécessaire de renforcer ce dernier et de mettre en conformité le dispositif de protection.

Le montant estimé pour le renforcement de cet ouvrage et sa mise en conformité sécuritaire est estimé à 210 000 € HT.

3. La RD6 aux Pennes-Mirabeau

Sur la section de la RD6 localisée entre le giratoire du vélodrome et le giratoire dit des « ruches » sur la commune des Pennes-Mirabeau, le projet prévoit la réalisation de couloirs de bus bidirectionnels sur environ 1km.

Afin de respecter les dispositions réglementaires en matière de sécurité tout en contribuant à réduire les possibilités de collisions sur ce secteur, il s'avère nécessaire de mettre en place un dispositif de mur béton séparatif entre les 2 sens de circulation.

Cette disposition constructive impose également d'élargir la plateforme pour permettre la mise en place de cet équipement.

Le montant estimé pour la mise en place du dispositif de sécurité accompagné de l'élargissement de la plateforme est estimé à 400 000 € HT.

Ainsi, le montant cumulé de ces 3 adaptations techniques majeures est de 1 300 000 € HT.

Par ailleurs, sur les études réalisées, des optimisations techniques ont pu être réalisées sur le programme envisagé. Le montant de ces optimisations a été estimé à 350 000 € HT.

Ce faisant, considérant d'une part le montant présenté des 3 adaptations majeures et d'autre part les optimisations techniques réalisés, le montant du projet à isopérimètre est réévalué à

19 700 000,00 € HT contre 18 750 000,00 € HT (+5.1% d'augmentation du montant de l'opération).

Accompagné de cette revalorisation du projet, le comité de pilotage a également demandé la prise compte d'éléments complémentaires sur le programme modificatif en faveur de la mobilité, de la performance des transports en commun et de l'intérêt de l'espace public.

Voici ci-après la liste des équipements ou infrastructures ajoutée au programme modificatif :

- Réalisation de 2 abris-vélo sécurisés sur le secteur de la clinique à Vitrolles et sur le Square de Gaulle aux Pennes-Mirabeau en cohérence avec le développement du maillagecycle sur ces secteurs. Montant estimé de ces équipements : 100 000 € HT,
- Réalisation d'une station complémentaire sur la commune des Pennes-Mirabeau (station Bellepeire) pour répondre aux enjeux d'urbanisation sur le secteur. Montant estimé de la station : 100 000 € HT,
- Réalisation d'une zone de stationnement complémentaire sur l'avenue Jean Giono à Marignane pour compenser l'impact généré par l'amélioration de la voirie en faveur des transports en commun. Montant estimé de cet aménagement: 100 000 € HT,
- La reprise d'une partie de la chaussée particulièrement dégradée de l'avenue Henri Barrelet à Marignane ainsi que la mise en accessibilité du quai sud de l'arrêt Barrelet/Libération. Montant estimé de ces aménagements: 160 000 € HT,
- Modification de la position du parking relais et augmentation du nombre de places (49 places contre 29 initialement) projeté sur le Square de Gaulle aux Pennes-Mirabeau. Modification sans impact financier,
- Développement des équipements de vidéosurveillance et de vidéo verbalisation sur les carrefours à feux avec priorité bus projetés sur la commune des Pennes-Mirabeau. Montant estimé de ces équipements

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

sur la totalité de l'extension jusqu'à la zone commerciale de Plan de Campagne : 260 000 € HT,

- Intégration de nouveaux équipements d'aide à la conduite sur les carrefours à feux existants pour permettre le franchissement optimisé des véhicules de transports en commun. Montant estimé de ces équipements complémentaires : 50 000 € HT.

Ce faisant, le montant total de ces investissements complémentaires décidés par le comité de pilotage est de 770 000 € HT (+4.1% d'augmentation du montant de l'opération).

Par délibération du 11 février 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé un programme d'investissement important sur la thématique hydraulique au bénéfice de la zone commerciale de Plan de Campagne.

Cet investissement, imposé par un arrêté préfectoral du 11 avril 2011, prévoit la réalisation d'un ouvrage hydraulique important sur le chemin des Rigons. Le montant estimé de cette opération est de 1 300 000 € HT (coût global études et travaux).

Le chemin des Rigons à Plan de Campagne est concerné par le tracé de la future ligne A de ZENIBUS. Cet axe important de mobilité accueillera à l'horizon de la mise en service en 2025 des équipements en faveur du futur Bus à Haut Niveau Service.

Afin d'optimiser la coordination technique et les impacts en phase de travaux, le comité de pilotage a approuvé le 8 décembre 2021 le principe de transférer la réalisation de cet ouvrage hydraulique dans le cadre du projet d'extension du BHNS-ZENIBUS.

Ce faisant, il convient donc d'intégrer l'estimation de cet équipement hydraulique (1 300 000 € HT) dans le cadre de l'opération globale.

Une participation de l'état spécial du territoire du Pays d'Aix est prévue en contrepartie au bénéfice du budget annexe transport permettant de compenser l'ensemble des sommes engagées sur cette réalisation.

En conclusion, considérant les éléments précités à savoir :

1. Les suggestions techniques rencontrées dans le cadre des études pour un montant de 950 000 € HT (+5.1%),
2. Les décisions du comité de pilotage pour des compléments d'investissements estimés à 770 000 € HT (+4.1%),
3. La décision de transfert des études et de la réalisation de l'ouvrage hydraulique sur le chemin des Rigons estimée à 1 300 000 € HT (+6.9%).

Le nouveau montant de l'opération d'extension du BHNS-ZENIBUS est de 21 770 000 € HT (incluant 750 000 € HT de provisions foncières) contre 18 750 000 € HT (+16,1%) décomposée ainsi :

- Part Etudes + Foncier : 3 850 000,00 € HT ;
- Part Travaux : 17 920 000,00 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du nouveau programme modificatif du projet d'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation du nouveau programme modificatif du projet d'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 023-344/22/CT

■ CT1 - Approbation du bilan de la concertation règlementaire relative au projet de Pôle d'Echanges Multimodal de Plan-de-Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20702/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La délibération « Approbation du bilan de la concertation règlementaire relative au projet de Pôle d'Echanges Multimodal de Plan-de-Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la 2ème phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, l'Etat, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de financer la réalisation d'une halte ferroviaire à proximité de la zone commerciale de Plan-de-Campagne et du parc de loisir aquatique, à l'Est de l'A51 en bordure de la RD543 sur la commune des Pennes Mirabeau.

Cet engagement est inscrit au contrat de plan 2015-2020 signé entre l'Etat et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi que dans sa convention d'application métropolitaine approuvée en Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

En parallèle, en décembre 2016, le conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. Ce dernier, pour répondre aux défis environnementaux et économiques, se donne pour but, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

En lien avec le projet de halte ferroviaire de Plan de Campagne, l'Agenda de la mobilité prévoit la création d'un pôle d'échanges multimodal, afin d'organiser le rabattement des usagers. Aussi, par délibération n°TRA 012-2336/17/CM en date du 13 juillet 2017, la Métropole a approuvé le programme des travaux de réalisation de ce Pôle d'Echanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau, au droit de la future halte ferrée du même nom.

Par ailleurs, cette opération est soumise à concertation publique en application du 4° de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Aussi, par délibération n°MOB 004-10129/21/CM en date du 4 juin 2021, le Conseil de la Métropole a défini les modalités de cette concertation.

Cette concertation s'est déroulée du 28 février au 28 mars 2022 avec plusieurs actions à destination de l'ensemble des habitants du territoire.

Lors de cette concertation, il a été réalisé :

- Une information sur les sites internet de la Métropole, du Territoire du Pays d'Aix et de la Ville des Pennes-Mirabeau ainsi que sur le journal La Provence ;
- Une communication digitale sur Facebook, LinkedIn et twitter ;
- Une exposition au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi que dans les Mairies concernées par le projet avec registre papier : Les Pennes-Mirabeau, Cabriès, Septèmes-les-Vallons et Bouc-Bel-Air ;
- Un registre numérique qui a permis de consigner les remarques, questions et observations ;
- Une réunion publique le 7 mars à 18h à la Mairie des Pennes-Mirabeau

De ce fait, la diversité des moyens mis en œuvre et leur nombre ont permis d'informer largement les habitants du projet de création du pôle d'échanges multimodal porté par la Métropole d'Aix-Marseille Provence. L'intérêt suscité par ce projet est manifeste au vu du nombre d'administrés ayant consultés les panneaux dans les lieux d'exposition.

Cet intérêt s'est également traduit dans les registres d'expression puisque que trente-deux observations ont été consignées dans les registres.

Enfin, la réunion publique qui a eu lieu à la Mairie des Pennes-Mirabeau a rassemblé plus d'une centaine de personnes.

Le déroulé de cette concertation, le relevé des échanges de la réunion publique ainsi que les contributions et réponses apportées sont synthétisés dans le bilan annexé à la présente délibération.

De manière globale, il en ressort que le projet suscite l'intérêt général mais nécessite une réflexion plus poussée sur la sécurisation et l'accès des modes doux au pôle d'échanges. De plus, l'étude sur la restructuration des lignes de bus desservant le pôle d'échanges depuis les communes environnantes reste à poursuivre. Enfin des réponses devront être apportées lors des études de circulation sur l'augmentation de trafic due à l'arrivée du pôle d'échanges et les réserves de capacités sur les carrefours et giratoire aux abords de ce dernier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du bilan de la concertation règlementaire relative au projet de Pôle d'Echanges Multimodal de Plan-de-Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur l'approbation du bilan de la concertation règlementaire relative au projet de Pôle d'Echanges Multimodal de Plan-de-Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 024-345/22/CT

■ CT1 - Approbation de la déclaration d'intention et de la procédure de concertation préalable - Projet de création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 22/20714/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la déclaration d'intention et de la procédure de concertation préalable - Projet de création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé son premier Plan vélo métropolitain.

Véritable feuille de route métropolitaine en matière de vélo, ce dernier prévoit la création de 8 lignes vélos sécurisées sur la commune de Marseille à horizon 2024-2030. La ligne vélos sécurisés n°2 est entièrement constituée par le projet de voie verte de l'Huveaune. Cette ligne vélo sécurisée comprend 14 km sur la commune de Marseille et 5 km sur les communes de La Penne sur Huveaune et d'Aubagne soit un projet à terme de 19 km.

Le projet de voie verte de l'Huveaune a été confié par mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SOLEAM par la délibération N°TRA 009-6571/19/BM du 26 septembre 2019, incluant la création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille et l'étude de sa continuité sur les communes de La Penne s/Huveaune et d'Aubagne.

Suite aux études préliminaires réalisées en coordination avec la direction GEMAPI de la Métropole, ce projet a évolué et déplacé son périmètre d'intervention, initialement situé en tête de berges, jusqu'au lit mineur du cours d'eau. Cette évolution permettra au projet, en fonction des potentialités, de proposer des aménagements à caractère « GEMAPI » de type reprofilage et renaturation de berges, d'intégrer plus largement les enjeux de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations et de biodiversité.

Ces modifications ont été approuvées par délibération du 16 décembre 2021 n°MOB-005-10756/21/BM portant approbation d'un avenant au marché de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage à la SPL SOLEAM.

La réalisation globale de ce projet est à horizon 2030 pour un coût global d'opération de 24 666 582,00€ HT soit 29 599 898,40 € TTC.

Ce projet va être découpé en deux phases opérationnelles 2022-2026 et 2026-2030. L'objectif de la première phase du projet sera de définir et de valider le programme complet de ce projet mais également de livrer les premiers tronçons d'aménagement de la voie verte. Il s'agira également dès 2026 de permettre une continuité complète d'itinéraire sur la commune de Marseille via des connexions sur voirie existantes pour les secteurs complexes qui devront faire l'objet d'une réalisation en 2^{ème} phase du projet (2026-2030).

La déclaration d'intention et la concertation préalable portent sur la globalité du projet à horizon 2026 et 2030 sur le territoire de la ville de Marseille. Les demandes d'autorisation qui seront déposés auprès des services de l'Etat porteront eux aussi sur l'entièreté du projet sur la ville de Marseille bien que cette réalisation implique donc deux phases opérationnelles distinctes.

En application des articles L.121-18 et R. 121-25 du Code de l'environnement, la réalisation du projet sur la commune de Marseille est soumise à la publication d'une déclaration d'intention (intention de réaliser le projet).

La déclaration d'intention du projet de réalisation de la voie verte de l'Huveaune a pour objet d'énoncer :

- Le cadre réglementaire ;
- Les motivations et raisons d'être du projet ;
- Le plan ou le programme dont il découle ;
- La liste des communes et secteurs concernés par le projet ;
- Un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement ;
- Les modalités déjà envisagées de concertation préalable du public.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La déclaration d'intention sera publiée sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la SPL Soleam ainsi que par le biais d'un affichage au sein de la mairie de Marseille et les mairies d'arrondissement concernées (art. R. 121-25 CE).

Cette déclaration d'intention ouvre, pour une durée de deux mois, un droit d'initiative au public, durant lequel les citoyens peuvent demander l'organisation d'une concertation préalable avec garant. La concertation envisagée par le Maître d'ouvrage ne peut débuter qu'à l'issue de ces deux mois (art. L. 121-19 CE). Le Préfet a également la possibilité, suite à la déclaration d'intention, de demander l'organisation d'une concertation préalable avec désignation d'un garant.

Une fois ce délai de 2 mois épuré, la Métropole Aix Marseille Provence organisera une concertation du public au préalable du dépôt des demandes d'autorisation en respectant les modalités de concertation prévues par le code de l'environnement à l'article L.121-16 du Code de l'Environnement.

Bien que cette concertation préalable soit facultative, la Métropole Aix-Marseille-Provence fait le choix de consulter au plus tôt l'ensemble des parties prenantes afin de permettre un débat sur l'opportunité, les objectifs et les principales caractéristiques ou orientations du projet, des enjeux socio-économiques associés, ainsi que des impacts sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation préalable permettra aussi d'anticiper les questions d'information et de participation du public après sa clôture.

Les modalités d'organisation de la concertation préalable du public envisagées sont les suivantes :

- La publication sous un délai de 15 jours minimum avant le début de la concertation, d'un avis d'ouverture permettant l'information du public concernant l'objet, les modalités et la durée de la concertation (qui sera de minimum 15 jours et maximum 3 mois) sur les supports suivants :
 - Par voie dématérialisée, sur les sites de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Soleam et du Syndicat Mixte Bassin Versant de l'Huveaune (EPAGE HuCA) ;
 - Par voie d'affichage en mairie centrale de la commune de Marseille et au sein des mairies d'arrondissements directement concernées par le projet (Mairie du 6 et 8ème arrondissement, Mairie du 9 et 10ème arrondissement et Mairie du 11 et 12ème arrondissement de Marseille) ;
 - Par voie de publication au sein de deux journaux locaux ;
- L'organisation de réunions publiques.
- La mise à disposition du public d'un dossier de concertation qui permettra de prendre connaissance des objectifs du projet, de ses principales caractéristiques ainsi que de ses incidences potentielles sur l'environnement et ce en Mairie centrale, au sein des Mairies d'arrondissement, au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au siège de la Soleam et au siège du Syndicat Bassin Versant de l'Huveaune.
- Un registre papier sera laissé sur les lieux de mise à disposition du dossier de concertation et un registre numérique sera mis en place afin de recueillir les avis du public (www.registre-numerique.fr). Un site internet dédié pourra éventuellement être mis en place.

Au terme de la concertation, la Métropole Aix-Marseille-Provence en établira le bilan et le rendra public dans un délai de trois mois. Ce bilan de concertation comprendra un résumé du déroulé de la concertation ainsi qu'une synthèse des observations et propositions présentées et, le cas échéant, les évolutions du projet qui résultent de la concertation préalable telle que mentionnées au premier alinéa du IV de l'article L. 121-16-1 du code de l'environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la déclaration d'intention et de la procédure de concertation préalable - Projet de création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la déclaration d'intention et de la procédure de concertation préalable - Projet de création de la voie verte de l'Huveaune sur la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 025-346/22/CT

■ CT1 - Actualisation des règlements intérieurs au sein des P+R métropolitains

Information du Conseil de Territoire DPMOD 22/20724/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Article 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain (documents de planification, réserves foncières et mobilité) , de développement économique, de politique locale de l'habitat, de politique de la ville, de gestion des services d'intérêt collectif (eau et assainissement, propreté) et de protection de l'environnement et du cadre de vie.

Par délibération MOB 003-8330/20/CM du 31 juillet 2020, le règlement des parkings relais hors P+R RTM Marseille été modifié afin d'harmoniser leur mode de fonctionnement sur l'ensemble du territoire, hors Marseille dans un premier temps.

Les parcs relais ont vocation à accueillir un stationnement de courte durée, conditionné à l'utilisation des transports en commun. Or il apparaît que de nombreux usagers en détournent l'usage pour y stationner sur une longue durée ou sans utiliser les transports en commun.

Face à ce constat, il convient de simplifier et harmoniser les modalités d'accès aux parcs relais hors Marseille et parcs relais Marseille., en rappelant que son accès reste exclusivement conditionné à l'utilisation des transports en commun sur l'ensemble du territoire métropolitain et sur les durées définies ci-après.

Dans ces nouveaux règlements, il est précisé les notions suivantes :

1 - Parkings relais (P+R) métropolitains (Marseille)

Le règlement d'exploitation des parkings relais de la Métropole de Marseille (Hors Marseille

Le stationnement sera limité à une journée (soit de **04h30 à 08h00 le lendemain**). Au-delà, une majoration tarifaire sera appliquée.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le weekend (**du vendredi 4h30 au lundi 8h00**), ainsi que les jours fériés le stationnement ne donnera pas lieu à une majoration tarifaire pour les abonnés en vertu de la mise en place de la fonctionnalité P2R en relais-résidents (stationnement de nuit avec fonction relais avec les transports en commun avant sortie du véhicule).

2 - Parkings relais (P+R) métropolitains (hors Marseille

Le stationnement sera limité à une journée (soit de **06h30 à 08h00 le lendemain**). Au-delà, une majoration tarifaire sera appliquée.

Le weekend (**du vendredi 6h30 au lundi 8h00**), ainsi que les jours fériés, le stationnement n'est pas soumis à majoration tarifaire pour les abonnés.

Deux parkings relais proposent des droits d'accès différenciés :

- P+R AIX Colonel Jeanpierre : 7 journées consécutives de stationnement sont autorisées, la majoration tarifaire n'intervenant qu'à partir du 8^{ème} jour (applicable pour les abonnés et occasionnels transports)
- P+R AIX Plan d'Aillane : 14 journées consécutives de stationnement sont autorisées, la majoration tarifaire n'intervenant qu'à partir du 15^{ème} jour. Sur ce parking, les usagers de la ligne 40 (Gare TGV et Aéroport) disposent de la gratuité de stationnement pour une durée de 7 jours, sur présentation du titre de transport au guichet d'accueil de cette ligne.

3 - Parkings relais (P+R) métropolitains : Modalités communes.

-La pénalité pour détournement d'usages sera harmonisée sur les deux secteurs.

-Certains P+R métropolitains pourront également proposer des possibilités de stationnement lors d'évènements spécifiques. Dans ce cas, un forfait sera mis en place. Les modalités d'accès aux parkings seront détaillées sur le site www.rtm.fr ou sur le site www.lepilote.com.

Ces nouveaux règlements seront applicables au sein des sites actuels et à venir. Toutefois, pour plus de souplesse, toute spécificité inhérente au fonctionnement d'un équipement sera portée à la connaissance du public par voie d'affichage sur place, et sur internet via le site www.lepilote.com.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

CONSIDERANT

- Que le projet de délibération portant sur l'actualisation des règlements intérieurs au sein des P+R métropolitains.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'actualisation des règlements intérieurs au sein des P+R métropolitains.

VOIMOB 026-348/22/CT

■ **CT1 - Concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensûs la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille - Approbation du choix du concessionnaire - Approbation du contrat de concession et de ses annexes**

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 22/20721/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Les abris voyageurs qui équipent actuellement les réseaux de transport de Marseille et du Territoire de Marseille Provence (hors Saint Victoret, Marignane et Gignac), de Martigues et de Pertuis font l'objet de quatre marchés distincts, comprenant la mise à disposition, l'installation, la maintenance et le nettoyage des abris. Sur Marseille, le marché d'abris voyageur comporte également du mobilier publicitaire 2 m² et 8 m².

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix Marseille Provence a lancé une consultation en vue de l'attribution d'un contrat de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs et de mobiliers publicitaires.

Ainsi, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 1^{er} avril 2021 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics, le 02 avril 2021 au Journal officiel de l'Union européenne, le 09 avril dans le journal Le Moniteur et sur le profil acheteur de la Métropole Aix Marseille Provence sur la plateforme de dématérialisation.

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 07 mai 2021 à 16h00.

La commission concession s'est réunie le 10 juin 2021 pour l'analyse des candidatures et a admis quatre des cinq candidats à présenter une offre.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Elle a en effet retenu qu'elles respectaient les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'ils offraient par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer les missions de la présente consultation. Le candidat non retenu ne présentait pas de garantie financière suffisante.

Le dossier de consultation des entreprises a été publié sur le profil d'acheteur de la Métropole Aix Marseille Provence le 21 juillet 2021 à destination des seuls candidats admis à présenter une offre.

Le 21 octobre 2021 une modification de DCE a été publiée sur la plateforme de dématérialisation portant sur une correction d'erreur sur les montants de reprise du raccordement électrique et des massifs existants sur le territoire de Marseille Provence.

Suite aux questions posées par des candidats, les précisions et corrections sur les documents de consultation induites ont été transmises le 4 novembre 2021 à l'ensemble des candidats admis à présenter une offre.

La date limite de réception des offres a été fixée au 15 novembre 2021 à 12h00.

Seul l'entreprise JCDecaux France a remis une offre.

Après analyse détaillée, la Commission Concession a rendu son avis sur l'offre de JCDecaux France lors de sa séance du 16 décembre 2021. La Commission a recommandé d'engager les discussions avec l'unique soumissionnaire retenu.

Par courrier du 17 décembre 2021, les négociations ont été ouvertes. Une première réunion de négociations orale a été organisée les 25 janvier 2022. Il a été demandé le dépôt d'une offre intermédiaire au plus tard le 04 mars 2022. L'entreprise a remis le pli dans les délais. Puis une seconde négociation orale s'est déroulée le 22 mars 2022. Enfin, le 25 avril 2022, le soumissionnaire a déposé son offre finale.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société JCDecaux France. Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de concession qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

La durée du contrat est fixée à 16 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au concessionnaire. Le contrat de concession confie à l'attributaire l'exploitation des abris de voyageurs sur le périmètre de la concession, ainsi que du mobilier publicitaire sur la ville de Marseille, à ses risques et périls, le concessionnaire se rémunérant par la perception des recettes générées par la location d'espace publicitaire.

La Métropole ne verse aucune subvention ou paiement au concessionnaire. Elle rémunérera par prix unitaires les prestations de déplacement de mobiliers. Le soumissionnaire doit cependant payer à la métropole, chaque année un intéressement correspondant à un taux moyen de 21,2 % du chiffre d'affaire, dont un montant de minimum garanti à hauteur de 87 % de l'intéressement.

Les travaux de reconditionnement et d'installation des 1 476 abris voyageurs et des 584 mobiliers urbains publicitaires doivent être achevés au plus tard 12 mois après la date de notification du présent contrat.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du concessionnaire pour l'exploitation des abris-voyageurs de Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille ;
- d'approuver le contrat de concession et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensûs la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille - Approbation du choix du concessionnaire - Approbation du contrat de concession et de ses annexes ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de concession et ses annexes.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération portant sur la concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensûs la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille - Approbation du choix du concessionnaire - Approbation du contrat de concession et de ses annexes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 027-349/22/CT

■ CT1 - Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2022-2023

**Information du Conseil de Territoire
DPMOD 22/20709/CT**

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

75 000 élèves sont pris en charge par la Métropole.

Dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain il est proposé d'adopter un règlement des transports scolaires métropolitain rénové à compter de l'année scolaire 2022/2023.

Il définit :

- les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- les conditions de création et d'organisation des services spécialisés assurant la desserte des établissements d'enseignement pour le transport des élèves ;
- les modalités d'inscription aux transports scolaires ;
- le rôle des différents acteurs (Métropole Aix-Marseille-Provence, transporteurs, organisateurs locaux) ;
- un règlement intérieur des transports scolaires pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves, à la montée, à la descente et à l'intérieur des véhicules affectés aux services de transport scolaire ;
- les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public (aides individuelles au transport) ;

Ce règlement est joint en annexe.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'approuver le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2022-2023.

VOIMOB 028-350/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille 13007 - Réfection des voies de la Corniche Kennedy

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20589/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage la réfection d'une portion des voies de la Corniche J.F.Kennedy, soit : du Centre Municipal de Voile au Marégraphe, correspondant à 2 550 mètres linéaires. Cette opération comprendra notamment :

- la réfection des enrobés des voies,
- la réfection du marquage routier sur les voies,
- la réfection du marquage routier sur la piste cyclable,
- la reprise des bordures séparant les voies de la piste cyclable,
- la remise à niveau de la signalisation de police,
- la remise à niveau du mobilier urbain,
- la mise aux normes des passages piétons imposée par la loi LOM,

Cette opération nécessitera également de prévoir l'ensemble des études nécessaires pour la réalisation de tels travaux, notamment le diagnostic pour la recherche d'amiante dans les voies, les investigations permettant le repérage des réseaux existants, les études de dimensionnement de la voirie et de la structure de chaussée, l'établissement de plans et les éventuels levés topographiques indispensables.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103400, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Réfection des voies de la Corniche Kennedy » doit être créée et affectée pour un montant de 2 000 000 euros

TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études préalables et la maîtrise d'œuvre et les travaux du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103400, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Réfection des voies de la Corniche Kennedy ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103400, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Réfection des voies de la Corniche Kennedy ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103400, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Réfection des voies de la Corniche Kennedy ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103400, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Réfection des voies de la Corniche Kennedy » pour un montant de 2 000 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 029-351/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille 13008 - Réfection des voies Avenue Pierre Mendès France entre le rond-point David et l'Escale Borely

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20602/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévois que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage la réfection des voies de l'Avenue Pierre Mendès France entre le rond-point David et l'Escale Borely. Cette mesure permet d'assurer le confort des déplacements des usagers aux abords du site Olympique.

Cette opération comprendra

- la réfection de l'enrobé des voies montantes et descendantes,
- le renforcement des zones d'accélération et de décélération situées aux abords du rond-point,
- la réfection du séparateur de voies permettant de protéger la circulation des bus entre l'Escale Borely et le Prado 2,
- la réfection de la signalisation de police et du marquage routier.

Ces travaux sont précédés d'une phase préparatoire permettant de vérifier le positionnement des réseaux, la recherche d'amiante et l'étude du dimensionnement des zones à fortes contraintes.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Réfection des voies Avenue Pierre Mendès France entre le rond-point "David" et l'Escale Borely » doit être créée et affectée pour un montant de 1 200 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études préalables et les travaux du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l’approbation de la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Réfection des voies Avenue Pierre Mendes France entre le rond- point "David" et l’Escale Borely »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Réfection des voies Avenue Pierre Mendes France entre le rond- point "David" et l’Escale Borely».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Réfection des voies Avenue Pierre Mendes France entre le rond- point "David" et l’Escale Borely»

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Réfection des voies Avenue Pierre Mendes France entre le rond-point "David" et l’Escale Borely» pour un montant de 1 200 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 030-352/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Installations de dispositifs de sécurité et de filtrage dans le périmètre à proximité du site olympique

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20604/CT**

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage l'installation de matériels permettant de répondre aux impondérables lors du déroulement des Jeux Olympiques 2024.

En effet, ce type de manifestation implique pour la Métropole de pouvoir répondre rapidement aux sollicitations diverses qu'elle reçoit de ses partenaires privés, entités publiques, ou institutionnels.

En conséquence, il est envisagé l'installation de matériels de sécurité spécifiques à l'espace public,

- Des glissières en béton armé (GBA), obstacles de voirie permettant la protection d'un site ou d'un cheminement sécurisé ;
- Des barrières Héras nécessaires à la fermeture d'un site ;
- Des glissières plastiques pour l'isolation d'une voie de circulation ;
- Des barrières de police miss en place pour la protection de zones ;
- Des barrières anti Béliet pour protéger les zones à risques.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103900, intitulée « JO 2024 – Installations de dispositifs de sécurité et de filtrage dans le périmètre à proximité du site olympique » doit être créée et affectée pour un montant de 720 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103900, intitulée JO 2024 – Installations de dispositifs de sécurité et de filtrage dans le périmètre à proximité du site olympique.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103900, intitulée JO 2024 - Installations de dispositifs de sécurité et de filtrage dans le périmètre à proximité du site olympique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103900, intitulée JO 2024 - Installations de dispositifs de sécurité et de filtrage dans le périmètre à proximité du site olympique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103900, intitulée « JO 2024 - Installations de dispositifs de sécurité et de filtrage dans le périmètre à proximité du site olympique » pour un montant de 720 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 031-353/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 Mendes France - Rond-point du Prado/David Huveaune**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20615/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage la création d'une piste cyclable bidirectionnelle sur chaussée sur l'Avenue Mendes France entre le rond-point "Statue du David" et le pont de l'Huveaune sur la commune de Marseille.

Actuellement la piste cyclable est située sur trottoir dans une zone très empruntée par les piétons. Cet aménagement permettra, d'une part, de relier la piste côté hippodrome Borely et, d'autre part, de faciliter l'accès au Parc Borely lieu de détente connu et reconnu par les modes doux durant la période des jeux olympiques.

En complément, la jonction Borely - Calanques sera favorisée par cet aménagement cyclable.

Le projet prévoit de réorganiser la chaussée et le trottoir de l'avenue Mendes France afin de permettre la création d'une piste cyclable bidirectionnelle protégée à niveau de chaussée physiquement séparée de la circulation des véhicules motorisés et de dédier le trottoir à la circulation piétonne.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103100, intitulée « JO 2024 – Marseille - 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 Mendes France - Rond point du Prado/David Huveaune » doit être créée et affectée pour un montant de 240 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études préalables au projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, d'investissement n°2022103100, intitulée « JO 2024 – Marseille - 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 Mendes France - Rond point du Prado/David Huveaune ».

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103100, intitulée « JO 2024 - Marseille - 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 Mendes France - Rond point du Prado/David Huveaune ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103100, intitulée « JO 2024 - Marseille - 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 Mendes France - Rond point du Prado/David Huveaune ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103100, intitulée « JO 2024 - Marseille - 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 Mendes France - Rond point du Prado/David Huveaune » pour un montant de 240 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 032-355/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille - Liaison : Parc Borély-Massif des Calanques dédiée aux mobilités actives

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20637/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévois que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage d'assurer des liaisons entre les modes actifs confortables et sécurisées entre le Parc Borély et le massif des Calanques.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le projet consiste à créer des itinéraires de voies apaisées (type vélorue) ou des infrastructures cyclables. Les travaux comprendront :

- La formalisation du cheminement identifié, notamment par le déploiement d'un jalonnement et des signalisations verticale et horizontale.
- La création d'aménagements cyclables ponctuels afin de supprimer les ruptures de continuité et sécuriser la pratique des mobilités actives notamment au droit de :
 - La Traverse Paul réaménager en vélo rue
 - La rue Du Bout, avec la mise en sens unique et la création d'une bande et d'un double sens cyclable.
 - Du carrefour Haïfa/Marie Louise avec la création d'une piste cyclable à l'intérieur de l'anneau et la modification de gestion en vue de la réduction des vitesses pratiquées.
 - Du chemin des Lanciers, avec la création d'une piste cyclable bidirectionnelle la reliant au carrefour giratoire Lancier/Marthe et le traitement de son franchissement.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103300, intitulée « JO 2024 - Marseille - Liaison : Parc Borély - Massif des Calanques dédiée aux mobilités actives » doit être créée et affectée pour un montant de 300 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études et les travaux d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103300, intitulée « JO 2024 - Marseille - Liaison : Parc Borély-Massif des Calanques dédiée aux mobilités actives ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103300, intitulée « JO 2024 - Marseille - Liaison : Parc Borély- Massif des Calanques dédiée aux mobilités actives ».

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103300, intitulée « JO 2024 - Marseille - Liaison : Parc Borély - Massif des Calanques dédiée aux mobilités actives ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103300, intitulée « JO 2024 - Marseille - Liaison : Parc Borély - Massif des Calanques dédiée aux mobilités actives » pour un montant de 300 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 033-356/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 sur la Promenade Georges Pompidou entre le futur rond-point du Centre Municipal de Voile et le rond-point de la Statue David**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20638/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage de créer une liaison cyclable sur chaussée entre les futurs aménagements du rond-point du Centre Municipal de Voile et le rond-point de la statue David sur la commune de Marseille.

Cette liaison cyclable sera physiquement dissociée des circulations automobiles et piétonnes.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 sur la Promenade Georges Pompidou entre le futur rond-point du Centre Municipal de Voile et le rond-point de la Statue David » doit être créée et affectée pour un montant de 1 200 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme prendra en charge les études et les travaux nécessaires à la réalisation de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l’approbation de la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 sur la Promenade GeorgesPompidou entre le futur rond-point du Centre Municipal de Voile et le rond-point de la Statue David».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 sur la Promenade GeorgesPompidou entre le futur rond-point du Centre Municipal de Voile et le rond-point de la Statue David» ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 sur la Promenade GeorgesPompidou entre le futur rond-point du Centre Municipal de Voile et le rond-point de la Statue David».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 1 sur la Promenade GeorgesPompidou entre le futur rond-point du Centre Municipal de Voile et le rond-point de la Statue David» pour un montant de 1 200 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

VOIMOB 034-357/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Palais du Pharo et la plage des Catalans

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20642/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage de réaliser sur l'avenue Charles Livon, des liaisons modes actifs confortables et sécurisées entre le Palais du Pharo et les récents aménagements réalisés à proximité de la plage des Catalans.

Le projet comprend l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle physiquement dissociée de la circulation générale comme des cheminements piétons.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022102800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Palais du Pharo et la plage des Catalans » doit être créée et affectée pour un montant de 400 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études et les travaux du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022102800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Palais du Pharo et la plage des Catalans ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022102800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Palais du Pharo et la plage des Catalans ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022102800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Palais du Pharo et la plage des Catalans ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022102800, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Palais du Pharo et la plage des Catalans » pour un montant de 400 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 035-358/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Carénage et le Palais du Pharo**

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20643/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage de réaliser sur l'avenue Charles Livon, des liaisons modes actifs confortables et sécurisées entre le Vieux-Port et le Palais du Pharo sur la commune de Marseille.

Le projet comprend l'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle physiquement dissociée de la circulation générale comme des cheminements piétons.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Carénage et le Palais du Pharo » doit être créée et affectée pour un montant de 400 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études et les travaux du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Carénage et le Palais du Pharo ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n° 2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Carénage et le Palais du Pharo ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n° 2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Carénage et le Palais du Pharo ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103000, intitulée « JO 2024 - Marseille 13007 - Aménagement transitoire de la ligne 1 du Plan Vélo entre le Carénage et le Palais du Pharo » pour un montant de 400 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 036-359/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille Hyper Centre Ville - Etude et aménagement pour l'harmonisation et l'extension de la zone apaisée du hyper-centre de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20635/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévois que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole s'est fixée comme objectif de mettre en œuvre une zone apaisée cohérente et homogène sur l'hyper-centre. En apaisant et en maillant l'ensemble de l'hyper-centre, ces aménagements favoriseront les modes actifs (piétons et vélos).

Cette opération a pour vocation de permettre à la Métropole d'harmoniser les aménagements existants par des travaux légers avec pour horizon de réalisation : les années 2022 et 2023.

Pour permettre ces aménagements, une étude doit être déclinée en deux phases :

-Phase 1 : Relevé et cartographie des aménagements existants ;

-Phase 2 : Identification et cartographie des modifications à mettre en œuvre pour traduire concrètement sur la voirie, la zone apaisée.

Les travaux consistent essentiellement à mettre en place de la signalisation verticale et horizontale permettant aux usagers d'identifier clairement la zone apaisée : traitement des entrées de zone 30, gestion des carrefours par priorité à droite, traitement des traversées piétonnes sans marquage avec au sein de la zone, neutralisation du cône de visibilité des 5 mètres aux passages piétons, marquages systématiques des doubles sens cyclables, marquage au sol éventuel de certains carrefours au sein de la zone, modification adaptée de la signalisation verticale.

Cette opération d'investissement nécessite donc la création d'une autorisation de programme comprenant la prise en charge de la partie « étude » seulement.

L'opération d'investissement n° 2022103100, intitulée « JO 2024 - Marseille Hyper Centre-ville -

Etude et aménagement pour l'harmonisation et l'extension de la zone apaisée du hyper-centre de Marseille » doit être créée et affectée pour un montant de 300 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103100 intitulée « Grosses réparations de voirie sur le Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103100, intitulée « JO 2024 - Marseille Hyper Centre-ville - Etude et aménagement pour l'harmonisation et l'extension de la zone apaisée du hyper-centre de Marseille ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n° 2022103100, intitulée « JO 2024 - Marseille Hyper Centre-ville - Etude et aménagement pour l'harmonisation et l'extension de la zone apaisée du hyper-centre de Marseille ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n° 2022103100, intitulée « JO 2024 - Marseille Hyper Centre-ville - Etude et aménagement pour l'harmonisation et l'extension de la zone apaisée du hyper-centre de Marseille » pour un montant de 300 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 037-360/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille 13005-13006 - Aménagement du boulevard Baille entre le cours Lieutaud et le boulevard Jean Moulin

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20606/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévois que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage la création d'une piste cyclable bidirectionnelle sur le boulevard Baille, du rond-point d'accès à l'Hôpital de la Timone jusqu'au Cours Lieutaud.

Cet aménagement cyclable permettra, d'une part, de relier la ligne n° 5 du plan Vélo (rocade du Jarret) à la ligne n°3 (cours Lieutaud) et, d'autre part, de permettre un accès facilité au centre-ville par les modes doux durant la période des jeux olympiques.

Le projet prévoit de réorganiser la chaussée du boulevard Baille sans en modifier les fonctions ni les emprises. Le profil actuel, composé d'un couloir Bus Mixte, de deux files de circulation pour toutvéhicule et de bandes cyclables temporaires, sera modifié pour proposer : une piste cyclable bidirectionnelle protégée à niveau de chaussée et physiquement séparée de la circulation des véhicules motorisés, un couloir Bus et deux files de circulation.

Par ailleurs, afin d'assurer la sécurité des cyclistes, l'ensemble des carrefours à feux du boulevard sera modifié pour intégrer la gestion de la piste cyclable.

En conséquence, une opération d'investissement n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13005-13006 - Aménagement du boulevard Baille entre le cours Lieutaud et le boulevard Jean Moulin » doit être créée et affectée pour un montant de 1 200 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Cette autorisation de programme permettra de réaliser les études et les travaux afférents à ce projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13005-13006 - Aménagement du boulevard Baille entre le cours Lieutaud et le boulevard Jean Moulin ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13005-13006 - Aménagement du boulevard Baille entre le cours Lieutaud et le boulevard Jean Moulin ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13005-13006 - Aménagement du boulevard Baille entre le cours Lieutaud et le boulevard Jean Moulin ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13005-13006 - Aménagement du boulevard Baille entre le cours Lieutaud et le boulevard Jean Moulin » pour un montant de 1 200 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 038-361/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Territoire Marseille Provence - Itinéraires cyclables complémentaires au Plan Vélo

Avis du Conseil de Territoire

DRMVEP 22/20619/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaliser des aménagements définitifs de pistes cyclables, complémentaires aux lignes structurantes du Plan Vélo.

Ainsi divers projets de raccordements de tronçons préexistants seront pilotés et de nouvelles liaisons cyclables seront réalisées à terme.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Pour réaliser les études et les travaux nécessaires à ces nouveaux itinéraires cyclables, il est envisagé de créer une opération d'investissement n°2022103600, intitulée « Territoire Marseille Provence - Itinéraires cyclables complémentaires au Plan Vélo » pour un montant de 3 000 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103600 intitulée « Territoire Marseille Provence - Itinéraires cyclables complémentaires au Plan Vélo ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103600 intitulée « Territoire Marseille Provence - Itinéraires cyclables complémentaires au Plan Vélo ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103600 intitulée « Territoire Marseille Provence - Itinéraires cyclables complémentaires au Plan Vélo ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103600, intitulée « Territoire Marseille Provence - Itinéraires cyclables complémentaires au Plan Vélo » pour un montant de 3 000 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

VOIMOB 039-362/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Réfection de murs de soutènement des voies sur le territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20617/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence intervient régulièrement sur l'espace public afin d'assurer la reprise ou le confortement de murs de soutènement adjacents à ses voies métropolitaines.

Les intempéries d'octobre 2021 ponctuels et remarquables dans leur intensité ont généré de nombreux désordres sur le domaine public ; Ainsi et notamment concernant les murs de soutènement, ces derniers ont pu subir des dégradations et/ou une déstabilisation qui fragilisent leur structure.

Si des interventions réalisées en urgence ont permis un confortement provisoire ou définitif, il est nécessaire d'intervenir de manière pérenne sur ces édifices afin de procéder à leur reprise ou d'assurer un confortement définitif.

Aussi pour permettre ces réfections, la Métropole envisage de créer une opération d'investissement n°2022104200, intitulée « Réfection de murs de soutènement des voies sur le territoire Marseille Provence » pour un montant de 2 500 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104200 intitulée « Réfection de murs de soutènement des voies sur le territoire Marseille Provence »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104200 intitulée « Réfection de murs de soutènement des voies sur le territoire Marseille Provence ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104200 intitulée « Réfection de murs de soutènement des voies sur le territoire Marseille Provence ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104200 intitulée « Réfection de murs de soutènement des voies sur le territoire Marseille Provence » pour un montant de 2 500 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 040-363/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13004 - Aménagement de la place Sébastopol

Avis du Conseil de Territoire

DRMVEP 22/20621/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage l'aménagement de la place Sébastopol situé dans le 4^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Cette place a traversé plusieurs époques. Créée en 1865, elle a été nommée ainsi en souvenir du siège de la ville éponyme sise en Crimée ; bataille à laquelle les Français ont participé entre 1854 et 1855.

Après avoir accueilli à la fin du XIX^{ème} siècle une guillotine destinée aux condamnés de la prison Chave, la place est devenue un lieu de vie où l'on trouve désormais un marché, du lundi au samedi, et de nombreux commerces de proximité qui attirent les marseillais bien au-delà du quartier.

D'une surface d'environ 6 600 m², la place actuelle, vieillissante, sert de parking de manière régulière et nécessite une requalification.

La Ville de Marseille souhaite lancer une concertation citoyenne à l'automne 2022, qui permettra de déterminer en accord avec les habitants du quartier, un programme de requalification de la place.

Pour réaliser ce projet, il est nécessaire de créer une opération d'investissement n°2022103700, intitulée « Marseille 13004 - Aménagement de la place Sébastopol » pour un montant de 200 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Le montant de cette autorisation de programme comprendra seulement les études nécessaires à la conception du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103700 intitulée « Marseille 13004 - Aménagement de la place Sébastopol ».

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103700 intitulée « Marseille 13004 - Aménagement de la place Sébastopol ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103700 intitulée « Marseille 13004 - Aménagement de la place Sébastopol ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103700 intitulée « Marseille 13004 - Aménagement de la place Sébastopol » pour un montant de 200 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 041-364/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13010 - Aménagement de l'ilot Migranier

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20622/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage l'aménagement de l'ilot Migranier sur la commune de Marseille (13010).

Le début du boulevard Saint Loup, qui initie le noyau villageois de Saint Loup est actuellement dégradé, et ne bénéficie pas d'une mise en valeur du site. Les trottoirs ne sont pas aux normes pour l'accès des personnes à mobilité réduite (PMR).

A proximité de cette entrée de quartier, un ilot, nommé ilot Migranier, est composé d'un immeuble à la fois sur une parcelle métropolitaine et Ville de Marseille. Une partie du bâti est vide d'occupation et une autre est en cours de libération. Cet immeuble est voué à être démoli libérant une large emprise.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

La Métropole envisage de requalifier l'entrée du noyau villageois de Saint Loup par la création d'une place qualitative sur une surface d'environ 3 000 m², avec des places de stationnements, arborée comprenant une fontaine et mettant en valeur notamment la maison de Marcel Pagnol.

Pour la réalisation de ce projet, il est nécessaire de créer une opération d'investissement n°2022103800, intitulée « Marseille 13010 - Aménagement de l'ilot Migranier » pour un montant de 2 100 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103800 intitulée « Marseille 13010 - Aménagement de l'ilot Migranier ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103800 intitulée « Marseille 13010 - Aménagement de l'ilot Migranier ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103800 intitulée « Marseille 13010 - Aménagement de l'ilot Migranier ».

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103800 intitulée « Marseille 13010 - Aménagement de l'îlot Migranier » pour un montant de 500 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 042-365/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13011 - Aménagement du boulevard de Saint Marcel

Avis du Conseil de Territoire DRMVEP 22/20626/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévois que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La métropole Aix-Marseille Provence envisage l'aménagement d'une partie du boulevard de Saint-Marcel sur la commune de Marseille (13011).

La surface à aménager comprend le tronçon du boulevard de Saint Marcel compris entre la rue de la Granière et la rue Léon Bancal.

D'une longueur de 2 kilomètres, avec une surface à traiter d'environ 36 300m², cette partie du boulevard de Saint Marcel traverse des zones commerçantes et des zones dévolues à la circulation routière ou scolaire.

Le projet d'aménagement consistera à favoriser les cheminements piétons, à mettre aux normes PMR les arrêts de bus et traversées piétonnes, à favoriser l'usage des modes doux de déplacement, à réduire les vitesses, à organiser le stationnement et à reprendre les revêtements vieillissants.

Une opération d'investissement n°2022103900, intitulée « Marseille 13011 - Aménagement du boulevard de Saint Marcel » doit être créée et affectée pour un montant de 630 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Le montant de cette autorisation de programme comprend seulement les études nécessaires à la conception du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l’approbation de la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103900 intitulée « Marseille 13011 - Aménagement du boulevard de Saint Marcel ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à la création et l’affectation de l’opération d’investissement ; n°2022103900 intitulée « Marseille 13011 - Aménagement du boulevard de Saint Marcel ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103900 intitulée « Marseille 13011 - Aménagement du boulevard de Saint Marcel ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l’affectation de l’opération d’investissement, n°2022103900 intitulée « Marseille 13011 - Aménagement du boulevard de Saint Marcel » pour un montant de 630 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

VOIMOB 043-366/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13013 - Création d'un rond-point chemin de Palama et avenue de Château Gombert

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20633/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage d'aménager un rond-point à l'angle du chemin de Palama et de l'avenue de Château Gombert sur la commune de Marseille (13013).

En effet, l'urbanisation grandissante du secteur de Château Gombert et notamment le long du chemin de Palama entraîne une circulation importante sur les deux axes que sont l'avenue de Château Gombert et le chemin de Palama.

Ainsi, actuellement, le trafic routier est devenu difficile à l'intersection de ces deux voies. Les premières études sur ce secteur ont révélé que la création d'un rond-point en partie franchissable et le traitement des amorces de voies autour du rond-point ainsi créé sur une surface d'environ 1700 m², permettrait d'améliorer nettement la situation actuelle.

Dans le cadre de ce projet il est également prévu l'étude de la requalification de la placette d'environ 600m² juxtaposée au futur rond-point en lien avec le parking de la Poste.

Une autorisation de programme est nécessaire afin de conduire des études en phase conception.

Pour réaliser ce projet, doit être créée une opération d'investissement n°2022104000, intitulée

« Marseille 13013 - Création d'un rond-point chemin de Palama et avenue de Château Gombert » pour un montant de 90 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104000 intitulée « Marseille 13013 - Création d'un rond-point chemin de Palama et avenue de Château Gombert ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104000 intitulée « Marseille 13013 - Création d'un rond-point chemin de Palama et avenue de Château Gombert » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104000 intitulée « Marseille 13013 - Création d'un rond-point chemin de Palama et avenue de Château Gombert »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104000 intitulée « Marseille 13013 - Création d'un rond-point chemin de Palama et avenue de Château Gombert » pour un montant de 90 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 044-367/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Cassis - Aménagement de l'Avenue de Carnoux RD41E et du carrefour du Mussuguet**

Avis du Conseil de Territoire

DRMVEP 22/20618/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévois que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage l'aménagement de l'avenue de Carnoux, route départementale RD41E située en entrée d'agglomération de la commune de Cassis.

Cet aménagement viaire se traduira notamment par la création d'un giratoire entre la RD41E, le chemin du Plan d'Olive et la rue de la Toudro qui dessert le lotissement "le Mussuguet" et la sécurisation de l'accès aux logements sociaux en cours de construction au Sud du futur giratoire (promoteur ERILIA – 60 logement sociaux), à proximité du giratoire des Gorguettes.

Pour réaliser les relevés topographiques, établir le projet d'accessibilité, les études géotechniques y compris les sondages, la faisabilité générale ainsi que l'évaluation du montant prévisionnel des travaux, il est nécessaire de créer une opération d'investissement n°2022103500, intitulée « Cassis - Aménagement de l'Avenue de Carnoux (RD41E) et du carrefour du Mussuguet » pour un montant de 180 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Ainsi, le montant de cette autorisation de programme comprendra seulement les études nécessaires à la conception du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103500 intitulée « Cassis - Aménagement de l'Avenue de Carnoux (RD41E) et du carrefour du Mussuguet ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103500 intitulée « Cassis - Aménagement de l'Avenue de Carnoux (RD41E) et du carrefour du Mussuguet ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103500 intitulée « Cassis - Aménagement de l'Avenue de Carnoux (RD41E) et du carrefour du Mussuguet ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103500 intitulée « Cassis - Aménagement de l'Avenue de Carnoux (RD41E) et du carrefour du Mussuguet » pour un montant de 180 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 045-368/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Gémenos - Aménagement de l'entrée de ville RD396

**Avis du Conseil de Territoire
DRMVEP 22/20620/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite réaliser l'aménagement de l'entrée de ville de la commune de Gémenos. Cet aménagement porte sur deux portions de la route départementale RD396:

- Avenue de la Première Division Blindée entre le rond point de Magny et le Chemin de la Routelle (soit environ 390 mètres linéaires) ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Avenue du 2^{ème} Cuirassier entre le rond point des Charrons et le rond-point des cinq bassins (soit environ 620 mètres linéaires) ;

Ce projet d'aménagement a pour objectif d'embellir l'entrée de ville par le réaménagement des trottoirs et de désimperméabiliser le secteur dans la mesure du possible par la réalisation d'aménagements paysagers qualitatifs le long des voies.

Pour réaliser cette opération, des études sont nécessaires pour réaliser les relevés topographiques sur le terrain, définir les règles d'accessibilité. Elles seront complétées par des études géotechniques (y compris les sondages) qui permettront de définir la faisabilité générale du projet et d'évaluer le montant prévisionnel des travaux.

Ainsi, une opération d'investissement n°2022104100, intitulée « Gémenos - Aménagement de l'entrée de ville (RD396) » pour un montant de 120 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Le montant de cette autorisation de programme comprend seulement les études de conception du projet d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104100 intitulée « Gémenos - Aménagement de l'entrée de ville (RD396) ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104100 intitulée « Gémenos - Aménagement de l'entrée de ville (RD396) ».
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104100 intitulée « Gémenos - Aménagement de l'entrée de ville (RD396) ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022104100 intitulée « Gémenos - Aménagement de l'entrée de ville (RD396) » pour un montant de 120 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 046-354/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 3 sur le boulevard Michelet entre le rond-point du Prado et les berges de Huveaune**

Avis du Conseil de Territoire

DRMVEP 22/20636/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Ville de Marseille accueillera d'ici deux ans les épreuves de voile, ainsi que certains matchs de football à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Ces épreuves sportives sont un rendez-vous majeur pour le territoire d'Aix-Marseille-Provence, qui deviendra pour la première fois de son histoire un site olympique.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite mobiliser les énergies et les investissements autour d'une dynamique collective et d'un véritable projet de territoire en modernisant et rénovant son espace public.

A ce titre, la Métropole envisage de créer une liaison cyclable (ligne 3 du Plan Vélo) entre les aménagements du rond-point du Prado et la piste cyclable existante du boulevard Michelet ainsi qu'aux berges de l'huveaune.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Cette liaison cyclable s'appuie sur les contres-allées pour redonner plus de cohérence et de lisibilité aux cyclistes.

Cette opération d'investissement nécessite donc la création d'une autorisation de programme comprenant la prise en charge des études et des travaux.

L'opération d'investissement n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 3 sur le boulevard Michelet entre le rond-point du Prado et les berges de Huveaune » doit être créée et affectée pour un montant de 150 000 euros TTC inscrite au Budget Supplémentaire 2022, enregistrée dans l'autorisation de programme 221141 du programme 14.1 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 3 sur le boulevard Michelet entre le rond-point du Prado et les berges de Huveaune ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 3 sur le boulevard Michelet entre le rond-point du Prado et les berges de Huveaune ».

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine relatif à la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 3 sur le boulevard Michelet entre le rond-point du Prado et les berges de Huveaune ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2022103200, intitulée « JO 2024 - Marseille 13008 - Aménagement transitoire ligne 3 sur le boulevard Michelet entre le rond-point du Prado et les berges de Huveaune » pour un montant de 150 000 euros TTC rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 221141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOIMOB 047-347/22/CT

■ CT1 - Actualisation des modalités d'occupation et tarifs des pôles d'échanges et parkings relais métropolitains

Information du Conseil de Territoire DPMOD 22/20748/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 006-8333/20/CM du 31 juillet 2020, la Métropole a approuvé les nouvelles modalités d'occupation et loi tarifaire des Pôles d'échanges et Parkings Relais (P+R) de la Métropole Hors Marseille RTM.

Les parcs relais sont des outils de mobilité. Ils permettent aux usagers des transports de stationner leur véhicule en périphérie des villes, puis d'utiliser en chainage, un service de transport en commun. Ces parkings relais accueillent les usagers en courte durée (1 journée). Leur vocation consiste à limiter l'usage des véhicules personnels jusqu'au lieu de destination, en préférant pour ce faire l'utilisation des réseaux de transport.

La Métropole dispose de plusieurs parcs relais sur son territoire qui montrent une hétérogénéité tarifaire et des usages.

C'est dans ce contexte qu'il est proposé de toilettier la gamme tarifaire afférente pour donner plus de lisibilité aux usagers des transports tout en incitant leur usage grâce à une tarification adaptée. En outre, les parcs relais font partie du bouquet de services offerts aux usagers des transports.

C'est ainsi qu'à compter du 1er septembre 2022, les droits d'accès aux P+R sont intégrés au sein des produits tarifaires des transports en commun (hors abonnements scolaires).

L'annexe ci-jointe la nouvelle tarification applicable au 1er septembre pour les réseaux de la Métropole Mobilité.

Il est proposé que les tarifs TTC des parkings s'établissent comme suit :

1 - RESEAU RTM

- Forfait journée : 5€ (dont 2,80 € de transports collectifs et 2,20 € de parking relais) (Recharge d'euros sur Portemonnaie Transport (PMT)). Ce tarif se substitue à la tarification au quart d'heure.
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.

2 – RESEAU CIOTABUS

Forfait journée.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- 3,50 € qui intègre le titre de transport aller-retour (hors TER) et le P+R pour la journée Métropole Aix-Marseille-Provence 2
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.
- Passage du « ticket perdu » de 30 € à 28 €.

3 - RESEAU AIX EN BUS

- Forfait journée : 3,50€ qui intègre le titre de transport aller-retour et le P+R pour la journée (ancien tarif : 2,50 €).
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.
- Passage du « ticket perdu » de 30 € à 28 € correspondant à l'abonnement 30 jours du réseau Aix-en-bus.

4- RESEAU PAYS D'AIX MOBILITE

- Forfait journée : 3,50€ qui intègre le titre de transport aller-retour (hors TER) et le P+R pour la journée (ancien tarif : 2,50€).
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R r éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.
- Passage du « titre perdu » de 30 € à 28 €.

Les autres tarifs actuellement en vigueur sont inchangés.

5- Autres modifications apportées à l'annexe tarifaire.

Par délibération N° MOB-010-11734/22/CM en date du 5 mai 2022, la Métropole a harmonisé la tarification du réseau interurbain lecar/Cartreize.

Plusieurs points méritent d'être précisés concernant les conditions d'application des tarifs lecar/Cartreize et ils sont modifiés dans l'annexe.

Les titres de transport de la gamme actuelle interurbaine lecar/Cartreize seront bien utilisables à bord jusqu'au 29 août 2022 inclus. En revanche, il est proposé d'avancer la date de vente et d'utilisation de la nouvelle gamme tarifaire interurbaine au 3 août 2022 Ceci, afin de permettre aux clients d'utiliser progressivement la nouvelle gamme. Il s'agit de donner l'opportunité aux usagers détenteurs de produits actuellement en vigueur de les écouler durant l'été et ainsi d'éviter trop d'opérations de « Services Après-vente » pendant les premiers jours de la rentrée, période traditionnellement très chargée. Ces opérations génèreraient une saturation des points de vente et, de ce fait, un mécontentement des voyageurs.

Enfin, dans un objectif d'harmonisation et de lisibilité, la mention « 30 jours » remplacent la mention « mensuel » pour les titres des gammes « Métropole » et « lecar/Cartreize ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet de délibération portant sur l'actualisation des modalités d'occupation et tarifs des pôles d'échanges et parkings relais métropolitains.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'actualisation des modalités d'occupation et tarifs des pôles d'échanges et parkings relais métropolitains.

Commission "Propreté - Déchets"

PED 001-369/22/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'association One piece of rubbish / Un déchet par jour pour l'année 2022 pour la sensibilisation des habitants du Territoire Marseille Provence sur la problématique de la réduction des déchets - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs**

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20541/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a voté fin 2019 son Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025.

Par ce plan, la Métropole a l'ambition d'engager un changement de comportement de tous les acteurs du territoire afin que ceux-ci soient sensibilisés aux bons gestes de réduction des déchets ; mais aussi accompagnés afin qu'une meilleure valorisation des déchets soit faite une fois le déchet produit.

Le Territoire Marseille Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2016.

L'Association 1 Déchet par Jour, créée en 2016, a pour objectif de promouvoir une démarche de prévention des déchets auprès des différents publics. Depuis sa création, l'association a pu mobiliser 45 000 personnes sur les réseaux sociaux, rassembler 6 000 personnes lors de leurs événements et mener un important travail de partenariats avec les institutionnels, les entreprises mais également les associations et écoles au niveau régional.

L'innovation du projet de l'association repose sur sa capacité à résonner auprès d'un public qui n'est aujourd'hui pas sensible à l'environnement et d'arriver par le biais de sensibilisations spécifiques, d'actions de ramassage et de communications ciblées, à faire prendre conscience de l'importance de la préservation de l'environnement et de la nécessité de prévenir la production de déchets (organisation d'une centaine d'événements dédiés au ramassage grand public comme Tarpin propre...)

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

L'association intervient régulièrement dans différents types de structures en adaptant les objectifs : valorisation des déchets, réduction des déchets à la source, sensibilisation et pédagogie autour du geste citoyen envers le respect de la planète et de son territoire de vie, ramassage spontané d'une zone prédéfinie, etc.

L'association a été subventionnée en 2021. Le bilan de cette année a été satisfaisant avec plus de 5 324 personnes sensibilisées (scolaires et grand public) au travers de 150 actions de proximité. L'accent a été mis sur la prévention des déchets avec de nombreuses publications sur les réseaux sociaux (50 000 abonnés tous réseaux sociaux confondus) afin de sensibiliser un maximum de citoyens afin de tendre vers le zéro déchet.

Pour l'année 2022, plusieurs objectifs de l'association participent à la stratégie du territoire :

1. Accompagner les habitants dans la réduction de leurs déchets à travers des temps forts de sensibilisation auprès de différents publics, notamment via des actions de ramassages de déchets sur le Territoire Marseille Provence et la diffusion des éco-gestes permettant de réduire les déchets.
2. Porter un message autour du principe « le déchet est la responsabilité de tous ».
3. Inclure dans les communications autour des actions de l'association un message clair sur la prévention des déchets.
4. Evaluer l'impact des actions réalisées (nombre d'actions menées pour sensibiliser à la réduction & au tri des déchets ; n nombre de personnes sensibilisées ; nombre d'actions de communication sur la prévention & le tri des déchets, typologie des déchets collectées lors des ramassages, ...)

L'association prévoit de toucher plus de 8 000 personnes au travers de plus de 100 actions de proximité.

Afin de soutenir et développer ces actions, une demande de subvention pour le fonctionnement global de l'association a été déposée.

Budget prévisionnel de l'association :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	5 000,00 €	Vente de produits	10 500,00 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	3 664,00 €	Subvention d'exploitation Territoire Marseille Provence	3 000, 00 €
		Ville de Marseille	5 000,00 €
		Aides privées	8 100,00 €
		ASP (emplois aidés)	20 787,12 €
Autres services extérieurs	4 600,00 €	Autres produits de gestion courante	5 200,00 €
		Produits exceptionnels	2 040,22 €
Charges de personnel	41 863,34 €	Transferts de charges	500,00 €
Total charges	55 127,34 €	Total Recettes	55 127,34 €

Pour le fonctionnement global de l'association, le territoire Marseille Provence de la Métropole est sollicité pour l'obtention d'une subvention d'un montant total de **3 000 € pour l'année 2022**.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention de fonctionnement global.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l’application de l’article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets ainsi que l’accompagnement au changement de comportement représentent un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu’il est nécessaire d’approuver la convention annuelle d’objectifs ci-annexée, conclue avec l’Association « One piece of Rubbish / Un Déchet par Jour ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l’attribution d’une subvention de fonctionnement global à l’association « One piece of Rubbish / Un Déchet par Jour » pour l’année 2022 et l’approbation d’une convention annuelle d’objectifs, ci annexée.

PED 002-370/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Les Epuisettes pour l'année 2022 pour la sensibilisation des habitants du Territoire Marseille Provence sur la problématique du gaspillage alimentaire - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20542/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a validé son plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 avec pour objectif de réduire de 10% le ratio de déchets ménagers et assimilés d’ici 2025.

Par ce plan, la Métropole a l’ambition d’engager un changement de comportement de tous les acteurs du Territoire afin que ceux-ci soient sensibilisés aux bons gestes de réduction des déchets.

L’axe 3 de ce plan propose la valorisation de la ressource bio déchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire comme une priorité de la Métropole Aix Marseille Provence en cohérence avec l’objectif 2025 des pouvoirs publics est de réduire de 50 % le gaspillage sur l’ensemble de la chaîne alimentaire.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Territoire Marseille Provence est pleinement engagé dans cette dynamique depuis plusieurs années avec la labellisation « Territoire zéro déchet zéro gaspillage » obtenue en 2017.

L'Association « Les Epuisettes » lutte contre toutes les formes de gaspillage et organise des manifestations pour promouvoir la lutte contre le gaspillage alimentaire à destination d'un large public. Par ces opérations « Les Epuisettes » s'efforce de faire changer les mentalités des acteurs du Territoire par l'information, l'éducation et des actions concrètes sur le Terrain.

Présentation de l'action

Dans le cadre de la Journée Nationale de Lutte contre le Gaspillage Alimentaire le 16 octobre 2022 l'association souhaite organiser une manifestation sur le Vieux-Port de Marseille à travers la mise en place d'ateliers pratiques et ludiques (l'art d'accommoder les restes, jus de fruits avec des fruits présentant un défaut physique...) où des chefs restaurateurs confectionneront des recettes en vue d'une dégustation gratuite.

Ces dernières sont destinées à sensibiliser un large public sur cette thématique en leur montrant que des modes de consommations sans gaspillage sont possibles et en insistant sur le fait que le gaspillage alimentaire représente 8% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde.

Parallèlement à ce projet l'association a la volonté de regrouper, coordonner et faire interagir les associations, les entreprises ainsi que l'association des chefs cuisiniers de la Région Sud (Gour méditerranée) déjà investies dans cette lutte anti gaspi alimentaire.

L'édition et la distribution d'un livre de recettes anti gaspi sont prévues lors de cette manifestation.

L'innovation du projet de l'association repose sur sa capacité à résonner auprès d'un public qui n'est aujourd'hui pas vraiment sensible à la lutte contre le gaspillage alimentaire et de réussir par ce biais à faire prendre conscience de l'importance de la préservation de l'environnement et de la nécessité d'éviter le gaspillage alimentaire.

Budget prévisionnel de l'association :

Dépenses	Montants	Recettes	Montants
Achats	11 764,00 €	Vente de produits	0,00 €
Services extérieurs (locations, assurances...)	13 164,00 €	Subvention d'exploitation dont :	43 000,00 €
		Territoire Marseille Provence	6 000, 00 €
		Ville de Marseille	6 000,00 €
		Région	6 000,00 €
		Département	6 000,00 €
		Aides privées	10 000 ,00 €
		Autres établissements publics	9 000,00 €
Autres services extérieurs	16 152,00 €		
Autres charges de gestion courante	960,00 €		
Charges exceptionnelles	960,00 €		
Total charges	43 000,00 €	Total Recettes	43 000,00 €

Pour la mise en œuvre de cette action, l'association Les Epuisettes sollicite le Territoire Marseille Provence de la Métropole pour l'obtention d'une subvention d'un montant **de 6 000 € pour l'année 2022.**

Par son rôle l'association participe à l'objectif de la Métropole et du territoire de sensibiliser à la réduction des déchets, en accompagnant les différents publics du territoire à un changement de comportement.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention de fonctionnement.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sensibilisation à la réduction des déchets ainsi que l'accompagnement au changement de comportement représentent un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver la convention annuelle de partenariat, ci annexée, conclue avec l'association « Les Epuisettes ».

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « Les épuisettes » pour l'année 2022 et sur l'approbation d'une convention annuelle d'objectifs, ci annexée.

PED 003-371/22/CT

■ CT1 - Approbation de la stratégie de réduction des déchets verts du Territoire Marseille Provence - Approbation d'une convention type pour le subventionnement de broyeurs pour végétaux

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20545/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la stratégie de réduction des déchets verts du Territoire Marseille Provence - Approbation d'une convention type pour le subventionnement de broyeurs pour végétaux », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA) avec pour ambition de réduire de 10 % le ratio des déchets ménagers et assimilés d'ici 2025.

Pour atteindre cet objectif plusieurs actions sont déployées sur la Métropole dont le développement de la gestion autonome des déchets verts afin de valoriser en proximité cette ressource et ainsi réduire les coûts de gestion de ces déchets, participer à l'amélioration de l'état des sols et limiter les impacts environnementaux liés au transport et au traitement de ces déchets ayant un fort impact en terme de pollution atmosphérique.

Le Territoire Marseille Provence a approuvé le 15 avril 2021, délibération TCM 011-9897/21/CM, sa stratégie de réduction des déchets verts avec notamment une aide ponctuelle à l'achat de broyeurs à végétaux pour les habitants du territoire. Cette aide plafonnée à 40% du prix d'acquisition TTC d'un broyeur à végétaux dans la limite de 250 € était réparties sur les années 2021 à 2025.

Bilan à date du dispositif :

Entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 mars 2022, plus de 100 demandes ont été reçues et traitées par les services ;
Le prix moyen constatés des broyeurs subventionnés est d'environ 380 € avec quelques demandes pour de gros broyeurs;

Le montant moyen des subventions est d'environ 130 € ;

Selon les informations fournies par les 100 demandeurs dont les dossiers ont été traités :

- Avant d'acheter leur broyeur à végétaux, 50% déposaient leurs déchets verts en déchèterie et 20 % les laissent dans les ordures ménagères ou les brûlaient ;
- Ils estiment que cela réduit, pour les 100 demandeurs, de 418 tonnes/an les déchets verts traités par la collectivité ce qui permet une moindre dépense pour la collectivité.

Outre le désengorgement des déchèteries et l'économie qui en découle pour la Métropole, cette solution de gestion autonome de leurs déchets verts par les habitants du Territoire Marseille Provence contribue également à l'amélioration de l'état des sols puisque 91 % des personnes qui ont acheté un broyeur utilisent leur broyat comme amendement pour leur sol et/ou comme apport de matière brune pour le compost.

Au vu de ces premiers résultats il est proposé de :

- de porter l'enveloppe budgétaire totale de ce dispositif de 50 000 euros à 55 000 euros en concentrant l'aide sur les années 2021-2023 ;
- de cantonner la subvention pour les broyeurs électriques plus adaptés à la gestion de déchets verts de particuliers en interdisant les souffleurs-broyeurs qui ne concernent que les feuilles ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.
- La délibération TCM 011-9897/21/CM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 avril 2021 approuvant la stratégie de réduction des déchets verts du Territoire Marseille-Provence - Approbation d'une convention type pour le subventionnement de broyeurs végétaux.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réduction des déchets verts est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d’augmentation des coûts ;
- Qu’il convient de limiter le dispositif de subventionnement aux broyeurs électriques, plus adaptés à la gestion de déchets verts de particuliers ;
- Qu’il convient d’augmenter l’enveloppe budgétaire totale de ce dispositif à 55 000 euros en concentrant l’aide sur les années 2021-2023 ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’approbation de la stratégie de réduction des déchets verts du Territoire Marseille Provence - Approbation d'une convention type pour le subventionnement de broyeurs pour végétaux ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur l’approbation de la stratégie de réduction des déchets verts du Territoire Marseille Provence - Approbation d'une convention type pour le subventionnement de broyeurs pour végétaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur la modification de la stratégie de réduction des déchets verts, du Territoire de Marseille Provence applicable jusqu’au 31 décembre 2023.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 005-372/22/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention type avec les communes du Territoire Marseille Provence relative à la facturation de la redevance spéciale applicable aux producteurs professionnels ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères pour les sites municipaux et d'une convention type relative à l'utilisation des exutoires métropolitains par les communes

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20676/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention type avec les communes du Territoire Marseille Provence relative à la facturation de la redevance spéciale applicable aux producteurs professionnels ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères pour les sites municipaux et d'une convention type relative à l'utilisation des exutoires métropolitains par les communes », satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération N° DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé son schéma de gestion des déchets qui fixe comme objectif de faire évoluer les pratiques de chacun pour réduire les quantités de déchets et améliorer la valorisation des déchets produits.

Par délibération N°DEA 001-4220/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a voté le règlement de la Redevance Spéciale (RS) applicable aux professionnels producteurs ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence.

Ce règlement s'inscrit dans le cadre fixé par le schéma métropolitain et le plan métropolitain de prévention des déchets, répondant aux objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires qui prévoit la généralisation de la Redevance Spéciale pour 2022.

Ce règlement définit le cadre et les conditions générales d'application de la Redevance Spéciale sur le Territoire de Marseille-Provence.

Pour rappel, les principes d'éligibilité et modalités de mise en œuvre de la Redevance Spéciale sont les suivants :

- Production de déchets assimilables aux ordures ménagères : pas de sujétion technique particulière en termes de traitement des déchets.
- Situation géographique du point de collecte : pas de sujétion technique particulière en termes de collecte.
- Quantité de déchets produit par site :
 - Jusqu'à 490 litres/hebdomadaire de déchets ménagers assimilables : pas d'assujettissement à la Redevance Spéciale.
 - Entre 491 et 13 860 litres/hebdomadaire de déchets ménagers assimilables : assujettissement de façon forfaitaire. Il existe 6 forfaits liés à des quantités produites.
 - Plus de 13 860 litres/hebdomadaire – Il s'agit des « Hors Seuils » : obligation pour ces sites de faire appel à un prestataire privé agréé pour la collecte et le traitement des déchets.

Chaque redevable est identifié par son activité et son nombre de salariés présents sur site, ce qui permet d'évaluer sa production moyenne hebdomadaire de déchets assimilés correspondant à l'un des 6 forfaits.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Afin d'évaluer le montant de la Redevance Spéciale due par les communes pour chacun de leurs sites, un recensement exhaustif de tous les points de collecte avec le volume de bacs mis à disposition a été réalisé par les villes et validé par la Métropole pour chaque site.

Sans retour des communes sur cet état des lieux le coût euro/habitant le plus élevé des communes du territoire sera appliqué.

Compte tenu du nombre de sites communaux recensés, il a été décidé de conclure une convention afin de faciliter le travail de facturation et d'émettre un seul titre de recette par an par commune sur la base de l'inventaire qui sera mis à jour annuellement.

L'objet de la présente convention soumise à l'approbation du Conseil de Métropole est donc la mise en place d'un système de facturation spécifique de la Redevance Spéciale pour les communes du Territoire Marseille Provence. Ces dernières seront les interlocutrices uniques pour leurs sites auprès de la Métropole pour le paiement de la Redevance Spéciale.

En complément de ce travail d'inventaire la Métropole accompagne les communes volontaires dans la construction de leur plan d'actions pour réduire les déchets communaux et trouver des solutions de valorisation de ces déchets. L'objectif, comme pour les habitants, est de faire évoluer les pratiques de chacun pour réduire les quantités de déchets et améliorer la valorisation des déchets produits.

Par ailleurs, afin d'accompagner les communes dans la mise en œuvre de leur plan d'actions de réduction et valorisation des déchets communaux, la Métropole propose aux communes qui le souhaitent la signature d'une convention pour l'utilisation temporaire des exutoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence (déchèteries, plateformes, centres de transfert) définis par la Métropole pour les déchets acceptés dans ces exutoires.

La facturation liée à cette utilisation résultera des coûts, en annexe, délibérés appliqués au quantité et nature de déchets pris en charge sur ces exutoires.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, les parties ont décidé de conclure une convention type relative à la facturation de la redevance spéciale des déchets communaux et une convention relative à la facturation de l'utilisation des exutoires de la Métropole par les services techniques municipaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention type avec les communes de Marseille Provence relative à la facturation de la redevance spéciale applicable aux producteurs professionnels ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères pour les sites municipaux ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention type, ci-annexée, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes de Marseille Provence, relative à l'utilisation temporaire des exutoires de la Métropole moyennant financement du service sur la base des coûts en annexe 3 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'une convention de convention type avec les communes de Marseille Provence relative à la facturation de la redevance spéciale applicable aux producteurs professionnels ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères pour les sites municipaux ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'une convention de convention type avec les communes de Marseille Provence relative à l'utilisation temporaire des exutoires de la Métropole moyennant financement du service sur la base des coûts en annexe 3 ;
- Que la réduction des déchets verts est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts ;
- Qu'il convient d'approuver la procédure et conventions types, ci-annexées, conclues avec les communes Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation d'une convention type avec les communes de Marseille Provence relative à la facturation de la redevance spéciale et sur l'approbation d'une convention type avec les communes relative à l'utilisation temporaire des exutoires de la Métropole moyennant financement du service sur la base des coûts en annexe 3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PED 006-373/22/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°7 à la convention de Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du Centre de Traitement Multifilière des déchets ménagers et assimilés de Fos-sur-Mer

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Information du Conseil de Territoire
DTD 22/20708/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération du 20 décembre 2003, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a validé le principe du recours à la délégation de service public comme mode de gestion de la future unité de valorisation énergétique des déchets.

Une convention de Délégation de Service Public (DSP) a été conclue à cet effet (ci-après « la Convention ») le 18 juillet 2005 avec un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALORGA International.

La Convention et ses annexes administratives, techniques et financières portent sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un Centre de Traitement Multifilière (CTM) des déchets ménagers et assimilés situé à Fos-sur-Mer.

Le groupement d'entreprises attributaire a, conformément à ce qui était prévu par la Convention, créé une société dédiée à l'exploitation du site EVERE qui est donc le délégataire.

Depuis sa conclusion, la Convention a fait l'objet de six avenants qui ont été signés entre les Parties respectivement les 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011, 22 juillet 2015, 28 mars 2019 et 13 janvier 2021.

Afin de mettre à jour la Convention sur ces récentes évolutions réglementaires, de clarifier les obligations respectives des Parties et d'améliorer leurs relations contractuelles, il y a lieu d'adopter un septième avenant.

Cet avenant a pour objet de faire évoluer la Convention sur :

- La nature juridique des biens ;
- Le statut du site en fin de DSP ;
- L'externalisation possible du traitement des mâchefers ;
- La mise aux normes suite à différentes évolutions réglementaires ;
- La prise en charge d'un nouveau flux de déchets.

La Convention originelle et les avenants qui l'ont suivi définissent de manière globale les dispositions relatives à la nature juridique des biens (rachat d'équipement, etc.). Cet avenant vient préciser certaines dispositions.

La Convention prévoit à l'article 23.2.6 que « L'annexe n°A-8 inventorie les biens utilisés dans le cadre de la délégation ». Cependant, cette annexe n'a, jusqu'ici, pas été réalisée et le contrat ne détaille pas les modalités de mise à jour. Les biens de la délégation peuvent en effet évoluer au fil de la vie de cette installation (par exemple par l'ajout d'équipements dans un contexte de mise aux normes). Cet avenant vient préciser la composition et les modalités de révision de l'annexe n°A-8 pour les biens de retours. Les biens propres et les biens de reprise sont détaillés via l'inventaire des actifs immobilisés transmis chaque année. Cet avenant vient également définir la notion de stock stratégique de pièces de rechange, considéré comme utile à la bonne conduite des installations, et qui sera racheté au délégataire en fin de DSP.

Cet avenant vient également préciser les différents cas d'évolution des équipements et du fonctionnement du CTM et les modalités de communications entre les Parties. Il précise également la description des ouvrages, de leurs caractéristiques de fonctionnement et des opérations à réaliser en fin de DSP.

La Convention impose le traitement des mâchefers sur le site du CTM. Cependant, une plateforme de valorisation avancée des mâchefers a été développée récemment sur un site proche d'EVERE. Les technologies récentes mises en œuvre permettent une récupération accrue de métaux dans ces mâchefers et une meilleure qualité des mâchefers. Cet avenant ouvre la possibilité d'un traitement des mâchefers externalisé, renforçant le taux de valorisation matière, sans incidence financière pour la Métropole.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Plusieurs évolutions réglementaires affectent le délégataire et nécessitent d'être prise en compte dans le fonctionnement technique et contractuel de la Convention. Conformément à l'article 26 de la Convention, « Les travaux de mise en conformité des ouvrages et/ou les modifications des conditions d'exploitation vis-à-vis de dispositions législatives ou réglementaires ou d'impositions des Services de l'Etat [...] sont financés et réalisés par le délégataire » puis font « l'objet d'un avenant [...] afin de prendre en compte les incidences financières ».

La principale évolution concerne la directive européenne relative aux émissions industrielles dite directive IED (Industrial Emissions Directive). Cette directive cadre les contraintes sur les pollutions émises par les différents secteurs industriels et les autorisations d'exploiter des usines des états membres doivent se baser sur ce cadre. Les valeurs limites d'émissions sont définies à partir des Meilleures Techniques Disponibles (MTD). Le guide BREF, pour *Best available techniques REFerence document*, rassemble ces données et constitue la référence pour les conditions d'autorisations d'exploiter.

Le BREF incinération (WI BREF pour *Waste Incineration*) date de 2006. Il a fait l'objet d'une révision en décembre 2019 avec une transcription en droit français par un Arrêté du 12 janvier 2021. La période pour se mettre en conformité avec les dispositions de cet Arrêté est de 4 ans, soit avant le 3 décembre 2023.

Ce cadre a fait l'objet d'une analyse par le délégataire, partagée aux services métropolitains et soumise à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement. Cette analyse passe en revue les critères induits par l'évolution du BREF et identifie les éventuels besoins de mise en conformité.

Cet avenant vient prendre en compte les évolutions techniques nécessaires pour deux écarts identifiés et les dispositions financières qui en découlent. Tout d'abord, afin de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières au niveau de la zone de maturation des mâchefers, des brumisateurs supplémentaires seront installés. Ensuite, le contrôle de la concentration en mercure dans les rejets atmosphériques de l'Unité de Valorisation Énergétique est renforcé. Des analyseurs mercure en continu seront installés sur les deux lignes d'incinération. Ces deux actions traitées par cet avenant ne préjugent pas d'éventuelles autres évolutions à prendre en compte dans le cadre la mise aux normes BREF.

Dans le même temps, le décret n°2021-345 du 30 mars 2021 vient renforcer les dispositions relatives au contrôle des déchets entrant sur les sites de stockage et d'incinération. Un contrôle par vidéosurveillance doit permettre la visualisation pendant 1 an des « images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé » et de « la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin ». Cet avenant vient prendre en compte la mise en œuvre de ce système de vidéosurveillance.

Également, plusieurs textes réglementaires (dont le Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 et l'Arrêté du 31 mai 2021) sont venus modifier les modalités de fonctionnement du registre déchets (modification du contenu du registre, introduction d'une obligation de transmission informatique des données constitutives du registre vers un « Registre national des déchets » créé début 2022, etc.). Cet avenant vient prendre en compte cette mise aux normes.

Enfin, sur le volet réglementaire, un arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 relatif à la prévention des incendies de forêts, landes, maquis et garrigues sur la zone Industrielle portuaire de Fos-sur-Mer impose des Obligations Locales de Débroussaillage sur ladite zone à partir de l'année 2021. Ces dispositions concernent EveRé. Un état zéro a été réalisé en 2021 et un entretien annuel est nécessaire. Cet avenant vient prendre en compte la réalisation de ces opérations de débroussaillage.

L'ensemble de ces évolutions réglementaires sont financées par la création d'un complément de rémunération forfaitaire, versé par la Métropole au délégataire mensuellement. L'impact financier de ces modifications s'élève d'ici la fin de la DSP à 3 014 554 € HT, soit un montant de 3 316 009 € TTC (hors révision).

En complément de ces opérations, deux actions participants aux mises aux normes font l'objet d'un remboursement à l'euro l'euro. Premièrement, la réalisation du Dossier de réexamen et du rapport de base pour l'étude de l'impact du BREF WI entraîne un remboursement de 67 437 € HT. De plus, la réalisation de l'« état zéro » de débroussaillage pour la mise en conformité aux OLD entraîne un remboursement de 27 685 € HT.

La Convention définit à l'article 5.2 quatre types de déchets pouvant être apportés par le délégant. Les refus de déchèteries et de plateformes de tri des déchets professionnels du Territoire Marseille Provence ne sont pas pris en compte dans les dispositions de la Convention et sont majoritairement enfouis actuellement. Cet avenant définit les modalités, sur une durée d'un an à compter de l'entrée en vigueur dudit avenant, de réception et de valorisation au sein du CTM de broyats issus de ces refus. Pour un tonnage potentiel de 9 000 tonnes, l'impact financier estimé de cette année de test serait de 1 080 000 € HT.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Au global, l'impact financier du présent avenant est estimé à 4 189 676 € HT soit une augmentation de +0,48 % du montant des recettes du contrat initial.

Conformément aux dispositions de l'article R.3135-7 du code de la commande publique, la modification introduite ne peut pas être qualifiée de substantielle.

De manière cumulée avec les avenants précédents, il engendre une augmentation totale de 22,20%, du montant du contrat initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La Convention de Délégation de Service Public conclue entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses six avenants en date respectivement des 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011, 22 juillet 2015 et 28 mars 2019 et 13 janvier 2021 ;
- L'avis de la Commission Concession du 21 juin 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de mettre à jour la Convention sur ces récentes évolutions réglementaires, de clarifier les obligations respectives des Parties et d'améliorer leurs relations contractuelles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'avenant n°7 à la Convention de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un Centre de Traitement Multifilière des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire Marseille Provence, ci-annexé.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets de l'exercice 2022, section fonctionnement, sous-politique G110, nature 611.

PED 007-374/22/CT

■ CT1 - Approbation de la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

**Information du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20723/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération du 17 décembre 2020, il a été approuvé la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et de propreté sur le périmètre du Conseil de Territoire de Marseille.

Ceux-ci visent à facturer :

- La mise à disposition de moyens de collecte et de traitement des déchets recyclables lors de manifestations,
- Les prestations générées ou demandées par les usagers en matière de collecte des déchets et/ou de propreté.

Par délibération en date du 13/12/2021, le Conseil de Territoire de Marseille a approuvé une démarche de réduction des déchets des manifestations sur son périmètre. Ainsi, en fonction de l'engagement de l'organisateur, celui-ci bénéficie de prestations de mise à disposition variables et pourra prétendre, selon les cas, à des exonérations tarifaires.

Il est dès lors nécessaire de mettre à jour la grille tarifaire afin de tenir compte de cette charte relative aux éco-manifestations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Qu'il convient d'approuver la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et propreté.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la mise à jour des tarifs relatifs aux prestations de collecte et propreté.

PED 008-375/22/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société BRONZO en vue du règlement amiable du différend relatif aux pénalités appliquées dans le cadre du marché T17-026 de propreté urbaine et collecte des déchets ménagers et assimilés**

Information du Conseil de Territoire DGPROP 22/20678/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La société BRONZO a été attributaire du marché de propreté urbaine et collecte des déchets ménagers et assimilés dans les 3ème et 14ème arrondissements de Marseille (lot 2 du marché). Le marché a été notifié le 28 février 2017 et l'ordre de démarrage a été reçu le 28 avril 2017 pour un début d'exécution le 1er juin 2017.

A compter du 19 mars 2018, soit 9 mois après le démarrage du contrat, la Métropole a adressé différents courriers notifiant des décisions d'appliquer des pénalités et dans la continuité, des titres de paiements correspondants.

Surprise par l'ampleur du cumul des pénalités et contestant la méthode de contrôle mise en place par la Métropole, la société BRONZO a saisi le Tribunal administratif de Marseille de recours contre les décisions notifiant les pénalités et contre les titres exécutoires émis à son encontre.

Le Tribunal administratif de Marseille a rendu une première série de jugements le 31 mars 2020 annulant en totalité ou partiellement les titres contestés. La Métropole a fait appel de ces jugements pour lesquels la Cour administrative d'appel de Marseille ne s'est pas encore prononcée.

Depuis le Tribunal administratif de Marseille a rendu d'autres décisions en date du 10 novembre 2020, 15 décembre 2020, 26 avril 2021, 31 mai 2021, 24 juin 2021, 26 août 2021 et 7 décembre 2021 prononçant d'une part, des annulations partielles d'autre part confirmant le montant de certaines pénalités et enfin prononçant des non lieux à statuer incitant la Métropole à réémettre les titres contestés.

Les services de la Métropole – tenant compte pour partie des jugements et faisant progresser ses procédures internes – ont continué à signaler à la société BRONZO des anomalies et à émettre des titres.

La société BRONZO a continué à contester les titres, ce qui a donné lieu à une série de jugements annulant partiellement les titres dans une moindre mesure que la première série de jugements.

Ainsi, plusieurs dossiers sont à ce jour pendants devant le tribunal administratif.

Afin de sortir de cette logique d'affrontement faisant perdre un temps considérable aux équipes en charge du dossier du côté de la société BRONZO comme du côté de la Métropole et afin de se concentrer sur l'obligation de résultat et la manière d'y arriver, la nouvelle gouvernance de la société BRONZO a rencontré la Métropole pour proposer de régler à l'amiable le différend qui les oppose et mettre en place une logique de dialogue, de concertation et élaborer un plan d'actions visant à l'amélioration du service.

Les parties se sont rencontrées le 8 novembre 2021 et se sont entendues sur une solution transactionnelle du dossier.

Ainsi, après négociations et concessions réciproques les parties ont arrêté les sommes dues par la société BRONZO dans le cadre de ce différend. La société BRONZO procédera au règlement de la somme de 356 841.48 €, à laquelle vient s'ajouter la somme de 213 158.52 € déjà payée, soit un total de 570 000 € correspondant aux pénalités appliquées jusqu'au 30/11/2021.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le présent protocole mettra un terme définitif à toute demande de paiement des titres de recettes émis par la Métropole et correspondant aux pénalités appliquées jusqu'au 30/11/2021. Par ce même protocole la société BRONZO se désiste de l'ensemble de ces actions contentieuses et s'engage à payer la somme négociée de 356 841.48 €.

Ces engagements sont repris par le protocole transactionnel annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de mettre un terme au différend opposant la société BRONZO à la Métropole ;
- Que la Métropole et la société BRONZO se sont accordées, au moyen de concessions réciproques sur les termes d'un projet de protocole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de protocole transactionnel avec la société BRONZO en vue du règlement amiable du différend relatif aux pénalités appliquées dans le cadre du marché T17-026 de propreté urbaine et collecte des déchets ménagers et assimilés.

■ CT1 - Approbation des coût d'utilisation des exutoires du Territoire Marseille Provence pour les déchets des communes du territoire

**Avis du Conseil de Territoire
DGPROP 22/20747/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération N° DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé son schéma de gestion des déchets qui fixe comme objectif de faire évoluer les pratiques de chacun pour réduire les quantités de déchets et améliorer la valorisation des déchets produits.

Dans ce cadre, la Métropole accompagne les communes volontaires du Territoire Marseille Provence dans la construction d'un plan d'actions permettant de réduire les déchets communaux et trouver des solutions de valorisation pour les déchets produits.

Toutefois, dans le cadre de leurs activités les communes doivent gérer des flux de déchets en quantité importante qui ne peuvent être collectés en mélange sur les sites municipaux pour une bonne valorisation. Aussi, en l'absence d'exutoire pour les communes, il est donc nécessaire que la Métropole autorise temporairement les communes du territoire Marseille Provence à utiliser les exutoires suivants :

- Les déchèteries du Territoire Marseille Provence ;
- Les plateformes du Territoire Marseille Provence ;
- Les centres de transferts du Territoire Marseille Provence ;

Une convention sera établie entre la commune volontaire et la Métropole afin de facturer la prise en charge de ces déchets dans les exutoires du territoire Marseille-Provence.

Dès lors, il convient au Conseil de la Métropole de fixer le coût d'utilisation des exutoires :

Utilisation des plateformes (coûts TTC / tonne)

ENCOMBRANTS "NON VALORISABLES" = JCDS	185,17 €/t
DECHETS VERTS	108,04 €/t
CARTONS	61,58 €/t
METAUX	46,12 €/t
GRAVATS	51,47 €/t
BOIS	121,93 €/t
PNEUS	485,12 €/t

Utilisation des déchèteries (coûts TTC / tonne)

ENCOMBRANTS	277,75 €/t
DECHETS VERTS	144,58 €/t
CARTONS	108,12 €/t
METAUX	73,35 €/t
GRAVATS	76,81 €/t
BOIS	152,47 €/t
DEEE	0,00 €/t

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Révision des coûts pour déchetterie et apports en plate-forme :

Les prix ne sont pas révisables durant la première année de la convention, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification de la convention.

Les prix ainsi révisés seront considérés comme des prix fermes pendant une période de 12 mois débutant 1 mois après la date à laquelle la révision a été effectuée, comme précisé dans le tableau ci-dessous :

$$P_n = P_o \times [0.15 + 0.85 (0.60 (A_n / A_o) + 0.40 (B_n / B_o))]$$

dans laquelle :

P0 = prix initiaux, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;

Pn= prix révisé ;

A : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008, Identifiant INSEE 001565187

B : Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Véhicules utilitaires Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant INSEE 010535350

A0 et B0 : Valeur des indices A et B lues au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;

An et Bn : Valeur des indices A et B lues à la date indiquée dans la seconde colonne du tableau ci-dessous :

Date de calcul de la révision des prix du BPU	Date de lecture des indices pour le calcul du coefficient de révision	Prix fermes applicables pendant à la période allant
T0 + 12 mois	T0 + 8 mois	de T0 + 13 mois à T0 + 24 mois
T0 + 24 mois	T0 + 20 mois	de T0 + 25 mois à T0 + 36 mois
T0 + 36 mois	T0 + 32 mois	de T0 + 37 mois à T0 + 48 mois

Utilisation des centres de transferts (coûts TTC / tonne)

ORDURES MENAGERES	195 €/t
--------------------------	---------

La révision des coûts pour l'utilisation des centres de transfert se fera à partir des coûts aidés TTC définis au RPQS de l'année N-2

La facturation liée à ces utilisations résultera des coûts ci-dessus appliqués au quantité et nature de déchets pris en charge sur ces exutoires.

Cette délibération ne concerne pas la ville de Marseille. En effet la convention délibérée le 15 octobre 2020 en conseil de Métropole « Approbation d'une convention de coopération avec la Ville de Marseille relative à l'accès aux plateformes de réception, de tri et de valorisation des déchets » n° MET 20/15914/BM perdure jusqu'à son échéance le 31/12/2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant Approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé son schéma de gestion des déchets qui fixe comme objectif de faire évoluer les pratiques de chacun pour réduire les quantités de déchets et améliorer la valorisation des déchets produits ;
- Que dans le cadre de leurs activités les communes doivent gérer des flux de déchets en quantité importante qui ne peuvent être collectés en mélange sur les sites municipaux ;
- Qu'en l'absence d'exutoire pour les communes, la Métropole autorise temporairement les communes du territoire Marseille Provence à utiliser les exutoires du territoire Marseille-Provence ;
- Qu'il convient au Conseil de la Métropole de fixer le coût d'utilisation des exutoires qui sera facturé aux communes.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur l'approbation d'une convention de convention type avec les communes de Marseille Provence relative à l'utilisation temporaire des exutoires de la Métropole moyennant financement du service sur la base des coûts en annexe 3.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des coûts d'utilisation des exutoires de la Métropole pour les communes. Ces coûts seront révisés chaque année en fonction des formules de révision des prix des marchés concernés, base de la définition de ces coûts.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Eau - Assainissement"

EAU 001-377/22/CT

■ **CT1 - Budget annexe Assainissement du territoire Marseille Provence- Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à l'extension de la station d'épuration de la Palun et de son affectation**

Avis du Conseil de Territoire DEA 22/19928/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Signé le 27 Juin 2022
 Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

L'opération d'extension de la station de la Palun avec mise en œuvre d'une unité de méthanisation des boues urbaines a été approuvée par délibération DEA 016/8002/19/CM.

Les études de conception ont été menées jusqu'en phase avant-projet. Une modification du montant de l'opération apparaît nécessaire afin de tenir compte du surcoût des fondations spéciales à mettre en œuvre sur l'ensemble des ouvrages à réaliser, des stabilisations de terrain indispensables pour la pose des réseaux, de la reprise nécessaire du poste de pompage de tête de la station, de la nécessité de prétraiter les eaux issues du processus de digestion avant leur traitement complet par la station d'épuration et enfin des efforts d'insertion paysagère souhaités.

Ces surcoûts n'avaient pas été appréciés à leur juste valeur lors de l'estimation au stade faisabilité du projet.

L'opération d'investissement n°2019105300, d'extension de la station de la Palun avec mise en œuvre d'une unité de méthanisation des boues urbaines, d'un montant de 21 M€ HT inscrite au budget annexe Assainissement du Territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme n°11 code AP 191112AS du programme Assainissement de la Métropole doit être révisée pour un montant de 11 000 000 € HT.

Cette révision porte le montant de l'opération 2019105300 de 21 000 000 € HT à 32 000 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations PROX 073-18/06/19 CT et DEA 009-6482/19/CM de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour l'extension de la station d'épuration de La Palun – système d'assainissement des communes de Marignane, de Gignac la Nerthe et de Saint Victoret ;
- La délibération DEA 016-8002/19/CM d'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'extension de la station d'épuration de la Palun avec la création d'un méthaniseur ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la révision d'un montant de 11M€ HT pour un montant total de 32 000 000 € HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur l'approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à l'extension de la station d'épuration de la Palun et de son affectation et de la révision de 11M€ HT pour un montant total de 32 000 000 € HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement relative à l'extension de la Station d'épuration de la Palun et de son affectation

Article 2 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2019105300, « d'extension de la station de la Palun avec mise en œuvre d'une unité de méthanisation des boues urbaines », pour un montant de 11 000 000€ HT, portant ainsi le montant total de l'opération à 32 000 000 € HT, rattachée au programme Assainissement Code AP 191112AS.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du territoire Marseille Provence selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur 2019-2020 : 44 318,60€ HT.

CP 2021 : 79 680€ HT

CP 2022 : 274 000€ HT

CP 2023 : 8 420 000€ HT

CP 2024 : 11 998 000€ HT

CP 2025 : 10 018 000€ HT

CP 2026 : 1 166 001,40€ HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 002-378/22/CT

■ **CT1 - Budget ETAT SPECIAL TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE- Approbation de la révision de l'opération d'investissement, Défense extérieure contre l'incendie Marseille Provence et de son affectation de Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 22/20719/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Afin de pouvoir faire effectuer l'ensemble des travaux prévu dans la programmation DECI et de respecter les montants inscrits dans la CLECT, il est nécessaire de revaloriser le montant de l'opération Défense extérieure contre l'incendie Marseille Provence.

L'opération d'investissement, n°2019103200 « Défense extérieure contre l'incendie Marseille Provence » d'un montant de 1 025 000€TTC inscrite au budget Etat spécial du Territoire Marseille Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme 191183BP du programme 18 - Environnement et cadre de vie de la Métropole, doit être révisée pour un montant de 1 000 000€ TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2019103200 de 1 025 000€TTC à 2 025 000€TTC.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 000 000€ T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 2 025 000€ T.T.C de l'opération d'investissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la révision de l'opération d'investissement « Défense extérieure contre l'incendie Marseille Provence » et son affectation, dans le cadre du budget supplémentaire 2022.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 708 221,88€ TTC

CP 2022 : 1 300 000€ TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 003-379/22/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision de l'opération d'investissement, relative à la mise en sécurité de la Galerie de la Batarelle dans le quartier du Merlan à Marseille 14ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 22/20368/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La galerie de la Batarelle s'insère dans le complexe de production et d'alimentation en eau potable de Vallon Dol de Marseille. Cette galerie est un ouvrage souterrain de près de 1 000 m, réalisé à l'explosif à une profondeur moyenne de 35 m. La galerie héberge les infrastructures permettant le transfert d'eau brute et d'eau potable vers les zones aval urbanisées.

Les soutènements de la galerie de la Batarelle sont vétustes et des désordres ont été relevés. Afin d'assurer la sécurité des personnels la galerie est consignée depuis 2016.

En sa séance du 19 février 2015 le Conseil de la Communauté Urbaine MARSEILLE PROVENCE METROPOLE a délibéré de l'opportunité de mettre en sécurité cette galerie technique.

A l'issue des expertises et des études de conception un appel d'offres a été lancé fin 2021 avec une date limite de réponses fixées le 14 janvier 2022.

Le marché comprend un forfait et un bordereau de prix unitaires à bons de commande afin de gérer les aléas liés au risque pyrotechnique résiduel : arrêts de chantier, évacuation des personnels, du matériel et des engins...

La direction de la commande publique a souhaité fixer un seuil maximum à la partie de prix rémunérés à bons de commande. Cette pratique implique de provisionner pour engager le marché sur le montant maximal du seuil indépendamment des aléas par nature imprévisibles.

C'est pourquoi, il est nécessaire de revaloriser l'opération d'investissement du montant du seuil de la partie de prix à bons de commande soit + 2 000 000,00 euros HT.

Par délibération PEDD 046-729/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé la création de l'opération relative à la mise en sécurité de la galerie de la Batarelle.

Par délibération PEDD 001-914/15/CC du 10 avril 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 9 000 000,00 euros HT.

L'opération d'investissement n°2015101400, relative à la mise en sécurité de la Galerie de la Batarelle inscrite au budget eau du territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme 141122EA du programme eau de la Métropole doit être revalorisée de 2 000 000,00 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2015101400 de 9 000 000,00 à 11 000 000,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision de l'opération d'investissement, relative à la mise en sécurité de la Galerie de la Batarelle dans le quartier du Merlan à Marseille 14ème arrondissement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur Approbation de la révision de l'opération d'investissement, relative à la mise en sécurité de la Galerie de la Batarelle dans le quartier du Merlan à Marseille 14ème arrondissement

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la mise en sécurité de la Galerie de la Batarelle.

Article 2 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015101400, relative à la mise en sécurité de la Galerie de la Batarelle pour un montant de 11 000 000,00 euros HT ;

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'Eau selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 197 956,99 €HT

CP 2022 : 1 025 090,00 €HT

CP 2023 : 8 100 000,00 €HT

CP 2024 : 1 676 953,01 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 004-380/22/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la desserte sanitaire des Cigales à Allauch

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 22/20436/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Chemin et l'impasse des Cigales à Allauch sont classés en zone d'assainissement collectif mais sont dépourvus de réseaux d'eaux usées. Les habitations riveraines sont pourvues de dispositifs d'Assainissements Non Collectifs (ANC) dont certains s'avèrent défectueux. Il est proposé de faire cesser le risque de pollution par la création d'un réseau public collectif d'assainissement.

Les travaux consistent à réaliser 600 ml de canalisations sanitaires, un poste de refoulement et les regards de visites nécessaires au raccordement d'environ 20 parcelles.

L'opération d'investissement 2022101700 Desserte sanitaire des Cigales à Allauch d'un montant de 800 000€ HT inscrite au budget annexe assainissement du territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme 221111AS du programme 11 de la Métropole doit être affectée.

Le montant prévisionnel des études et travaux est de 800 000 € HT réparti sur les années 2022 à 2024.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 800 000€ HT sur le budget annexe assainissement du territoire Marseille Provence afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 800 000 euros HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, pour la desserte sanitaire des Cigales à Allauch.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille-Provence : Sous-Politique F110 - Natures 2031 et 2315 Code Gestionnaire 3DEAA

Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :

- Année 2022 : 40 000,00 €HT ;
- Année 2023 : 460 000,00 €HT ;
- Année 2024 : 300 000,00 €HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 005-381/22/CT

■ CT1 - Actualisation de la convention cadre spéciale de déversements d'eaux usées non domestiques

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 22/20663/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La Métropole est compétente en matière d'assainissement conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vue de la réglementation en vigueur, la Métropole de Aix-Marseille Provence se doit d'autoriser ou d'interdire les effluents des établissements ayant des rejets dit « non domestiques » dans le réseau d'assainissement.

Pour se faire, la Métropole délivre des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) aux entreprises précisant les modalités de cette autorisation. Ces arrêtés doivent être soumis au contrôle de légalité.

Pour les entreprises ayant des rejets pouvant impacter le réseau ou le fonctionnement des stations d'épuration, une Convention Spéciale de Déversement (CSD) basée sur un AAD peut être réalisée entre la Métropole, le gestionnaire du réseau d'assainissement et l'entreprise. Les modalités de ces CSD comprennent notamment une redevance d'assainissement spécifique à la charge de l'entreprise.

En l'espèce, trois conventions distinctes ont été établies, le 14 décembre 2017, une pour chaque délégataire de service public de l'assainissement sur le territoire de Marseille Provence :

- concernant la SERAMM, sur le fondement d'une délibération DEA 035-3343/17/CM ;
- concernant la SAEM, sur le fondement d'une délibération DEA 039-3347/17/CM ;
- concernant la SAOM, sur le fondement d'une délibération DEA 037-3345/17/CM.

Dans le but d'harmoniser les pratiques, mais également dans la perspective de retirer la possibilité d'une reconduction tacite, en la remplaçant par une durée ferme, l'établissement d'un modèle unique de convention s'impose.

Cette convention spéciale de déversement type s'appliquera aux trois délégations et sera adaptée en fonction des règlements desdits délégataires. A cet égard, la durée des conventions sera fonction des caractéristiques de l'opérateur concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° 039-0347/17/CM relative à l'approbation de l'avenant 4 au contrat de délégation de service public assainissement pour la zone Est ;
- La délibération n° 035-3343/17/CM relative à l'approbation de l'avenant 6 au contrat de délégation de service public assainissement pour la zone Centre ;
- La délibération n° 037-3343/17/CM relative à l'approbation de l'avenant 4 au contrat de délégation de service public assainissement pour la zone Centre ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la convention cadre spéciale de déversement sur le périmètre du Conseil de territoire de Marseille Provence afin de se conformer aux nouvelles dispositions réglementaires ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur l'approbation de la convention cadre spéciale de déversement sur le périmètre du Conseil de territoire de Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention cadre spéciale de déversement du territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EAU 006-381/22/CT

■ CT1 - Budget GEMAPI - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement du bassin de rétention chemin de Routelle - commune de Gémenos

**Information du Conseil de Territoire
DEASV 22/20529/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole a approuvé le schéma directeur des eaux pluviales du Territoire Marseille Provence par la délibération DEA 015-6488/19/CM du 20 juin 2019. A l'issue de cette étude, des fiches « opérations » ont été élaborées. La priorisation des travaux a été évaluée en concertation avec les maires de chaque commune. La présente opération est issue de l'étude du schéma directeur.

Le chemin de Routelle, qui se trouve à l'aval d'un bassin versant relativement important, subit de forts ruissellements en période de pluie intense. En l'absence de réseau pluvial et d'exutoire bien défini, les ruissellements sont canalisés sur la voirie par les divers rehaussements réalisés par les riverains au fil du temps. Les eaux pluviales convergent vers un point bas du quartier, ce qui cause de fréquentes inondations localisées notamment au niveau d'une habitation au sud du chemin de Routelle.

Le principe de l'aménagement projeté est d'utiliser une parcelle réservée au PLUI, située dans le long du chemin de Routelle, afin de créer un bassin de rétention/infiltration, d'un volume de l'ordre de 2 500 m³, et intercepter les eaux de ruissellement provenant de l'amont. Cet aménagement permettra de limiter les ruissellements et donc les risques d'inondation en aval.

Les travaux du bassin de rétention/infiltration ont pour fonction d'améliorer la gestion des eaux météoriques et de prévenir des ruissellements sur la chaussée et les parcelles voisines (protection des biens et des personnes). Ils n'ont pas vocation à compenser une quelconque nouvelle urbanisation.

Il est proposé d'ajouter cet axe d'écoulement à la cartographie des axes d'intérêt potentiel GEMAPI du fait de la problématique inondation marquée.

Le montant prévisionnel des études, travaux et acquisition foncière est estimé à 900 000,00 € TTC.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire que la Métropole réalise l'aménagement du bassin de rétention chemin de Routelle à Gémenos afin de limiter les inondations du secteur ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 900 000,00 € TTC selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération d'investissement, d'un montant de 900 000,00 euros TTC, sur le budget GEMAPI, pour l'aménagement du bassin de rétention chemin de Routelle à Gémenos.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

- Année 2022 : 160 000,00 €TTC
- Année 2023 : 20 000,00 € TTC,
- Année 2024 : 70 000,00 € TTC,
- Année 2025 : 650 000,00 € TTC.

EAU 007-383/22/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation de l'avenant 4 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés

Information du Conseil de Territoire

DEE 22/20669/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : pour information

En application du programme d'action adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, et dans l'attente des conclusions de la démarche SOCLE (Schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau), la compétence GEMAPI s'est organisée, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas, notamment, sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, SMBVH.

Au-delà de l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines, qui ont été transférés au SMBVH, la Métropole lui a confié au travers d'une convention délégation de compétence, la réalisation d'études et de travaux sur des opérations spécifiques ayant trait à l'aménagement et à la restauration des cours d'eau visant à la qualité des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Pour ce faire, conformément aux articles L 213-12 du Code de l'Environnement et des dispositions prévues aux articles L 1111-8 et R 1111-1 du Code Général des Collectivités territoriales, une convention de délégation de compétence (n° Z190523CO suivant délibération n° DEA 001 5762 19 CM du 28 mars 2019) est signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SMBVH pour l'exercice de ces missions.

Par délibération TCM 007-10186/21/CM du 4 juin 2021, la Métropole a approuvé les conclusions de la démarche SOCLE, définissant le cadre définitif d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain.

Par délibération TCM-009-11797/22/CM du 5 Mai 2022, la Métropole a approuvé la modification des statuts de l'EPAGE SMBVH, qui devient l'EPAGE HuCA (Huveaune Aygalades Côtiers), élargissant ainsi son périmètre à ces bassins versants.

Le Comité de Bassin Rhône Méditerranée se réunira le 3 Juin 2022 pour émettre son avis sur la labellisation du nouveau périmètre élargi de l'EPAGE HuCA et son entrée en vigueur interviendra suite à un arrêté préfectoral attendu au plus tôt, en juillet 2022.

Dans cette attente de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention de délégation de compétences présentée au vote du Conseil Métropolitain du 30 juin 2022 et afin de ne pas risquer d'interrompre les opérations déjà en cours, objets de la convention de délégation de compétence actuelle, il y a lieu de la prolonger jusqu'en décembre 2022.

Il convient de modifier par avenant 4 à la convention de délégation de compétences GEMAPI n° Z190523CO avec le SMBVH, la durée de la convention de délégation et de la prolonger jusqu'au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 062-10934/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur GEMAPI - Approbation de l'avenant 4 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur GEMAPI - Approbation de l'avenant 4 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport portant sur GEMAPI - Approbation de l'avenant 4 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

**Information du Conseil de Territoire
DEE 22/20677/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : Pour information

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Par délibération en date du 17 décembre 2020, la Métropole a voté le montant de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) basé sur le programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de la feuille de route GEMAPI.

En 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les contours d'une doctrine et d'une ambition métropolitaine visant à préserver et restaurer les milieux aquatiques, tout en engageant des actions de réduction des niveaux du risque inondation sur l'ensemble du territoire.

Pour se doter des moyens au regard de ces ambitions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a significativement fait évoluer le budget prévisionnel pluriannuel des dépenses en lien avec la GEMAPI sur les items 1-2-5 et 8 à savoir :

- 1-L'aménagement du bassin ou d'une fraction du bassin hydrographique.
- 2-L'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5-La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.
- 8-La défense contre les inondations.

Les dépenses annuelles sur l'exercice 2021-2024 ont évolué à hauteur de 21,3M € /an sur une répartition homogène entre la préservation et la restauration des milieux (GEMA), la prévention et la lutte contre les inondations (PI), ainsi que le soutien aux projets relevant des eaux météoriques métropolitaines (GEMM).

Cette ambition a pour objectif de développer une conscience commune de l'eau et des risques associés au sein de la Métropole permettant ainsi de :

- Concilier logique de projet et de développement durable à une gestion intégrée de l'eau ;
- Satisfaire la demande sociale, économique et environnementale d'un territoire où résident plus de 2 millions de personnes ;
- S'imprégner des enjeux multiples et travailler ensemble à une approche durable des projets par les différentes directions métropolitaines mais également les services communaux en comptant sur le soutien financier et technique des partenaires.

Le développement durable appliqué à la ville et la politique de prévention nécessitent de maîtriser l'urbanisation dans les secteurs vulnérables au risque d'inondation et d'intégrer les enjeux GEMAPI dans tous les projets de requalifications ou d'aménagements urbains, notamment en y intégrant des mesures de dés imperméabilisation dans les projets de requalification.

Dans ce but, plusieurs ateliers, groupes de travail et réunions d'échange, ont associé les services GEMAPI et ceux de la GEPU (Gestion des Eaux Pluviales Urbaines) pour partager leurs ambitions et définir les conditions de collaboration pour lutter contre les inondations périurbaines : réduction des inondations lors des épisodes de ruissellement et l'adaptation de la ville aux changements climatiques, meilleure gestion de l'eau pluviale intégrant la relation du bâti avec l'environnement, l'aménagement des espaces publics, l'intégration et la restauration des cours d'eaux dans l'espace urbain.

A l'issue de ce travail concerté et collaboratif, il a été proposé de conditionner l'utilisation d'une partie du produit de la taxe GEMAPI à des mesures en lien avec la Gestion des Eaux Météoriques Métropolitaines (GEMM) (évaluées à 7,1 M€ TTC en moyenne par an), à savoir :

- La prise en charge des études de caractérisation du risque ruissellement, estimant que ce dernier, reposant sur un ensemble de phénomènes hydrauliques aux frontières floues, est mal connu sur le

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

territoire métropolitain. Sa prise en compte dans l'aménagement et les politiques de prévention reste en retard par rapport aux autres types d'inondations.

- La participation aux actions de renaturation et de dés imperméabilisation des sols urbains du territoire en finançant des études et des travaux favorisant le cycle de l'eau en réduisant le ruissellement, favorisant la biodiversité et contribuant à réduire les îlots de chaleur et, au final, améliorant le cadre de vie des habitants.
- La participation à l'entretien d'ouvrages et d'équipements en finançant des études ou des travaux sur des axes hydrographiques présentant des enjeux en matière de reconquête des milieux aquatiques et de lutte contre les inondations en complément des actions portées sur le territoire en matière de GEMAPI par la Métropole et ses partenaires EPAGEs et EPTB.

Ces actions seront engagées sur l'ensemble du territoire métropolitain au droit des axes d'écoulement à enjeux GEMAPI. Une première version de la cartographie présentant la localisation de ces axes d'écoulement à enjeux GEMAPI est annexée à la présente délibération. Elle sera complétée régulièrement, au fur et à mesure des échanges avec les parties prenantes (EPAGE, Communes).

Le niveau de participation financière à ces actions sera évalué selon des critères de caractérisation (voir tableau annexe 1) tenant compte du degré de contribution des ouvrages et équipements aux objectifs GEMA – sauvegarde des milieux aquatiques et de la PI protection des populations et des biens contre les inondations.

L'évaluation reposera sur une analyse, pour diverses occurrences de pluies ou de crues, des bénéfices des aménagements en matière de protection des personnes (nombre des personnes sauvegardées, mises hors d'eau), de réduction des dommages aux habitations, de l'impact économique et plus globalement l'amélioration de la résilience du territoire métropolitain. Il ne s'agit pas, en particulier, de statuer sur l'intérêt des projets mais uniquement de justifier le financement de tout ou partie de certains de ces projets par la taxe GEMAPI.

Pour les bassins de rétention, les ouvrages ayant un objectif principal la réduction de l'aléa inondation pour des pluies de périodes de retour supérieures à la décennale, pourront bénéficier d'un soutien financier pour leur entretien, leur réhabilitation voire leur création.

Au droit des axes hydrographiques à enjeu GEMAPI (carte annexée), les opérations d'entretien, de création, réparations d'ouvrages pourront être financées pour tout ou partie dès lors qu'ils sont de propriété métropolitaine et qu'ils permettent une amélioration de la qualité des milieux aquatiques ou que leur rôle en matière de protection contre les inondations soit démontré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération n° MER008-1502/16CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022 – 2027 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La délibération n° DEA 014-2832/17CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération DEA 052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération FAG 019-4068/18CM du 15 février 2018 actant l'instauration de la taxe GEMAPI ;
- La délibération n° TCM 001-9338/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération n° FBPA 007-9109/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024 ;
- La délibération n° TCM 007-10186/21/CM du 4 juin 2021 d'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur GEMAPI - Approbation des principes de la Gestion des Eaux Météoriques Métropolitaines (GEMM).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur GEMAPI - Approbation des principes de la Gestion des Eaux Météoriques Métropolitaines (GEMM).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport portant sur GEMAPI – Approbation des principes de la Gestion des Eaux Météoriques Métropolitaines (GEMM).

EAU 009-385/22/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation d'une Avance Exceptionnelle aux EPAGEs HUCA et MENELIK

Information du Conseil de Territoire

DEE 22/20671/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Par délibération en date du 17 décembre 2020, la Métropole a voté le programme d'actions pluriannuel GEMAPI 2021/2024. Ce programme d'action estimé à 85.20M€ sur la durée du programme soit en moyenne 21. 3M€/an.

Par délibération de 04 juin 2021 et conformément aux conclusions des travaux de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), la répartition géographique de la compétence GEMAPI a été organisée auprès des structures existantes, en particulier les deux EPAGEs SABA et SMBVH, dont les périmètres géographiques ont été étendus. La répartition des compétences a été approuvée.

Pour rappel :

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Les études et les travaux d'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, à ces canaux, à ces lacs ou à ces plans d'eau, d'une partie de l'item 2° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement instituant la compétence GEMAPI, sont transférés aux EPAGES. Une contribution statutaire annuelle de la Métropole permettra à chaque EPAGE d'assurer l'exercice de la part de la compétence GEMAPI transférée.

Chaque EPAGE pourra se voir déléguer, par convention, selon les modalités de l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales tout ou partie des items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement composant la compétence GEMAPI et portant des études, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations visant à :

- 1-L'aménagement du bassin ou d'une fraction du bassin hydrographique.
- 2-L'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5-La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.
- 8-La défense contre les inondations.

Par délibération du 5 Mai 2022, la Métropole a approuvé les statuts modifiés du SABA devenant l'EPAGE MENELIK dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Arc, de la Cadière et de la Touloubre ainsi que des bassins versants de l'étang de Berre et du Bolmon à l'exclusion des étangs eux-mêmes.

Par délibération du 5 mai 2022, la Métropole a approuvé les statuts modifiés du SMBVH devenant l'EPAGE HUCA dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Huveaune, des Aygalades, des côtiers.

Au-delà de leurs compétences statutaires, ces EPAGES seront en charge d'opération encadrées par la convention de délégations de compétences. Ces opérations sont partiellement financées par des subventions et dont le reste à charge incombe à la métropole. Afin de permettre aux EPAGES de faire face au décalage de trésorerie auxquels ils seront confrontés dans un contexte de montée en puissance, et de limiter les frais induits par le recours à des lignes de trésorerie, la métropole souhaite verser une avance exceptionnelle remboursable aux titres de la délégation de compétences. Le reste à charge des compétences transférées étant couvert par les contributions statutaires.

Cette avance exceptionnelle devra être remboursée au bout de trois années. (à compter de son versement).

Afin d'identifier et de calibrer les besoins en trésorerie pour les deux EPAGES HUCA et MENELIK, une analyse des flux de trésorerie a été construite pour chacun d'eux, faisant apparaître d'une part, les Flux par opérations, (exprimés en €TTC), séquencés par quadrimestre, d'autre part les flux des financements par opération et par quadrimestre, tenant compte des taux, assiettes et calendrier de subventions de chaque partenaire (Etat, Agence de l'eau, Région, Département, UE) et des modalités du financement du reste à charge par la métropole.

Le positionnement des flux a permis d'identifier les points bas de la trésorerie et d'en déduire le montant de l'avance nécessaire pour conserver une trésorerie cumulée positive sur la période 2022/2024.

Pour l'EPAGE MENELIK, le tableau prévisionnel des flux de trésorerie fait ressortir un point bas de trésorerie de près de 2.5M€ au dernier quadrimestre 2023.

Pour l'EPAGE HUCA, le tableau prévisionnel des flux de trésorerie fait ressortir un point bas de trésorerie de près de 1.7M€ au dernier quadrimestre 2023.

L'avance exceptionnelle pourrait donc atteindre 2.5M€ pour l'EPAGE MENELIK et 1.7M€ pour l'EPAGE HUCA soit un montant global de 4.2M€, afin de conserver une trésorerie cumulée positive sur la période 2022/2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FBPA 062-10934/21/CM du 16 decembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le projet de délibération portant sur GEMAPI – Approbation d'une Avance Exceptionnelle aux EPAGEs HUCA et MENELIK.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur GEMAPI – Approbation d'une Avance Exceptionnelle aux EPAGEs HUCA et MENELIK.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport portant sur GEMAPI – Approbation d'une Avance Exceptionnelle aux EPAGEs HUCA et MENELIK.

EAU 010-387/22/CT

■ CT1 - GEMAPI - Approbation d'une convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAGE HUCA pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Huveaune, des Aygalades, des Côtiers, ainsi que la défense contre les inondations et la mer, la protection et la restauration des milieux aquatiques

Information du Conseil de Territoire DEE 22/20690/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : Pour information

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Par délibération en date du 17 décembre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a voté le montant de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) basé sur le programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de la feuille de route GEMAPI.

Par délibération de 04 juin 2021 et conformément aux conclusions des travaux de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), la répartition géographique de la compétence GEMAPI a été organisée auprès des structures existantes, en particulier les deux Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), du SABA et du SMBVH, dont les périmètres géographiques ont été étendus. Pour rappel, les compétences transférées à cette occasion à ces 2 EPAGE concernent « *les études et les travaux d'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, à ces canaux, à ces lacs ou à ces plans d'eau, d'une partie de l'item 2° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement instituant la compétence GEMAPI* » à savoir :

- Le portage, l'animation des dispositifs de Contrat Rivière, PAPI, Plan Pluriannuel de Gestion et d'Entretien, Plan de Gestion de la Ressource en Eau.
- La réalisation des schémas directeurs, études à l'échelle des sous bassins versants ou de bassins versants ou de secteurs spécifiques.
- Les études et le suivi de la qualité des eaux et des milieux.
- Le renforcement et l'entretien du réseau des stations hydrométriques.
- Les actions de culture du risque inondation, de réduction de la vulnérabilité
- Les actions de gestion intégrées et concertées, de valorisation sociale, ISEF (Information Sensibilisation Education Formation), qui répondent à l'intérêt général de son périmètre.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- La contribution aux démarches métropolitaines (gouvernance, eaux pluviales, biodiversité, Espaces naturels, ruissellement, urbanisme, voiries, déchets, cellule de veille hydrométéorologique) qui présentent un enjeu partagé avec les missions transférées et déléguées.
- La réalisation des démarches foncières en lien avec les services fonciers de la Métropole.
- Le fonctionnement de la structure : moyens humains et logistiques.

Chaque EPAGE pourra se voir déléguer, par convention, selon les modalités de l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales tout ou partie des items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement composant la compétence GEMAPI et portant des études, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations visant à :

- 1° L'aménagement du bassin ou d'une fraction du bassin hydrographique.
- 2° L'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.
- 8° La défense contre les inondations.

Par délibération du 5 Mai 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les statuts modifiés du SMBVH devenant l'EPAGE HUCA dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Huveaune, des Aygalades, des Côtiers

L'objet de la présente délibération est d'approuver la signature de la convention de délégation de compétence entre la Métropole et l'EPAGE HUCA sur la base d'un programme d'actions annexé à la convention pour un montant financier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur GEMAPI – Approbation d'une convention de délégation de compétences et d'objectifs avec l'EPAGE HUCA pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Huveaune, des Aygalades, des Côtiers ainsi que la défense contre les inondations et la mer, la protection et la restauration des milieux aquatiques.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur GEMAPI – Approbation d'une convention de délégation de compétences et d'objectifs avec l'EPAGE HUCA pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Huveaune, des Aygalades, des Côtiers ainsi que la défense contre les inondations et la mer, la protection et la restauration des milieux aquatiques.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport portant sur GEMAPI – Approbation d'une convention de délégation de compétences et d'objectifs avec l'EPAGE HUCA pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Huveaune, des Ayalades, des Côtiers ainsi que la défense contre les inondations et la mer, la protection et la restauration des milieux aquatiques.

EAU 011-386/22/CT

■ **CT1 - GEMAPI - Approbation d'une convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAGE MENELIK pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Arc, La Touloubre, La Cadière, ainsi que la défense contre les inondations et les submersions marines, la protection et la restauration des milieux aquatiques**

Information du Conseil de Territoire DEE 22/20688/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant : Pour information

Par délibération en date du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a voté en date du 17 décembre 2020 le montant de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) basé sur le programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de la feuille de route GEMAPI.

Par délibération de 04 juin 2021 et conformément aux conclusions des travaux de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), la répartition géographique de la compétence GEMAPI a été organisée auprès des structures existantes, en particulier les deux Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), du SABA et du SMBVH, dont les périmètres géographiques ont été étendus. Pour rappel, les compétences transférées à cette occasion à ces 2 EPAGE concernent « les études et les travaux d'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, à ces canaux, à ces lacs ou à ces plans d'eau, d'une partie de l'item 2° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement instituant la compétence GEMAPI » à savoir :

- Le portage, l'animation des dispositifs de Contrat Rivière, PAPI, Plan Pluriannuel de Gestion et d'Entretien, Plan de Gestion de la Ressource en Eau.
- La réalisation des schémas directeurs, études à l'échelle des sous bassins versants ou de bassins versants ou de secteurs spécifiques.
- Les études et le suivi de la qualité des eaux et des milieux.
- Le renforcement et l'entretien du réseau des stations hydrométriques.
- Les actions de culture du risque inondation, de réduction de la vulnérabilité
- Les actions de gestion intégrées et concertées, de valorisation sociale, ISEF (Information Sensibilisation Education Formation), qui répondent à l'intérêt général de son périmètre.

La contribution aux démarches métropolitaines (gouvernance, eaux pluviales, biodiversité, espaces naturels, ruissellement, urbanisme, voiries, déchets, cellule de veille hydrométéorologique) qui présentent un enjeu partagé avec les missions transférées et déléguées.

- Le fonctionnement de la structure : moyens humains et logistiques.

Une contribution statutaire annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence permet à chaque EPAGE d'assurer

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

l'exercice de la part de la compétence GEMAPI transférée.

Chaque EPAGE peut, en outre, se voir déléguer, par convention, selon les modalités de l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales tout ou partie des items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement composant la compétence GEMAPI et portant des études, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations visant à :

1° L'aménagement du bassin ou d'une fraction du bassin hydrographique.

2° L'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

5° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

8° La défense contre les inondations.

Dans ce but, par délibération du 5 Mai 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les statuts modifiés du SABA devenant l'EPAGE MENELIK dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Arc, de la Cadière et de la Touloubre ainsi que des bassins versants de l'étang de Berre et du Bolmon à l'exclusion des étangs eux-mêmes.

L'objet de la présente délibération est d'approuver la convention de délégation de compétences entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAGE MENELIK ainsi que le programme prévisionnel d'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération portant sur GEMAPI - Approbation d'une convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAGE MENELIK pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Arc, La Touloubre, La Cadière, ainsi que la défense contre les inondations et les submersions marines, la protection et la restauration des milieux aquatiques

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitaine portant sur GEMAPI – Approbation d'une convention de délégation de compétences et d'objectifs avec l'EPAGE MENELIK pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Arc, la Touloubre, la Cadière, ainsi que la défense contre les inondations et les submersions marines, la protection et la restauration des milieux aquatiques.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport portant sur GEMAPI – Approbation d'une convention de délégation de compétences et d'objectifs avec l'EPAGE MENELIK pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Arc, la Touloubre, la Cadière, ainsi que la défense contre les inondations et les submersions marines, la protection et la restauration des milieux aquatiques

***Commission "Tourisme - Culture - Equipements Sportifs et de
Loisirs - Développement Economique - Emploi et Numérique"***

TCESDE 001-388/22/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant à la convention d'objectifs annuelle de l'Association du Technopôle Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 22/20574/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole ne pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Par délibération IVIS 004-9459/21/BM du 18 février 2021, le Bureau de la Métropole a attribué une subvention de fonctionnement global et une subvention pour actions spécifiques à l'association du Technopôle de Château-Gombert pour sa feuille de route 2021 à hauteur de 50% sur un budget total de 140 000 euros (hors contributions volontaires), soit un montant de 70 000 euros décomposé comme suit :

- 50 000 euros subvention de fonctionnement pour la réalisation de sa feuille de route globale
- 15 000 euros de subvention pour action spécifique liée à la surveillance du site
- 5 000 euros de subvention pour action spécifique pour la mise en œuvre de solutions concrètes liés aux déplacements des salariés (covoiturage et ateliers de sensibilisation)

L'action spécifique « Surveillance des accès autorisés » n'ayant pas pu être réalisée en 2021 par manque de disponibilité des entreprises concernées, suite aux périodes de confinement successifs, et la nécessité de cette action restant inchangée, le retard pris en 2021 sera rattrapé en 2022. Afin de ne pas pénaliser l'association dans la finalisation de ses objectifs 2021, il est proposé de modifier la convention via la suppression de la clause de proratisation de la subvention, sans modifier le montant de cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération IVIS 004-9459/21/BM du Bureau de la Métropole du 18 février 2021 attribuant une subvention pour fonctionnement global et actions spécifiques à l'Association du Technopôle de Château-Gombert

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les difficultés rencontrées par l'Association du Technopôle de Château-Gombert pour la réalisation de sa feuille de route 2021 en raison de la situation sanitaire.
- L'intérêt d'assurer la surveillance des accès autorisés des structures du Technopôle de Château-Gombert en-dehors des heures d'affluence et l'enjeu du maintien de la sécurité sur le site en termes d'image pour le Technopôle, site d'excellence académique et entrepreneuriale du territoire métropolitain
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence inscrites dans son Agenda du développement économique délibéré en 2017.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la métropole approuvant l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association du Technopôle Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 002-389/22/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Confédération Générale des CIQ de la Ville de Marseille et des Communes environnantes DAJA 22/20686/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la promotion du territoire et compte tenu de la politique d'actions en matière de soutien aux manifestations culturelles et sportives qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire Marseille Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Le comité d'intérêt de Quartier (CIQ) est une association issue de la loi 1901, qui a pour but principal de défendre les intérêts généraux des habitants d'un périmètre, pour tout ce qui a trait à leur vie citoyenne, matérielle et intellectuelle. Ses administrateurs sont des bénévoles qui agissent auprès des autorités politiques et administratives. Ils contribuent à l'expression directe des habitants du quartier, en ce qui concerne la vie quotidienne.

L'ensemble des CIQ est regroupé au sein de la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes qui a pour but d'appuyer et de coordonner leurs actions.

Les actions et les objectifs poursuivis par l'association correspondent aux objectifs que le Territoire Marseille Provence souhaite valoriser en matière de proximité.

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

L'association a été soutenue les années précédentes. Elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier Astre N°2022_250.

Après instruction, il est proposé d'attribuer à la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes une subvention d'un montant de 60 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection du 15 Juillet 2020 de Monsieur Roland GIBERTI en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 004-8076/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement à la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes d'un montant de 60 000 € au titre de l'exercice 2022.

Article 2 :

Est approuvée la signature de la convention d'objectifs avec la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes.

Article 3 :

Monsieur Le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant dûment habilité, est autorisé à signer la convention afférente à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget principal du Conseil de Territoire, rubrique 022, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCESDE 003-390/22/CT

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

■ CT1 - Approbation de la charte d'engagements territoriaux relative au Parc des Aiguilles sur la commune d'Ensuès-la-Redonne

**Avis du Conseil de Territoire
DPEAT 22/20564/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par la Présidente du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération sur l'approbation de la charte d'engagements territoriaux relative au Parc des Aiguilles sur la commune d'Ensuès-la-Redonne.

Dans le cadre de ses actions en faveur du développement économique, la Métropole Aix Marseille Provence s'est engagée en mars 2006 dans la réalisation du Parc d'activités des Aiguilles, date d'approbation du dossier de création de la ZAC.

Cette opération d'aménagement, dédiée au développement d'un parc logistique, a été confiée à la société BARJANE, groupe spécialisé dans le développement d'un immobilier logistique et industriel durable, dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération n° DEV 001-500/11/CC du 8 juillet 2011, le contrat de concession d'aménagement n°11/117 a été approuvé, puis notifié à la société dédiée ENSUA le 9 septembre 2011. Par ce contrat, le concessionnaire de la ZAC est chargé de l'aménagement, de la construction et de la gestion du Parc des Aiguilles.

Cette opération d'aménagement vise plusieurs objectifs pour le territoire Métropolitain :

- Contribuer au développement de foncier économique à destination d'immobilier logistique dont les besoins à l'échelle du bassin et de la Métropole AMP sont avérés,
- Structurer le maillage de la filière logistique dans le sud, qui permet d'assurer le bon fonctionnement des autres secteurs économiques et filières,
- Répondre au développement des entreprises en générant des retombées économiques sur le territoire et en favorisant l'emploi et la main d'œuvre locale, sur un bassin d'emploi en déficit (1000 emplois attendus à terme sur ce parc)
- Favoriser la réhabilitation de sites abandonnés, pollués et dépréciés,
- S'inscrire dans les actions du plan de relance : « Sites clés en main » et « Reconversion de friches polluées »,

Le contrat de concession d'aménagement identifie un certain nombre d'engagements en faveur de l'emploi et de l'immobilier logistique, dans le respect d'une politique de développement durable et de cohésion sociale.

Le concessionnaire a souhaité renforcer ses actions sociétales et environnementales en développant sur le territoire concerné par l'opération d'aménagement des synergies entre les entreprises locales, les acteurs de l'emploi, et les partenaires institutionnels et associatifs.

La charte d'engagements territoriaux qui est annexée au présent rapport porte sur des engagements volontaires et la déclinaison dans un programme d'actions d'objectifs communs, fondés sur des valeurs partagées. Par cette charte, Barjane s'engage à réaliser à ses frais exclusifs lesdites actions sociétales et environnementales.

Ces actions liées notamment au développement de l'emploi responsable, s'inscrivent dans les dispositifs de RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise) développés, notamment, dans le cadre des PLIE de Marseille Provence.

Signé le 27 Juin 2022
Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

Elles pourraient également contribuer à la mise en œuvre d'une Responsabilité Sociale Territoriale (RST) sur l'ensemble de la Métropole AMP.

La présente charte décline les engagements et actions à développer, avec les parties prenantes du parc, telles que :

- Les entreprises qui interviennent sur les travaux d'aménagement et les entreprises occupantes du parc (Decathlon et Action dans un premier temps) ;
- Les acteurs de l'emploi ;
- Les partenaires institutionnels et associatifs.

Dans un contexte de relance économique durable, cette charte vise notamment à promouvoir les métiers de la logistique et de la construction, en favorisant la formation, l'insertion et le recrutement local avec les partenaires.

Il s'agit également par cette charte d'inscrire le parc d'activités dans une démarche de développement durable, engagée en terme de RSE (responsabilité sociale et environnementale) et une ouverture du projet au territoire avec les partenaires institutionnels.

Enfin, cette charte n'implique pas pour la Métropole Aix-Marseille, comme pour les collectivités partenaires, d'engagements et actions spécifiques qui génèrent des investissements financiers. Le rôle des partenaires institutionnels consistant à mettre en œuvre les conditions nécessaires à la bonne réalisation de cette charte en facilitant les échanges, et en veillant au respect des engagements des partenaires.

Lors d'un suivi semestriel, un point sera établi sur les actions menées avec les partenaires. De nouvelles actions ou thématiques pourront être intégrées au fil de l'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 5/260/CC du 30 mars 2006 qui approuve le dossier de création et DEV 002-929/13/ CC le dossier de réalisation de la ZAC
- La délibération n° DEV 001-500/11/CC du 8 juillet 2011 qui approuve le contrat de concession d'aménagement avec la société Barjane ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille Provence de développer des opérations économiques en faveur du développement des entreprises et de l'emploi.
- La nécessité de contractualiser les engagements de chacun des partenaires à travers la charte d'engagements territoriaux sur le parc des Aiguilles à Ensues-la-Redonne.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre avis favorable au projet de délibération

Signé le 27 Juin 2022

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juillet 2022

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, approuvant la charte d'engagements territoriaux sur le parc des Aiguilles à Ensues-la-Redonne dans le cadre d'actions en faveur notamment de l'emploi et de l'environnement, ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.